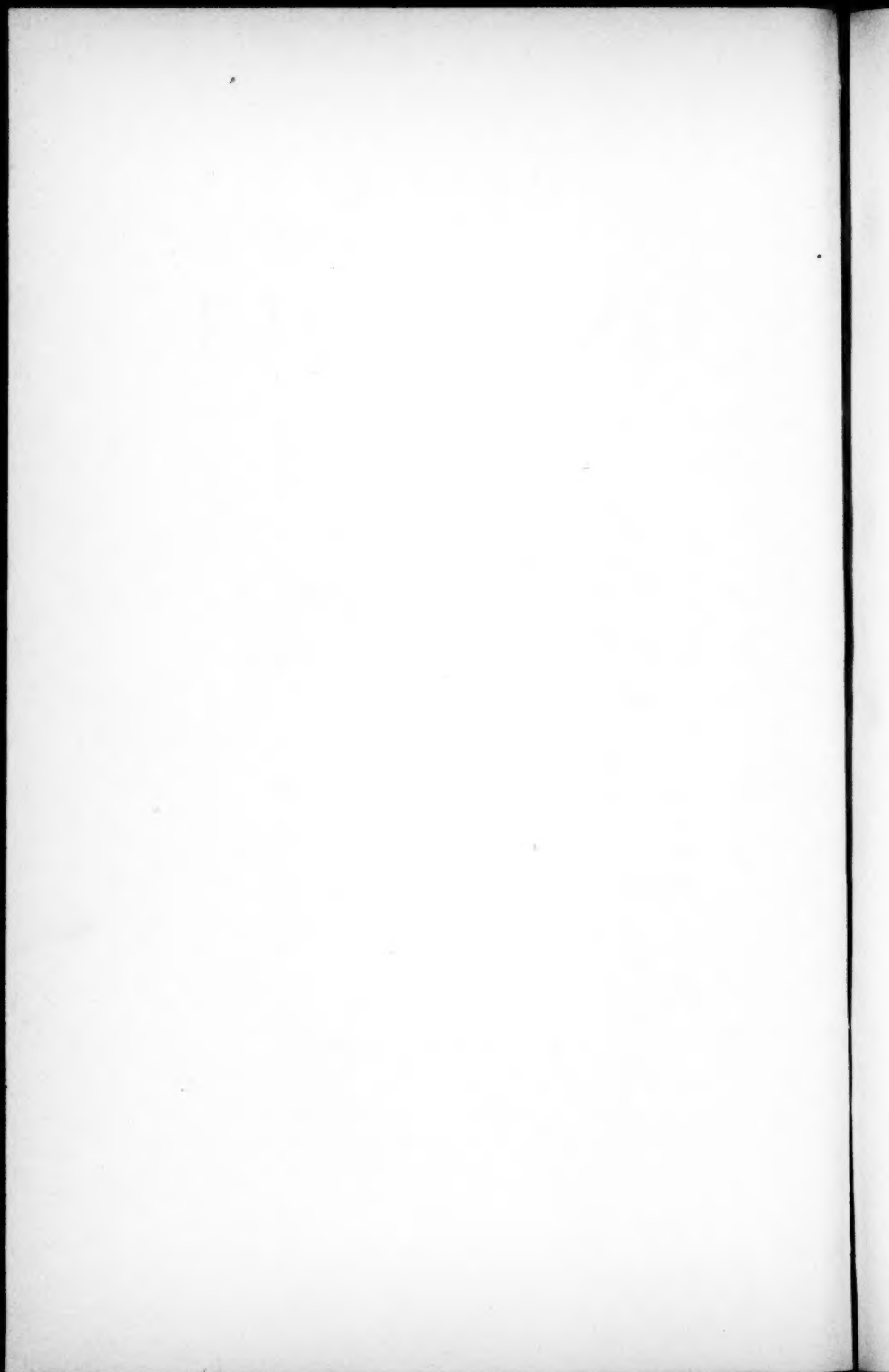


REVUE  
HISTORIQUE





# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

VINGT-HUITIÈME ANNÉE.

---

TOME QUATRE-VINGT-TROISIÈME

Septembre-Décembre 1903.

---

PARIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C<sup>e</sup>

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE

1903

H  
R 3282  
v. 83

OCT 29 1928  
244516  
B P

O  
! R6  
t. 83  
1903

UNIVERSITY OF  
MICHIGAN  
LIBRARY

LA REVISION

## DU PROCÈS LALLY

(1778-1786).

---

### I.

Le procès Lally fut, parmi les procès politiques, un de ceux qui passionnèrent le plus l'opinion. La perte de nos colonies d'Asie et d'Amérique nous avait humiliés au point que nous jugions nécessaire de trouver dans l'administration ou l'armée des traîtres responsables de nos revers. Et, de même qu'une commission du Châtelet jugea un munitionnaire et un intendant de la Nouvelle-France, la Grand'Chambre du Parlement de Paris prononça sur le général Lally, à qui le Conseil supérieur de Pondichéry reprochait la ruine de l'Inde. A l'unanimité, Lally fut reconnu coupable d'avoir « trahi les intérêts du Roi et de la Compagnie des Indes » et fut décapité en place de Grève en 1766.

L'opinion a ses revirements. Le public en vint à penser que, si Lally avait commis des fautes, ou s'était montré ignorant des choses de l'Inde, ou général incapable, il n'avait pas, pour cela, commis de crime. On vit en lui la victime d'un gouvernement qui s'était cru dans la nécessité d'expliquer des désastres dont il rougissait. On s'étonna que Louis XV n'eût pas envoyé Lally devant un conseil de guerre, seul compétent pour juger de faits militaires. On accusa ses juges d'ignorance; on les soupçonna de prévention; et ce fut pour Voltaire une occasion nouvelle de faire campagne contre la magistrature souveraine. Il excita le jeune Lally à poursuivre la réhabilitation de son père; il mourut l'année même où le Conseil d'État cassait l'arrêt de 1766; mais Lally fils avait assez de vigueur morale et de talent pour soutenir sa cause devant deux parlements et, par deux fois encore, devant le Conseil d'État.

Connu d'abord sous le nom de chevalier de Tolendal et capitaine de cavalerie au régiment des cuirassiers, le jeune Lally fondait sa qualité sur un acte de mariage de son père avec une dame de Maulde, Félicité Crafton, et sur un « extrait baptismal ». S'ils ne prouvaient pas qu'il fût enfant légitime, ils attestaient du moins qu'il avait été légitimé; ce qui le mettait, disait-il, en état d'entamer un procès en revision.

Il s'était assuré l'appui des Dillon, dont le crédit était grand auprès de la Reine. D'origine irlandaise, comme lui, les Dillon avaient obtenu de la Reine qu'elle le soutînt au Conseil d'État. Et Marie-Antoinette s'était prise à désirer ardemment son succès. Elle se passionnait pour sa cause, le nommait son « petit martyr », le reconnaissait comme comte de Lally, le faisait reconnaître par la famille royale et le Roi, et, avec le brevet de colonel, obtenait pour lui un secours de quarante mille livres. Au comble de la joie, les Dillon célébraient déjà sa victoire sur le Parlement de Paris. Il se formait, d'ailleurs, un parti Lally. Les philosophes, gens de lettres et journalistes, sans distinction d'opinions, depuis Condorcet jusqu'à Linguet, se groupaient dans une commune haine contre une magistrature ennemie-née de la presse; les femmes s'éprenaient du beau cavalier de vingt-sept ans dont la piété filiale faisait, à leurs yeux, un héros; et le grand public suivait<sup>1</sup>.

Le jeune Lally a exposé ses raisons contre l'arrêt de 1766 dans un écrit longtemps cité comme chef-d'œuvre oratoire, le *Mémoire produit au Conseil d'État par Trophime-Gérard, comte de Lally-Tolendal, capitaine de cavalerie au régiment des cuirassiers*<sup>2</sup>. Il y soutient que l'arrêt est nul, parce que, dans

1. *Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la cour et la ville, de 1777 à 1792*, publiée par de Lescure. Paris, 1866, 2 vol. in-8°, t. I, p. 27, 172, 181. — *Correspondance secrète, politique ou littéraire, ou Mémoires pour servir à l'histoire des cours, des sociétés et de la littérature en France, depuis la mort de Louis XV*. Paris, 1787, 18 vol. in-8°, t. IV, p. 139; t. VI, p. 11. — *Anecdotes du règne de Louis XVI*. Paris, 1791, 6 vol. in-12 (par Pierre-Jean-Baptiste Nougaret), t. VI, p. 243 et 244. — Condorcet, *Œuvres*. Paris, 1847, t. IV, p. 455. — Bibl. nat., mss. fr. 6682, fol. 494, et 6683, fol. 278 (*Journal de Hardy*).

2. *Barreau français*, collection des chefs-d'œuvre de l'éloquence judiciaire en France. Paris, 1823, 17 vol. in-8°, 1<sup>re</sup> série, t. V, p. 1-346. — Bibl. nat., 4<sup>e</sup> Fm. 15837-15839. *Mémoire produit au Conseil d'État du roi par Trophime-Gérard, comte de Lally-Tolendal, capitaine de cavalerie au régiment des cuirassiers, dans l'instance en cassation de l'arrêt du 6 mai 1766 qui a con-*

le cours du procès fait à son père, il y a eu contravention formelle aux « lettres d'attribution » déferant au Parlement de Paris non le seul cas du général vaincu, mais tous les délits commis aux Indes, soit avant, soit après l'envoi des troupes commandées par lui. Louis XV avait voulu, dit-il, s'enquérir des déprédations et concussions qui furent les vraies causes de la ruine des Français en Inde, et c'est précisément ce qu'on a tenu à lui cacher. Il n'a pas su quels scandaleux profits réalisaient sur la Compagnie des Indes les fermiers ou régisseurs chargés de l'entretien des cipayes, de la nourriture des bêtes de trait ou de la fortification des places. Il n'a pas su que les places demeuraient sans défense et que nul ne mettait sur pied les effectifs convenus. Et, donnant cours à sa passion, le jeune Lally ajoute : En procédant comme l'exigeaient les « lettres d'attribution, » on eût vu partout « le plus grand désordre, la prodigalité la plus outrée, l'esprit de cupidité, l'insubordination, un despotisme absolu, des abus sans nombre, aucun compte rendu à la Compagnie de la régie de ses revenus et de leur emploi, aucune délibération sur les baux, aucun examen de compte à leur expiration, aucun procès-verbal sur les non-valeurs. On eût vu cette masse énorme d'infidélités, de prévarications, de brigandages, de cruautés, de crimes, que j'ai détaillés ou indiqués dans la première partie de ce *Mémoire*. On n'eût pas conclu que mon père était innocent, mais on eût conclu qu'il y avait des coupables avant l'époque où il avait pu le devenir. On eût conclu que ces coupables avaient perdu le droit d'inculper qui que ce soit. On eût examiné leur gestion. On eût obéi au souverain. »

Avant de juger le général commandant en Inde, il aurait donc fallu poursuivre les administrateurs de l'Inde. Or, c'étaient là justement les accusateurs de Lally. Ils avaient éclairé contre lui la procédure et l'avaient dirigée; il y avait eu, de leur fait, cabale et complot de calomnie, car les témoins à charge avaient lu des dépositions calquées sur un libelle rédigé par un de leurs agents, le jésuite Lavaur, ennemi personnel de l'accusé. Telle est, du moins, la version de Lally. Dans sa perfidie, Lavaur aurait

*damné à mort le feu comte de Lally, son père, et signifié pour défense à M. le procureur général du parlement de Normandie dans l'instance renvoyée en cette cour par l'arrêt du Conseil qui a prononcé la cassation (signé : le comte de Lally-Tolendal). Rouen, veuve Besongne et fils, 1779, 3 parties en 3 vol. in-4°.*

même composé deux écrits sur le commandant des troupes de l'Inde, une apologie et une diatribe, comme s'il se fût réservé d'user de l'une ou de l'autre à l'occasion. Il mourut en 1763, sans avoir été entendu comme témoin, et ses amis auraient détruit l'apologie pour faire de la diatribe la base essentielle de leurs imputations<sup>1</sup>.

Le jeune Lally s'est efforcé de mettre en contradiction avec eux-mêmes les officiers civils et militaires qui avaient déposé contre son père. Avant que le général fût en Inde, ils écrivaient, dit-il, à Versailles, que tout était perdu, si on ne leur envoyait dix millions; et, seize mois avant la capitulation de Pondichéry, ils annonçaient la chute de la place comme imminente, à moins qu'on ne la secourût. Or, ils ne reçurent ni argent ni renforts et n'en affirmèrent pas moins que Lally avait seul perdu l'Inde. L'arrêt de 1766 leur donna raison, mais en des termes contradictoires. Il déclara Lally « dûment atteint et convaincu d'avoir trahi les intérêts du Roi, de son État et de la Compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations, exactions, etc. » Comment le général aurait-il pu trahir les intérêts de la Compagnie, puisqu'il n'avait jamais, dit son fils, ni touché, ni perçu, ni régi aucun de ses revenus? On lui avait commandé de prendre part à l'administration, mais il s'était borné à défendre qu'on délivrât des lettres de change « sous son attache; » il avait fait brûler « pour quinze cent mille livres de billets de caisse, sur lesquels on exerçait un monopole infâme; » mais les fermiers, régisseurs ou receveurs ne l'avaient pas approché pour lui « rendre des comptes. » Il n'avait pas davantage trahi les intérêts du Roi, car il aurait fallu, sans doute, qu'il y mit de la préméditation. Or, les juges n'avaient pas relevé la préméditation dans l'arrêt. S'il avait tout perdu sans le vouloir, c'était donc « malheur ou incapacité. » Pouvait-on pour cela le condamner à mort? On avait incriminé ses abus d'autorité, et c'était encore propos contradictoire, puisqu'il avait reçu du Roi des pouvoirs illimités. Pourquoi ne pas lui faire un crime aussi de ses hauteurs à l'égard des conseillers de Pondichéry?

Toute l'argumentation du jeune Lally tend à prouver que son père ne pouvait pas même être convaincu d'un délit, et elle se résume, à dire vrai, dans cette conclusion de son *Mémoire* :

1. Barchou de Penhoën, *Histoire de l'Inde anglaise. Conquête de l'Inde*. Paris, 1850, 5 vol. in-8°, t. II, p. 268 et 269.

Le Parlement avait été constitué juge de mon père par *lettres d'attribution*; et ces lettres ne faisaient mention que du crime de concussion, du crime de haute trahison et de l'allégation d'abus d'autorité. Donc, le Parlement ne devait juger que sur ces crimes et sur cette allégation. Le Parlement, dans son arrêt, n'a pas dit un mot du crime de concussion ni du crime de haute trahison. Donc, il a déclaré mon père innocent sur ces deux chefs. Il l'a condamné à mort en n'articulant que l'allégation d'abus d'autorité; et cette allégation vague, à peine tolérable dans une plainte, inadmissible dans un arrêt, dénuée même de sens dans le cas présent, ne peut, dans aucun cas, figurer à côté d'une condamnation à mort. Donc, le Parlement a jugé et condamné sur d'autres motifs. Tout autre chef ne pouvait jamais être de sa compétence. Donc, il a jugé ce qui n'était pas de sa compétence. Donc, le Parlement, par un même arrêt, a déclaré un homme innocent sur les chefs qu'il pouvait et devait connaître et l'a fait mettre à mort sur ceux qu'il ne pouvait ni ne devait connaître. Du moment que le juge est incompétent, il devient simple particulier. Or, qu'est-ce qu'un particulier qui donne la mort à un autre<sup>1</sup>?

On voit que pour l'auteur du *Mémoire*, comme pour Voltaire et les philosophes, l'exécution du général Lally fut simplement un assassinat. Nul ne saurait blâmer ce fils qui demande la réhabilitation de son père; mais comment ne pas relever dans ses écrits l'accent de la passion? Comment n'y pas signaler l'affirmation inexacte que Lally n'aurait jamais touché aux deniers de la Compagnie des Indes? Et ce procédé d'avocat qui dissimule les fautes du condamné pour mettre en relief ses qualités militaires, ses malheurs, son courage, sa fin lamentable, et tourner violemment l'opinion contre les juges? Sans doute, la majorité du Conseil d'État fut favorable au *Mémoire*; mais peut-on oublier que le Conseil était sous la main du pouvoir et que le pouvoir voulait la revision? Vingt-quatre magistrats y opinèrent pour le maintien de l'arrêt de 1766 et quarante pour sa cassation. C'est dans ces conditions que le procès fut renvoyé devant le parlement de Rouen. Par arrêt du 16 juillet 1778, le jeune Lally obtint mandement pour assigner en cette Cour le procureur général et toutes les parties, et ceux des parents de son père qui avaient adhéré à ses demandes, dans l'instance du Conseil, adhè-

1. *Barreau français*, 1<sup>re</sup> série, t. V, p. 331.



rèrent par avance à celles qu'il devait encore former à Rouen. C'étaient Ferdinand Bruno et Arthur-Charles-Marie du Vivier de Fay-Solignac et Michel O'Donnel, neveu, petit-neveu et cousin de Lally père<sup>1</sup>.

Le procureur général, M. de Belbœuf, déclara que le renvoi du procès Lally n'était pas un renvoi pur et simple, car le principal accusé se trouvait dans le cas d'un homme mort avant que son procès fût terminé. On ne pouvait plus, en principe, ni le soumettre à une poursuite ni prononcer de jugement contre lui; mais, la plainte originairement rendue portant accusation de lèse-majesté, on pouvait, d'après l'ordonnance, faire le procès à sa mémoire sur cette accusation. Il suffisait de lui nommer un curateur. La Cour admit ces principes et, par l'arrêt du 21 décembre 1778, elle retint le procès, en nommant Lally fils curateur à la mémoire de son père.

En vertu de cet arrêt, le curateur se persuada que nulle accusation, désormais, ne se ferait jour contre Lally, en dehors de celles qui se peuvent tenter à une mémoire. Nul n'aurait dû, par exemple, entamer d'action pour injures privées; le procureur général était seul compétent pour provoquer l'instruction et le jugement d'un procès de lèse-majesté.

La Cour de Rouen ne se conduisit pas d'après les principes et l'esprit logique dont le curateur aurait voulu la voir animée. Elle ne se crut pas liée par son premier arrêt. Le procès lui parut affaire de parti et œuvre de passion contre le Parlement de Paris. Les ennemis de la Robe y cherchaient, à dire vrai, des armes contre elle, et dans la Robe l'esprit de corps retrouvait toute sa force, particulièrement à Rouen. Quand l'affaire fut en état, le rapporteur Mouchard demanda à être entendu, et le ministère public l'appuya; mais la Cour rendit arrêt pour renvoyer le rapport à sept mois (1<sup>er</sup> mai 1779)<sup>2</sup>. D'où colère du Roi et interven-

1. Bibl. nat., ms. fr. 6682 (Hardy), fol. 494. — Bibl. nat., 4<sup>e</sup> Fm. 35164. *Dénonciation, suppliques, sommations, désistements et protestations adressés à M. le procureur général du parlement de Normandie, conformément à la consultation ci-dessus, par Trophime-Gérard, comte de Lally-Tolendal, Ferdinand-Bruno, du Vivier de Fay-Solignac et Michel O'Donnel, fils, neveu, petit-neveu et cousin du feu comte de Lally* (3 septembre 1778). Rouen, veuve Besongne et fils, 1778, in-4°.

2. Bibl. de Dijon, 19362, t. II, fol. 20 et 21 (arrêt du Conseil d'État, 1780). C'est là une collection de pièces relatives à la revision du procès Lally. Une collection analogue se trouve encore aujourd'hui dans les papiers du comte



tion personnelle de Miromesnil; nouvel arrêt témoignant de meilleure volonté et fixant le rapport au 5 juillet; mais les vacances approchaient et allaient tout retarder. Le Roi voulut en finir et envoya aux juges des « lettres de continuature. » En six semaines, il pouvait les acculer à la nécessité de rendre un arrêt définitif. Mais, subitement, se produisit un coup de théâtre. Un conseiller au Parlement de Paris, Duval d'Épremesnil, intervint au procès et annonça ouvertement l'intention de tout arrêter.

C'est là le principal adversaire contre lequel dut lutter le jeune Lally durant huit ans (1778-1786). Par ses origines et ses intérêts de famille, il appartenait au parti de la Compagnie des Indes, ennemie mortelle du condamné. Petit-fils d'un échevin du Havre<sup>1</sup> et fils d'un agent de la Compagnie, il était le neveu d'un ancien gouverneur de Pondichéry, Duval de Leyrit, homme de bien et de capacité, enveloppé naguère par Lally dans les accusations de prévarication qu'il portait, sans réserve, contre tous les administrateurs de la colonie<sup>2</sup>.

Si l'on songe qu'aux yeux du Parlement de Paris la cassation de l'arrêt de 1766 passait nécessairement pour un outrage, comment d'Épremesnil n'aurait-il pas apporté dans la guerre qu'il fit au fils de Lally toute l'ardeur et l'âpreté d'un tempérament déjà éprouvé par les ennemis de la magistrature? N'étant encore qu'avocat du Roi au Châtelet, il s'était signalé contre les juges de Maupeou; plus tard, il avait attaqué Turgot dans l'affaire des corvées; il devait porter à Necker des coups décisifs en dénonçant son mémoire sur les administrations provinciales; il combattit Lally au nom des deux puissances dont l'honneur lui tenait au cœur: l'une appartenant déjà à l'histoire, la Compagnie des Indes, l'autre encore debout et vivante, la magistrature parlementaire.

Le 9 août 1779, d'Épremesnil fait signifier au jeune Lally un

d'Épremesnil, arrière-petit-fils du fameux conseiller. Ces manuscrits sont d'ordinaire les brouillons des brochures et des mémoires publiés pendant le procès. Nous en avons eu communication et nous adressons au détenteur nos bien sincères remerciements.

1. *Recueil de la Société havraise d'études diverses*. Le Havre, 1893, in-8°, p. 155.

2. Barchou de Penhoën, t. II, p. 194. — Forneron (*Histoire des émigrés*, t. II, p. 423) a, d'ailleurs, parlé de Leyrit comme d'un « scélérat » qui avait fait échouer Lally dans l'Inde et l'avait fait condamner à Paris. Forneron affirme sans preuves; il est l'écho des *Mémoires* de Lally.

acte où il le somme de déclarer s'il entend persister dans les imputations que le sieur de Lally s'est permises, en ses *Mémoires*, contre le sieur de Leyrit, et, demeurant sans réponse, il présente une requête à la Cour afin d'être « reçu partie intervenante dans l'instance criminelle pendante entre le procureur général et le jeune Lally. » Il vient au secours des juges, qui répugnent à réhabiliter le général condamné, et il crée un « incident » par où ils esquivent la difficulté. Aussi bien ordonnent-ils de surseoir à toute instruction et tout jugement sur le procès principal et déclarent-ils vouloir statuer d'abord sur « l'incident » (11 août 1779).

On ne saurait dire quel fut l'émoi du public lorsque d'Épremesnil apparut à Rouen. Une foule prodigieuse d'étrangers y arrivait en même temps, car c'était à qui verrait aux prises un officier de cavalerie et un magistrat de parlement. Les admirateurs du robin soutenaient que l'officier était moins préoccupé du désir de réhabiliter son père qu'entraîné par des vues d'avancement et de fortune, et les amis de ce dernier raillaient d'Épremesnil sur son système d'intervention. Sans doute, la situation était aussi étrange que compliquée. Lally fils inculpait indirectement le Parlement de Paris, le Conseil de Pondichéry, et l'ancien gouverneur Leyrit, et d'Épremesnil, au nom d'un oncle qui n'avait pas attaqué Lally vivant, venait, après treize ans, poursuivre la mémoire de Lally décapité<sup>1</sup>.

En renvoyant le procès à la Cour de Rouen, Miromesnil avait cru pouvoir y tirer parti de ses relations personnelles. Or, d'Épremesnil avait une grande situation en Normandie. Toutes ses attaches étaient en ce pays, non seulement au parlement de Rouen, mais au Havre, et dans la banlieue du Havre, parmi les armateurs, les grands propriétaires et les administrateurs eux-mêmes. En sorte qu'il était vraiment en état de paralyser l'action du garde des sceaux.

A Rouen, comme à Paris, la masse du public se déclara cependant pour le jeune Lally, et, certes, elle forma un parti bruyant et décidé. Rouen devint un petit Paris, et chaque événement de l'intervention d'Épremesnil y tourna toutes les têtes. Surexcitées par l'exemple de la Reine, les femmes surtout étaient pour l'officier en habit bleu, et, comme les Parisiennes lors de la querelle

1. *Correspondance secrète*, t. VIII, p. 289, et t. IX, p. 233.

de Gluck et de Piccini, elles se passionnaient et formaient dans le *parti bleu* des groupes aussi intolérants que séduisants. D'Épemesnil, qui, devant la Cour, parlait non en robe rouge, comme l'a dit Linguet, mais en robe noire, était naturellement le centre du *parti noir*. Et voici, d'ailleurs, ce qu'écrivait un publiciste venu pour la circonstance à Rouen, quelque chose comme un reporter du temps :

Il y a, en vérité, de quoi trembler que nos femmes n'aient perdu pour jamais leur caractère d'enjouement et de gaieté folâtre... Leurs bouches ne prononcent plus ces phrases compassées par l'amour pour leur imprimer une forme gracieuse; elles ne font entendre que ces mots barbares de Tanjaour, Alemparvé, Pondichéry, Trinquemalé, Karikal, qui leur donnent une contraction et des mouvements désagréables. A la place d'un tableau de Boucher ou de Greuze, on ne voit plus chez elles qu'une grande carte de la côte de Coromandel; et trois énormes volumes intitulés : *Mémoires pour le comte de Lally, vraies causes de la perte de l'Inde*, chargent ces tables de toilette où couraient Bernard, Dorat et quelquefois La Fontaine. Il ne manquerait plus, pour achever le mal, que de voir la demoiselle Saint-Quentin nous donner des chapeaux à la *Lally* et à la *d'Épemesnil*, comme elle en a donné à la *Belle-Poule*, à la *Jamaïque*, etc. Dans le choc des tourbillons femelles, celui du *parti bleu* paraît avoir été, jusqu'à présent, le plus fort. J'ai voulu lutter quelque temps contre son ascendant... « Il est si beau, m'a-t-on répondu, de voir un militaire de vingt-huit ans, éloquent et bien fait, défendre la mémoire de son père ! » Cette puissante considération m'a ébranlé. On m'a menacé d'une bouderie, d'une rupture, si je ne me rangeais sous le drapeau irlandais<sup>1</sup> !

## II.

L'histoire de l'« intervention » d'Épemesnil à Rouen s'étend de l'arrêt du 11 août 1779 à celui du 12 mai 1780. Le premier suspend le procès principal; le second admet l'« intervention »; et, tout naturellement, dès lors, s'interpose à nouveau le Conseil d'État.

En dépit des invectives dont il fut l'objet, d'Épemesnil se conduisit, semble-t-il, d'après des convictions arrêtées et sans mau-

1. *Lettre à mon ami, à Paris*. Rouen, 1780, p. 2 et 3.

vaïse foi. Il eut le malheur de soutenir une cause qui ne passionnait pas le public contre un homme dont la passion était d'accord avec celle du public. Il se fit l'écho des regrets et des colères de la génération et du monde colonial qui avaient assisté à la perte de l'Inde; mais l'événement remontait à plus de quinze ans, et les générations nouvelles ne se préoccupaient plus de savoir à qui en incombait la responsabilité. Un soldat jeune et éloquent demandait la revision du procès de son père condamné pour avoir capitulé devant les Anglais après une résistance héroïque; il protestait contre une procédure barbare, dont son père était la victime la plus illustre, et contre un arrêt dont nul ne parlait qu'avec effroi. Comment n'aurait-il pas rallié les ennemis de l'Angleterre et tous ceux qu'indignaient les abus de la législation criminelle?

Au point où en étaient les passions, d'Épremesnil risquait donc de paraître odieux et ridicule à défendre la mémoire d'un oncle mort riche et honoré contre celle d'un général frappé du dernier supplice. Mais, si épris qu'il fût de sa popularité, il la sacrifia à ses convictions, à ses préjugés, sans doute aussi à la tactique de la Compagnie dont il était le magistrat le plus en vue. Il prit des conclusions contre le curateur à la mémoire de Lally, en demandant la suppression des *Mémoires* publiés sous le nom de cet homme, et se réserva de réclamer contre ceux du curateur s'il jugeait à propos d'en produire lui-même. Il déclara ne pas être l'adversaire des accusés qui, naguère, avaient comparu avec le général, MM. de Chaponay, Allen, de Gadeville et de Pouilly, mais se dit prêt à soutenir la cause de tous ceux qu'on avait déchargés d'accusation. En sorte que, pour introduire un « incident, » il n'entreprenait rien moins que de remettre en discussion le procès tout entier (plaidoyer du 16 février 1780)<sup>1</sup>.

Sa confiance en son droit ou en sa force fut telle, qu'après avoir établi les motifs de sa demande, il offrit au jeune Lally de sortir de la lice s'il consentait à donner satisfaction à Leyrit. Il y a plus, le curateur ayant écrit au *Courrier de l'Europe* pour mettre au défi qui que ce fût de produire des preuves contre son

1. Bibl. de Dijon, 19362, t. II, p. 24 et 25 (Arrêt du Conseil d'État). — Bibl. nat., 4° Fin. 15836 quater. *Premier plaidoyer de M. d'Épremesnil, conseiller au Parlement de Paris, neveu de M. de Leyrit, contre M. de Lally-Tolendal, curateur à la mémoire du feu comte de Lally* (signé : Duval d'Épremesnil). Rouen, impr. de L. Oursel, 1780, in-4°.

père, le magistrat releva le défi en un langage plein d'orgueil et d'ironie. Que le curateur, disait-il, désavoue les calomnies avancées contre le gouverneur de Pondichéry, et l'on renoncera à attaquer la mémoire de Lally; qu'il y persévère, et l'on entrera dans la discussion de l'incident<sup>1</sup>.

Le Parlement de Paris n'en désirait pas moins amener en sa faveur un retour d'opinion; il fit circuler des notes où il énumérait les jugements que, depuis le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, il avait rendus contre ses membres indignes<sup>2</sup>, et d'Épremesnil lui-même se fit, par moments, très humble auprès de ses confrères de Rouen. « Si j'avais su, disait-il, étouffer en moi l'horreur de l'injustice et pâlir aux apparences d'un crédit usurpé, on ne m'entendrait pas, élevant vers vous une voix inconnue, dans ce Palais, bravant pour l'un des miens les efforts d'un parti déchaîné depuis quinze ans contre les lois. Je connais les maximes de ce parti que rien n'étonne, ses moyens, ses agents, ses ressources, ses espérances; je les connais et je sens ma faiblesse; mais je connais aussi votre équité, vos lumières, votre courage. Il rassure le mien. »

Ce style est vieilli, mais il était dans le goût des contemporains, et il ne faut pas juger vagues et banales des paroles dont les allusions nous échappent. Sous les formules de respect dont usent les parlementaires à l'égard des personnes royales se cachent parfois des critiques sanglantes. Et d'Épremesnil, parlant d'un roi mal informé et de « lettres surprises, » pense aux « lettres d'évocation » qui renvoyaient à Rouen le procès Lally; et il vise directement la Reine, protectrice des Dillon. Qu'on se place, d'ailleurs, au point de vue de la caste dont il était l'organe, et peut-être ne s'étonnera-t-on pas qu'en un procès en revision elle ait vu « la majesté royale compromise, la puissance des lois affaiblie, l'autorité des magistrats foulée aux pieds, la foi des

1. Bibl. de Dijon, 19362, t. II (Arrêt du Conseil d'État). Cf. *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres, depuis 1762 jusqu'à nos jours*. Londres, 1777-1789, 36 vol. in-12, t. XV, p. 72.

2. *Correspondance secrète*, t. VII, p. 376 et 377. « En 1496, un conseiller, nommé Claude Chanvreux, fut mis au pilori et fleurdéliné au front pour avoir falsifié une enquête. Le président Couci fut pendu pour concussion en 1536. Alain de Kourderey, conseiller aux Enquêtes, l'avait été aussi, en 1447, pour avoir suborné des témoins. En 1543, le président Gentil fut pendu. En 1545, le chancelier Poyet fut privé de sa dignité et condamné à cent mille livres d'amende pour péculat. En 1582, Poyle, conseiller de Grand'Chambre, fut privé de sa charge pour concussion. »

arrêts anéantie, l'existence des colonies mise au hasard, et la voix de l'Asie et de l'Europe comptée pour rien. »

Il y a dans le plaidoyer de d'Épremesnil autre chose que des considérations générales, et je relève d'abord cette objection faite au curateur sur la valeur morale de l'arrêt de 1766 : Peut-on croire, dit le magistrat, que les témoins à charge aient toujours été des parjures et tous les juges des bourreaux ? Quarante-quatre, dont la plupart jugeaient depuis trente ans, ont condamné Lally d'une voix unanime. Est-il admissible qu'ils l'aient fait par système et sans souci de la justice<sup>1</sup> ?

Suit, naturellement, le tableau des désastres amenés par Lally : le rappel de Bussy entraînant la perte des Circars du Nord ; l'échec de Madras et la déroute qui suivit ; la division des troupes en deux corps en présence d'un ennemi déjà supérieur en nombre ; l'imprudente tentative de Wandsworth ouvrant aux Anglais la route de Pondichéry, et, par-dessus tout, la ruine de l'administration et de l'armée, résultant des violences d'un général aux trois quarts fou. A nos yeux, Lally commit des fautes immenses ; aux yeux des contemporains, elles furent d'un criminel, et le Parlement chargé de le juger le condamna, comme faisait l'opinion.

Si d'Épremesnil ne pardonne pas à la coterie de la Reine de poursuivre la revision du procès, il le pardonne moins encore aux philosophes, qui sont maîtres de l'opinion, et le plus illustre d'entre eux est naturellement l'objet de ses invectives. « Des grands, dit-il, ont soutenu le curateur ; des flatteurs l'ont servi ; des écrivains célèbres l'ont prôné. On dit même que les derniers soupirs de M. de Voltaire ont été pour sa cause. Je lui laisse avec plaisir ce protecteur, à qui les désaveux ne coûtaient rien ; qui, de son cabinet, prononçait sur les affaires sans connaître les pièces. Vous lirez les informations. La justice est assise sur l'échafaud du comte de Lally ; je suis tranquille... Vers la tombe de M. de Voltaire s'avance, à pas lents, mais sûrs, la postérité, qui, dans l'écrivain le plus vanté, cherchera vainement l'homme de bien<sup>2</sup>. »

Il y a dans le plaidoyer de d'Épremesnil quelques morceaux brillants, mais on n'y découvre ni la méthode, ni l'aisance noble

1. *Premier plaidoyer de M. d'Épremesnil*, passim ; cf. *Correspondance secrète*, t. IX, p. 274, 276.

2. *Ibid.*, *Correspondance secrète*, p. 279 ; cf. La Harpe, *Correspondance littéraire*, t. III, p. 187.



et simple, ni l'ardeur contenue qui firent le succès du jeune Lally. Lorsque cet orateur prit, à son tour, la parole à Rouen (1<sup>er</sup> mars), il provoqua dans le public une indescriptible émotion. Son auditoire fondait en larmes; les gens de tout état l'acclamaient; et si d'Épremesnil s'irritait de tant d'ovations, la foule indignée le huait<sup>1</sup>.

Le début du plaidoyer du jeune Lally n'est pas sans une certaine solennité :

Je plaide en mon nom, comme curateur à la mémoire de feu mon père, Thomas-Arthur, comte de Lally, seigneur de Tolendal, etc., lieutenant général des armées du Roi, grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, inspecteur général des troupes, colonel d'un régiment d'infanterie irlandaise de ce nom, syndic de la Compagnie des Indes, commissaire du Roi et commandant en chef de Sa Majesté dans l'Inde.

Contre

M. Jacques Duval d'Épremesnil, ancien avocat du Roi au Châtelet, conseiller au Parlement de Paris, neveu, par son père, du sieur Georges Duval de Leyrit, écuyer, gouverneur de Pondichéry et président du Conseil y établi.

En présence de M. le Procureur général et autres parties. Mes conclusions sont : à ce qu'il plaise à la Cour déclarer M. Duval d'Épremesnil non recevable dans son intervention, le condamner en deux mille livres de dommages et intérêts d'indue vexation, applicables, de mon consentement, au pain des pauvres prisonniers de la Conciergerie de Rouen.

Et, dès qu'il est entré dans le vif de son sujet, le curateur présente une argumentation pressante. Pourquoi d'Épremesnil n'a-t-il pas demandé à être reçu partie intervenante contre la mémoire du général de l'Inde, alors qu'il était encore avocat au Châtelet? Aurait-il craint que le pouvoir fût obstacle à son entrée au Parlement? Où est le parti politique, ennemi des lois et de la magistrature, dont le curateur serait le chef? Et en quoi les protecteurs du curateur se déchaînent-ils contre la magistrature? En admettant sa requête en cassation, le Conseil du Roi s'est-il rendu suspect de haine contre la magistrature, lui qui se recrute dans toutes les cours? On ose dire qu'il y va du salut de la France

1. *Correspondance secrète*, t. IX, p. 287. — *Bibl. de Dijon*, 19362, t. II, *Arrêt du Conseil sur la requête du jeune Lally*, p. 33, 35, 37.

de ne pas réparer une iniquité. Mais qui donc oserait reprocher au Conseil du Roi d'avoir réhabilité Calas, mort sur la roue ?

Passant à la vie militaire de son père, le jeune Lally soulève une explosion d'enthousiasme. Il évoque les côtés glorieux du soldat toujours dans les camps, dénué de souplesse et d'une franchise austère ; dix-sept sièges où il commanda ; Fontenoy, où il avait assuré la victoire, et le témoignage de ses ennemis eux-mêmes qui, dans sa défaite, l'admiraient plus que dans ses triomphes. Quand il raconte sa ruine finale, Pondichéry bloquée par terre et par mer, sans un grain de riz dans les magasins, payant la livre de chien trente-huit francs et mangeant jusqu'au cuir des souliers, avec une poignée de soldats impuissants à remuer un canon, il n'est pas, sans doute, dans la question de l'intervention ; mais il fait de nos désastres en Inde une description tout autre que d'Épremesnil, toute vibrante d'orgueil militaire et filial, à Rouen même, en face de l'Angleterre, en pleine guerre anglaise ! Et certes, il peut ainsi conclure, avec une ironie amère : « Voilà l'homme que le Parlement de Paris a reconnu coupable d'une trahison qui n'était pas formelle et peut-être coupable de concussions qui n'étaient pas matérielles. » Voilà celui dont il faut inscrire le nom à côté des Straffort, des Barnevelt, des Cayet, des Marillac et de tous les grands infortunés<sup>1</sup> !

On remarquera que, si d'Épremesnil élargit la cause pour en faire matière à invectives contre les ennemis de la magistrature et de la Compagnie des Indes, le jeune Lally en tire parti pour soulever les sentiments patriotiques du public et émouvoir sa compassion traditionnelle en faveur des victimes de l'arbitraire. Il rend aussi hommage à Voltaire, alors dans toute sa gloire ; il raille d'Épremesnil d'avoir pu soutenir qu'en se présentant devant le Conseil d'État il aurait empêché la cassation de l'arrêt de 1766 et lui reproche d'avoir pu le supposer capable de reculer devant lui : « Par cela seul, dit-il, que j'ai rempli mon devoir, peut-être vous ai-je donné, à vous et aux vôtres, le droit de me haïr, et j'en fais gloire. Mais le droit de me mésestimer, aucun de vous ne l'a

1. Bibl. nat., 4° Fm. 15841. *Plaidoyer du comte de Lally-Tolendal, curateur à la mémoire du feu comte de Lally, son père, contre M. Duval d'Épremesnil, neveu par son père du feu sieur Duval de Leyrit*. Rouen, veuve Besongne et fils, 1780, in-4° (Grand'Chambre et Tournelle assemblées ; audience du 29 février 1780) ; cf. Linguet, *Annales*, t. VIII, p. 345, 347, 351 et suiv.



ni ne l'aura jamais. Jamais vous ne m'avez jugé capable de souscrire à cette paix infâme. »

Sur la fin de son plaidoyer, il touche au fond de la question. La cassation de l'arrêt de 1766 suppose nécessairement, dit-il, une procédure nulle, sinon en totalité, du moins en partie, et c'est aux juges saisis du fond, par le renvoi, à déterminer ce qui est nul, à le remplacer par une procédure nouvelle et une instruction nouvelle. Or, on ne peut procéder contre un mort que sur le chef de haute trahison, et, dans ce cas, le procureur général est la seule partie du curateur. Si d'Épremesnil intervient comme partie tierce, il introduit un nouveau procès, confond des intérêts particuliers avec un intérêt d'État et l'accusation d'un délit privé avec celle d'un crime public et capital. Il essaie de tout brouiller, provoque d'autres interventions avec la sienne, rend le procès interminable et empêche la justification d'un innocent en créant mille accusations contre un mort. Contre qui, en effet, rendra-t-il sa plainte? Qui fera-t-il interroger? Avec qui seront confrontés ses témoins ou ses pièces? Avec qui discutera-t-on des prétendues calomnies dont on accuse Lally?

D'Épremesnil prétend intervenir parce que le fils du général fait revivre l'injure faite à Leyrit et parce que les choses se trouvent remises en l'état où elles étaient avant l'arrêt de 1766. A l'entendre, il ne manquerait en l'affaire que la tête du condamné. Pur sophisme, déclare le curateur, car personne n'a le droit de s'agréger au procureur général. Le procès est pendant entre le procureur général et le curateur. Il ne s'agit ni de juger les moyens du neveu de Leyrit ni de rechercher si Leyrit fut calomnié ou non. D'Épremesnil est-il recevable à présenter son intervention? Telle est la seule question à examiner; et le jeune Lally oppose des « exceptions, » qu'il estime « péremptoires<sup>1</sup>. »

Deux épisodes mettent en lumière l'esprit de chicane et d'intrigue des adversaires de la revision. L'un a trait à la comtesse d'Aché, veuve d'un des accusés de 1766; l'autre au premier président de Montholon, que le parti d'Épremesnil accusait de tenir pour Lally.

La cause venait d'être remise au 12 avril, quand M<sup>me</sup> d'Aché, dont le mari était mort vers le commencement des plaidoiries, demanda à reprendre l'instance et suite du procès instruit contre

1. *Barreau français*, 1<sup>re</sup> série, t. V, p. 402.

lui, à la requête du procureur général. On conçoit que les héritiers d'un homme qui s'est constitué partie civile dans l'accusation d'un délit privé puissent, lui mort, reprendre l'instance pour réclamer l'intérêt civil. Mais que la veuve d'un accusé vienne demander la reprise d'une instance criminelle, cela est, à coup sûr, surprenant, et, ce qui passe le sens, c'est qu'on puisse faire signifier cette demande en reprise d'instance au comte de Lally et aux autres parties accusées au procès; c'est qu'on les somme enfin de venir plaider sur elle. Car, à supposer que le comte d'Aché, même après sa mort, dût être l'objet de poursuites criminelles, l'opposition du jeune Lally ne pouvait pas empêcher que cela fût, et, à supposer qu'il ne dût pas être poursuivi, le consentement de la même personne ne pouvait pas déterminer de poursuites. D'Aché n'avait jamais, d'ailleurs, été accusé de haute trahison, ni de lèse-majesté.

Complice de d'Épremesnil, la Cour de Rouen n'en donna pas moins acte de sa demande à la comtesse d'Aché; elle nomma Alexandre-Louis, baron d'Aché, ancien lieutenant de vaisseau, curateur à la mémoire du comte, et ce personnage se mit à la suite de d'Épremesnil, lui fit cortège aux audiences, et montra qu'il venait, lui aussi, créer un « incident » au procès principal<sup>1</sup>.

L'affaire Montholon révèle mieux encore l'esprit de la magistrature. Le premier président avait profité des vacances de Pâques et de la remise des débats au 12 avril pour venir à Paris, où se rendaient, d'ailleurs, d'Épremesnil et le jeune Lally. Mais, grièvement blessé dans un accident de voiture, il ne fut pas en état de quitter Paris à temps; le bruit courut que d'Épremesnil avait donné sa parole de ne pas plaider en son absence, et, sur son conseil, le jeune Lally demeura à Paris. Or, le 11 avril, au soir, d'Épremesnil partit subitement pour Rouen, fit trente lieues dans la nuit, et, le 12, dès six heures du matin, parut au Palais. Le procureur de Lally, n'étant « littéralement » autorisé qu'à faire consentir le renvoi à huitaine, ne crut pas l'être pour le demander et demeura stupéfait d'entendre d'Épremesnil plaider en l'absence de son client, qui n'avait pas d'autre avocat que lui-même. D'Épremesnil fit même plaider une cause nouvelle, la reprise d'instance des héritiers d'Aché<sup>2</sup>.

1. Bibl. de Dijon, 19362, t. II, p. 65 (arrêt du Conseil d'État de 1780).

2. Ibid., Linguet, *Annales*, t. VIII, p. 496, 497, 498.

Tout d'abord, Lally ne vit là qu'une ruse de son adversaire, et, comme il était usuel de recommencer la plaidoirie ou le rapport qu'un magistrat n'avait pas entendus, il demanda à la Cour de déclarer nul tout ce qui s'était passé à l'audience et réclama l'« intégralité » de ses juges<sup>1</sup>. Mais d'Épremesnil recusa Monthon et, paraît-il, en des termes assez irrévérencieux pour provoquer les murmures du public. Son audace venait de ce qu'il était sûr de la Cour, qui déclara, d'ailleurs, Lally « non recevable » dans sa réclamation, et celui-ci quitta l'audience, résolu à n'y plus reparaitre, et, de fait, n'y reparut plus<sup>2</sup>.

Dès lors, d'Épremesnil reprit la parole et enchérit sur son plaidoyer. Il dénia au curateur la qualité de fils légitime du comte de Lally, entra dans le fond du procès de 1766 et exposa toute l'expédition de l'Inde : Sièges, batailles, négociations, affaires administratives et politiques<sup>3</sup>. L'avocat du sieur Allen, un des accusés, s'éleva contre ce procédé, mais fut déclaré, lui aussi, « non recevable, » et n'eut, comme Lally, qu'à se retirer.

Certain dès lors du succès, d'Épremesnil donna libre cours à son humeur bruyante. Petit et remuant, de physionomie mobile, avec un teint bilieux et une voix éclatante, il amusait fort le public. Dans l'intervalle des audiences, et durant les délibérés, on le voyait sortir de sa place, riant haut et débitant des plaisanteries, s'asseoir sur les sièges des juges, courir et voltiger de toutes parts. Hors du Palais, il reprenait ses habitudes parisiennes et dépouillait, sans vergogne, la tenue du magistrat. Il allait au bal, et, chose quasi scandaleuse en province, il y dansait. Au foyer du théâtre, il paraissait en habit de couleur, se mêlait aux groupes et déclamait à tel point contre Lally qu'un officier le prit un jour violemment à partie.

Ses adversaires s'indignaient. Le soir, disaient-ils, d'Épre-

1. Bibl. nat., 4<sup>e</sup> Fm. 15842. *Réclamation faite à l'audience du 19 avril 1780 par le comte de Lally-Tolendal, curateur à la mémoire du feu comte de Lally, son père, contre M. Duval d'Épremesnil, neveu par son père du feu sieur Duval de Leyrit* (signé : le comte de Lally-Tolendal). Rouen, veuve Besongne et fils, 1780, in-4<sup>o</sup>.

2. Linguet, *Annales*, t. VIII, p. 493, 496, 497, etc.

3. Bibl. de Dijon, 19362, t. I, et Bibl. nat., 4<sup>e</sup> Fm. 15836 quater et 15840. *Second plaidoyer de M. d'Épremesnil, neveu de M. de Leyrit, en réplique à la réponse non imprimée ni signifiée du sieur de Lally-Tolendal, curateur à la mémoire du feu comte de Lally* (signé : Duval d'Épremesnil). Rouen, impr. de L. Oursel, 1780, in-4<sup>o</sup> de 340 p. C'est une charge à fond contre Lally père; sur la fin seulement, il est question du droit d'intervention. — *Extrait du*

mesnil se conduit en bouffon ; et, le lendemain, il reprend, au Palais, « son masque de douleur et ses échasses ; » il psalmodie des lamentations sur son oncle, invoque les lois violées et la patrie, mais n'est qu'un vaniteux doublé d'un comédien. Une querelle survenant entre lui et un avocat du nom de Ducastel, tout le barreau se ligua contre l'étranger. Même parmi les juges, il éclata des discussions violentes, et, enfin, il s'en trouva jusqu'à sept pour combattre le système de l'intervention. Seize, toutefois, l'admirent, et, le 12 mai 1780, d'Épremesnil eut gain de cause<sup>1</sup>.

Il semble ressortir des faits, qu'à des titres divers le jeune Lally et d'Épremesnil agirent beaucoup sur leurs contemporains. C'est que leur querelle fut, comme le procès de 1766, essentiellement politique. La noblesse d'épée tenait pour Lally, la Robe pour d'Épremesnil. Ceux qui n'étaient ni nobles ni magistrats prenaient souvent parti pour l'officier de cuirassiers ; car, dans les classes lettrées, une foule de gens étaient gagnés aux idées de Voltaire, de Dupaty et de Servan sur la procédure criminelle. Tous rapprochaient le supplice de Lally de celui de Calas ou de La Barre ; et l'affaire de la revision était pour eux une occasion de s'insurger contre une législation qu'ils estimaient monstrueuse. Ils flétrissaient des usages barbares, comme le fouet ou la marque, des peines atroces, comme la rupture des membres ou la « brûlure. » En vain d'Épremesnil fit-il crier par les rues de Paris les arrêts rendus en sa faveur ; en vain distribua-t-il ses plaidoyers<sup>2</sup> ; les ennemis de la législation criminelle demeurèrent fidèles à l'esprit de Voltaire et continuèrent d'acclamer le jeune Lally.

*second plaidoyer.* Paris, impr. de Lottin l'aîné, 1780, in-fol., 36 p.; cf. Bibl. nat., ms. fr. 6683.

1. Bibl. de Dijon, 19362, t. II (Arrêt du Conseil d'État de 1780 résumant la requête du jeune Lally). — *Mémoires secrets*, t. XV, p. 199, 208, 214, 230. — *Correspondance secrète*, t. IX, p. 396.

2. Les écrits publiés par d'Épremesnil, lors de son intervention à Rouen, sont : 1° la *Correspondance de MM. de Lally et de Leyrit dans l'Inde* ; 2° ses deux *Plaidoyers* ; 3° le *Précis de ses moyens de droit* ; 4° l'*Extrait* de son second plaidoyer pour servir de réclamation à la réponse du sieur Tolendal ; 5° son *Intervention réduite à sept raisonnements* ; 6° sa *Déclaration au sujet de la distribution clandestine de la requête en cassation du sieur Tolendal contre les huit arrêts du parlement de Normandie* ; 7° ses *Réflexions sur un écrit du sieur Tolendal supprimé par arrêt du Parlement de Paris, le 7 août 1781*. Cette liste est donnée par d'Épremesnil lui-même, au début du premier cahier de son *Intervention*, à Dijon (Papiers d'Épremesnil).

## III.

D'Épymesnil ayant accusé les écrivains de former un parti dans l'État et de pousser les citoyens à la haine de la magistrature, les écrivains l'attaquèrent à leur tour. La presse clandestine, avec des brochures anonymes, dont la plus marquante est due à Condorcet; la presse périodique, avec le *Mercure de France*, le *Courrier de l'Europe* et les *Annales politiques, civiles et littéraires* de Linguet. Si la police ne pouvait entraver la distribution ou la vente des brochures, du moins elle était en mesure d'empêcher l'entrée en France des journaux dangereux et protégeait contre eux les gens en place; mais, l'autorité se montrant favorable aux adversaires de d'Épymesnil, ce fut en vain que le premier président demanda au secrétaire d'État des affaires étrangères de mettre en surveillance le *Courrier de l'Europe* et les *Annales*<sup>1</sup>.

Depuis longtemps, Condorcet en voulait à d'Épymesnil, et la sortie du magistrat contre Voltaire lui servit de prétexte pour le prendre à partie. Il n'était pas seulement un savant et un philosophe épris de la théorie de la perfectibilité, mais une sorte de journaliste, touchant comme Voltaire aux questions brûlantes, avec plus de passion peut-être et tout le rigorisme d'un sectaire. Très doux, paraît-il, d'ordinaire, il devenait tel, à l'occasion, que ses amis le nommaient « le mouton enragé. » Admirateur et ami de Turgot, il avait publié, en janvier 1776, un *Écrit sans titre*, sur la corvée royale, où il faisait appel aux cultivateurs contre les propriétaires du sol et le Parlement de Paris<sup>2</sup>; et d'Épymesnil, depuis peu conseiller aux Enquêtes, jaloux de montrer son zèle anti-ministériel et anti-philosophique, avait dénoncé le pamphlet, faisant de lui une manœuvre nouvelle des économistes, « secte d'enthousiastes, » qui, sous couleur de combattre les préjugés, entreprenait hardiment de détruire les lois anciennes. L'avocat général Séguier avait fait son réquisitoire; et Condorcet avait vu sa brochure supprimée et « condamnée au mépris, » comme l'écrit d'un fanatique et d'un fauteur de sédition<sup>3</sup>.

1. *Mémoires secrets*, t. XVI, p. 270.

2. Condorcet, *Œuvres*, t. XI, p. 39.

3. Arch. nat., X<sup>1</sup> 8967, 30 janvier 1776. — Bibl. nat., ms. fr. nouv. acq. 4392

Dans une lettre à Voltaire, l'écrivain flétri a montré sa rancune contre le dénonciateur. Ce « petit Américain, disait-il, à force de faire donner des coups de fouet à ses nègres, est parvenu au point d'avoir assez de sucre et d'indigo pour acheter une charge de conseiller du Roi, brûleur de papier<sup>1</sup>. » Le trait est inexact, car la fortune de d'Épremesnil lui venait de son oncle Leyrit; mais Condorcet a provoqué une réponse de Voltaire, où l'on voit que les philosophes comptaient le magistrat parmi leurs pires ennemis. « L'Américain dont vous me parlez, dit Voltaire, ne m'étonne point; il m'effraie; je sais, à n'en pouvoir douter, qu'il est de la horde des autres sauvages, qui ont juré une haine immortelle à la raison<sup>2</sup>. »

Pour défendre Voltaire contre le plaidoyer de Rouen, Condorcet a écrit sa *Réponse à d'Épremesnil*. Il y nie que la magistrature puisse être solidaire des imprécations d'un conseiller, elle qui compte dans son sein des hommes comme Malesherbes, La Chalotais, Dupaty, Castillon, de Morveau et du Séjour, tous honorés de l'amitié de Voltaire<sup>3</sup>. Il nie qu'on puisse faire de Voltaire un ennemi de la magistrature, sous le prétexte qu'il a plus de confiance en un arrêt du Conseil du Roi qu'en un arrêt du Parlement de Paris<sup>4</sup>. Et il affirme que la postérité verra dans Voltaire l'héroïque écrivain qui, pendant soixante ans, a plaidé la cause de l'humanité; l'apôtre de la tolérance; le défenseur des rois contre les hypocrites qui entreprennent de les détrôner; celui des peuples contre les prêtres qui les trompent, contre les magistrats et les tyrans subalternes qui les persécutent<sup>5</sup>.

Et, par la force des choses, il établit un parallèle entre l'homme de la Compagnie des Indes, Leyrit, et le chef reconnu des philosophes: « Voltaire n'était pas, à vingt-quatre ans, conseiller souverain de l'Inde, mais, à vingt-quatre ans, il avait fait l'*Œdipe* et la *Henriade*. Il n'a jamais mérité d'être gouverneur marchand de Pondichéry, mais il a fait des ouvrages que l'on

(Journal d'Albegas), fol. 2393 et 2395. — *Mémoires secrets*, t. IX, p. 35. — *Correspondance secrète*, t. II, p. 353 et 379. — Bibl. de Poitiers. *Lettres patentes, arrêtés et ordonnances concernant la police du royaume*, t. II, n° 92 (Recueil factice). Arrêt du Parlement du 30 janvier 1776.

1. Condorcet, *Œuvres*, t. I, p. 88.

2. Voltaire, *Œuvres*, éd. Garnier, t. XLIX, p. 523 (16 février 1776).

3. Condorcet, *Œuvres*, t. VII, p. 37.

4. *Ibid.*, p. 30.

5. *Ibid.*, p. 52.



admirera encore, lorsqu'on ne se souviendra plus qu'il ait existé une Compagnie des Indes que parce qu'il en a parlé. » Leyrit « a rempli obscurément un emploi obscur; » Voltaire « a occupé soixante ans l'Europe de sa gloire. » Et maintenant, ajoute Condorcet, « vienne un licencié en droit, » un d'Épemesnil, qui achète un office et se croit un personnage; il se place très au-dessus d'un simple particulier « qui n'a que des talents et pas d'office... Il s'irrite de voir ce particulier plus grand que lui dans l'opinion; il s'en venge par des libelles juridiques; tout cela est dans la nature des auteurs et des pourvus d'offices. »

Comme pour affaiblir le témoignage de Voltaire en faveur de Lally, d'Épemesnil a dit que l'écrivain se prononçait sans connaissance de cause et qu'il n'avait pas vu la procédure. Condorcet relève l'affirmation et part de là pour diriger une attaque en règle contre tout le système de la procédure criminelle : « Eh quoi ! dit-il, parce que vous ne permettez pas aux citoyens de voir sur quel titre vous décidez de la vie des hommes, parce que vous cachez dans l'ombre les motifs de vos arrêts, il faudra les respecter comme des oracles ! » Paroles qui méritent d'attirer l'attention, car, dans l'ordre judiciaire, la révolution s'est faite contre la procédure secrète et les arrêts non motivés.

Et Condorcet continue avec ardeur : « Qu'on appelle ennemis de la magistrature ceux qui désirent la réforme de la jurisprudence. Qu'on enlève aux citoyens le droit d'examiner les lois, d'en discuter les inconvénients ou les avantages. Qu'on nous force d'adorer une procédure qui permet de refuser à l'accusé un conseil; qui lui ôte ce conseil quand il est en présence du juge et des témoins; qui ne permet pas à l'accusé d'avoir une copie des procédures faites contre lui, pour les examiner de sang-froid; qui lui refuse le droit de récuser les témoins dont il ne connaît l'inimitié que par les calomnies dont ils le chargent; qui ne l'admet à prouver son innocence qu'après que toute la preuve contre lui est terminée. » De la procédure sont dignes tant d'usages maintenus contre toute notion de la morale et de la dignité humaine : la torture; la peine de mort pour vol de quelques pièces d'argent; l'occultation de grossesse punie comme l'infanticide; et tant de peines atroces dont rougissent les nations civilisées<sup>1</sup>.

1. Condorcet, t. VII, p. 30 et suiv.

Si d'Épemesnil fut atteint par le pamphlet de Condorcet, il le fut plus encore par les articles de Linguet. Linguet avait aussi des raisons personnelles d'en vouloir au magistrat. Lors de la publication du n° 26 des *Annales*, en 1778, d'Épemesnil avait prié le président de Rosambo d'aviser le garde des sceaux et le comte de Maurepas qu'au premier jour il dénoncerait le « folliculaire » aux chambres assemblées. Rosambo avait promis que Linguet ne bougerait plus. Mais Linguet reprenant ses « diatribes inflammatoires, » d'Épemesnil était allé trouver le garde des sceaux en personne, et il avait fallu tout l'effort du ministre pour empêcher l'éclat d'une dénonciation. Le journaliste fut mis au courant des démarches du conseiller, et, tout naturellement, lui voua sa haine. Or, on sait combien il était vindicatif et avec quelle âpreté il poursuivait ses ennemis<sup>1</sup>.

Linguet fut, par ailleurs, un partisan déclaré de la liberté de la presse, et, d'Épemesnil s'en montrant l'adversaire, il combattit en lui l'autorité qui le gênait le plus. Ennemi des philosophes, il n'en avait pas moins noué des relations avec Voltaire, sinon d'une façon constante, du moins par échappées. Dans le procès du comte de Morangis et dans le procès La Barre, il avait combattu le même combat que lui; et Voltaire avait parlé de son allié en des termes qu'on ne pouvait oublier : « M. Linguet a les outils universels avec lesquels on fait ce qu'on veut, le courage et l'éloquence. » Comment Linguet n'aurait-il pas trouvé dans l'intervention de d'Épemesnil un prétexte à tirer vengeance d'un ennemi et à faire parler de lui, en se proclamant le champion de Voltaire?

« M. d'Épemesnil, » disent les *Annales*, « a certainement la vue fine » pour apercevoir un parti dans les écrivains qui tiennent pour Lally. Tout compte fait, il en est deux qui se sont ouvertement déclarés pour ce malheureux, M. de Voltaire et Linguet lui-même. Voilà le parti formé contre la magistrature française. Voilà les hommes ligués pour ravir à d'Épemesnil le lustre qu'il cherche dans les gloires collatérales. Lui neveu, « par son père, » d'un mortel qui fit des prodiges à Chandernagor, il compte encore, parmi ses parents, un Dupleix, dont la politique porta, au plus haut degré, le renom français dans l'Inde. Qu'il se

1. Henri Carré, *Le Barreau de Paris et la radiation de Linguet*. Poitiers, 1892, br. in-8°, p. 4, 5, etc.



rassure donc. Si, par hasard, quelque neveu de Voltaire entreprend jamais de le poursuivre pour diffamation scandaleuse, il verra du moins l'ombre des siens combattre à ses côtés<sup>1</sup>.

Et, de même que Condorcet, Linguet passe du particulier au général. Sous couleur d'attaquer d'Épremesnil, il insulte aux patriciens de la Grande Robe. Son adversaire, dit-il, est, par lui-même, une puissance redoutable, car il compte parmi « ces phénomènes précoces, ces prétendus orateurs, produits, dès l'enfance, dans le premier ordre du barreau, à l'abri d'un titre qui garantit de la critique, à qui l'opulence assure le succès sans travail, et qui, cependant, conservent ensuite dans le monde, au barreau même, une considération, une gloire, une prépondérance rarement accordées par l'aveugle public à des talents réels, mais dénués de ce faste qui en impose et de ces ressources trompeuses qui le subjuguent. » D'Épremesnil a, d'ailleurs, émis des principes qui, s'ils étaient admis, feraient la perte de l'État. Il en résulterait que « tout jugement est juste, » du moment qu'il est « rendu par des juges. » Il n'y aurait « plus de ressources contre les erreurs ou les prévarications des tribunaux ; » et la puissance du souverain en serait anéantie, puisque d'Épremesnil s'insurge contre un arrêt rendu par le souverain en personne<sup>2</sup>.

On imagine quelle dut être la colère d'un conseiller de Parlement, ainsi vilipendé, en un temps où les gens en place en imposaient tant au public et où les parlementaires en imposaient même au pouvoir. D'Épremesnil résolut d'attaquer Linguet juridiquement, et, au préalable, se rendit à Paris, chez le sieur Le Quesne, marchand de soie, que Linguet avait chargé de faire distribuer son journal. Il voulait obtenir de Le Quesne qu'il arrêât la vente des *Annales*.

Que se passa-t-il entre Le Quesne et d'Épremesnil ? Le conseiller prétend s'être conduit avec une parfaite modération ; mais le marchand de soie l'accuse d'être venu le menacer à domicile. Il a reçu, dit-il, la visite d'un « quidam » qui, disant être

1. Ce n'est pas là une simple boutade, mais une allusion précise au mécontentement de M. de Dampierre d'Hornoy, président de la première Chambre des enquêtes au Parlement, et véritablement neveu de Voltaire. Ce magistrat aurait trouvé très mauvais qu'un conseiller de sa Chambre s'exprimât d'une façon injurieuse pour son oncle dans un écrit imprimé et distribué au Parlement. Il aurait même songé à intenter un procès à l'orateur indiscret (*Mémoires secrets*, t. XV, p. 85 ; cf. *Papiers d'Épremesnil* ; *Correspondance*).

2. Linguet, *Annales*, t. VIII, p. 163, 169, 173, 174, 179, 185, etc.

M. d'Épremesnil, a fort maltraité, devant lui, les ministres, et l'a couvert lui-même d'injures. Entre autres extravagances, il aurait dit : « Nous verrons qui l'emportera, ou de la justice du Parlement ou de l'indulgence d'un gouvernement faible et pusillanime<sup>1</sup>. » Et le marchand de soie, de lui-même ou par l'influence des ennemis du conseiller, déposa une plainte chez un commissaire.

Il n'en fallut pas davantage à Linguet pour reprendre sa campagne contre le « quidam de cinq pieds deux pouces, avec des cheveux en crapeau, » qui essayait, disait-il, d'intimider ou de corrompre son agent, de supprimer les objets dont cet agent avait le dépôt.

D'Épremesnil dénonça Linguet au Parlement (18 juin 1780). Il montra en lui l'apologiste du despotisme, le détracteur de la Constitution, l'ennemi de la magistrature, le calomniateur des particuliers, le corrompateur des peuples. Cet homme, disait-il, s'est fait un coupable honneur de provoquer sa radiation du tableau des avocats ; il s'est expatrié, en vue de composer un libelle périodique ; et c'est de Londres ou de Bruxelles qu'il jette en France ses écrits diffamatoires et calomnieux<sup>2</sup>. Frappé déjà, et à juste titre, pour avoir outragé l'Académie française, il en est venu à outrager tout ce qui constitue l'ordre social ; il attaque les institutions, déchire les personnes en place et cependant trouve grâce devant les administrateurs qui, d'abord, l'avaient puni.

Et, poursuivant sa dénonciation, d'Épremesnil montre Linguet engagé dans une guerre sans merci contre les parlements. Linguet raille la vénalité des charges et déclare qu'en autorisant les juges à acheter leurs places, le Roi fait d'eux des marchands et les autorise à vendre la justice<sup>3</sup>. Il ose dire les magistrats ambitieux et d'humeur envahissante, toujours prêts à regarder le trône comme une émanation de leur substance, ou, du moins, se croyant de même origine que lui ; sans pudeur, parce qu'ils opèrent en corps ; sans pitié, parce que, pour eux, l'organe de la loi n'en est pas susceptible ; sans remords, parce que leurs plus grands écarts sont, à leurs yeux, justifiés par les formes. Les vertus, dont se glorifient les magistrats, seraient, tout au plus,

1. Grimm, Raynal et Meister, *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, 1747-1793. Paris, 1877-1882, 16 vol. in-8°, t. XII, p. 411.

2. Arch. nat., X<sup>1</sup><sup>s</sup> 8974, 18 juillet 1780.

3. Ibid.

celles de quelques particuliers; les atrocités qui les déshonorent seraient, au contraire, leur œuvre commune. D'Épremesnil se scandalise que Linguet ait enfin osé soutenir divers « paradoxes. » Il a affirmé que la magistrature était envahie par les élèves des Encyclopédistes et des Économistes. Il a déclaré que la suppression des Jésuites était une proscription judiciaire. Il a nié la vertu souveraine du fouet et de la marque.

Qu'on fasse la part des exagérations du polémiste, et l'on conclura que Linguet vit plus juste que d'Épremesnil. Qui nierait aujourd'hui qu'il y eut, parmi les parlementaires, tout un groupe de politiques radicaux : les Duport, les Dupaty, les Servan, les Héroult de Séchelles et tant d'autres? Qui nierait que le procès fait aux Jésuites fut, pour la magistrature souveraine une œuvre de passion, pour le gouvernement une faute politique, en d'autres termes, une faute contre l'intérêt du pouvoir? Et, quant aux peines du fouet et de la marque, peut-on reprocher à Linguet de les avoir dites « insoutenables » contre les coupables, « criminelles » contre les innocents? D'avoir dit qu'elles furent un « piège tendu aux administrateurs de la justice? » Qu'un juge honnête, mais inappliqué ou dur, devait moins hésiter à « flétrir » un homme qu'à l'envoyer à la roue, s'imaginant un peu lui faire grâce par cela seul qu'il ne le mettait pas à la torture?

Les opinions de Linguet sont aujourd'hui devenues les nôtres; mais, quand il les émit, elles paraissaient révolutionnaires et surtout injurieuses pour le corps des magistrats. On l'accusait de vouloir déconsidérer la Robe, de la signaler à la haine publique; et, de fait, il parlait d'elle avec la dernière insolence. « La Robe, disait-il, est un terrible uniforme, plus redoutable que la soutane et même que l'épée. »

D'Épremesnil n'obtint pas, auprès de ses confrères, le grand succès qu'il espérait. Et certes il y eut là de quoi le surprendre et le froisser; car il avait combattu, à Rouen, autant et plus pour l'honneur de sa Compagnie que pour celui de sa famille. Bien des gens pensèrent que les parlementaires auraient mieux fait de ne pas admettre sa dénonciation, pour ne pas compromettre leur dignité en entrant en lutte contre un particulier, mais que, la dénonciation une fois admise, ils auraient dû s'en occuper sérieusement. Or, quand d'Épremesnil eut parlé, la peur de Linguet s'empara de ses confrères. Les uns redoutèrent qu'un arrêt contre le journaliste n'aigrît encore sa bile et ne lui donnât

plus de consistance ; les autres soutinrent qu'on risquait de l'attirer en France, car il ne pouvait manquer de vouloir plaider sa cause en personne ; ceux-ci parlèrent de la « protection auguste » dont le couvrait Monsieur et du plaisir qu'éprouvaient le Roi et la Reine à lire son journal ; ceux-là craignirent de mécontenter le clergé, dont il était le champion ; et la masse des hésitants et des timides décida de renvoyer la délibération au premier jour, formule honnête appliquée aux affaires qu'on ne voulait pas résoudre.

Si d'Épremesnil fut un tempérament intraitable, ce fut du moins un caractère net et franc ; et la Compagnie qui, dans l'affaire Lally, tirait de lui tout son lustre, montra de l'égoïsme en refusant de lui venir en aide contre le publiciste qu'elle redoutait. Peut-être ne se sentait-elle plus en état de lutter ouvertement avec la puissance grandissante de la presse, et peut-être appréhendait-elle de le faire sur la question de la législation criminelle. C'est que Condorcet et Linguet, si hostiles qu'ils fussent à d'Épremesnil, soutenaient autre chose qu'une querelle particulière ; et leur compassion pour Lally, leur sympathie pour Voltaire tenaient à des causes plus hautes que l'intérêt d'une famille ou d'un homme ; elles tenaient à l'idée qu'ils se faisaient de la dignité humaine et des devoirs de la société instituant des magistrats, non pour terrifier, mais pour juger.

#### IV.

Si mécontent qu'il fût de la Cour de Rouen, le jeune Lally ne voulut pas présenter lui-même de requête en cassation au Conseil d'État ; et la requête émana d'un lieutenant-colonel à la suite du régiment de Brunswick, ci-devant major-général à l'armée de l'Inde, le sieur Allen de Saint-Wolston, impliqué au procès<sup>1</sup>. Allen était sous le coup d'un décret de prise de corps et prévoyait devoir attendre indéfiniment sa justification, car l'action de d'Épremesnil en couvrait peut-être cinquante de même nature ; et chaque intervenant pouvait, à son tour, plaider sur l'immense procès. Allen se fondait sur ce qu'une affaire criminelle devant être instruite et jugée dans le secret, la loi repous-

1. *Correspondance secrète*, t. IX, p. 424 ; cf. *Arrêt du Conseil d'État de 1780* (Bibl. de Dijon, 19362, t. II).

sait l'intervention des tiers, d'autant mieux, disait-il, qu'en la circonstance présente les parties venaient plaider à l'audience.

La requête Allen fut admise au bureau des cassations. Le maître des requêtes, Bertrand de Molleville, en fit le rapport<sup>1</sup>, et le Conseil, cassant tous les arrêts et toute la procédure de Rouen, renvoya le procès au parlement de Bourgogne (31 juillet 1780<sup>2</sup>).

L'arrêt du Conseil était rédigé de façon à prévenir toute intervention nouvelle, mais n'atteignit pas ce résultat, car l'adversaire de Lally trouva, à Dijon, assez de sympathies ouvertes et d'encouragements secrets pour reprendre, en Bourgogne, la campagne qui lui avait si bien réussi en Normandie. Le public lui fut peut-être, à Dijon, plus hostile qu'à Rouen, mais les magistrats y prirent plus nettement son parti, et il s'en rencontra même pour le défendre avec une sorte de fanatisme.

Le premier président, Le Gouz de Saint-Seine, avait la réputation d'un homme « vertueux, » mais il était à ce point timide et indécis qu'il ne pouvait en aucune façon seconder le ministère. Livré d'ailleurs à un intrigant d'intelligence et de volonté robustes, le président de Bévy, il devait jouer dans le procès un rôle lamentable<sup>3</sup>. Bévy était un parlementaire dans toute la force du terme; et l'on raconte encore à Dijon qu'après la restauration des Bourbons il reparut le même que sous l'ancien régime<sup>4</sup>; il se rendait à Notre-Dame, sa paroisse, en carrosse, drapé dans son costume de président de parlement. En 1762, il s'était vu mettre à la Bastille pour un libelle écrit au cours d'un procès soulevé entre le parlement et les Élus Généraux de la province. Il ne pardonnait pas cette humiliation au pouvoir; et, comme le procès Lally mettait vraiment en présence le Parlement de

1. *Correspondance secrète*, t. IX, p. 424.

2. *Mémoires secrets*, t. XV, p. 249. — *Arrêt du Conseil privé du Roi* (31 juillet 1780). Paris, 1781, 142 p. in-4° (Papiers d'Épémèsnil); cf. Bibl. nat., 4° Fm. 15841.

3. Tout indécis qu'il était, M. de Saint-Seine n'en demeurait pas moins imbu des préjugés parlementaires, et l'on en peut juger par cette sortie contre l'Église : « C'est singulier, dit-il, que ce soient des prêtres qui aient causé les plus grands maux de la France, le chancelier Duprat, Richelieu, Mazarin, Brienne, et que les chefs de la justice aient été de moitié et les esclaves de ces prêtres pour asservir la nation (Arch. de la Côte-d'Or. E. 642 (B), 4 septembre 1788).

4. Louis-Philibert Joly, seigneur de Bévy, était fils d'un président à la Chambre des comptes de Bourgogne. Né en 1736, et président en 1777, il était en fonctions en 1790, quand furent abolis les parlements (Bibl. de Dijon, de Juigné, Contin., fol. 776).

Paris et le pouvoir, il n'hésita pas à se déclarer et fut le vrai meneur de la seconde intervention d'Épremesnil.

Une chanson circula, qui le mettait en scène dans la Grand'-Chambre, et exprime assez bien les sentiments qu'on lui attribuait :

Un sifflement tout à coup s'entendit,  
Et, par là, du malin esprit  
L'opinion s'ouvrit.  
Bévy, tout à sa furie,  
D'une voix rauque s'écrie :  
« De par Belzébuth !  
« Je me damne depuis vingt ans et plus,  
« Pour avoir le dessus,  
« Et je serais vaincu !  
« C'est à moi qu'on parle de vertu !  
« Ne me connaît-on plus ?  
« Ma loi, mes Dieux, maintenant les voici ;  
« Le Parlement et le Bussy  
« Sont en second ici.  
« Sot auteur, sujet rebelle  
« Pour un plat et noir libelle  
« Je fus enfermé.  
« Lors je jurai que je serais vengé ;  
« C'est un point arrêté  
« Que tout infortuné,  
« Qui par la Cour est protégé  
« Par moi est égorgé ! »

Et voici, d'autre part, le langage prêté au pauvre Saint-Seine :

M. Le Gouz reprit, tout en tremblant :  
« Je voudrais sauver l'innocent,  
« Je ne suis pas méchant,  
« Mais mettez-vous à ma place,  
« Mon précepteur me menace.  
« De lui je dépens, de lui.  
« Comme il se redresse ! Ah ! Dieu, j'en suis transi ;  
« De l'honneur, étourdi,  
« Je n'entends plus le cri.  
« Je donne ma voix à l'avis  
« De Monsieur de Bévy ! »

1. Bibl. de Dijon, mss. 1232 (fonds Boudot, 271), fol. 125 et suiv. *Sur le jugement de M. de Lally au parlement de Dijon* (24 août 1783).

On peut saisir quelques traits des autres juges du parlement de Dijon : Le président Jeannon, très attaqué pour son orgueil et sa hauteur, aurait dit, paraît-il, que, si Lally vivait encore, il n'hésiterait pas à l'envoyer à l'échafaud. Le rapporteur de Ville-dieu de Torcy aurait affirmé qu'un arrêt de parlement ne pouvait jamais être dans le cas de cassation. De Courbeton et d'Arcelet étaient des conseillers généralement reconnus comme intelligents. De Lorenchet, ancien régent de l'Oratoire, était une créature de Bévy. Guyard de Balon ignorait assez la géographie pour demander à ses confrères si Golconde était en Espagne. D'Arceau avait dû naguère quitter ses fonctions pour cause de folie. De la Loge, tout jeune qu'il fût, était un enragé parlementaire. Lally ne comptait, à la Grand'Chambre, que trois partisans, Gauthier, de la Goutte et Bouthier de Rochefort.

La discussion, reprise à Dijon entre le jeune Lally et d'Épremesnil, remet en lumière la plupart des arguments déjà présentés par eux à Rouen. Mais les documents distribués aux juges, et dans le public, offrent parfois plus de précision. Telles les brochures de d'Épremesnil, *l'Intervention réduite à sept raisonnements* et la *Lettre au rédacteur du Courrier de l'Europe*<sup>1</sup>. Ce sont de fermes résumés des publications antérieures, infiniment plus intéressants que le gros volume où le magistrat avait réuni d'abord ses plaidoyers.

Les deux adversaires deviennent toutefois plus âpres et plus violents, et ils échangent de telles invectives que le public, tantôt se passionne comme eux et sort des bornes, tantôt s'égaie et se prend à rire du combat dont on le fait juge.

Les mémoires de Lally accusaient Leyrit d'avoir fait sur la ferme des terres des bénéfices énormes. Il faut, déclare d'Épremesnil, que ces écrits calomnieux soient supprimés, et, tant qu'ils ne le seront pas, je continuerai de traiter le curateur « comme un homme en délire, égaré par le désespoir de ne pouvoir écraser sous ses pieds l'innocence, la vérité, les droits du genre humain, les lois françaises. » Puis il le raille de jouer à l'inspiré, de faire du bruit autour de son nom et lui dénie le droit de porter même ce nom. Il n'est pas, dit-il, le fils légitime du comte de Lally et n'a été légitimé ni par lettres du prince ni par mariage subséquent. Jamais il n'a soumis au Conseil les preuves de son état<sup>2</sup>.

1. Bibl. de Dijon, 19362, t. II, et Papiers d'Épremesnil.

2. Ibid., *l'Intervention de M. d'Épremesnil à Dijon*, premier cahier (1781); cf. Bibl. nat., 4° Fm. 15836-15841.



Et le curateur de riposter violemment. Est-ce moi, dit-il, qui suis jaloux de renommée? J'ai pour moi le témoignage des honnêtes gens et de grands personnages, tandis que mon adversaire étaye ses affirmations sur les dires d'un ramas de palefreniers, de cabaretiers, de calfats, ou même de gens punis, les uns pour lâcheté, les autres pour brigandage, tous pour imposture, plusieurs pour assassinat<sup>1</sup>.

D'Épremesnil et le jeune Lally publient, coup sur coup, des mémoires et des notes que le public s'arrache. D'Épremesnil, des *Réflexions à l'occasion d'un nouveau libelle*, un *Supplément au troisième mémoire* et un *Coup d'œil sur les derniers volumes du sieur Tolendal*. Les amis des parlements se demandent qui fera face aux énormes dépenses du conseiller<sup>2</sup>; ils en sont tout émus; mais n'en admirent que plus la « touche nerveuse » de ses écrits et en particulier une apostrophe au Roi terminant le troisième mémoire : « Mon intervention, Sire, disait-il, a rendu à la vérité son éclat et à la loi ses armes... Tout restera dans l'ordre; il m'est impossible d'en douter. Tranquille au milieu des sifflements de la calomnie et de la haine, placé au-dessus des atteintes d'un parti humilié qui décèle sa confusion par les transports d'une impuissance tournée en rage, je connais trop le pouvoir des lois françaises bien défendues et de la vérité unie à la patience pour craindre que jamais la mémoire du général Lally soit réhabilitée<sup>3</sup>. »

Les écrits de Tolendal ne font pas moindre sensation. Il a imprimé clandestinement, en Normandie, son *Mémoire au Conseil*, et l'a fait distribuer à Dijon. Il imprime et distribue à profusion son *Discours* devant le parlement de Bourgogne, et certes il ne néglige rien de ce qui peut servir sa cause parmi les gens de palais et sa popularité dans le grand public. On prétend qu'il caresse tous ceux qui peuvent l'aider à gagner ses juges, à les circonvenir. Il n'est pas une loge de francs-maçons où il ne s'introduise, gagne des partisans, prononce des harangues. A Dijon, comme à Rouen, il conquiert l'esprit des femmes, et celles-ci entraînent après elles les jeunes magistrats. Elles ne demeurent impuissantes qu'auprès des « vieilles perruques<sup>4</sup>. » Et c'est un

1. Bibl. de Dijon, 19362, t. II, *Réponse du comte de Lally-Tolendal au dernier libelle du sieur Duval d'Épremesnil*, p. 1, 7, 10.

2. Bibl. nat., ms. fr. 6684 (Hardy), fol. 257 et 261.

3. Ibid., fol. 261 (17 janvier 1783).

4. *Mémoires secrets*, t. XXIII, p. 139.



fait à ne pas oublier que la société mondaine, à Dijon, est toute pour Lally. Parmi ses protectrices en vue est la comtesse de Vogüé, qui meurt avant la fin du procès. Et, d'ailleurs, disons en passant que la franc-maçonnerie féminine est pour lui et que les loges de femmes sont alors particulièrement florissantes à Dijon. Elles possèdent dans leur sein les plus grandes dames, M<sup>me</sup> Fardel de Daix, sœur oratrice, M<sup>me</sup> Devoyo de Champrenault<sup>1</sup>.

Grand est le retentissement du discours que prononce le jeune Lally, le 16 août 1783, sur la *sellette* même, selon les formes :

Messieurs, dit-il, si jamais j'ai eu besoin de votre indulgence, de votre humanité, c'est surtout aujourd'hui... Frappé d'une crainte religieuse, en entrant dans ce sanctuaire, saisi par la majesté du lieu, par le respect dû à cette auguste assemblée, le dirai-je, Messieurs, accablé depuis hier d'un deuil que j'ai particulièrement ressenti (mort de M<sup>me</sup> de Vogüé) et qui a porté la consternation dans vos âmes comme dans la mienne, mille tourments viennent encore fondre sur moi en ce moment. Toutes mes douleurs se renouvellent, toutes mes plaies se rouvrent. Je crois voir mon malheureux père. Je le vois, Messieurs, s'avançant à ce dernier interrogatoire qui a été le commencement de ce long supplice; je le vois, dépouillé des marques glorieuses qu'il avait achetées de son sang, se soulevant à l'aspect du siège infâme qui lui était réservé, découvrant sa tête blanchie, montrant à ses juges son sein couvert de cicatrices et demandant si c'est là la récompense de cinquante ans de services. Ah! Messieurs, si quelque erreur allait m'échapper, si le zèle m'emportait, par justice, par pitié, ne m'imputez pas à crime l'égarement de la douleur et les transports de la nature<sup>2</sup>.

Une fois entré dans le corps du sujet, l'orateur prend à partie d'Épremesnil sur l'effort qu'il fait pour tirer parti de l'attitude hésitante du marquis de Montmorency et du chevalier de Crillon; ces officiers avaient servi en Inde avec Lally et n'étaient pas venus au secours du général dans le procès de 1766.

Vous n'avez pas vraisemblablement lu, dit le curateur, un écrit

1. Arch. de la Côte-d'Or, série F, fonds Boudot, carton 24. — Bibl. de Dijon, fonds de Juigné. *Recueil de pièces sur divers sujets*, n° 44, t. V, fol. 300 et suiv. et 353. *Discours prononcé par M<sup>me</sup> de Daix, dans la loge des femmes, le 25 janvier 1782*.

2. Grimm, *Correspondance littéraire*, t. XIII, t. 368 et 369.

intitulé : *Second Mémoire de M. d'Épremesnil à Dijon*. Je vous l'apporte, Messieurs; je l'ouvre à la page 47, et voici le défi que j'y trouve : « Citoyens magistrats, j'ose vous répondre encore que le marquis de Montmorency ne signera jamais qu'il tient le général Lally pour un honnête homme. Signé : Duval d'Épremesnil. » Voici, Messieurs, la réponse à l'appel; — et le curateur lit une lettre que lui écrit Montmorency : — « J'ai toujours tenu et je tiens encore le général Lally, non seulement pour un honnête homme, mais pour brave et zélé serviteur du Roi, parce que je l'ai toujours vu tel et que personne ne m'a encore fait voir le contraire. Je le dis, je le pense et je le signe. Signé : marquis de Montmorency-Laval. »

A cette lettre, Tolendal joignait un acte signé de vingt-quatre gentilshommes ayant vécu en Inde au temps de Lally et attestant que le journal de Lavour, invoqué contre le général, était un tissu d'atrocités et d'inepties<sup>1</sup>.

Comment d'Épremesnil a-t-il pu s'exposer au vigoureux démenti de Montmorency? C'est que les gentilshommes qui, en 1783, se déclarent pour l'ancien vice-roi de l'Inde, quand l'opinion publique est pour lui, n'ont pas osé le faire en 1766, alors que l'opinion se déchaînait en sens contraire. Ni un Montmorency ni un d'Estaing n'avaient alors protesté contre ce qui leur paraissait injuste. Il avait fallu qu'un Voltaire entreprît, plus tard, de retourner l'opinion et qu'il y parvint. Comme un homme d'un autre âge, d'Épremesnil estime que ceux qui, dix-sept ans plus tôt, n'ont pas affronté la colère publique, sont demeurés muets parce qu'ils éprouvaient pour leur compagnon d'armes le mépris ressenti par les administrateurs coloniaux. Et, de plus, il juge peut-être aussi les autres d'après lui et pense que chacun peut ou doit, comme lui, s'opposer à l'entraînement des foules.

Il y a lieu de remarquer qu'en prétendant répondre au *Deuxième mémoire de d'Épremesnil*, le curateur ne le fait pas effectivement, et que, chose capitale, il néglige de réfuter l'argumentation de son adversaire sur le jésuite Lavour. D'Épremesnil avait établi l'inanité du système de deux journaux par lequel Lally incriminait indirectement le Parlement de Paris.

En dépit des efforts du curateur, le parlement de Bourgogne, comme celui de Normandie, a confirmé l'arrêt de 1766. Il a condamné le curateur aux dépens et fait brûler ses écrits par la

1. *Barreau français*, 1<sup>re</sup> série, t. V, p. 361 et 362.

main du bourreau, comme injurieux à la magistrature<sup>1</sup>. Et voici la principale disposition de son arrêt :

La Cour, Grand'Chambre assemblée, déclare Thomas-Arthur de Lally dûment atteint et convaincu de n'avoir pas suivi ses instructions; d'abus d'autorité; d'avoir, par des discours outrageants, manifesté sa haine contre le Conseil et les habitants de Pondichéry; d'avoir exercé plusieurs vexations, tant contre les membres du Conseil que contre les habitants blancs ou noirs de la colonie; d'avoir tenu des propos propres à inspirer le découragement; d'avoir, dans le temps même où il était dans un besoin pressant, commis l'usure en exigeant de la Compagnie des Indes, sous le nom d'une personne supposée, des intérêts à 30 %; d'avoir, par sa capitulation, abandonné et sacrifié les intérêts des habitants de Pondichéry et de toute la colonie, pour réparation de quoi, et autres cas résultant des procédures, a condamné la mémoire de Thomas-Arthur de Lally; Frétard de Gadeville, mis hors de cour, élargi; Chaponay, de Pouilly, Allen et Rochette renvoyés des accusations contre eux intentées, etc.

Ordonné que le *Mémoire* produit au Conseil du Roi, imprimé à Rouen, en 1779, signifié au procureur général, de la part de Trophime-Gérard de Lally-Tolendal sera lacéré et brûlé par l'exécuteur de la haute justice, comme contenant des faits calomnieux et faux dans leur substance et, dans les circonstances, contraires au respect dû à la magistrature, en outre, calomnieux et injurieux à la mémoire d'un grand nombre de bons et fidèles serviteurs du Roi, etc.

Du début à la fin, le président de Bévy avait conduit le procès. Il avait dressé la liste des juges, choisi le rapporteur, écarté La Tournelle, rallié les hésitants, tenu tête à l'opinion. Plus que tout autre, il fut déchiré par les satires des partisans de Lally, notamment par celles de Piis, auteur dramatique venu en Bourgogne dans la suite du curateur<sup>2</sup>. Il en est une qui traite ainsi le président :

Discoureur sans science,  
Et dévot sans croyance,  
Bévy n'a de puissance  
Que par la fausseté;

1. *Mémoires secrets*, t. XXIII, p. 160. Voir l'arrêt lui-même. Bibl. nat., 4° Fm. 15836 quater.

2. De la Cuisine, *le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute*. Dijon, 1857, 2 vol. in-8°, t. II, p. 459; cf. bibl. de Dijon, ms. 1232, fonds Boudot, 271, fol. 125.

C'est le feu sous la glace;  
 Sa douceur vous menace,  
 Et, dès qu'il vous embrasse,  
 On est étouffé.  
 Changez-moi cette tête,  
 Tête de forcené<sup>1</sup>!

Quand l'arrêt fut prononcé, le public espérait encore que « l'intervention » serait écartée. Le bruit même en courut, grâce à M. de la Loge, qui savait cependant Lally condamné. Il sortait de la séance où l'arrêt s'était rendu, quand un confrère lui demanda s'il pouvait révéler quelque chose de la délibération. Il répondit que non, et, à son tour, pria son interlocuteur de lui dire s'il y aurait comédie le lendemain. C'était un ami de Tolendal et un acteur ordinaire des comédies de salon. « Assurément, dit-il, pourvu que M. de Tolendal gagne son procès. » Une demi-heure après, de la Loge envoyait chercher un billet de comédie, et aussitôt, dans le parti Lally, on s'écrie que le procès est gagné; on vante la manière ingénieuse et délicate dont de la Loge a révélé le secret du palais. Le lendemain, on est détrompé, et de la Loge ne mérite plus qu'une « volée de coups de bâton<sup>2</sup>. »

Si l'on en croit Lally, la perte de son procès mit en deuil la ville de Dijon. Toutes les classes de la société y auraient manifesté en sa faveur, le peuple aurait pleuré dans les rues et il aurait fallu armer la maréchaussée pour exécuter l'odieuse laceration de ses *Mémoires*<sup>3</sup>. Il est, du moins, certain que ses amis tentèrent de soulever une espèce d'émeute, même dans le palais, et c'est un trait original qu'au premier rang des émeutiers parurent de jeunes magistrats, ceux-mêmes qui, d'ordinaire, jouaient, à Dijon, la comédie de salon. Sans la mort de M<sup>me</sup> de Vogué, s'écrie d'Épremesnil, ils auraient donné à leur monde l'indécent spectacle d'une comédie le jour même de l'Assomption<sup>4</sup>!

Vaincu pour la seconde fois devant un parlement et n'espérant plus rien de la magistrature souveraine, Lally s'adressa au Roi, en protestant contre l'esprit de corps de ses juges et la violation de toutes les lois. Il n'attendait, disait-il, qu'une expédition de

1. *Chansonnier historique du XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. X, p. 116.

2. Bibl. de Dijon, ms. 1232, fol. 128 et suiv.

3. Ibid., fol. 122 et suiv. (lettre de Lally-Tolendal au Roi, 28 août 1783).

4. Ibid., fol. 124 (lettre de d'Épremesnil au Garde des sceaux, 3 septembre 1783).

l'incroyable arrêt dont il était victime pour le déférer au Conseil; il allait porter aux pieds de Louis XVI sa « tête » et « l'innocence » de son père. Il le suppliait de ne pas retirer « la main protectrice » qui le soutenait encore « au-dessus de l'abîme<sup>1</sup>. »

Mais, de son côté, d'Épremesnil, vainqueur, écrivait au garde des sceaux une lettre fort curieuse. Elle exprime l'état d'esprit des parlementaires, parti de résistance qui ne cédait ni à l'entraînement de l'opinion ni à la pression de la Cour. En voici d'ailleurs le texte :

Monsieur, les bons rois sont les images vivantes de la justice; les bons ministres et les bons magistrats sont les modèles de la fidélité. J'ai combattu pendant quatre ans la mémoire d'un méchant et d'un traître. Je le devais. La nature, l'honneur, la vérité, l'intérêt de l'innocence, de l'état, du trône m'en imposaient la loi. Mes efforts sont couronnés. Un arrêt solennel du parlement de Dijon vient enfin de condamner, après quarante-deux séances et treize heures d'opinions, cette mémoire, abhorrée dans toute l'Inde, en exécution d'un arrêt unanime de la Grand'Chambre du Parlement de Paris.

Je sais, Monsieur, qu'on oppose à l'arrêt de Dijon les mêmes injures et les mêmes calomnies qu'à celui de Paris; injures inouïes et calomnies atroces, autant de fois réfutées que répétées. S'il m'était permis d'unir ma faible voix à l'autorité de deux Cours souveraines, je vous supplierais de lire mon dernier écrit à Dijon, dont j'ai l'honneur de joindre un exemplaire à cette lettre. Vous y verrez, Monsieur, l'enchaînement des perfidies du général Lally; et je ne doute pas qu'il vous paraisse étrange qu'on paraisse remettre une troisième fois l'innocence en péril, pour l'intérêt personnel du bâtard d'un traître condamné par deux arrêts, dans sa personne et dans sa mémoire.

Car enfin, Monsieur, il est temps de montrer la vérité dans toute sa force et le mensonge dans toute sa laideur. Mon adversaire, qui se dit hardiment le comte de Lally-Tolendal, qui signe de ce nom ses requêtes, qui le signe dans des lettres au Roi; mon adversaire, que j'ai trop longtemps ménagé, que j'aurais plaint, que j'aurais même secouru par mon silence, sans les excès auxquels il s'est porté, est le bâtard du général Lally. La voix publique le dit, de plus, bâtard adultérin. Son premier nom fut Trophime. On l'a successivement élevé, présenté sous le nom de Valcourt, de Tolendal. Il porte ce dernier en vertu d'une permission du souverain. Les actes clandes-

1. Bibl. de Dijon, ms. 1232, fol. 122 et suiv.

lins qu'il cite, sans oser les produire ni même les imprimer, à l'appui de son usurpation d'état, on les connaît. Ils sont insuffisants ou faux. Je le soutiens, je m'en rends le garant. Et c'est cependant cet homme, dont la naissance est infectée d'un pareil vice, dont les titres sont autant de crimes, qui se vante, hélas ! et qui jouit de l'avantage d'insulter les témoins les plus illustres, les juges les plus intègres, toute une colonie, trois parlements dans une correspondance directe avec le Roi ! etc.

Et d'Épremesnil ne s'en tient pas là, car il redoute un retour offensif de son adversaire au Conseil d'État. Le 17 septembre 1783, il écrit une lettre-circulaire à tous les conseillers d'État et maîtres des Requêtes, et, les jugeant sans doute incapables de subir à nouveau les influences mondaines, il leur parle des « injures inouïes » et des « calomnies atroces » qui sont accréditées dans la capitale de la Bourgogne « par le bourdonnement inquiétant d'une multitude de femmes de haut parage. » Elles s'arrogent, dit-il, « le droit de décider de tout, même de ce qu'elles savent et entendent le moins<sup>1</sup>. »

L'affaire fut bientôt au Conseil d'État et le public fut encore, pour quelque temps, remué en sens divers. On parla beaucoup d'un échange de lettres entre M. de la Borde, premier valet de chambre de Louis XV, et le jeune Lally. De la Borde disait tous les efforts qu'il avait faits pour sauver le général, ou, tout au moins, pour obtenir un sursis. Louis XV s'était laissé attendrir, mais avait résisté quand même, « tant les cruels s'étaient emparés de son opinion. » Enfin, de la Borde ajoutait qu'il n'avait plus de crédit, mais envoyait au jeune Lally la bague portée par son père le jour de son supplice. Et l'orphelin répondait sur-le-champ : « Elle est à mon doigt ! Je songe à l'instant où il l'a ôtée du sien ; mes yeux et ma bouche y sont collés tour à tour. J'étouffe de joie et de douleur<sup>2</sup>. »

Lally produisit au Conseil du Roi un mémoire qui passa pour un chef-d'œuvre dans le fond et dans la forme<sup>3</sup>. D'Épremesnil, furieux, écrivit à tous les membres du Bureau des cassations, mais ne parvint qu'à les mécontenter. L'affaire traîna pour diverses raisons. Il fallut que le Bureau des cassations entendît son rap-

1. Arch. de la Côte-d'Or, série F, Pièces diverses, 17 septembre 1783.

2. *Anecdotes sur le règne de Louis XVI*, t. VI, p. 244, septembre 1786.

3. *Mémoires secrets*, t. XXXIII, p. 167.

porteur, Courtois de Minute; il fallut que devant le Conseil, solennellement assemblé, il se fit un autre rapport. Puis le Conseil prononça un interlocutoire où il était dit que le parlement de Dijon serait tenu d'envoyer les motifs de son arrêt et de remettre les charges et informations. Ce fut là un acheminement vers la décision finale du Conseil qui cassa ce qu'avait fait le parlement (4 septembre 1786)<sup>1</sup>. Et le Roi, ne comptant plus sur les magistrats des Cours souveraines, réhabilita de lui-même la mémoire de Lally.

La revision du procès Lally n'eut donc pas et ne pouvait pas avoir de solution juridique. Une coterie de Cour avait entrepris de la provoquer, sous l'impulsion du sentiment et dans des vues d'intrigue. Les écrivains hostiles à la magistrature et aux lois criminelles existantes avaient vu dans le protégé de la Reine un auxiliaire capable de donner l'assaut à la vieille forteresse parlementaire. L'opinion, aussi nerveuse il y a cent ans que de nos jours, avait subi l'influence de la presse, et les femmes avaient combattu pour le curateur de toute leur passion, de toute leur séduction. Parmi le déchaînement des colères tournées contre eux, les magistrats avaient cru démêler l'intention arrêtée de ruiner leur puissance et ils avaient fait bloc contre leurs assaillants. Juridiquement, d'Épremesnil l'emporta sur Lally, mais sans pouvoir raffermir le corps dont il était le champion, car on fit de lui l'esclave de la « solidarité magistrale. » On accusa les juges d'égoïsme; on les déclara inaccessibles à toute idée d'équité. Diminués dans leur prestige et leur crédit, ils ne devaient plus ressaisir que les apparences de la popularité. A peine sortis, d'ailleurs, de l'affaire Lally, ils virent un des leurs, du Paty, poser hardiment la question de la réforme pénale dans le procès des *Roués*; ils lui résistèrent avec moins de vigueur qu'au chevalier de Tolendal; et il fut clair, dès lors, qu'ils manquaient de ressort, sauf en matière politique, lorsqu'ils bénéficiaient de la confusion établie sur leurs attributions, lorsqu'ils en imposaient par leur traditionnelle opposition au pouvoir arbitraire.

Henri CARRÉ.

1. Arch. nat., V<sup>o</sup> 1130-1247 (4 septembre 1786).



## LE CONVENTIONNEL

# PRIEUR DE LA MARNE

EN MISSION

DESTITUTION DES AUTORITÉS CONSTITUÉES.

---

La lutte de la Montagne contre la Gironde, on le sait, avait failli armer la province contre la capitale et peu s'en était fallu que l'idée d'unir les départements contre Paris ne triomphât en plusieurs parties du pays. La victoire définitive des Jacobins (2 juin 1793) livra aux violents leurs ennemis vaincus.

Une des premières préoccupations des Conventionnels envoyés en mission fut donc de rechercher, pour les punir, tous ceux qui, de près ou de loin, avaient eu part aux mouvements du *fédéralisme*. Prieur de la Marne, notamment, en fit, dans le Morbihan, l'un de ses plus constants soucis<sup>1</sup>.

Aussi bien, la Bretagne avait été vivement agitée par le bruit des batailles livrées au sein de l'Assemblée. Le 3 juin, les députés du Morbihan, Gillet et Merlin, alors dans cette région, écrivaient à Paris :

Les dernières séances de la Convention causent (ici) les plus vives alarmes... Comment se peut-il donc, dit-on, qu'au lieu de s'occuper de la Constitution, qu'au lieu d'éteindre le feu de la guerre civile et de prendre les moyens de repousser l'ennemi extérieur qui envahit

1. Envoyé à Brest par décret du Comité de Salut public porté dans la séance du 30 septembre 1793 (Arch. nat., AFII, 295) et confirmé le 4 octobre suivant par la Convention nationale, il n'y resta que quelques jours. Sur l'invitation de ses collègues, alarmés des mauvaises nouvelles qui leur arrivaient du Morbihan, il partit pour ce département le 20 octobre et parvint à Vannes deux jours plus tard.

nos frontières, la Convention nationale, foulant aux pieds tous ses devoirs, consume le temps qu'elle doit à la patrie en de vaines querelles qui font perpétuellement de ses séances une arène de gladiateurs<sup>1</sup>?

Quelques jours plus tard, ils continuaient :

Nous vous avons déjà donné connaissance, par différentes lettres, de la sensation qu'ont produite dans le pays les derniers événements qui se sont passés à Paris. L'arrestation de trente-deux députés, parmi lesquels il s'en trouve quatre de la ci-devant Bretagne, a mis le comble au mécontentement qui, aujourd'hui, est universel<sup>2</sup>.

Ce mécontentement, d'ailleurs, n'avait pas tardé à se manifester par des actes.

Le 3 juin, les diverses administrations du Morbihan<sup>3</sup> se réunissaient et arrêtaient d'envoyer deux représentants « dans un point central qui serait déterminé, pour, concurremment avec les députés des autres départements, aviser aux moyens de sauver la république. » En même temps, ils « invitaient les neuf districts à nommer pareillement chacun un membre pris dans leur sein pour concourir à la même mesure<sup>4</sup>. » Le 7, ils dépêchaient des courriers pour presser ces mêmes districts de faire partir au plus tôt leurs élus pour Rennes, lieu de réunion pour les délégués de toute la Bretagne<sup>5</sup>. Le 16, ils décidaient l'organisation d'une force armée destinée à se rendre à Paris pour y défendre la Convention<sup>6</sup>. Le 21, ils recevaient avec joie les pros crits de la Gironde ; le 22 enfin, ils votaient la levée et l'équipement du bataillon départemental<sup>7</sup>.

Et ce qui donnait une signification plus nette encore à ces actes, c'est qu'ils émanaient de toutes les administrations : des

1. A la Convention nationale, 3 juin 1793 (Arch. nat., AFII, 266).

2. 12 juin 1793 (*Ibid.*, 46).

3. Voir le nom de leurs membres (*Ibid.*, 275, plaquette 2308, pièce 3).

4. *Ibid.*, 126, plaquette 966, pièce 1.

5. *Ibid.*, 126, plaquette 970, pièce 25.

6. « Il sera organisé une force armée composée de citoyens connus par leur dévouement à la chose publique, lesquels se rendront incessamment à Paris pour, de concert avec les bons citoyens de cette ville, assurer la liberté des délibérations de la Convention, en imposer aux factieux connus et inconnus qui en arrêtent la marche et protéger la sûreté des personnes, des propriétés et de la fortune publique » (Arch. dép. du Morbihan, L. 245).

7. Arch. nat., AFII, 126, plaquette 970, pièce 25.

conseils du département, du district, de la commune, comme des tribunaux civil et criminel de Vannes<sup>1</sup> ; c'est encore qu'ils avaient l'approbation ou mieux les applaudissements des pouvoirs des localités importantes du Morbihan<sup>2</sup>.

Les corps constitués ne s'étaient pas contentés de délibérations secrètes, à huis-clos ; diverses proclamations<sup>3</sup> avaient témoigné hautement de leurs sentiments fédéralistes. « A l'exemple du département, » disait le conseil général de la commune de Vannes, « nous voulons marcher d'un pas ferme dans les sentiers du patriotisme et de l'amour des lois ; maintenir avec elles la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété, la république une et indivisible et le respect dû à la Convention nationale<sup>4</sup>. »

La société populaire elle-même, destinée pourtant à être le sel de la terre vannetaise, s'était jointe aux actes publics des autorités en faveur des Girondins. « Citoyens administrateurs, écrivait-elle, nous venons de lire et d'examiner attentivement votre déclaration du 16 de ce mois (juillet 1793). Nous y trouvons l'exposé sincère de votre conduite et de ses motifs. Les principes que vous y professez, les maximes républicaines qui y sont développées furent toujours les nôtres et nous adhérons, avec tous les bons citoyens, à la déclaration que vous venez d'en faire. Nous voulons comme vous la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la république<sup>5</sup>. »

Prieur de la Marne avait donc de vrais motifs d'affirmer, lors de son arrivée à Vannes, que tout le Morbihan était fédéra-

1. *Ibid.*, 275, plaquette 2308, pièce 3 ; Arch. dép. du Morbihan, L. 1271.

2. Voici notamment comment parlait le Conseil général du district d'Auray : Nous sommes désolés, « considérant l'état actuel de la France désorganisée dans toutes ses parties, sans gouvernement, sans constitution et sans loi, voyant, avec le sentiment de la douleur la plus amère, le plus bel état de l'Europe livré à l'anarchie... Que font cependant les hommes que le peuple français revêtit de toute sa confiance et de la plénitude de son pouvoir ? Au lieu de s'appliquer à l'ouvrage de la constitution qu'il leur demandait, ils ne se sont occupés que d'administration ; ils remplissent toutes les fonctions, tous les rôles, excepté celui qui leur était affecté ; depuis huit mois, il attend en vain l'ouvrage dont ils étaient chargés. Que fait au peuple français l'existence de Marat ou de Robespierre, de Brissot ou de tel autre personnage ? Ce sont des représentants qu'il lui faut et des représentants amis de la chose publique qui en veuillent l'avancement et l'opèrent » (Arch. nat., AFII, 125, plaquette 961, pièce 49 ; cf. Arch. dép. du Morbihan, L. 251).

3. Cf. Arch. dép. du Morbihan, 16 juillet 1793, L. 251.

4. *Ibid.*, séance du 18 juillet 1793.

5. *Ibid.*, L. 251.

liste. Il allait, sans tarder, faire expier ce crime aux imprudents administrateurs. Il commença par ceux du chef-lieu.

# I.

Il est curieux de rappeler en quels termes il raconte sa première rencontre avec eux : « Nous recevons d'abord, écrit-il, la visite des corps constitués, dont l'aspect seul annonce des coupables qui redoutent la vengeance de la loi prête à les frapper. Visage froid, air apprêté, patriotisme contraint; nous ne reconnaissons aucun des aimables traits de nos bons sans-culottes<sup>1</sup>. »

Le terrible conventionnel, dont la présence dans le Morbihan paraissait jusque-là sans objet et qui « regardait autour de lui ce qu'il importait de faire pour le peuple<sup>2</sup>, » crut, à cette vue, avoir enfin découvert un champ d'action digne de son zèle : il allait renouveler les administrations du département tout entier.

Dès le lendemain de sa venue<sup>3</sup>, il requérait le procureur général syndic « de lui remettre, sur-le-champ, tous les registres... sur lesquels se trouvaient les arrêtés pris depuis le mois de mai dernier, et, en même temps, une expédition de tous ceux qui avaient été pris par l'administration relativement aux événements du 31 mai de cette année<sup>4</sup>. »

Sur ces entrefaites, il acceptait les services d'un certain Barré-Manéguen<sup>5</sup>, administrateur du district d'Auray, que nous aurons l'occasion de retrouver, et en faisait<sup>6</sup>, sous le nom de procureur général syndic du département, l'exécuteur inconfusable des ordres qu'il se disposait à lancer.

Désormais, il peut entrer résolument en campagne. Le 6 brumaire, an II (27 octobre 1793), il destitue la municipalité<sup>7</sup> et

1. Arch. nat., ADI, 81, 6.

2. Arch. nat., ADI, 81, 4.

3. 2 brumaire an II (23 octobre 1793).

4. Arch. nat., AFII, 126, plaquette 971, pièce 14; *Ibid.*, 125, plaquette 959, pièce 8.

5. Cf. Barré à Prieur (s. d.); *Ibid.*, plaquette 961, pièce 20.

6. 8 brumaire.

7. Voir la minute de son arrêté (Arch. nat., AFII, 126, plaquette 971, pièce 57). — Toutes ces pièces portent : « En vertu des pouvoirs à nous donnés. » Le Comité de Salut public disait dans son décret qu'il envoyait Prieur et Jeanbon Saint-André à Brest « pour y prendre, relativement à la marine, toutes les mesures de salut public qu'ils croiraient nécessaires et qu'ils exerceraient soit à l'égard de la marine, soit à l'égard des autorités constituées des

réorganise la garde nationale<sup>1</sup>. Le surlendemain, 8 brumaire, c'est de l'administration municipale qu'il s'occupe ; l'arrêté suivant fixe le sort de ses membres :

Au nom de la République,

Nous, représentant du peuple dans les départements maritimes, en vertu des articles 6 et 7 de la loi du 46 août dernier et en vertu des pouvoirs à nous donnés par la Convention nationale, avons arrêté ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les administrateurs ci-dessous désignés (suivent vingt-huit noms) sont destitués de leurs fonctions et seront, conformément à la loi..., mis en état d'arrestation dans la maison de sûreté de cette ville et les scellés apposés sur leurs papiers.

ART. IV. — Le citoyen Barré-Manéguen, procureur général syndic, est chargé de l'exécution du présent arrêté ; il nommera tels commissaires qu'il jugera convenable pour l'apposition des scellés, et il est enjoint à toutes les autorités civiles et militaires d'obtempérer aux réquisitions qu'il fera à cet effet<sup>2</sup>.

Deux jours plus tard, un second arrêté cassait l'ancien comité de surveillance<sup>3</sup>. C'était, en comptant les notables, adjoints à la municipalité, cinquante fonctionnaires sacrifiés en quelques heures.

Le 11 brumaire vit des exécutions presque aussi nombreuses. Des arrêtés, conçus en termes semblables, privaient de leurs fonctions et jetaient en prison les administrateurs du district, les juges du tribunal de commerce, ceux des tribunaux civil et militaire, le commandant temporaire des troupes cantonnées de la rivière de la Vilaine jusqu'à Port-Navalo, le commissaire supérieur du conseil exécutif pour le recrutement des armées<sup>4</sup>. Tous avaient ordre de se rendre, sans retard, au lieu assigné pour leur détention, en même temps qu'ils voyaient apposer les scellés sur leurs papiers<sup>5</sup>.

divers départements qu'ils parcouraient, les mêmes pouvoirs qu'avaient les représentants du peuple près les armées » (Arch. nat., AFII, 295).

1. Le décret de réorganisation est daté du 8 brumaire. Cf. *Ibid.*, 125, plaquette 958, pièce 22.

2. Arch. dép. du Morbihan, L. 254.

3. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 958, pièce 18.

4. Voir tous ces arrêtés (Arch. dép. du Morbihan, L. 254).

5. Voir l'ordre de Barré-Manéguen enjoignant au comité de surveillance

On devine sans peine quel retentissement eut à Vannes et dans tout le Morbihan ce coup de théâtre qui remplissait les cachots de ceux qui, jusque-là, y avaient si facilement enfermé les autres; de ceux qui devaient passer pour les colonnes du nouvel édifice gouvernemental.

Prieur reçut quelques félicitations pour sa vigueur<sup>1</sup>; il semble néanmoins qu'une sorte d'épouvante ait dominé tous les autres sentiments.

Quant aux fonctionnaires ainsi congédiés, ils durent, pendant les dix mois que dura leur captivité, faire d'amères réflexions sur la caducité de la puissance la mieux établie<sup>2</sup>. Alors du moins tous se soumirent au châtement qui les atteignait avec un rare stoïcisme<sup>3</sup>, comme il appert des lettres que presque tous adressèrent aux sous-ordres de Prieur. En voici deux à titre de curiosité.

Dubodan fils, ancien maire de Vannes et administrateur du département, écrivait :

A la maison d'arrêt, le 40<sup>e</sup> jour du second mois  
de l'an II (31 octobre 1793).

Citoyen,

J'ai reçu, joint à votre lettre du jour d'hier, l'arrêté du citoyen Prieur, représentant du peuple, en vertu duquel je suis détenu. Je vous suis obligé de m'en avoir épargné la notification par un officier ministériel. Ma soumission égalera toujours mon attachement à la loi.

DUBODAN fils<sup>4</sup>.

« d'envoyer des commissaires pour faire conduire dans la maison de sûreté et apposer les scellés de la municipalité sur les papiers des citoyens déchus de leurs fonctions » (29 octobre 1793) (Arch. dép. du Morbihan, L. 1271). — On ne leur épargna pas les mesures vexatoires et les visites domiciliaires (31 octobre) (*Ibid.*, 252).

1. Cf. Arch. nat., AFII, 126, plaquette 970, pièce 17.

2. Leur détention ne fut pourtant pas fort rude; l'un d'eux écrit : « Nous vivons tous ensemble et nous nous amusons assez bien. Les aristocrates qui étaient ici avant nous et ceux qu'on y envoie tous les jours ne sont pas trop aises de nous voir tout près d'eux. Hier, on nous amena tout ce qu'il y avait de nonnes en la ville et aux environs, de sorte que c'est ici la plus jolie ménagerie du monde, et à la vérité il y a de quoi s'amuser à voir toutes ces figures. » Cf. *Georges Cadoudal*, Pièces just., p. 367.

3. Ils auraient eu d'ailleurs fort mauvaise grâce à se plaindre; on leur appliquait les procédés auxquels les premiers ils avaient eu recours contre leurs adversaires. Cf. 1<sup>er</sup> frimaire an II (21 novembre 1793) (Arch. dép. du Morbihan, L. 823).

4. Arch. dép. du Morbihan, L. 248.

L'ancien procureur général syndic du département disait de son côté : j'ai reçu l'arrêté du citoyen Prieur ; « aussitôt que j'ai appris que vous l'aviez consigné sur les registres du secrétariat du département, je me suis empressé de signaler ma parfaite soumission à la loi et à l'autorité souveraine de la Convention nationale. Je me suis rendu à la municipalité et n'ai voulu rentrer chez moi qu'avec des commissaires qui, à ma réquisition, ont mis les scellés sur mes papiers. Je me suis rendu ensuite dans cette maison qui m'a été désignée<sup>1</sup>. »

## II.

Une exécution en bloc comme celle qui nous occupe ne pouvait guère se faire sans erreur. Aussi, les réclamations affluèrent-elles bientôt. « Je suis surpris d'être compris dans la disgrâce du département, m'en étant retiré dès le mois de juin, écrit celui-ci. D'ailleurs, je n'ai point signé les arrêtés des 2 et 3 de ce mois ; je n'ai même eu nulle part à ces délibérations ; car, du 26 avril au 15 juin, j'ai été absent de Vannes. Au surplus, depuis la fondation de la république, le bonnet de la liberté plane sur le sommet de ma maison... La Montagne, à laquelle je suis sincèrement attaché, a sauvé la patrie. Telle est ma profonde conviction<sup>2</sup>. »

On a pris la signature de mon frère pour la mienne dans les délibérations de la municipalité des 6 et 7 juin relatives à la force départementale, assure un autre. Je ne les ai point signées, et je n'en ai signé aucune, absolument aucune depuis le 2 juin, époque à laquelle on n'avait pas et on ne pouvait pas avoir encore connaissance à Vannes des fameuses journées des 31 mai et 2 juin. Vous avez les registres de la municipalité (vérifiez mes dires).

Je suis, avec les sentiments les plus républicains, citoyen représentant du peuple,

Le citoyen BAUNY,  
Directeur de l'enregistrement.

P.-S. — Veuillez bien confronter la signature de mon frère avec la mienne<sup>3</sup>.

1. Arch. dép. du Morbihan, L. 248.

2. « Le sans-culotte Chaignart » à Prieur, 3 frimaire an II (23 novembre 1793) (Arch. nat., AFII, 276, plaquette 2312, pièce 32). — En fait, son nom ne se trouve pas sur les registres de ces jours. Cf. Arch. dép. du Morbihan, L. 1271.

3. A Prieur, Vannes, 9<sup>e</sup> jour du second mois de l'an II (30 octobre 1793) (Arch. nat., AFII, 126, plaquette 965, pièce 15).



D'autres se présentent avec des réclamations moins fortement motivées, mais dignes pourtant de quelque considération.

C'est d'abord Périer, du directoire du département. Il avait reçu l'ordre d'arrestation avec grande soumission, car il croyait qu'aucun membre des administrations n'était épargné. Mais il a su depuis que ceux-là seulement étaient punis qui avaient signé les arrêtés concernant la force départementale. Or, il ne l'a fait pour aucun. Il réclame donc son élargissement. De la sorte, termine-t-il, « vous rendrez à la patrie un citoyen dont le civisme ne s'est jamais démenti, un patriote de 89, enfin vous lui rendrez un Montagnard bien prononcé<sup>1</sup>. »

Et comme s'il avait craint que cet appel vibrant n'eût pas de retentissement et d'effet, il prie le procureur général syndic d'intervenir vigoureusement en faveur d'un citoyen si méritant<sup>2</sup>.

Sans doute, confesse un second coupable, « induit en erreur par des terreurs paniques pour la Convention nationale, je m'étais moi-même inscrit comme individu dans la force départementale; mais, convaincu bientôt de l'activité et de la liberté de la Convention comme de l'illégalité et de l'inconséquence de cette mesure, que je crois liberticide, je me suis retiré du corps administratif, qui l'a résolue sans ma participation<sup>3</sup>. »

Ce brave sans-culotte se voyait déjà si sûrement en liberté qu'il terminait sa requête en demandant une place d'accusateur public. « Je vous présente en moi un citoyen invariablement attaché à la Révolution depuis son berceau... Je n'entends par cette démarche ni vous engager à une sollicitation qui n'est point dans votre caractère, ni devoir à l'indulgence et à la commisération seules une place qui me déshonorerait à ces titres. Ma réclamation est aussi républicaine que mes principes et ma conduite; mais la fierté républicaine n'exclut pas la reconnaissance, un mot de votre part vous assurera la mienne<sup>4</sup>. »

Le commandant Laumailier plaidait sa cause d'une manière un peu moins naïve : il faisait un court résumé de sa vie et rap-

1. 17 brumaire an II (7 novembre 1793) (*Ibid.*, plaquette 961, pièce 21). — C'est le témoignage que lui rendirent les administrateurs d'Hennebont (*Ibid.*, plaquette 962, pièce 4).

2. Arch. dép. du Morbihan, L. 248.

3. Lettre de Graveran, ancien administrateur du département (Arch. nat., AFII, 125, plaquette 961, pièce 23).

4. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 961, pièce 23. Cf. *Ibid.*, 275, plaquette 2310, pièce 48.

pelait les deux signatures qu'il avait données à l'adresse d'adhésion envoyée de Vannes à la Convention après la triste journée du 21 janvier. Puis, enthousiasmé sans doute par le spectacle de ce qu'il avait osé, il concluait : « Citoyen représentant, je lis dans votre âme sensible; elle a déjà prononcé que, loin d'être coupable, je me suis constamment efforcé à bien mériter de ma patrie. Rendez justice à un vrai sans-culotte qui n'a pensé et agi que pour le maintien de la république une et indivisible<sup>1</sup>. »

Le président de l'administration départementale apportait des arguments d'autre sorte, mais tout aussi puissants sur un cœur de conventionnel : « J'ai acheté des biens d'émigrés, » écrivait-il à Prieur, « j'ai acheté des biens nationaux, j'ai fait tout ce qui est d'un bon révolutionnaire<sup>2</sup>. » Il eût pu ajouter que, dès le 3 décembre 1792, il avait déposé au conseil général du Morbihan ses titres de noblesse et demandé leur destruction<sup>3</sup>; ce qui, sans aucun doute, méritait une récompense.

Parfois, ces réclamations étaient faites par des amis : « J'ai eu des relations avec ce particulier, je l'ai toujours vu dans de bons principes, » écrivait-on de Bosquet, l'un des membres du district<sup>4</sup>.

Un peu plus tard, le procureur général syndic entraît lui-même en scène pour obtenir de Prieur la réparation des iniquités commises. « Prieur, écrivait-il, il me semble convenir à la justice qui t'anime que tu m'autorises à diminuer la durée de l'arrestation que tu as ordonnée envers des citoyens que j'aime parce que je les estime et que j'estime parce que je leur ai toujours connu un cœur droit, malgré l'erreur de leur esprit<sup>5</sup>. » Une autre fois il disait encore : « Je t'ai prouvé mon obéissance à la loi par l'exécution de tes arrêts. La voix du devoir a fait taire celle du cœur; me refuserais-tu le plaisir de rendre à la jouissance du

1. A Prieur (*Ibid.*, 276, plaquette 2311, pièce 61).

2. *Ibid.*, 126, plaquette 967, pièce 32.

3. *Ibid.*, pièce 36.

4. A Prieur (Arch. nat., AFII, 125, plaquette 962, pièce 15). — Ce Bosquet ne devait pas être un inconnu pour Prieur. A peine ce dernier était-il arrivé à Vannes que ce citoyen lui avait dénoncé les prêtres fidèles et indiqué les mesures qu'il jugeait propres à les réduire. Il terminait par ces mots : « Sans églises, sans harnois et bricoles, les prêtres seront des tristes saints; vous aurez enlevé à ces monstres leur venin et ils seront moins dangereux. » 3<sup>e</sup> jour du second mois (24 octobre 1793) (Arch. nat., AFII, 126, plaquette 967, pièce 37).

5. 29 brumaire (19 novembre 1793) (*Ibid.*, 276, plaquette 2311, pièce 66).

premier de tous les biens, la liberté, des hommes que j'estime et que j'aime parce que je sais qu'ils aiment la patrie<sup>1</sup>. »

Enfin, les sociétés populaires intercédèrent à leur tour. Celle de la Roche-Sauveur (La Roche-Bernard) donnait un certificat de civisme à Moreau, son ancien président, membre de l'administration départementale; elle affirmait le connaître à fond : « C'était un homme qui n'avait jamais varié dans les bons principes..., un franc républicain et sans-culotte<sup>2</sup>. »

Le comité de surveillance de Vannes se prononçait non moins affirmativement en faveur de ce Laumailier, dont nous venons de parler; il envoyait même un courrier au représentant du peuple pour « réclamer, au nom de la patrie en danger, que le citoyen Laumailier... fût rendu à ses fonctions et à la confiance du comité<sup>3</sup>. »

Assailli de toutes ces requêtes, Prieur cherche à s'éclairer sur leur sérieux. Il interroge<sup>4</sup>, s'entoure d'informations, se fait présenter les registres où sont consignées les délibérations des corps constitués<sup>5</sup>. Il n'avait reçu que depuis deux jours, par exemple, la réclamation de Périer quand il demandait aux administrateurs du district de Hennebont, petite ville où ce citoyen avait vécu, de prendre sur la conduite de cet homme les renseignements les plus sûrs et les plus républicains<sup>6</sup>. » On lui répond que, jusqu'à son départ pour Vannes, Périer « n'avait montré que du civisme tant par ses actions que par ses discours<sup>7</sup>. » Mais cela ne suffit pas à l'exigeant vengeur de la Montagne.

Sur ces entrefaites, son collègue Tréhouart intervient en faveur du prisonnier et le prie « d'examiner sa pétition, et, s'il est possible, d'allier la justice et l'humanité, de réunir ses sentiments aux siens pour accorder au détenu sa liberté<sup>8</sup>. » Prieur

1. Compte de Jean-Fr. Barré-Manéguen, fol. 4 (Arch. dép. du Morbihan, L. 254).

2. Arch. nat., AFII, 126, plaquette 966, pièce 37. — Celle de Vannes écrivit en faveur des détenus quelques jours seulement avant leur élargissement (Arch. dép. du Morbihan, L. 1271).

3. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 961, pièce 13. Cf. Arch. dép. du Morbihan, L. 1251, fol. 2.

4. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 962, pièce 25; *Ibid.*, 126, plaquette 968, pièce 19.

5. *Ibid.*, 125, plaquette 960, pièce 17; 126, plaquette 972, pièce 74.

6. *Ibid.*, 125, plaquette 961, pièce 49.

7. *Ibid.*, plaquette 962, pièce 4.

8. *Ibid.*, 277, plaquette 2321, pièce 39.

hésitait toujours, comme s'il n'eût pu consentir à lâcher si facilement sa proie. J'aurais bien désiré, mandait-il à l'un des commissaires de la Convention dans le Morbihan, délivrer Pèrier de ses fers; « mais il a signé un des arrêtés fédéralistes. Vérifie le fait, et, s'il était une erreur et qu'il n'eût rien signé, la commission administrative devrait le mettre en liberté<sup>1</sup>. » La recherche prescrite eut lieu et l'on constata que Pèrier n'était point coupable<sup>2</sup>. En conséquence, il fut élargi le 11 frimaire, an II (1<sup>er</sup> décembre 1793), après un mois d'incarcération.

Quelques jours plus tard, 18 frimaire, éclairé sans doute par ce fait, Prieur lançait un décret en vertu duquel « les détenus pour avoir adhéré à des actes fédéralistes qui prouveraient n'avoir signé aucun de ces actes ni y avoir concouru par leur présence<sup>3</sup>, » pourraient, après examen, être rendus à leurs familles.

Ce n'était là qu'un mouvement passager de commisération et d'équité, et bientôt Prieur se rejeta brusquement en pleine sévérité. Il écrivait, le 21 frimaire (11 décembre), à son collègue Tréhouart : « Surtout ne fais mettre en liberté aucun des administrateurs destitués; tu contreviendrais formellement à la loi qui ordonne leur arrestation jusqu'à la paix... La pétition qui t'a été présentée (en leur faveur) est un piège que l'on te tend; tous les fonctionnaires publics qui l'ont signée sont suspects et méritent d'être destitués; ils sont chargés d'exécuter les lois et ils ont la lâcheté d'en demander l'infraction. Je te charge de leur en témoigner mon indignation<sup>4</sup>. »

Sous l'empire du même sentiment d'irritation, il manifesta, un peu plus tard, le dessein de traduire les inculpés devant le tribunal révolutionnaire de Brest. Dans l'impossibilité où il était, disait-il, de tenir compte des « pétitions qu'on lui adressait journellement pour l'élargissement de ces prisonniers, il voulait leur procurer des juges. S'ils étaient innocents, ils seraient élargis; s'ils étaient coupables, ils subiraient la peine prononcée par la loi. »

Il fallut efforts sur efforts pour le faire renoncer à ce projet,

1. *Ibid.*, 125, plaquette 969, pièce 18.

2. Vérité Corbigny à Prieur (*Ibid.*, 276, plaquette 2313, pièce 18). Barré-Manéguen à Prieur (*Ibid.*, 125, plaquette 961, pièce 19; Arch. dép. du Morbihan, L. 1271).

3. Arch. dép. du Morbihan, L. 1271.

4. Prieur à Tréhouart (Arch. nat., AFII, 277, plaquette 2321, pièce 69).

dont les terroristes eux-mêmes étaient effrayés; car, à leur avis, « il n'avait été que trop démontré combien les tribunaux révolutionnaires étaient redoutables même pour l'homme vertueux et innocent<sup>1</sup>. »

Ces intermittences de sévérité et d'indulgence entre-bâillaient la porte des prisons, et quelques-uns purent s'en échapper successivement. Sur les dix-neuf administrateurs du département<sup>2</sup> jetés dans les cachots du Petit-Couvent, le 8 brumaire, dix-sept étaient encore sous les verrous le 14 fructidor suivant, dix mois plus tard; sur treize membres du district, deux, à la même date, avaient été libérés; les juges des divers tribunaux avaient été moins heureux, pas un n'avait recouvré la liberté, ils restaient tous les onze incarcérés<sup>3</sup>; les officiers municipaux ne s'étaient guère trouvés plus favorisés que ces derniers; nous n'en voyons que deux de délivrés sur douze<sup>4</sup>.

Ce n'est pas pourtant qu'ils se soient abandonnés eux-mêmes,

1. Compte-rendu de Mancel, ancien membre de la commission administrative du Directoire du département du Morbihan (Arch. dép. du Morbihan, L. 252).

2. L'un d'eux, Bienvenu, était incarcéré à Guidel (Arch. dép. du Morbihan, L. 1181. Cf. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 958, pièce 19; Arch. dép. du Morbihan, L. 1271).

3. Cf. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 958, pièces 41, 45.

4. Quand on les remettait de la sorte en liberté, ce n'était pas toujours qu'on les crût innocents. L'un des membres du district, par exemple, obtenait cette faveur parce qu'il « était nécessaire à une exploitation de bois pour le compte de la République » (Arch. dép. du Morbihan, L. 1251, fol. 4). — On sait que, le 14 fructidor an II (31 août 1794), la Société populaire de Vannes « sollicita par acclamation et obtint du comité de surveillance de la même commune l'élargissement provisoire de tous ces détenus » (*Mémoire justificatif...*, p. 38; Arch. du collège Saint-François-Xavier). — A cette occasion, l'agent national, Jehanno, écrivit au comité : « Vous m'avez appris officiellement que les détenus..., pour avoir adhéré à l'envoi d'une force départementale, obtiendraient une liberté provisoire; j'apprends depuis, par le bruit public, qu'ils sont tous sortis. Dans des circonstances moins critiques, vous m'avez demandé mon avis; si dans celle-ci vous me l'aviez également demandé, je vous aurais répondu, comme je vous écris officiellement aujourd'hui, que la loi révolutionnaire s'exécute révolutionnairement et que vous avez enfreint celle du 14 frimaire. Lisez l'article 12 de ce décret et vous serez convaincus de la responsabilité que vous avez attirée sur vos têtes. Comme vous-mêmes, mieux que vous, partie des détenus ayant été mes collègues, je les connais pour les victimes de l'erreur d'un moment; leur patriotisme m'est connu; mais la loi est là et vous devez attendre, pour mettre à exécution votre arrêté, la décision du comité de surveillance générale » (Arch. dép. du Morbihan, L. 1251, fol. 81). Ils ne furent définitivement libérés que le 15 frimaire an II (*Ibid.*, L. 1272).

loin de là : les apologies de leur conduite se succédèrent pressantes et parfois même éloquentes, de cette éloquence, il est vrai, touffue et boursouflée si fort dans le goût de l'époque. Celle du 14 frimaire (4 décembre 1793) semble la plus suggestive. « Notre patriotisme, y lisons-nous, est connu ; depuis le commencement de la Révolution, nous avons constamment travaillé pour elle... Un moment, il est vrai, un excès de zèle nous égara ; mais, bientôt détrompés, reconnaissant avec indignation que nous avions été le jouet d'une intrigue qu'il nous avait été impossible de pénétrer, nous avons réparé autant que possible notre première imprudence.

« Parlerons-nous de nos démarches pour accepter nous-mêmes et faire accepter par les communes la Constitution, avant même qu'elle eût été officiellement envoyée à l'adresse du département ? Elles sont connues de tous... Dirons-nous que des premiers nous avons voté la république et la mort du tyran ?... Dirons-nous que, par des adresses énergiques et honorablement mentionnées, nous avons voué au mépris et à l'exécration les infâmes Toulonnais ?

« On nous accuse de fédéralisme ; ce soupçon seul fait notre tourment ; jamais une idée aussi absurde n'est entrée dans notre esprit... ; jamais nous n'avons épousé le parti des Brissotins, des Girondins et de leurs complices... Nous étions Montagnards avant que ce terme eût pour nous une signification précise. Pourrions-nous ne pas l'être aujourd'hui que la Montagne n'est que la Convention elle-même, aujourd'hui qu'il est démontré que la Montagne a servi la chose publique ? »

Si Prieur, disaient-ils une autre fois, « avait consulté les registres et les actes des administrations et des tribunaux, il aurait vu qu'il n'est point d'efforts possibles qui n'aient été faits pour assurer l'exécution des lois ; que des mesures révolutionnaires ont souvent devancé les lois qui les ont ensuite consacrées ; que c'est ainsi que les premières voies de rigueur employées contre les anciens curés et vicaires furent étendues, dans le département, à tous les ecclésiastiques qui avaient refusé de prêter le serment de fidélité à la patrie, qu'ils y étaient incarcérés longtemps avant la loi du 27 août, que le fanatisme a été en conséquence poursuivi avec vigueur et sans relâche. Les seuls

prêtres assermentés ont été protégés, parce que la loi les protégeait; les autres ont été sévèrement proscrits et forcés de bonne heure à cacher dans l'ombre leurs manœuvres criminelles et leur coupable existence<sup>1</sup>. »

### III.

Si, pour l'ordinaire, de tels plaidoyers ne valurent pas la liberté à des hommes dont le zèle révolutionnaire avait été si brûlant, du moins ils apportèrent à plusieurs d'appréciables adoucissements dans leur captivité. Les terroristes savaient qu'en usant ainsi de bienveillance ils travaillaient au fond pour des amis<sup>2</sup>. Il n'en est que plus intéressant d'entendre quelques-uns de ces demi-héros soutenir leur cause personnelle auprès des maîtres du jour.

Voici d'abord l'un des membres de l'administration départementale; il demande sans détours d'être incarcéré à domicile; sa santé délabrée souffrirait du séjour dans une maison d'arrêt. « Je ne vous dirai rien, termine-t-il, de mon patriotisme, je me flatte qu'il est connu, et qu'un moment d'erreur, et qui était contre mon vœu particulier, lequel vœu particulier j'ai énoncé dans le temps au club, ne me fera pas perdre l'estime et la confiance des républicains<sup>3</sup>. »

C'est encore l'état de sa santé qu'un second commence par mettre en avant. « Il est nécessaire, écrit-il, que je profite de cette saison pour quelques remèdes qui m'ont été indiqués. » Puis il continue : « J'ajouterai à cela que je suis père d'un enfant que je n'ai pas encore vu et dont la mère, mal remise de ses couches, attend avec impatience que j'aille le reconnaître. La vie de cet enfant qui souffre de la situation de sa mère dépend peut-être de mon empressement à la satisfaire. C'est pour ces motifs que je demande un congé de quelques jours avec la liberté de me

1. *Mémoire justificatif pour les anciens fonctionnaires publics du département du Morbihan*, p. 8 et 9; Arch. du collège Saint-François-Xavier.

2. Cf. *Compte-rendu de Mancel*; Arch. dép. du Morbihan, L. 252.

3. Fages à l'agent national (Arch. nat., AFII, 126, plaquette 965, pièce 12). — La Société populaire régénérée « reconnaissait le citoyen Fages pour un des plus chauds partisans de la Révolution et de la République; il s'était constamment montré l'ennemi des principes religieux; il avait développé dans plusieurs séances (qu'il présidait) une grande énergie révolutionnaire » (Arch. dép. du Morbihan, L. 1272).



rendre chez le citoyen Lauzer, près Auray, où résident ma femme et mes enfants. Quelque temps qu'on assigne à ce congé, je t'en aurai toujours une grande obligation... Au surplus, la proximité de la campagne de Lauzer me mettra à même de me représenter dans le jour même où j'en serai requis<sup>1</sup>. »

Un troisième sollicite un moins lointain déplacement : il voudrait « la permission d'aller deux ou trois fois par décade passer quelques heures dans son cabinet<sup>2</sup>. » Un quatrième souhaiterait d'être autorisé à se rendre « à sa campagne (à trois ou quatre kilomètres de Vannes), en Arradon, toutes les fois qu'il y aurait besoin<sup>3</sup>. » Un cinquième enfin réclame davantage : « La Révolution l'a privé de plusieurs emplois lucratifs, et pourtant il a toujours été l'un de ses plus fermes appuis ; ses moyens de subsister sont bien faibles en raison des charges qu'il a ; son épouse, d'une santé fort délicate, est sur le point d'accoucher et ne peut, en cet état, vaquer aux soins d'une nombreuse famille ni surveiller sa maison ouverte chaque jour aux militaires qui logent à Vannes. Il demande donc aux citoyens administrateurs de vouloir bien consentir qu'il soit en arrestation chez lui et qu'il puisse encore partager avec ses enfants le peu de pain qui lui reste. La justice et la morale, termine-t-il, sont à l'ordre du jour ; mettez-y aussi l'humanité, j'ose la réclamer toute en ma faveur<sup>4</sup>. »

C'est surtout leurs intérêts temporels qui poussent Lauzer à solliciter l'autorisation de se rendre à l'Isle-aux-Moines, dans le golfe du Morbihan, et Poussin à ses fermes<sup>5</sup>.

Mais, sur ce point, rien de plus instructif que la lettre suivante de Bosquet, l'un des membres du district :

Vannes, le 4 fructidor de l'an II de la république une et indivisible.

Égalité,                      Unité,                      et prompte Liberté.

Citoyen et ancien collègue,

J'apprends que, le 7 de ce mois, on procède à la vente définitive et adjudication de la terre de Moréac, commune d'Arradon, et métairies en dépendant. Je me propose de la faire valoir. En conséquence,

1. Boullé aîné à l'agent national, 22 floréal an II (11 mai 1794) (Arch. dép. du Morbihan, L. 1270).

2. Caradec à Jehanno, 19 floréal (8 mai 1794) (*Ibid.*).

3. Lefebvrier au district, 23 fructidor (9 septembre 1794) (*Ibid.*).

4. Lemenez aux membres du département, 20 germinal (9 avril 1794) (*Ibid.*).

5. *Ibid.*, L. 1272.

j'écris au comité de surveillance pour obtenir la permission de sortir ce jour-là. Je me persuade qu'elle ne me sera pas refusée, puisqu'elle a déjà été accordée à d'autres (et qu'un membre du district n'est pas inférieur à un membre du département). J'aimerais (*sic*) aussi qu'on me jugea (*sic*) assez grand pour aller tout seul<sup>1</sup>.

Parfois, on semble avoir mis peu d'empressement à satisfaire à de telles requêtes, et les solliciteurs<sup>2</sup> étaient contraints de renouveler à plusieurs reprises leurs instances. « Tu m'avais promis, » écrit l'un d'eux à l'agent national, « de venir toi-même me prendre pour me conduire à ma campagne, où tu sais que j'ai le plus pressant besoin de veiller..., et je t'ai attendu en vain chaque jour depuis un mois<sup>3</sup>. » Pour l'ordinaire, néanmoins, ces suppliques étaient bien accueillies. Il nous reste une liste, datée du 19 germinal, an II (8 avril 1794), portant le nom de seize détenus qui, à cette époque, avaient profité des adoucissements réclamés<sup>4</sup>; et c'est aux prisonniers fédéralistes plus justement qu'aux autres qu'il faut appliquer les lignes suivantes de Prieur : « Malgré la sévérité des lois et les ordres les plus précis donnés aux comités de surveillance, les détenus sont en correspondance habituelle avec leurs familles; ils trouvent d'autant plus de facilités que leur surveillance est confiée à des hommes qui ont toujours eu avec eux des relations soit d'affaires soit de parenté. »

#### IV.

En dépit de tels adoucissements, la main du représentant du peuple avait été dure pour ces auxiliaires de la première heure, ces pionniers de la république, ces promoteurs du mouvement révolutionnaire dans le Morbihan.

1. A Jehanno (Arch. dép. du Morbihan, L. 1270).

2. Cf. Lettres de Caradec, 27 frimaire an II (17 décembre 1793), 19 floréal (8 mai 1794), 22 floréal (11 mai) (Arch. dép. du Morbihan, L. 1272).

3. A Jehanno, 30 messidor an II (18 juillet 1794) (*Ibid.*, 1272). — « Quoi, Barré, » écrivait Glais jeune, « toi qui m'as toujours prouvé de l'amitié dans tous les temps, oublierais-tu celui qui t'en a toujours montré et qui se flattait de trouver en toi son ami et son défenseur? Ma femme t'a prié d'intercéder en ma faveur et tu ne le fais pas! » 9 frimaire an II (29 novembre 1793) (Arch. dép. du Morbihan, L. 249).

4. Cf. *Ibid.*, 1271 et 1272. A la date du 22 floréal an II (11 mai 1794), Legris assure « être le seul de la ci-devant municipalité » sous les verrous ce jour-là (Arch. dép. du Morbihan, L. 1270).

On ne se sent guère pourtant disposé à les plaindre; ils subissaient, en quelque sorte, la peine du talion; on leur faisait, avec certains ménagements, ce que trop souvent, avec brutalité, ils avaient fait à autrui. Qu'on lise, par exemple, l'arrêté que signaient les membres du conseil général du département le 14 août 1792 :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les administrations de district sont autorisées à arrêter et faire conduire directement à la citadelle de Port-Louis tous les ecclésiastiques non assermentés, vagabonds ou perturbateurs, et généralement tous ceux dont la détention leur paraîtra utile à la tranquillité de leur ressort.

ART. 2. — Sans préjudice de cette mesure, le conseil se réserve et à son directoire de prendre contre tous les ecclésiastiques non assermentés de son territoire et suivant les circonstances tous et tels arrêtés qu'ils jugeront convenables.

ART. 3. — L'Assemblée nationale sera suppliée d'ordonner la déportation de tous les ecclésiastiques du royaume non assermentés<sup>1</sup>.

Ce décret odieux n'était que la confirmation écrite de ce qu'ils avaient fait précédemment en approuvant les mesures prises par le district d'Hennebont « contre deux prêtres coupables, entre autres, d'avoir travaillé à éloigner du curé constitutionnel<sup>2</sup>; » comme si les prêtres fidèles eussent dû, sans réagir, laisser le schisme s'introduire au milieu de leur troupeau.

L'année suivante, ces mêmes administrateurs, sans jugement régulier, mettaient en état d'arrestation, sous la surveillance du district et de la municipalité d'Hennebont, quatorze de leurs concitoyens « comme très suspects d'avoir des liaisons avec les ennemis de la chose publique<sup>3</sup> et dangereux pour la conduite qu'ils avaient tenue pendant la Révolution<sup>4</sup>; » ils écrivaient aux ministres, sans vérifier l'accusation, pour faire priver de sa pension, c'est-à-dire d'un bien qui lui appartenait, un employé

1. Arch. dép. du Morbihan, L. 961. — Il faut noter que cet arrêté féroce allait formellement contre la loi, qui contraignait au serment ceux-là seuls qui restaient en place et non ceux qui étaient libres ou démissionnaires. — Voir également la lettre qu'écrivait à Prieur, à peine arrivé à Vannes, le citoyen Bosquet, administrateur du district, 3 brumaire an II (24 octobre 1793) (Arch. nat., AFu, 126, plaquette 967, pièce 37).

2. Arch. dép. du Morbihan, L. 941.

3. *Ibid.*, 823, 11 avril 1793.

4. *Ibid.*, 942, septembre 1793.

retraité qu'on « leur avait dépeint comme un aristocrate outré et un distributeur de feuilles inciviques<sup>1</sup>; » dès le mois de janvier 1793, par une adresse à la Convention, « ils réclamaient une forme plus prompte, plus rigoureuse et plus simple de procéder contre les ennemis intérieurs de l'État, contre les traîtres et les rebelles<sup>2</sup>; » ils chassaient des écoles et des hôpitaux les ecclésiastiques et les religieuses<sup>3</sup>.

Faut-il rappeler encore qu'ils avaient poussé à la condamnation de Louis XVI<sup>4</sup>, et qu'en apprenant l'exécution du malheureux prince ils avaient, le 26 janvier, « exprimé à nos législateurs l'adhésion la plus formelle à la mesure sévère que la justice leur avait dictée pour le salut de la chose publique<sup>5</sup>; » que souvent ils avaient devancé les lois en prenant des mesures révolutionnaires, plus tard seulement sanctionnées par l'autorité législative<sup>6</sup>? Ils en étaient même venus à promettre une gratification de soixante livres à tous ceux qui arrêteraient un ecclésiastique réfractaire<sup>7</sup>, « ce qui signifie fidèle à ses engagements vis-à-vis de l'Église et à sa conscience.

Et ce qui achève de nous faire connaître ces hommes, c'est que dix mois de captivité ne les avaient pas éclairés sur l'odieux de leur conduite et qu'ils se vantaient avec complaisance de ces persécutions<sup>8</sup>. On avouera pourtant qu'alors ils n'étaient guère récompensés de leur zèle!

Nous n'oserions jamais supposer qu'ils se consolèrent de tant de déboires en voyant qu'autour d'eux on n'était ni plus heureux ni mieux traité. Prieur, en effet, ne se contenta pas de tout bouleverser, de tout changer à Vannes : les diverses administrations des autres localités subirent un sort pareil soit dans les jours qui suivirent son arrivée dans le Morbihan, soit quelques mois plus tard, lorsqu'il établit le gouvernement révolutionnaire.

La cause mise en avant fut encore l'adhésion à des actes fédéralistes; car, à peine la nouvelle administration départementale

1. *Ibid.*, 941, 23<sup>e</sup> jour du second mois (13 novembre 1793).

2. *Mémoire justificatif pour les anciens fonctionnaires publics du département du Morbihan*, p. 32; Arch. du collège Saint-François-Xavier.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 34.

5. Arch. dép. du Morbihan, L. 942.

6. *Mémoire justificatif...*, *ut supra*, p. 9.

7. *Ibid.*, p. 8.

8. *Ibid.*

était-elle installée qu'il la chargeait « de prendre sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour lui procurer des renseignements précis sur les administrateurs de districts, municipalités et autres fonctionnaires publics qui avaient coopéré ou adhéré à des arrêtés liberticides tendant au fédéralisme, subversifs de l'unité et de l'indivisibilité de la république ou qui auraient donné des marques particulières d'incivisme, quand même ces administrateurs ou fonctionnaires publics auraient donné leur rétractation<sup>1</sup>. »

Partout donc, amenées par d'assez fréquentes dénonciations<sup>2</sup>, les destitutions se répétèrent comme les emprisonnements<sup>3</sup>; partout aussi se multiplièrent les réclamations<sup>4</sup> contre des sévérités hâtives; çà et là pareillement, des adoucissements au régime ordinaire des prisons<sup>5</sup>.

1. Vannes, 14<sup>e</sup> jour du second mois, an II (4 novembre 1793) (Arch. nat., AFII, 126, plaquette 972, pièce 86). — On sait, d'ailleurs, que Prieur se fit fréquemment aider par des commissaires choisis par lui qu'il envoyait dans les différentes localités. Cf. Arch. dép. du Morbihan, L. 1077.

2. Cf. Arch. nat., AFII, 125, plaquette 964, pièce 2; Arch. dép. du Morbihan, L. 942, 1077. — Notons spécialement ce qu'on appelait *scrutins épuratoires*: on consultait les plus ardents révolutionnaires d'une localité et on leur demandait quels administrateurs à leur sens méritaient d'être destitués et remplacés. Cf. Arch. nat., AFII, 276, plaquette 2316, pièce 8; *Ibid.*, plaquette 972, pièce 83.

3. Parfois, cependant, Prieur se montra moins terrible. J'ai destitué les municipalités fédéralistes, écrivait-il, mais n'ai point mis leurs membres en arrestation; « ils ont senti le prix de cette justice nationale, et les cris de : *Vive la Convention, Vive la Montagne* m'ont fait espérer que la reconnaissance pouvait produire quelques bons effets sur ces hommes qui, pour être excellents républicains, n'ont besoin que de plus de lumière. » Prieur au comité de Salut public, 21 pluviôse (9 février 1794) (Arch. nat., AFII, 175).

4. Quelques-unes méritent d'être tirées de l'oubli. Un administrateur de Port-Liberté (Port-Louis), après avoir dit sans détours à Prieur qu'il avait puni sans « avoir examiné et approfondi suffisamment la conduite des autorités, » ajoute : « Une culture de rhubarbe, dont je m'occupe avec succès depuis onze ans, est un second motif en faveur de ma réclamation! Rends-moi à la liberté ou je subis de grandes pertes! » 5 messidor an II (23 juin 1794) (Arch. dép. du Morbihan, L. 961). Lire *Ibid.*, 248) la réclamation « du républicain et vrai sans-culotte Leroux. » — Le citoyen Èdre, de Josselin, écrit : « Je suis, depuis huit jours, dans la maison d'arrêt de cette commune...; je vis tranquillement dans ma captivité, parce que, grâce à l'Être suprême, je n'ai aucun reproche à me faire; j'ai l'âme pure et droite et les sentiments d'un vrai républicain... Fort de ma conscience, j'attends avec impatience la décision du citoyen Prieur... Mille choses à tes confrères et à ta *chère moitié* » (Arch. dép. du Morbihan, L. 248).

5. Deux membres du district d'Hennebont, par exemple, sont prisonniers

Il paraît inutile d'insister sur ces détails qui, au fond, seraient la reproduction de ceux que nous avons fait connaître en parlant de Vannes. Notons seulement que les administrateurs punis avaient eux aussi, pour l'ordinaire, devancé, dans la voie de l'arbitraire et de la tyrannie, ceux dont ils étaient les victimes; qu'on se servait contre eux des armes qu'ils avaient maniées contre des innocents, coupables, tout au plus trop souvent, de n'adorer pas ce qu'ils adoraient eux-mêmes.

P. BILIARD.

(*Sera continué.*)

sur parole, et Prieur permet d'enlever les scellés de leurs papiers (Arch. dép. du Morbihan, L. 942). — Voici en quels termes l'un d'eux écrivait au représentant lors de son arrestation : « Tu m'as destitué, la loi t'y autorise, et je ne m'en plains pas; tu as séquestré mes papiers, je t'en remercie; je voudrais que tu pusses lire dans mon âme jusqu'à ma dernière pensée: » 19<sup>e</sup> jour du second mois (9 novembre 1793) (Arch. nat., AFu, 125, plaquette 961, pièce 45). — En fait, le sans-culotte Prieur eût facilement reconnu un semblable.

---

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LA GUERRE DE CENT ANS A LA MORT DE BENOIT XII.

L'INTERVENTION DES CARDINAUX AVANT LE CONCLAVE  
ET DU PAPE CLÉMENT VI AVANT SON COURONNEMENT

(25 avril-19 mai 1342).

---

Lorsque Benoit XII mourut, le 25 avril 1342, la France et l'Angleterre étaient engagées dans une lutte sanglante dont les esprits, même les plus perspicaces, ne pouvaient alors prévoir ni la durée ni les conséquences. Les hostilités duraient depuis cinq ans, interrompues par des trêves successives ou des armistices temporaires; les belligérants étaient opiniâtrément aux prises, et le différend franco-anglais, au lieu de s'assoupir ou de se dissiper, renaissait au contraire avec plus d'acuité et s'envenimait de jour en jour. C'est en vain que Louis de Bavière, l'empereur excommunié, ou le roi de Castille, Alphonse XI, avait essayé de séparer les deux adversaires. C'est en vain encore que le pape Benoit XII avait voulu interposer sa médiation. Leurs tentatives avaient échoué. Après avoir envahi deux fois la France, mais sans succès, après les deux campagnes de Thiérache en 1339 et de Tournais en 1340, Édouard III, bien résolu dès lors à combattre à outrance, se préparait dans son île pour une nouvelle campagne. Les uns disaient qu'il attaquerait Philippe VI du côté de la Guyenne, d'autres qu'il envahirait de nouveau la France par le Hainaut ou la Flandre. Les plus clairvoyants affirmaient, — mais on ne croyait guère à leurs conjectures, — qu'Édouard III débarquerait en Bretagne pour soutenir Jean de Montfort contre Charles de Blois, pour intervenir directement dans la guerre de Succession bretonne, se faire reconnaître, s'il était possible, suzerain du duché de Bretagne, et fortifier ainsi ses prétentions au trône de France, en élargissant pour ainsi dire le champ de la question dynastique. La lutte devait donc inévitablement reprendre, et sur



un théâtre nouveau; la diplomatie pontificale essaya de l'arrêter. Grâce à des efforts persévérants, Benoît XII avait obligé Philippe VI et Édouard III à vivre sous un régime de paix armée. Ce pontife, imbu de principes théocratiques et désireux d'être choisi pour arbitre dans toutes les questions européennes, cet esprit dominateur et impérieux avait, par une intervention constante, réussi à mener en laisse un roi de France imprévoyant et pusillanime, à contrecarrer maintes fois les desseins secrets d'un roi d'Angleterre hardi et entreprenant. Il avait ainsi obtenu que les trêves, jadis signées à Esplechin, après le siège de Tournay, fussent prorogées, en attendant qu'un traité définitif réglât les questions litigieuses. Il avait pu suspendre momentanément les hostilités et, grâce à son ascendant, s'ériger en médiateur indispensable. Il mourut au moment où le roi d'Angleterre faisait de nouveaux armements et équipait une nouvelle flotte<sup>1</sup>.

Sa mort jeta les cardinaux dans l'inquiétude et l'angoisse. Ils craignirent que Philippe VI de Valois, ce fils soumis, ne secouât la tutelle du Saint-Siège, que le roi d'Angleterre ne profitât du conclave pour repousser les objurgations pontificales et prendre l'offensive. Désireux d'assurer au monde chrétien la paix nécessaire à sa prospérité et de faire cesser les discordes entre princes, bien décidés à faire respecter les droits de la papauté, c'est-à-dire à maintenir à tout prix cette politique d'intervention, qui avait été le triomphe du pape défunt, ils tinrent à proclamer hautement, au lendemain même de la mort de Benoît XII, que, malgré l'inter règne, malgré le conclave, qui pouvait durer de longs mois, comme à la mort de Clément V avant l'avènement de Jean XXII, l'élection du futur pape ne modifierait en rien la politique traditionnelle du Saint-Siège; ils avertirent les princes chrétiens que le Sacré-Collège « prenait le gouvernail de la barque de saint Pierre, momentanément privée de son pilote, et de l'Église pendant toute la durée de son veuvage. »

D'après le protocole en usage à la cour d'Avignon, le conclave ne devait s'ouvrir qu'au lendemain de la neuvaine<sup>2</sup>, — car les véritables funérailles, les *Novendiales*, faites à la cathédrale d'Avignon duraient neuf jours. Benoît XII étant mort le 25 avril, la neuvaine finissait le 3 mai. Ce fut donc dans cet intervalle que les cardinaux des trois collèges, évêques, prêtres et diacres, délibérèrent sur le différend

1. Eugène Déprez, *les Préliminaires de la guerre de Cent ans, la Papauté, la France et l'Angleterre (1328-1342)*. (86<sup>e</sup> fascicule de la *Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, 1902.)

2. Eugène Déprez, *les Funérailles de Clément VI et d'Innocent VI, d'après les comptes de la cour pontificale*. (*Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École française de Rome*, tome XX (1900), p. 235-250.)

franco-anglais et résolurent d'intervenir dans la guerre de Cent ans. Il ne semble pas qu'il y ait eu un camerlingue chargé des affaires par intérim. Les cardinaux présidèrent à la Chambre apostolique, réglèrent les affaires de l'Église et délibérèrent en commun. Le doyen du Sacré-Collège était alors Raymond-Guillaume des Farges, cardinal-diacre de *Santa Maria Nova*. Ce fut peut-être lui qui présida les réunions de l'assemblée. Le Sacré-Collège comptait dix-neuf membres<sup>1</sup>. Un des cardinaux avait été nommé par Clément V, douze par Jean XXII et six par Benoît XII. Quinze étaient français, pour la plupart aquitains<sup>2</sup>, trois italiens<sup>3</sup>, un espagnol<sup>4</sup>. Deux d'entre eux, Gaillard de la Motte et Raymond des Farges étaient neveux de Clément V; Gozlin-Jean Duèze, Bertrand de Poyet et Imbert Dupuy étaient les neveux de Jean XXII; Guillaume Curty était neveu de Benoît XII. Au sein de cette assemblée, ils représentaient bien l'esprit de la tradition.

Après des délibérations successives<sup>5</sup>, les dix-neuf cardinaux<sup>6</sup> décidèrent, le 2 mai, d'envoyer en France et en Angleterre deux nonces

1. Eubel, *Hierarchia catholica mediæ ævi*.

2. Raymond-Guillaume des Farges, promu cardinal-diacre de *Santa Maria Nova* le 15 décembre 1305; — Gozlin-Jean Duèze, évêque de Cahors, vice-chancelier de l'Église romaine, cardinal-évêque d'Albano, Bertrand de Poyet, cardinal-évêque d'Ostie, Bertrand de Montfauet, cardinal-diacre de *Santa Maria in Aquiro*, et Gaillard de la Motte, cardinal-diacre de *Santa Lucia in Silice*, promus le 17 décembre 1316; — Pierre Desprès, cardinal-évêque de Palestrina, promu le 20 juin 1317; — Jean de Comminges, cardinal-évêque de Porto, et Imbert Dupuy, cardinal-prêtre du titre de la basilique des douze apôtres, promus le 11 décembre 1327; — Hélié Talleyrand, cardinal-prêtre du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, promu le 24 mai 1331; — Pierre Bertrand, cardinal-prêtre du titre de saint Clément, promu le 20 décembre 1331; — Bertrand de Deux, cardinal-prêtre du titre de saint Marc, Pierre Roger, cardinal-prêtre du titre des saints Nérée et Achillée, Guillaume Curty, cardinal-prêtre des Saints-Quatre couronnés, Bernard d'Albi, cardinal-prêtre du titre de saint Ciriace, et Guillaume Dore, cardinal-prêtre du titre de saint Étienne-au-Caelius, promus le 18 décembre 1338.

3. Annibaldo Gaetani de Ceccano, cardinal-évêque de Tusculum, Giovanni Colonna, cardinal-diacre de Sant' Angelo, promus le 18 décembre 1327; Gozzo de Rimini, cardinal-prêtre du titre de *Santa Prisca*, promu le 18 décembre 1338.

4. Pedro Gomez, cardinal-évêque de la Sabine, promu le 18 décembre 1327.

5. On ne trouve aucun renseignement dans les *Vitæ Paparum* de Baluze ni dans le livre de Souchon, *Die Papstwahlen von Bonifaz VIII bis Urban VI und die Entstehung Schismas*, 1378 (1888).

6. Baluze (*Vitæ Paparum*, I, 228) prétend que dix-sept cardinaux seulement assistèrent au conclave. Était seul absent Bertrand de Montfauet, qui souffrait de la goutte, ce qui porte le chiffre des présents à dix-huit. (Déprez, *les Préliminaires de la guerre de Cent ans*, p. 389.)

qui furent immédiatement désignés : Guillaume Ami, évêque d'Apt, et maître Guillaume de Norwich, doyen de l'église de Lincoln, chapelain et auditeur des causes du palais apostolique. Tous deux étaient des diplomates habiles en qui Benoît XII avait jadis placé toute sa confiance<sup>1</sup>. Leurs services avaient été surtout appréciés récemment, en 1340, alors que le roi d'Angleterre avait assiégé Tournay. Ils avaient négocié avec Philippe VI et avec Édouard III et s'étaient acquittés à merveille de leur tâche. Guillaume Ami et Guillaume de Norwich, jadis chargés de missions importantes, passaient pour connaître dans ses moindres détails la question franco-anglaise; ils étaient présents aux trêves d'Esplechin. Eux aussi représentaient l'esprit de la tradition. Le choix des cardinaux était donc très heureux.

Les deux nonces quittèrent aussitôt Avignon; la chancellerie pontificale leur délivra des sauf-conduits. Tous les ecclésiastiques, de quelque rang et qualités qu'ils fussent, tous les seigneurs temporels, ducs, marquis, comtes et barons, sénéchaux et capitaines, villes et communautés reçurent l'ordre de leur prêter, en toutes circonstances, aide et assistance et d'obéir à toutes leurs réquisitions<sup>2</sup>. Guillaume Ami et Guillaume de Norwich étaient, en outre, chargés de présenter à Philippe VI et à Édouard III des lettres que les cardinaux écrivirent le 2 mai. Le Sacré-Collège suppliait les deux rois de cesser une lutte sanglante, d'écouter ses chaleureuses exhortations pour éviter les effets désastreux de la guerre, de suspendre les hostilités en signant de nouvelles trêves ou en prorogeant à nouveau celles qui avaient été signées précédemment<sup>3</sup>. Les reines Jeanne de France et Philippine d'Angleterre reçurent également des lettres, où les cardinaux les priaient d'exhorter leurs époux à faire la paix, en attendant que le nouveau pape travaillât à la réconciliation des deux cousins, des deux royaumes, des deux peuples<sup>4</sup>. Des plénipotentiaires avaient été désignés tant du côté anglais que du côté français pour jeter les bases d'un traité de paix. Les conférences devaient se tenir prochainement, bien que le lieu et la date n'eussent point encore été fixés. Les cardinaux écrivirent aux négociateurs français et anglais, les priant de faire bon accueil aux nonces porteurs d'instructions détaillées et spéciales<sup>5</sup>. Ils sollicitèrent égale-

1. Déprez, *op. cit.*, p. 337, 338, 348, 353. — Guillaume Ami était alors prévôt de Lavaur.

2. *Pièces justificatives*, n° VII.

3. *Pièces justificatives*, n° I.

4. *Pièces justificatives*, n° II.

5. *Pièces justificatives*, n° III.

ment l'intervention du comte de Hainaut, dont la médiation pouvait être efficace si elle était offerte dans le plus bref délai<sup>1</sup>; ils prièrent la comtesse de Hainaut de leur ménager son appui pour la réconciliation des deux adversaires; ils la remercièrent du zèle infatigable qu'elle avait jusque-là déployé pour la réussite de sa généreuse tentative<sup>2</sup>. Ils firent enfin des démarches auprès des alliés et des partisans de Philippe VI et d'Édouard. C'est ainsi que les échevins de la ville d'Ypres, dont le concours paraissait utile, furent également priés d'intervenir<sup>3</sup>.

Le lendemain du jour où le Sacré-Collège avait fait expédier par la chancellerie pontificale les lettres dont il avait arrêté la teneur dans la délibération du 2 mai, les cardinaux entrèrent respectivement dans les chambres secrètes qui avaient été réparées, nettoyées ou nouvellement construites par l'architecte du palais pour la durée du conclave (3 mai 1342). Le même jour, de Londres, Édouard III écrivait aux cardinaux, non seulement pour leur transmettre ses condoléances à l'occasion de la mort de Benoît XII, mais pour les prier de procéder sans retard à l'élection future. « En ces temps troublés, disait-il, où la discorde désunissait les princes et menaçait la paix de l'Église, il craignait les lenteurs du conclave et les dissensions des cardinaux, comme en 1314. Espérons, ajoutait-il, que vous saurez donner à l'Église, pour le moment veuve, un pilote capable de bien diriger la barque de saint Pierre<sup>4</sup>. » Contrairement aux prévisions et aux espérances du roi d'Angleterre, le conclave de 1342 ne dura que quelques jours. Le mardi, 8 mai, Pierre Roger, jadis archevêque de Rouen, cardinal-prêtre du titre des saints Nérée et Achillée, fut élu pape sous le nom de Clément VI<sup>5</sup>; le lendemain, Annibaldo de Ceccano, cardinal-évêque de Frascati, et Raymond des Farges, cardinal-diacre de *Santa Maria Nova*, annoncèrent immédiatement à Édouard III l'heureuse nouvelle<sup>6</sup>.

A peine élu, le nouveau pape ne se borna pas à faire appeler les cardinaux dévoués à l'Angleterre<sup>7</sup>. Il écrivit aussitôt, le 10 mai, à

1. *Pièces justificatives*, n° IV.

2. *Pièces justificatives*, n° V.

3. *Pièces justificatives*, n° VI.

4. Rymer, *Foedera et conventiones*, Record Edition, II<sup>4</sup> 123; Record Office, *Roman Rolls*, 744; Déprez, *les Préliminaires de la guerre de Cent ans*, p. 390.

5. Pierre Roger, successivement moine à la Chaise-Dieu, abbé de Fécamp, évêque d'Arras, archevêque de Sens, puis de Rouen. (Déprez, *op. cit.*, p. 390.)

— Les *Vitae Paparum* disent que Clément VI fut élu le 7 mai. (Baluze, I, 244.)

6. Rymer, *Foedera*, II<sup>4</sup> 123 (9 mai 1342).

7. Déprez, *op. cit.*, p. 390. « Écrivez à Édouard III, leur avait-il recom-

Philippe VI et à Édouard III pour ratifier les mesures que le Sacré-Collège, dont il faisait alors partie, avait prises dans l'intervalle qui s'était écoulé entre la mort de son prédécesseur Benoît XII et la réunion du conclave. Aussi bien voulait-il prouver au début de son pontificat qu'il n'entendait point changer de politique ni rompre en visière avec celle qu'avaient suivie Benoît XII et après lui les cardinaux, ses collègues de la veille. Il écrivit à Philippe VI qu'il avait toujours été un des plus chauds partisans d'une entente durable entre la France et l'Angleterre, qu'il avait travaillé sans relâche à cimenter cette réconciliation souhaitée, bien avant son élévation à la tiare, et qu'il suppliait les deux cousins de faire la paix sous sa médiation. C'était son vœu le plus cher, alors qu'il prenait en main la direction des affaires de sa chrétienté; c'était également le vœu des cardinaux, dont les sentiments restaient les mêmes. Il renouvelait en conséquence les pouvoirs donnés huit jours auparavant par le Sacré-Collège aux deux nonces, Guillaume Ami et Guillaume de Norwich<sup>1</sup>. Un courrier spécial partit à bride abattue d'Avignon, le 12 mai, pour retrouver les deux nonces, alors en route pour Paris<sup>2</sup> et Londres, et qui avaient quitté la cour pontificale au début du conclave. Clément VI avait voulu leur faire part aussitôt de sa nomination. C'est ainsi qu'ils reçurent une bulle confirmant leur mandat<sup>3</sup>. Ils étaient chargés de présenter à Philippe VI, et à Édouard III tout d'abord, les lettres des cardinaux écrites le 2 mai et celles du nouveau pape expédiées le 10. En même temps qu'à Philippe VI, Clément VI avait écrit à la reine de France<sup>4</sup>, aux plénipotentiaires français et anglais qu'il espérait voir bientôt arriver à Avignon, où se tiendraient les conférences<sup>5</sup>.

Les lettres que les deux nonces remirent aux destinataires sont celles que nous publions en Pièces justificatives. Elles sont extraites d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale, qui a jadis appartenu à Antoine Faure<sup>6</sup>. Ce manuscrit date de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle; il a dû

mandé tout spécialement, qu'il peut se réjouir du choix des cardinaux. Car je suis né dans le duché de Guyenne et j'ai en outre prêté le serment de fidélité au roi d'Angleterre lorsque j'étais archevêque de Rouen. C'est assez dire quels liens m'unissent à lui et combien je désire la paix et la prospérité de son royaume. »

1. *Pièces justificatives*, n° VIII.

2. Arch. Vat., *Introitus et Exitus*, n° 195, fol. 18; Déprez, *op. cit.*, p. 391, n. 1.

3. *Pièces justificatives*, n° IX.

4. *Pièces justificatives*, n° X.

5. *Pièces justificatives*, n° XI.

6. Bibl. nat., lat. 4122 (166 folios). — Deux copies (xvii<sup>e</sup> siècle) de ce

être écrit à Avignon, sous Clément VII, pendant le schisme, car l'écriture est la même que celle de certains registres aujourd'hui conservés aux archives du Vatican et qui datent de cette époque<sup>1</sup>. Le copiste n'a pas transcrit intégralement une année des secrètes de Clément VI. Il a extrait diverses bulles des registres de la correspondance secrète, notamment à partir de l'an IV du pontificat; souvent même, il a omis de transcrire la date des actes. A la fin de sa transcription, il a ajouté les lettres que nous publions. Notons encore qu'il a extrait ces bulles d'un registre spécial où elles n'étaient pas numérotées. Les lettres des cardinaux et celles de Clément VI avant son couronnement ne formaient sans doute pas un ensemble assez complet pour que le scribe de la chancellerie pontificale ait jugé à propos de les numéroté dans le cahier où elles étaient enregistrées.

Ces documents, suivant le point de vue sous lequel on les envisage, présentent un réel intérêt. Tout d'abord, ils nous prouvent qu'il existait, dans les archives du Saint-Siège, des registres spéciaux où les *Scriptores* enregistraient les lettres de chancellerie expédiées par les cardinaux pendant les conclaves et par les papes élus avant leur couronnement. Ces registres ont malheureusement disparu; il est donc intéressant d'en retrouver aujourd'hui quelques vestiges pour ce qui touche au conclave de 1342. Les bulles de Clément VI élu, avant son couronnement, qui eut lieu le 49 mai<sup>2</sup> dans l'église des Frères Prêcheurs d'Avignon, sont même d'autant plus précieuses que les Lettres secrètes de la première année du pontificat manquent aux archives actuelles du Vatican<sup>3</sup>. Elles combleront donc, dans une certaine mesure, une lacune fort regrettable.

Ces documents apportent, en outre, une contribution intéressante aux études de diplomatie pontificale. Les cardinaux, dans leurs missives, s'intitulent: « Nous, par la miséricorde divine, cardinaux, évêques, prêtres et diacres de la sainte Église romaine; » au lieu de se terminer par un salut et l'annonce de la bénédiction apostolique, l'adresse comprend un salut de forme différente, « in vero salutari salutem, et successibus prosperis habundare, » ou bien encore

manuscrit existent à la Bibl. nat. (lat. 4123 et 4124); la première a appartenu à Baluze, la seconde à Colbert.

1. Je citerai notamment le registre 62, *De negociis Tartarorum*.

2. La cérémonie avait été primitivement fixée au 12 mai, jour de la Pentecôte. Elle fut reculée au dimanche suivant 19 mai. (Déprez, *op. cit.*, p. 391, n. 2.)

3. Déprez, *Clément VI (1342-1352). Lettres patentes, closes et curiales publiées ou analysées d'après les registres conservés aux archives du Vatican*. (Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, série in-4°, 1<sup>re</sup> fascicule, 1901.)



« salutem in eo qui est omnium vera salus, » ou bien un simple salut, sans bénédiction, « salutem in Domino. » Ils appellent le roi de France « Sérénissime et excellent prince, le très cher fils de l'Église, Philippe, roi de France illustre; » ils ne tutoient ni les rois ni les reines. Leurs actes sont datés avec le quantième à la romaine, l'indication de l'année civile et la mention de la vacance du siège apostolique. Les bulles de Clément VI élu nous suggèrent également des observations intéressantes. Le pape s'intitule « élu serviteur des serviteurs de Dieu. » Il date ses actes avec le lieu, le quantième à la romaine et l'indication « avant les cérémonies de notre bénédiction et de notre couronnement, » sans qu'il mentionne l'année du pontificat. Il faut remarquer également, et le nouvel élu s'empresse de le faire observer aux destinataires, que la bulle de plomb mise au bas de l'acte en parchemin, qu'elle pende sur lacs de soie ou cordelettes de chanvre, ne porte pas sur l'une de ses faces l'inscription : *Clemens PP VI*<sup>1</sup>. D'après le formulaire en usage à la cour pontificale, la chancellerie se servait, pour les actes libellés avant le couronnement, d'une matrice de sceau simple. La bulle en plomb, dont le revers était uni, ne portait sur l'une de ses faces que l'empreinte des têtes des apôtres Pierre et Paul, cantonnées de points dont le nombre était invariablement le même avec la mention : *SP̄A, SP̄E* (*Sanctus Paulus, Sanctus Petrus*). Il pourrait donc arriver que l'on trouvât des bulles présentant cette particularité sigillographique sans que l'on soit autorisé à mettre en doute l'authenticité du document.

Enfin, il serait superflu d'insister sur l'importance de ces documents au point de vue même de la guerre de Cent ans. La rivalité de la France et de l'Angleterre était bien, en 1342, l'actualité, la question du jour qui excitait la curiosité des contemporains ou préoccupait les diplomates du temps. Nous en avons la preuve manifeste dans les délibérations du Sacré-Collège et les décisions d'un pape nouvellement élu et pas encore revêtu de la tiare. La guerre de Cent ans devait sans doute être pour eux un bien grand sujet de préoccupation pour que les rares documents qui subsistent, et pour une période de moins d'un mois, se rapportent uniquement aux tentatives faites par le gouvernement pontifical pour amener un rapprochement entre deux nations ennemies.

Eugène DÉPREZ.

1. « Ceterum celsitudo regia non miretur quod bulla nostra non exprimens nomen nostrum est appensa presentibus, que ante benedictionis et coronacionis nostre solennia transmittuntur, quia hii qui hactenus in Romanos pontifices electi extiterunt, non consueverunt in bullandis litteris ante dicta solennia integra bulla uti, sed modum hujusmodi observare. »



## I.

Avignon, 2 mai 1342.

Les cardinaux du Sacré-Collège, réunis après la mort de Benoît XII, supplient Philippe VI de Valois et Édouard III de cesser une lutte sanglante qui épuise leurs royaumes. Ils les adjurent de suspendre les hostilités en signant de nouvelles trêves. Ils leur annoncent l'envoi en France et en Angleterre de deux nonces apostoliques, Guillaume Ami, évêque d'Apt, et William de Norwich, doyen de Lincoln. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 155 r\*.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, serenissimo et excellenti principi, carissimo ipsius ecclesie filio, domino Philippo, Dei gratia regi Francie illustri, in vero salutari salutem, et successibus prosperis habundare.* Profundis meditationibus attendentes gravia tam personarum et rerum quam animarum amarius plangenda pericula, que jam ex guerris et commocionibus bellicis, inter excellenciam vestram regiam et illustrem principem dominum Edwardum regem Anglie, procurante hoste humani generis cunctorum incontentor malorum, dudum suscitatis, invicem provenerunt, et ampliora exinde, hoste instigante predicto, qui delicias humane quietis amaricare non desinit, proventura, nisi salubribus occurratur remediis, verisimiliter formidantes, ut pacis Deo grate ac utrique vestrum accommode, sublatis guerrarum et dissensionum hujusmodi calamitatibus, interveniret hinc inde serenitas, ferventibus desideriis peroptamus. Sane quia speramus in eo qui dat esse rebus, et dispensat inefabili providencia munera gratiarum, quod ipse supra cuncta tenens in excelsis imperium per electionem nostram concordem et celerem sacrosancam Romanam ecclesiam pastoris solacio presencialiter viduatam, de utilis letificabit provisione pontificis, per cujus salubria studia et operosas sollicitudines inter vos et regem prefatum Anglie ac utriusque adjutores, valitores, alligatos et subditos mutua concordia, Deo placibilis, totique christianitati, que propter guerras et dissensiones predictas non parum concutitur, perutilis, pacis actoris suffragante gratia, subsequetur; nos, quibus hoc tempore, quo vacante ecclesia Romana pastore incumbit in talibus opportunum remedium adhibere, regalem rogamus excellenciam et per Dei misericordiam obsecramus obnixè quatinus pacis ejusdem inenarrabilibus commodis et guerrarum ipsarum scandalosis et periculosus discriminibus, quibus divina majestas graviter offenditur, in scrutinio regie consideracionis adductis, pro divina et ejusdem ecclesie reverencia proprieque salutis obtentu, ac nostrarum intercessionum et exhortacionum interventu, ad pacem ipsam et concordiam cor regium benignius inclinantes, ab earundem guerrarum fremitibus et congressibus bellicosis initis seu prorogatis treugis, que pacis ymaginem habeant interim invicem usque ad oportuni temporis spacium, infra quod per pastorem, quem

providencie divine clemencia ipsi ecclesie dederit, possit intendere super pace ipsa commodius, nisi perfecta fuerit interim, duraturis, prorsus cessare velitis. Verum quia vox viva sepe arcus quam mortua cordibus imprimere consuevit, venerabilem fratrem Guillelmum, episcopum Aptensem, virum utique litterarum sciencia et circumspectionis maturitate preeditum, ac fervidum honoris et commodi regii zelatorem, nuncium nostrum, de intencione nostra plenarie super hiis informatum, ad vestre sublimitatis presenciam propterea providimus specialiter destinandum, precibus et exhortacionibus adicientes predictis, ut ipsum audire favorabiliter eidemque super explicandis pro parte nostra circa premissa fidem adhibere credulam et predictis exhortacionibus nostris de fonte caritatis prodeuntibus, sic velit affectu benivolo pariter et effectu annuere regia celsitudo, quod a Deo qui pacem diligit et in viis delectatur pacificis, illam beatitudinem assequi quam pacificis repromittit veritas, ac a nobis et apostolica sede preconis digne laudis et commendacionis mereatur attolli. Datum Avinione, vi nonas maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo secundo, apostolica sede vacante.

Item in e. mo. prefato regi Anglie, verbis competenter mutatis, ut, ubi supra dicitur : « venerabilem fratrem Guillelmum episcopum Aptensem », dicatur : « dilectum filium magistrum Guillelmum de Norwico, decanum ecclesie Lincolniensis, apostolice sedis capellanum et causerum palatii apostolici auditorem ». Datum Avinione, vi nonas maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo [secundo], apostolica sede vacante.

## II.

Avignon, 2 mai 1342.

Les cardinaux supplient les reines de France et d'Angleterre d'exhorter leurs époux à faire la paix en attendant que le pape qu'ils vont élire essaye de les réconcilier. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 155 v°.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, serenissime principisse carissime ipsius ecclesie filie, domine Johanne, Dei gratia regine Francie illustri, salutem in eo qui est omnium vera salus. Dum intra nostra precordia diligenti meditatione revolvimus tam personarum et rerum quam animarum amarius plan-genda pericula, que dissensiones et guerre dudum inter illustres principes dominos Philippum Francie virum vestrum et Edwardum Anglie reges invicem ac valitores et alligatos eorum, procurante hoste humani generis caritatis emulo, suscitare prodixerunt pro dolor hactenus, et proventura exinde imposterum, nisi salubribus occurreretur remediis, formidamus, pacis et unitatis mutuam Deo gratam concordiam inter reges prefatos ac valitores et alligatos ipsorum, ut malis et periculis obvietur hujusmodi, ferventibus appetimus desideriis refor-*

mari. Sane quia hoc tempore, quo ecclesia Romana vacante pastore nobis incumbit in talibus de oportuno, quantum possumus, remedio providere, supradictis regibus per nostras litteras ipsos rogando, attentius exhortando, scribimus ut inclinantes ad pacem et concordiam hujusmodi corda sua, cessare velint a guerrarum et congressuum hostilium insultibus, initis seu prorogatis treugis pacis ymaginem habentibus usque ad oportuni temporis spacium, infra quod divina providencia supra cuncta tenens imperium per nostram electionem celerem et utilem eidem ecclesie providerit de pastore, per cujus salubria studia et operosas sollicitudines unitatis et pacis concordia hujusmodi suffragante, regis eterni et pacifici gratia, nisi perfecta fuerit, interim reformetur, serenitatem vestram rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus pro divina et ejusdem matris ecclesie reverencia erga regem prefatum Francie ut predictis exhortacionibus utique salubribus efficaciter acquiescat, instare velit viis et modis oportunis vestra serenitas, et ut negocium predictum ad statum dirigatur pacificum interponere sedule partes suas. Porro cum venerabilem fratrem Guillelmum, episcopum Aptensem, de intencione nostra plenarie super hiis informatum, honoris et commodi regii fervidum zelatorem, ad eundem Francie regem, concessa per nos eidem super explicandis memorato regi circa hec credencia, specialiter destinemus, precibus nostris adicimus ut ipsum benigne audire ac fidem adhibere velit credulam in hac parte. Datum Avinione, vi nonas maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadagesimo secundo, apostolica sede vacante.

In e. mo. Philippe regine Anglie illustri, verbis competenter mutatis, et specialiter ubi dicitur : « venerabilem fratrem etc. », dicatur : « dilectum filium magistrum Guillelmum de Norwico, decanum ecclesie Lincolnienensis, apostolice sedis capellanum et causarum sacri palatii auditorem », de intencione nostra etc. Datum ut supra.

## III.

Avignon, 2 mai 1342.

Les cardinaux prient les plénipotentiaires désignés par Philippe VI et Edouard III pour jeter les bases d'un traité de paix de vouloir bien accueillir favorablement les nonces porteurs des instructions du Saint-Siège. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 156 r°.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, dilectis filiis tractatoribus super negocio pacis reformande inter excellentes principes carissimos ipsius ecclesie filios, dominos Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres, pro parte prelibati regis Francie deputatis, salutem in Domino. Cum, inter excellentes principes carissimos in Christo filios dominos Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres invicem pro dolor periculose nimium*

dissidentes, pacis Deo grate ac utrique ipsorum accommode totique christianitati perutilis concordiam reformari desiderii affectantes intensius, eisdem nostras oportunas dirigamus litteras super hoc et speciales nuncios destinemus, devocionem rogamus et attentius in Domino exhortamur quatinus venerabili fratri Guillelmo, episcopo Aptensi, honoris et comodi prefati regis Francie fervido zelatori, uni ex ipsis nunciis quem ad regem ipsum mittimus, fidem credulam super hiis, que vobis pro parte nostra circa negocium reformationis dicte pacis explicanda duxerit, adhibeatis, ut exhortaciones et preces nostre de fonte caritatis manantes utique, quas eidem regi Francie dirigimus, votivum et felicem consequantur effectum, sic prompte et benivole curetis interponere solitudinis vestre partes quod preter perennis mercedis premium, quod inde mereri poteritis, vestra devocio merito valeat commendari. Datum Avinione, vi nonas maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo secundo, apostolica sede vacante.

In e. mo. alia tractatoribus pro parte regis Anglie deputatis, quod dilecto filio magistro Guillermo de Norwico, decano ecclesie Lincolnensis, sedis Apostolice capellano, causarumque sacri apostolici palatii auditori credant etc., verbis competenter mutatis. Datum ut supra.

## IV.

Avignon, 2 mai 1342.

Comme la comtesse de Hainaut avait travaillé sans se lasser à la réconciliation des rois de France et d'Angleterre, les cardinaux la supplient de persévérer dans son œuvre généreuse et l'assurent de leur gratitude. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 156 r°.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, dilecte filie nobili mulieri Johanne comitisse Hanonie, in vero salutari salutem.* Quantos labores et efficaces solitudines, ut inter excellentes principes dominos Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres procurante hoste humani generis invicem periculose nimium dissidentes ac valitores et alligatos eorum unitatis et pacis reformaretur concordia, hactenus tue circumspectionis prudentia subierit indefesse, non solum apud sedem Apostolicam sed in diversis aliis partibus fama celebris hactenus divulgavit, nos igitur easdem solitudines multipliciter in Domino commendantes, nobilitatem tuam rogamus et attente in Domino exhortamur quatinus, consideranter attendens quod non inchoantibus sed perseverantibus est corona glorie repromissa, a prosecutione premissorum, que non carent procul dubio meritis, et famam augent tui nominis et honoris, tue sollicitudo diligencie non tepescat. Sane cum nos, quibus hoc tempore quo ecclesia Romana pastore vacat, quantum possimus circa hoc providere incumbit, reges memoratos ad desistendum a guerrarum fremitu

tibus et treugas pacis habentes ymaginem usque ad oportuni temporis spacium, infra quod per pastorem utilem, quem per electionem nostram, ut speramus, celerem eidem ecclesie divina clemencia dederit, valeant pacis hujusmodi tractari consilia, nisi provenerint interim, duraturas ineundum vel eciam prorogandum, per nostras litteras et nuncios exhortemur, precibus nostris adicimus ut labores in hac parte continuando pristinos quod reges ipsi eorumque valitores et alligati predictis nostris acquiescant exhortacionibus interponere studeas partes tuas, ita quod perennis exinde mercedem acquiras premii et apud dictam sedem et nos digne commendacionis titulis attollaris. Dat. Avinione, vi nonas maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo secundo, apostolica sede vacante.

## V.

Avignon, 2 mai 1342.

Les cardinaux supplient le comte Guillaume de Hainaut d'intervenir sans retard entre la France et l'Angleterre au nom de l'humanité et de la paix qui doit régner entre les princes chrétiens. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 156 v°.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, spectabili et magnifico viro dilecto filio Guillelmo, comiti Hanonie, salutem in Domino.* Non sine cordium amaritudine gravibus tam personarum et rerum quam animarum amarius plangendis periculis, que dissensiones et guerre inter egregios principes, dominos Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres, eorumque valitores, alligatos et subditos, hoste procurante humani generis, suscitata produxerunt, pro dolor, intellectis, ferventibus desideriis optaremus ut obviando gravioribus dispendiis, que guerrarum ipsarum fremitus, nisi salubribus obsistatur remediis, imposterum producere comminantur, inter reges ipsos invicem ac valitores et alligatos eorum pacis Deo grate ipsisque ac toti christianitati perutilis reformaretur concordia, per quam, sublatis guerrarum calamitatibus et odiorum extirpatis vepribus, sicut conjunguntur nexu sanguinis, sic illo faciente qui concordiam operatur in sublimibus animarum idemptitatibus mutantur. Sane cum regibus prefatis eos exhortando et obsecrando ut ad hujusmodi pacis reformationem inclinantes benignius corda sua, treugas pacis habentes ymaginem usque ad oportuni temporis spacium, infra quod per electionem nostram concordem et celerem ecclesie Romane presencialiter viduate pastore, provisione perutili subsecuta, pastor futurus pacis hujusmodi possit tractare consilia, duraturas inire seu prorogare per se suosque predictos valitores et alligatos hinc inde velut ab hostilibus et bellicis congressibus abstinere scribamus, et nichilominus venerabilem fratrem, Guillelmum episcopum Aptensem, ad memoratum Francie ac dilectum filium sacri palatii auditorem, ad prelibatum Anglie reges informatos de intencione nos-

tra plenarie, quibus super explicandis circa premissa dedimus credenciam, destinemus, nobilitatem tuam rogamus in Domino et hortamur quatinus bona inenarrabilia que tam regibus ipsis quam eorum amicis et subditis totique christianitati non parum periculose propter guerras concusse predictas provenire, quantaque mala irreparabilia vitari poterunt, deducens in recte consideracionis et discussionis examen, super eisdem treugis inter memoratos reges et aliorum quorum interest ineundis seu prorogandis et ut ad pacem huiusmodi se coaptent, tam per te quem hoc negocium satis tangit de proximo quam alias viis et modis expedientibus sic velis prebere consensum et alias interponere cedulae (sic) partes tuas, quod bonum pacis huiusmodi proveniturum, ut speramus, exinde facilius, plenius et perfectius subsequatur, tueque devocionis sinceritas apud nos et sedem eandem condignis commendacionibus attollatur. Datum Avinione, vi nonas maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragésimo secundo, apostolica sede vacante.

## VI.

Avignon, 2 mai 1342.

Les cardinaux prient les échevins et communauté d'Ypres d'intervenir entre les deux rois pour faire cesser les hostilités. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 157 r.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, dilectis filiis advocato, scabinis, consulibus et comuni ville Yprensis, Morinensis diocesis, salutem in Domino.* Si personarum et rerum dispendia varia, que vobis et toti patrie Flandrie dissensiones et guerre, quas inter excellentes principes dominos Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres hostis humani generis hiis preteritis suscitavit temporibus, diligenter attenderitis et ad memoriam revocaveritis bona innumera que spiritualiter et temporaliter tempus subministrat tranquillitatis et pacis, de prudentia vestra procul dubio supponimus quod ad pacem procurandam et ad amplectendam guerrarumque vitandos fremitus, studia vestra, quantum in vobis fuerit, proinde dirigetis. Sane cum vos pacem Deo gratam totique Christianitati accommodam inter reges prefatos invicem eorumque valitores et alligatos reformari desideriis optantes intensis, eos ut ad pacem ipsam inclinantes benignius corda sua, treugas pacis habentes ymaginem usque ad oportuni temporis spacium, infra quod pastor, quem per electionem nostram concordem et celerem divina clemencia ecclesie Romane viduate presencialiter dederit, reformari ejusdem pacis concordia valeat, nisi perfecta fuerit, interim duraturas, ineant vel prorogent per nostras litteras exhortemur, universitatem vestram rogamus et in Domino exhortamur attente quatinus hiis que premisimus et aliis que vobis possunt circa hoc occurrere, in scrutinio recte consideracionis adductis, vestrum super premissis, quantum in vobis

fuerit, prompte et benivole prestantes assensum, negocium hujusmodi ad statum dirigatur et deducatur pacificum, sic curetis devotis affectibus interponere, sicut ad vos pertinuerit, partes vestras quod, succedentibus largiente Domino prosperis, adversa fugentur de illis partibus vestreque circumspectionis devocio apud sedem apostolicam et nos merito valeat commendari. Datum Avinione, ut in proxima precedenti.

## VII.

Avignon, 2 mai 1342.

Sauf-conduit accordé par les cardinaux à l'évêque d'Apt, nonce envoyé en France. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 157 v<sup>o</sup>.)

*Miseracione divina episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis et dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, capitulis quoque, conventibus, ceterisque personis ecclesiasticis regularibus et secularibus exemplis et non exemplis Cisterciensium, Cluniacensium, Premonstratensium, Camaldulensium, Sanctorum Benedicti et Augustini et aliorum ordinum ac domorum Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, Sancte Marie Theutonicorum, Calatravensium et Humiliatorum magistris, prioribus et preceptoribus nec non nobilibus viris, ducibus, principibus, marchionibus, comitibus, baronibus, senescallis, justiciariis, potestatibus, capitaneis, rectoribus, bajulis, officialibus ceterisque dominis temporalibus, universitatibus quoque et comunitatibus civitatum, terrarum, castrorum, villarum et aliorum quorumcumque locorum et aliis universis et singulis, ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Cum venerabilem fratrem Guillelmum, episcopum Aptensem, ad partes regni Francie pro certis negociis ecclesiam Romanam ac statum dicti regni prosperum tengentibus (sic) specialiter destinemus, universitatem vestram rogamus et attentius in Domino exhortamur quatinus eundem episcopum, cum per terras, portus, districtus et loca vestra transiverit, benigne recommendatum habentes, ei de securo conductu, si a vobis illum petierit, eundo morando et redeundo sic prompte ac libere pro divina et apostolice sedis reverencia providere curetis, quod ipse de vobis grata referre valeat, vosque inde possitis merito commendari. Datum ut in precedentibus.*

## VIII.

Avignon, 10 mai 1342.

Clément VI supplie le roi de France de signer la paix avec le roi d'Angleterre. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 458 r<sup>o</sup>.)

*Clemens electus, servus servorum Dei, carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri, salutem, etc. Etsi commotionis periculose dissi-*



dium, quod dudum inter magnificenciam regiam et carissimum in Christo filium nostrum Edwardum, regem Anglie illustrem, non sine multis dispendiosis discriminibus hostis humani generis, pacis et caritatis emulus, hactenus suscitare invicem studuit, sopiri per vias pacificas et accommodas, precisis odiorum et rancorum vepribus, antequam essemus ad apostolice dignitatis assumpti fastigium, ferventibus desideriis sic utiliter et honorabiliter optaremus, quod, sicut vos invicem nexus sanguinis et affinitatis conjungit, ita perstiteritis mutue reformato pacis ejusdem federe animorum idempnitatem connexi, eadem tamen assumptio desideria nostra hujusmodi non minuit procul dubio, sed adauxit. Sane cum nuper, apostolica tunc sede vacante, venerabiles fratres nostri, episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, de quorum numero tunc eramus, attendentes gravia personarum et rerum et animarum amarius plangenda pericula, que jam pro dolor guerre hujusmodi produxerunt, et graviora que comminabantur imposterum producere, nisi remediis occurreretur salubribus, verisimiliter formidantes, litteras suas ac venerabilem fratrem nostrum Guillelmum, episcopum Aptensem, data sibi super explicandis circa premissa credencia, serenitati regie providerint transmittendos, rogando et hortando serenitatem eandem attentius ut pro divina et apostolice sedis reverencia proprieque salutis obtentu, premissis et aliis que circumspectioni regie poterant in hac parte occurrere, in scrutinio regie consideracionis adductis, ad pacis hujusmodi concordiam inclinans cor regium et coaptans, cessare vellet ab ipsis guerris, ac treugas pacis representantes ymaginem inire cum rege prefato vel dudum initas prorogare usque ad oportuni temporis spacium, infra quod per eligendum tunc Romanum pontificem intendere posset commode circa tractatum pacis hujusmodi, duraturas, nos subsequenter ad perferendum onus apostolice servitutis, licet insufficientibus meritis superna dispositione vocati, quia premissa per nos et eosdem fratres, ut premittitur, facta fuerunt, velut Deo placibilia ac utrique vestrum totique christianitati, si votivum habeant exitum, non parum accommoda grata fuerunt et sunt multipliciter et accepta, prefato episcopo mandavimus ut ad regiam presenciam incunctanter se transferre procurans, predictas presentet celsitudini regie litteras et alia que sibi circa premissa injuncta extiterant prudenter et diligenter ac eciam nostro nomine exequatur. Cum autem nos studiosis vigiliis et sedulis sollicitudinibus super reformatione ipsius concordie, prout eciam ad nostrum spectat officium, laborare divina nobis assistente gratia intendamus, regalem rogamus excellenciam et in Domino attentius exhortamur quatinus premissis exhortacionibus affectu pariter et effectu pio et benivolo condescendat, nos itaque supradicto regi Anglie sub simili forma scribimus, sicut eciam per fratres nostros predictos ac nos cum eis scriptum extiterat et certus nuncius destinatus. Porro cum dicte pacis reformatio insideat plurimum cordi nostro, nec nostra nec fratrum ipsorum extitit intentio quod tractatores

hinc inde super ea deputati a tractatu ipsius, prout comode poterunt procedere propter hoc desistant quomodolibet vel quiescant. Ceterum celsitudo regia non miretur quod bulla nostra non exprimens nomen nostrum est apensa presentibus, que ante benedictionis et coronacionis nostre solennia transmittuntur, quia hii qui hactenus in Romanos pontifices electi extiterunt, non consueverunt in bullandis litteris ante dicta solennia integra bulla uti, sed modum hujusmodi observare. Datum Avinione, ante predictę benedictionis et coronacionis nostre solennia, vi idus maii.

## IX.

Avignon, 10 mai 1342.

Clément VI renouvelle la commission donnée au nonce pontifical Guillaume Ami. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 158 v°.)

*Clemens electus, servus servorum Dei, venerabili fratri Guillelmo, episcopo Aptensi, salutem et apostolicam benedictionem.* Quia negocium, pro quo nuper te venerabiles fratres nostri, episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, de quorum existebamus numero, tunc apostolica sede vacante, miserunt ad partes Francie, insidet admodum cordi nostro, volumus quod circa prosecutionem ejusdem negocii adhibita fidei et solerti diligencia studeas laborare. Et ecce quod nos ad apicem summi apostolatus, licet insufficientibus meritis superna disposicione vocati, carissimo in Christo filio nostro Philippo, regi Francie illustri, et aliis, de quibus nobis expediens visum est, per litteras nostras scribimus juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa; quare litteras, ipsas una cum aliis fratrum predictorum, quas tecum detulisti, primo videlicet fratrum ipsorum et subsequenter nostras presentans, in premissis operosam, prout ad te pertinuerit, adhibere diligenciam non postponas, rescripturus nobis quantocius que quomodolibet gesseris in hac parte. Porro super presentatione litterarum que per nos diriguntur communitatibus Flandrie te geras provide, prout in quadam parva cedula interclusa etiam presentibus continetur. Ceterum tua fraternitas non miretur quod bulla nostra... Datum Avinione, ante predictę benedictionis et coronacionis nostre solennia, vi idus maii.

## X.

Avignon, 10 mai 1342.

Clément VI prie la reine de France d'exhorter son époux à faire la paix. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 159 v°.)

*Clemens electus, servus servorum Dei, carissime in Christo filie Johanne,*

*regine Francie illustri, salutem, etc.* Licet reformationem pacis mutue inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie, virum tuum, et Edwardum Anglie reges illustres, quos hostis humani generis ad periculosa dissidia per guerrarum et insultuum bellicorum fremitus hactenus pro dolor concitavit, antequam ad perferendam sarcinam servitutis apostolice nos, quamvis indignos, assumpsisset divina miseratio, intensis desideriis optaremus, eadem tamen assumptio desideria nostra hujusmodi de fonte caritatis prodeuncia non minuit procul dubio, sed adauxit. Sane cum nuper, tunc apostolica sede vacante, venerabiles fratres nostri episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, de quorum numero tunc eramus, attendentes gravia et dispendiosa pericula, que guerre produxerunt predictæ hactenus, queve producere comminabantur imposterum, nisi remediis obviaretur salubribus, verisimiliter formidantes, serenitatem regiam rogandam duxerint et hortandam quod cum ipsis prefatis regibus suas exhortatorias litteras et speciales nuncios destinarent se inclinantes ad pacem, ab eisdem guerris desistentes, ac treugas pacis representantes ymaginem inire seu dudum initas prorogare vellent usque ad oportuni temporis spacium, infra quod per eligendum tunc Romanum pontificem posset intendi commode dicte pacis tractatui, duraturas, pro divina et apostolice sedis reverencia instaret apud eundem regem Francie sedule ut exhortacionibus predictis pio et benivolo acquiesceret animo, et alias, ut negotium hujusmodi ad statum dirigeretur pacificum, interponeret efficaciter partes suas, necnon venerabili fratri nostro Guillelmo, episcopo Aptensi, honoris et commodi regii fervido zelatori, quem ad regem ipsum Francie, concessa sibi credencia, propter hoc destinarunt, benigne vellet audire regia prudencia et super explicandis hujusmodi fidem credulam adhibere. Nos ea que a nobis et eisdem fratribus tunc super contentis in eisdem litteris facta fuerunt, velut Deo placibilia et utrique regum ipsorum totique christianitati, si felicem sorciatur effectum, accommodata, grata tunc et nunc habentes pariter et accepta, dicto episcopo expresse mandavissemus ut premissa eidem injuncta, ut prefertur, et imposita prosequi, quantum in ipso fuerit, eciam nostro nomine fideliter et diligenter procuraret. Quocirca serenitatem regiam rogamus eandem et in Domino Jhesu Christo attentius exhortamur quatinus benivolis et sedulis operacionibus pro divina et ejusdem sedis reverencia elaboret, ut rex ipse predictis exhortacionibus, quantum cum honore regio fieri poterit, effectualiter acquiescat, certam de nobis, filia in Christo carissima, fiduciam habitura quod ad hoc, sicut decenter et honeste per nos fieri poterit, assistente nobis pacis actoris gracia, studiis ferventibus intendemus. Ceterum regalis excellencia non miretur quod bulla nostra... — Datum ut in precedenti.

## XI.

Avignon, 10 mai 1342.

Clément VI prie les plénipotentiaires anglais et français de continuer les pourparlers de paix. (Bibl. nat., lat. 4122, fol. 159 r<sup>e</sup>.)

*Clemens electus, servus servorum Dei, dilectis filiis tractatoribus super negotio reformande concordie inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres dissidentes invicem, pro parte regis ejusdem Francie deputatis, salutem et apostolicam benedictionem.* Pridem, apostolica sede vacante, venerabiles fratres nostri episcopi, presbiteri et diaconi Sancte Romane ecclesie cardinales, de quorum numero tunc eramus, commoda varia que mutua inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres concordia si eam, ut optamus, dederit Altissimus, reponit et inextimabilia dispendia que ipsorum discordia, si duraret, quod advertat misericordiarum dominus, comminatur, diligencius attendentes, cupientesque pacis ejusdem reformari federa et vepres dissensionum et odiorum inter eos radicitus extirpari, eisdem regibus suas oportunas litteras super hoc et speciales nuncios, concessa eis super explicandis circa premissa credencia, destinarunt, vosque rogarunt per alias suas litteras ut venerabili fratri nostro Guillelmo, episcopo Aptensi, honoris et commodi regii fervido zelatori, uni ex ipsis nunciis ad prefatum Francie regem transmissis, super exponendis vobis circa ea que concernunt dicte concordie fidem adhiberetis credulam et ut exhortaciones et preces memorato regi Francie a fratribus ipsis directe votivum et felicem possent effectum consequi, partes vestre sollicitudinis interponere curaretis. Sane nos qui, licet insufficientibus meritis, sumus ad perferendum onus apostolice servitutis superna dispositione vocati, quod a nobis et fratribus nostris in hac parte ceptum extitit ad honorem Dei et utriusque partis commodum perfici desiderabiliter affectantes, sinceritatem vestram rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus preces et exhortaciones vobis per eosdem fratres directas, ut premittitur, quas nostras reputamus, merito sit ad effectum felicem et votivum, quantum in vobis fuerit, perducere studeatis, quod inde perennis mercedis acquiratis premium et a nobis ac sede predicta debeatis commendacionis attolli titulis non indigne. Ceterum non miremini quod bulla... — Datum Avinione, ante predictae benedictionis et coronacionis nostre solennia, vi idus maii.

## CUVILLIER-FLEURY ET JULES MICHELET

D'APRÈS DES LETTRES INÉDITES.

---

Le second volume du *Journal et Correspondance* de Cuvillier-Fleury l'emporte encore en intérêt sur les précédents. Il comprend les années 1832 à 1854. A côté de pages exquises sur le voyage à Naples pour les fiançailles du duc d'Aumale ou sur le séjour de la reine d'Angleterre au château d'Eu, on y trouvera des pages admirables sur l'attentat Fieschi, sur la mort du duc d'Orléans, sur la guerre d'Algérie et les débuts militaires du duc d'Aumale, sur les jours d'exil à Claremont, des lettres très intéressantes du duc d'Orléans et du duc d'Aumale. La vie de cour et de famille de Louis-Philippe aux Tuileries et à Neuilly est retracée dans ces pages avec une vivacité charmante, et l'attachement de Cuvillier-Fleury à la famille royale n'ôte rien à la netteté et à la liberté de son jugement. On y découvre aisément ce qui a fait la faiblesse du régime : avec beaucoup d'honnêteté, de bonne volonté, d'amour du pays et du bien public, l'horizon politique de Louis-Philippe et de ses ministres était si restreint qu'ils n'ont rien su faire pour donner au régime qu'ils représentaient des racines solides dans la nation. Cuvillier-Fleury sentait ce qu'il y avait de dangereux dans cette étroitesse de vues, dans les préoccupations d'amitiés et de goûts personnels qui jouaient le rôle prépondérant dans les crises ministérielles et qui ramenaient toute la politique à des coteries de salon. Lui-même était à cette époque un libéral ardent ; il aurait voulu une politique largement nationale et réformatrice, telle que la rêvait le duc d'Orléans. Il allait même très loin dans le sens de la démocratie et de la libre-pensée. Il est surprenant que son journal ne contienne rien sur Michelet et sur l'agitation que causèrent, de 1842 à 1847, ses cours du Collège de France. Michelet fut jusqu'en 1844 professeur de la princesse Clémentine, un habitué des Tuileries et de Neuilly ; le duc d'Aumale se plaisait à écouter les leçons données à sa sœur. Cuvillier-Fleury, précepteur du prince, dut y assister plus d'une fois, car il était un admirateur fervent du grand historien. Nous voudrions savoir par son journal l'impression produite dans la famille royale par le cours de Michelet et de Quinet sur les Jésuites. Michelet, dans

son journal de cette époque, nous dit qu'on commença par le féliciter, puis il sentit la froideur et la gêne succéder à l'approbation, et enfin, en 1845, au moment où il entreprit d'écrire l'histoire de la Révolution, il rompit ses relations avec la famille royale pour être libre aussi bien dans ses cours du Collège de France que dans ses livres. Cuvillier-Fleury n'était pas de ceux que la hardiesse de Michelet effrayait. Comme le *Journal des Débats* d'alors, où il écrivait déjà, il prenait, avec Michelet, parti contre les Jésuites avec une passion poussée jusqu'à l'injustice. Dès 1835, nous le voyons remercier Michelet de l'envoi des *Mémoires de Luther*. Dans une lettre du 25 décembre, il lui dit :

Combien je suis heureux de pouvoir vous remercier doublement aujourd'hui, et de l'honneur que vous m'avez fait en pensant à moi et du plaisir sérieux et profitable que m'a causé la lecture de votre excellent livre ! J'ai une vieille habitude de vous lire, à laquelle je tiens beaucoup, comme à une de mes meilleures ; mais votre bienveillance pour moi augmenterait, s'il était possible, mon entraînement naturel vers vos ouvrages, dont le succès est à la fois si brillant et si durable.

Le 1<sup>er</sup> mars 1840, il remercie Michelet de l'envoi de son dernier volume de l'Histoire de France :

Je vous lirai, lui écrit-il, comme je vous ai toujours lu, avec l'attention qu'on doit aux livres sérieux et l'entraînement qui attire à votre suite tous ceux que charme une si brillante imagination, mise au service d'un esprit si puissant et si profond.

Le 8 mai 1843, il félicite Michelet d'avoir osé attaquer les Jésuites au Collège de France :

La voie d'énergique réaction dans laquelle vous êtes entré, écrit-il du Palais-Royal, où il habitait en qualité de secrétaire des commandements du duc d'Aumale, est *trop exactement* celle que je voudrais suivre, pour que je n'éprouve pas à la fois un surcroît de respect pour vos utiles travaux et de profonde sympathie pour votre personne.

Cette sympathie se manifeste avec une vivacité plus grande encore dans une lettre du 25 juillet :

Vous avez commencé une lutte dont l'issue n'est pas douteuse si vous persévérez. Les premiers coups portés par votre main ont fait reculer l'ennemi ; mais le jésuitisme est un ennemi qui ne recule que pour se cacher et qui trouve de nouvelles forces dans l'ombre, où il conspire contre la société nouvelle. C'est donc au sein même de sa retraite qu'il faut le poursuivre ; c'est dans sa paix qu'il faut le troubler. Oh ! sans doute, il aimerait à marcher paisiblement au triomphe et à la con-

quête. Il n'aime pas le bruit et il abhorre le scandale. Le scandale, c'est qu'il existe. Vos vives attaques ont mis une fois de plus en question son existence tant de fois menacée, tant de fois détruite, *fecundaque poenis viscera*. Gloire à vous, Monsieur, gloire à vos compagnons de lutte!

Et le 7 août il lui disait encore, dans la lettre où il lui transmettait les félicitations du duc d'Aumale pour le mariage de M<sup>lle</sup> Michelet avec Alfred Dumesnil :

Tant mieux, Monsieur, si vous avez vendu vos *Jésuites* à 5,000 exemplaires! J'espère que cela veut dire 100,000 lecteurs. Vous aurez donc fait à la fois un excellent livre et une profitable démonstration.

Enfin, le 30 mars 1845, il écrit à Michelet pour le féliciter de son *admirable préface* (celle de l'ouvrage : *le Prêtre, la Femme et la Famille*, parue le 25 mars dans la *Revue indépendante*), qu'il lit et relit :

Merci pour le plaisir qu'elle m'a fait, pour le bien qu'elle fera! Vous avez répondu à vos détracteurs en leur mettant la main sur les battements de votre cœur. Pour eux, à qui rien ne bat sous la poitrine, *nil salit*, c'est une cruelle réponse; elle accable et désespère leur impuissance.

Il est curieux de lire aujourd'hui ces paroles, de voir comment pensaient et parlaient, en 1843 et 1845, sur les Jésuites et le jésuitisme les orléanistes libéraux, appartenant à la Cour même, et dont les opinions étaient celles du duc d'Orléans et du duc d'Aumale. Il en était autrement de Louis-Philippe, qui cédait alors à d'autres tendances et croyait politique de se rapprocher des catholiques. On peut mesurer, par les citations de Cuvillier-Fleury et par l'attitude qu'ont aujourd'hui les successeurs des orléanistes libéraux vis-à-vis des Jésuites et des autres congrégations religieuses, du profond changement qui s'est produit au sein de la bourgeoisie française depuis soixante ans<sup>1</sup>.

Gabriel Monod,

Membre de l'Institut.

1. Théophile Gautier écrivait aussi à Michelet en 1843 : « Je vous remercie beaucoup de m'avoir envoyé votre livre contre les *Jésuites*, que je n'aime pas plus que vous ne les aimez. C'est une très utile et très excellente action que vous venez de faire là, et tous les libres-penseurs vous en sauront un gré infini. »



## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

#### MOYEN AGE.

PUBLICATIONS DE TEXTES. — Héritière scientifique de la congrégation de Saint-Maur, l'Académie des inscriptions et belles-lettres s'est imposé la tâche de continuer le recueil des *Historiens de France*, et, grâce à elle, dix volumes ont paru renfermant la majeure partie des monuments du <sup>xiii</sup>e siècle et du début du <sup>xiv</sup>e. Mais, en somme, l'entreprise marchait bien lentement, et certains esprits chagrins opposaient à cette sage lenteur la rapidité sur laquelle s'entassaient chez nos voisins de l'est les volumes des *Monumenta Germaniae*. Il y avait lieu à réforme; il fallait mieux organiser le travail. On s'est donc depuis quelques années décidé à changer de système, à abandonner le majestueux format in-folio, qui n'est plus guère en faveur aujourd'hui, et à créer, sous ce même titre d'*Historiens de France*, une nouvelle série in-4°, où prendront place soit des documents jusqu'ici injustement négligés, soit des textes nouvellement découverts. Trois volumes de cette nouvelle série viennent de paraître ou vont paraître : tout d'abord de M. A. LONGNON, membre de l'Institut, le deuxième volume d'un recueil des anciens pouillés des diocèses de France; il comprend la province de Rouen; le nom de l'éditeur suffit à recommander l'ouvrage. C'est ensuite le fameux inventaire des comptes royaux, ou Table de Robert Mignon, document de premier ordre pour l'histoire politique, financière et administrative de Philippe le Bel et des rois ses fils; l'éditeur est M. Ch.-V. LANGLOIS, qui a préparé et imprimé le texte sous la haute surveillance de M. L. Delisle. Enfin, M. Longnon s'est chargé, à titre de commissaire responsable, de présenter au public le premier volume d'un recueil des obituaires français, préparé par l'auteur du présent Bulletin. Ce volume renferme les nécrologes des diocèses de Sens et de Paris; le tome II, actuellement sous presse, donnera ceux de Chartres et d'Orléans. Ce sont des textes souvent cités, dont l'usage n'est pas toujours facile, mais qui, ainsi réunis, fournissent

mille renseignements sur l'histoire de l'ancienne France. Espérons que l'Académie persévéra dans ses projets; en quelques années d'efforts, on pourrait mettre à la disposition du public la majeure partie des documents encore inédits relatifs aux premiers temps de la monarchie capétienne; pour cette période, tout le travail critique est à reprendre par la base. D'une foule d'auteurs proprement français, on n'a pas encore d'éditions conformes aux règles de la critique moderne, et beaucoup de savants seraient heureux de voir paraître, dans un format commode et à des prix abordables, tels grands chroniqueurs publiés dans les *Historiens de France* par morceaux et d'une façon trop souvent imparfaite.

La *Chronique d'Antonio Morosini*, publiée, pour la Société de l'histoire de France, par MM. G. LEFÈVRE-PONTALIS et L. DOREZ, est aujourd'hui complète en quatre volumes. Le tome III, qui embrasse les années 1429-1433, est le plus intéressant pour les historiens français; il renferme, en effet, l'analyse ou le texte de plusieurs lettres extrêmement précieuses sur la mission de Jeanne d'Arc. C'est, sans contredit, le morceau le plus important découvert sur le sujet depuis tantôt quarante ans, et cette découverte aurait fait la joie de J. Quicherat. Morosini se contente d'analyser les lettres de ses correspondants, et ces lettres renferment un peu de tout : renseignements précis et exacts, faux bruits qui courent et que les auteurs des lettres répètent sans les avoir vérifiés, enfin prévisions pour l'avenir confirmées ou démenties plus tard par l'événement. Ce n'est donc pas une histoire détaillée et suivie de cette merveilleuse aventure, c'est plutôt un *journal* au sens moderne du mot. Ces correspondances font connaître l'impression produite par les faits sur les contemporains plutôt que les faits eux-mêmes; mais cette remarque n'est pas pour diminuer la valeur de l'œuvre. Celle-ci a d'ailleurs été fort habilement mise en lumière par les deux éditeurs; à la traduction de M. Dorez, M. Lefèvre-Pontalis a joint une riche et copieuse annotation et une introduction étendue sur l'auteur et l'ouvrage; signalons, en outre, de nombreux appendices, où sont étudiées quelques questions accessoires, dont beaucoup touchent l'histoire de la Pucelle. Pour conclure, source nouvelle s'ajoutant à l'historiographie déjà si riche du *xv<sup>e</sup>* siècle et présentée avec tous les éclaircissements et l'appareil critique nécessaires.

Les *Mémoires du vicomte de Turenne*, réédités par M. BAGUENAUT DE PUCHESSE pour la Société de l'histoire de France (1904), sont incomplets et n'ont sans doute jamais été terminés par l'auteur; celui-ci les écrivit en 1609 pour l'enseignement de son fils, et, soit faute de temps, soit crainte de ne pouvoir mettre en assez beau jour

sa conduite sous le règne de Henri IV, il paraît en avoir interrompu la rédaction à la veille de la bataille de Coutras. Le texte est d'un haut intérêt, non pas qu'on puisse accepter sans examen toutes les assertions du vicomte de Turenne; celui-ci était de caractère passablement autoritaire, brouillon et tracassier, mais il a joué, en somme, un rôle de tout premier ordre dans les guerres religieuses au temps de Henri III; il a été un des chefs du parti réformé dans le midi de la France et un auxiliaire actif, sinon toujours obéissant, du futur Henri IV. M. Baguenault de Puchesse a revu le texte imprimé, assez défectueux, sur divers manuscrits plus ou moins anciens et corrigé à beaucoup d'égards la leçon reçue. En appendice, il donne trente-trois lettres inédites du roi de Navarre à son lieutenant, plus un certain nombre de lettres, rapports, avis, etc. En somme, publication utile pour l'histoire du xvi<sup>e</sup> siècle. La plupart des mémoires célèbres de ce temps ne sont encore connus que sous une forme extrêmement défectueuse et auraient besoin d'être soumis, comme ceux du vicomte de Turenne, à une sévère revision.

Avec le tome III s'achèvent les *Mémoires du chevalier de Quincy*, publiés, pour la même Société, par M. L. LECESTRE (1904). On en a déjà indiqué l'intérêt pour l'histoire militaire des dernières années de Louis XIV. L'auteur n'est pas un écrivain de profession; mais, officier, il a pris une part active à la guerre de succession d'Espagne et n'a quitté le service qu'après la paix de Rastadt. Dans une longue introduction, M. Lecestre fait l'histoire de la famille Sévin de Quincy, famille bourgeoise et parlementaire, qui avait, vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, acheté la seigneurie de Quincy, près de Meaux; il fait également la biographie de l'auteur des *Mémoires* et explique comment ceux-ci ont été composés, tardivement, entre 1738 et 1745. Ils n'en sont pas moins suffisamment exacts, le chevalier ayant utilisé d'anciennes notes sur ses campagnes et ayant pris comme base de son récit l'*Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, publiée en 1726 par son frère aîné, le marquis de Quincy; il ne se gêne pas, d'ailleurs, pour relever dans ce grand ouvrage quelques erreurs, et M. Lecestre fait remarquer que le marquis avait lui-même utilisé parfois des notes de son frère et que ces notes l'avaient induit en erreur. Il ne faut pas chercher dans ces mémoires de Quincy un récit brillant des faits; mais il fournit sur le monde militaire au temps de Louis XIV un témoignage honnête et sincère, celui d'un homme ayant vu beaucoup et assez instruit pour juger les grands chefs.

M. J. TARDIF vient de terminer son édition du *Très ancien coutumier de Normandie* et de faire paraître la deuxième partie du tome I

de cette publication minutieusement préparée<sup>1</sup>. Ce nouveau volume renferme une ancienne traduction française des *Statuta et consuetudines*, éditée déjà par Marnier en 1839. On ne connaît de l'ouvrage qu'une seule copie manuscrite, complète, à la bibliothèque Sainte-Geneviève, de la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, et quelques fragments dans divers manuscrits que M. Tardif décrit longuement. La traduction, assez exacte, souvent même littérale, date du milieu du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et paraît être l'œuvre non d'un Normand, mais d'un Français; du moins, l'éditeur n'y a noté aucune des particularités dialectales propres à la Normandie; elle semble, d'ailleurs, avoir été écrite dans la Haute-Normandie, vers Rouen, entre 1248 et 1270. M. Tardif examine encore la traduction d'une version abrégée du *Très ancien coutumier*, donne du tout un texte minutieusement dressé et termine par une longue table analytique et par un glossaire.

La Société des archives historiques du Maine vient de faire paraître une nouvelle édition des *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium*<sup>2</sup>, ouvrage de grande valeur, jadis publié par Mabilon, d'après des copies plutôt défectueuses, et dont une partie a fait, il y a quelques années, l'objet des derniers travaux de Julien Havet. Le volume est dû à deux ecclésiastiques du Mans, MM. Besson et Ledru; non content de donner le texte du précieux recueil d'après le manuscrit du Mans, ils y ont joint une longue préface, où ils étudient nombre de problèmes obscurs, souvent examinés et dont ils cherchent à donner une nouvelle solution.

Le sujet est difficile; en effet, les *Actus* proprement dits, c'est-à-dire la première partie de l'ouvrage (la suite étant parfaitement authentique et ne donnant lieu à aucune difficulté), ont assez mauvaise réputation. L'auteur, qui vivait au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, passe pour un faussaire peu scrupuleux, et si Julien Havet avait montré qu'on ne saurait, en bonne justice, le rendre responsable de tous les crimes de lèse-histoire dont on l'a chargé, de l'étude critique à laquelle il avait soumis l'œuvre il semblait résulter que ce chroniqueur était à la fois fort ignorant et peu scrupuleux. Mgr Duchesne, ayant eu à employer les *Actus*, ne s'était pas montré moins sévère. De là le mauvais renom de l'auteur du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle.

MM. Besson et Ledru ont entrepris de disculper le clerc manceau de toutes ces inculpations et examiné un à un les articles du long réquisitoire dressé par leurs devanciers. On ne saurait ici discuter points par points leurs thèses, dont l'exposé occupe 440 pages com-

1. Paris, Picard, 1903, in-8° (Société de l'histoire de Normandie).

2. Le Mans, au siège de la Société, 1902, in-8°.

pactes. Voici d'abord quelques articles sur lesquels ils sont d'accord avec Havel; les *Actus* sont bien l'œuvre d'un clerc du Mans, peut-être du chorévêque David, d'un homme connaissant les archives épiscopales et au courant de l'administration du diocèse; ils supposent encore, et l'hypothèse paraît séduisante et fort acceptable, que l'auteur a voulu moins faire une histoire complète de l'église mancenne qu'instruire Aldric, nouveau venu dans le pays, des droits et prérogatives de sa charge. De là le soin qu'il prend de marquer les droits de l'évêque sur les abbayes, l'insertion des donations faites à l'église mère, la reproduction d'actes prouvant les droits de juridiction des anciens évêques. L'auteur a visiblement imité le *Liber pontificalis* de Rome, mais en s'en tenant aux détails utiles à son objet, qui était de prouver les droits supérieurs de l'église du Mans.

Faut-il suivre les auteurs plus loin et admettre avec eux que l'auteur, le chorévêque David, n'a été ni faussaire ni négligent? Faut-il également admettre qu'il a eu entre les mains d'anciennes vies des évêques du Mans, antérieurs au *vi*<sup>e</sup> siècle, écrites en prose rythmée, plus tard corrompues et développées selon le goût populaire? Autant de points difficiles, sur lesquels les savants éditeurs ne nous ont point pleinement convaincu. Tout d'abord, il nous paraît impossible d'admettre l'existence au Mans, au *ix*<sup>e</sup> siècle, d'une tradition ferme et constante sur la suite des premiers évêques. MM. Besson et Ledru ne semblent pas s'être suffisamment rendu compte de la manière dont au moyen âge se transmettaient les notions historiques. Ils critiquent quelque part Grégoire de Tours à propos de la liste des évêques de Tours; ils ont peut-être en partie raison, mais ils sont injustes pour le grand évêque; celui-ci a commis quelques erreurs, mais il a sur ses successeurs du *ix*<sup>e</sup> siècle un grand mérite : il a su ignorer; ne trouvant aucun nom d'évêque pour une longue suite d'années, il n'a point cherché à combler cette lacune au moyen de personnages imaginaires. Pourrait-on louer de même la prudence de l'auteur du *ix*<sup>e</sup> siècle? Sa liste des anciens évêques du Mans est bien difficile à défendre. D'autre part, la vie de saint Julien, par laquelle s'ouvrent les *Actus*, est une incohérente et singulière composition. Elle met le saint au *i*<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne et le rattache par conséquent au cycle des légendes dites apostoliques; mais l'auteur, quel qu'il soit, témoigne d'une complète ignorance des choses de l'époque impériale; suivant lui, le pays du Mans est alors gouverné par un *princeps*; saint Julien, compagnon de saint Denis (l'auteur attribue à celui-ci les œuvres de l'Aréopagite, ce qui suffit pour marquer la date de cette partie de la composition), parcourt libre-

ment le pays, convertissant les païens, renversant les temples, et, après ces exploits, il meurt paisiblement, entouré du respect et de l'affection de tous, idolâtres et chrétiens. Ces détails suffisent; quelques faits peuvent être empruntés à une source plus ancienne; mais, dans l'ensemble, l'œuvre, d'une banalité extrême, est relativement récente et sans aucune valeur pour l'histoire.

Les éditeurs reconnaissent volontiers que cette biographie ne saurait être antérieure à l'époque carolingienne, mais, sur un autre point essentiel, ils combattent formellement les théories de Julien Havet et de Mgr Duchesne. Ceux-ci estimaient qu'au ix<sup>e</sup> siècle l'église du Mans n'avait pas d'histoire, et qu'on dressa alors une liste des évêques en recueillant et en classant tant bien que mal les noms de pontifes relevés sur les monuments ou conservés par la tradition. Les objections de MM. Besson et Ledru à cette théorie ne nous ont pas paru concluantes; le mot *invenit*, dans le texte cité, nous semble bien avoir le sens que Havet lui a donné, et croire qu'au temps d'Aldric l'église du Mans possédait, touchant les premiers évêques, une tradition fermement établie et constante nous paraît une pure illusion; c'est également s'abuser que supposer chez les clercs lettrés de ce temps le moindre scrupule; c'est leur prêter un amour pour la vérité historique que bien peu ont connu.

Touchant une autre question en litige, la date de composition des vies des saints manceaux, il y aurait encore bien des réserves à faire; quelques parties de ces documents étant en prose plus ou moins rythmée, MM. Besson et Ledru en profitent pour les dater du vi<sup>e</sup> siècle au plus tard. Ils s'inspirent, sans le nommer, des travaux de Mgr Bellet sur la vie de saint Martial, mais ils n'ignorent pas sans doute que cette thèse aventureuse a été fortement contestée. Le sens du rythme s'est perdu lentement au cours de la période barbare, mais cette pratique littéraire n'a pas disparu à une date fixe, et on a cité des écrits beaucoup plus récents que le vi<sup>e</sup> siècle qui prouvent la persistance assez tardive de cet artifice littéraire. A notre avis, tout en admettant que l'usage a fini par disparaître, il faut ne pas user trop souvent de ce moyen de critique, et l'existence dans un texte latin de quelques phrases plus ou moins rythmées ne saurait faire oublier les marques de modernité qu'on y constaterait d'autre part. Quant à parler de la valeur des traditions de l'église du Mans au ix<sup>e</sup> siècle, c'est encore, nous semble-t-il, commettre un abus de langage; on sait avec quelle rapidité, à toute époque, se forme une tradition même erronée; comment la vérité s'altère en peu d'années en passant de bouche en bouche. Le chorévêque David faisait vivre saint Julien au i<sup>er</sup> siècle, il vivait lui-même au ix<sup>e</sup>. Que saurait



aujourd'hui des faits de l'an 4400 un homme disposant de moyens d'informations aussi médiocres? Faut-il s'étonner qu'il commette les erreurs les plus grossières, qu'il fasse consacrer par saint Martin de Tours deux évêques du nom de Victurius, dont le second mourut en 490? Ce seul exemple montre que notre auteur ne savait rien de la chronologie des temps anciens, qu'il travaillait, comme on disait jadis, sur des mémoires bien imparfaits, ou plutôt qu'il se laissait guider uniquement par son imagination.

Les éditeurs ont été également conduits à étudier à nouveau après Julien Havet la question des rapports entre l'évêque Aldric et le monastère de Saint-Calais; très favorables à l'évêque du ix<sup>e</sup> siècle, ils déniaient toute valeur probante au jugement rendu par le tribunal royal et donnent raison au prélat contre les moines. Leurs arguments sont nombreux et présentés avec beaucoup d'habileté; au point de vue disciplinaire, ils paraissent avoir raison; touchant la bonne foi d'Aldric et la valeur probante des actes fournis par lui, il y aurait lieu de faire quelques réserves. On doit toutefois leur concéder que le jugement de Verberie ne fut pas exempt de passion et que l'évêque fut jugé sans avoir été entendu; très habilement, les moines de Saint-Calais avaient su intéresser à leur triomphe le souverain lui-même, Charles le Chauve.

En somme, le volume publié par MM. Besson et Ledru est fort intéressant; les textes édités par eux méritaient les honneurs d'une nouvelle impression, et ils paraissent entourés de tous les éclaircissements nécessaires. On a désormais tous les éléments pour écrire une histoire scientifique de l'église du Mans, des origines au milieu du xiii<sup>e</sup> siècle; souhaitons qu'un homme courageux entreprenne cette tâche et fasse oublier une compilation bien connue, trop souvent citée et vraiment indigne de l'illustre compagnie à laquelle l'auteur avait l'honneur d'appartenir.

Deux nouveaux volumes des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* ont vu le jour en 1902: ce sont les tomes XXXI et XXXII de la collection<sup>1</sup>. Le second renferme la suite des registres de l'échevinage de Saint-Jean-d'Angély (1412-1427). Cette publication se recommande d'elle-même; on y trouve le tableau en raccourci de la vie publique dans une ville de province au xv<sup>e</sup> siècle; on peut aussi y noter beaucoup de renseignements sur les affaires du temps, qui se traduisent toujours par quelque gêne pour les habitants de la ville et par une charge pour les finances communales. Le tome XXXI renferme des textes et des mémoires variés. C'est

1. Paris, Picard, in-8°.



d'abord une biographie étendue de Renaud VI de Pons, vicomte de Turenne et de Carlat, par M. J. CHAVANON, archiviste du Pas-de-Calais ; ce mémoire, qu'accompagnent un grand nombre de curieuses pièces justificatives, est une thèse de l'École des chartes. Renaud de Pons, baron peu scrupuleux, fut un de ces seigneurs aquitains qui, par intérêt plus que par conviction, embrassèrent la cause des Valois lors de la rupture du traité de Brétigny. Il fut largement payé de sa conversion plus ou moins sincère et chargé notamment, à plusieurs reprises, d'assurer l'observation des trêves conclues sous Charles VI entre les deux royaumes. M. Chavanon emploie plusieurs chapitres à l'étude de cet office de conservateur des trêves souvent mentionné par les chroniqueurs et encore mal connu. — A la suite de cet intéressant travail, M. DE BRÉMOND D'ARS publie quatre lettres d'un autre sire de Pons, Jacques, qui, impliqué en 1446 dans une intrigue assez obscure, dut quitter la cour de Charles VII et se réfugier en Espagne ; l'aventure avait un instant réduit ce puissant seigneur à la mendicité. Ces lettres sont extrêmement curieuses ; Jacques de Pons paraît avoir été dénoncé par le sire de Coëtivy, l'un des favoris du roi à ce moment. — Nous citerons encore un joli document publié par M. DE STEYERT : un prieur de Bouteville, église dépendante de l'abbaye de Savigny, au diocèse de Lyon, avait été déposé par l'abbé à la suite de dénonciations ; il voulut se réhabiliter et obtint, en 1546, de faire procéder à une enquête touchant la moralité des témoins entendus contre lui. Le document est peu édifiant, et le bon religieux accuse naturellement ses ennemis de tous les crimes ; c'était son droit de revanche. Il ne ménage pas ses confrères en prêtrise et les traite ouvertement de concubinaires, de voleurs et d'ivrognes. — Nous trouvons ensuite un curieux mémoire, œuvre d'un ancien chanoine de Saintes, Taillet, sur l'église de cette ville de 1789 à la fin de 1796 ; l'auteur est naturellement un ennemi ardent des prêtres assermentés et trace un tableau, probablement poussé au noir, des mœurs et de l'esprit du clergé constitutionnel ; certains historiens jugeront ce clergé d'après lui ; il serait peut-être prudent de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire les dires d'un témoin aussi passionné. Il y eut probablement bien des brebis galeuses et beaucoup d'âmes faibles dans l'Église française d'alors, mais on y compta aussi beaucoup d'esprits élevés qui eurent le seul tort d'avoir, en fait de discipline, des opinions non ultramontaines, et dont l'existence fut toujours des plus dignes. C'est, au fond, une question d'espèce, et l'historien, digne de ce nom, se refusera toujours à juger des milliers d'accusés sur les seules allégations d'adversaires aussi passionnés. — Enfin, le volume se termine par

quelques notes de faible intérêt sur la commanderie de Saint-Antoine-du-Bois, de l'ordre de Malte; ces notes datent du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le *Chartrier de l'abbaye de Saint-Pons hors les murs de Nice*, préparé par le comte E. Cais, de Pierlas et publié par M. G. SAIGE<sup>1</sup>, ne fait pas partie des riches archives princières de Monaco. Le premier des deux éditeurs en avait réuni les éléments au cours de longues recherches dans les archives publiques et privées. M. Saige, chargé d'achever l'impression du recueil, a ajouté une introduction sommaire, un certain nombre de documents nouveaux et une table. La plupart des chartes originales ont péri, on ne sait trop quand, et le comte de Pierlas avait dû se contenter pour les plus anciennes de copies plus ou moins exactes, parfois même de simples analyses rédigées par des érudits des derniers siècles. Dans la préface, M. Saige fait l'histoire de ce fonds d'archives et donne quelques renseignements sur l'abbaye de Saint-Pons. Prospère jusque vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, elle tombe alors dans une profonde décadence; les revenus en diminuent chaque jour, la plupart des moines sont d'une ignorance extraordinaire, et, après avoir trainé une longue et pénible agonie, le monastère finit au XVIII<sup>e</sup> siècle par être réuni à la mense épiscopale de Nice. Telle est, dans les grandes lignes, l'histoire de cette communauté; c'est celle de la plupart des anciens monastères bénédictins.

OUVRAGE D'HISTOIRE GÉNÉRALE. — La troisième édition de la *Controverse de l'apostolicité des églises de France au XIX<sup>e</sup> siècle*, par M. l'abbé HOUTIN<sup>2</sup>, trouvera certainement auprès des érudits le même accueil que les précédentes. Non seulement l'auteur y critique avec une fine raillerie les singulières élucubrations de l'école légendaire, mais encore il a joint à son exposé une bibliographie critique de tous les ouvrages publiés par les deux partis. La lecture de l'ouvrage afflige et console à la fois; on souffre de voir tant de pieux ecclésiastiques prendre avec une telle ardeur la défense de traditions incohérentes et ridicules, étaler avec une naïveté regrettable une mentalité aussi particulière; on souffre aussi de voir un ordre illustre, celui de Saint-Benoît, renier avec le funeste D. Guéranger et le non moins funeste D. Piolin les grandes traditions de leurs devanciers, donner pour des modèles de critique les compilations enfantines d'un Faillon ou d'un Darras. Mais on se reprend à espérer en voyant cette même école légendaire perdre peu à peu de son

1. Impr. de Monaco, 1902, in-4°.

2. Paris, Picard, 1903, in-8°.

crédit et une partie notable du clergé français donner l'exemple de la vraie critique en ces matières délicates, où la vanité est intéressée plus que la foi.

*Les Origines de l'église de Tournai*, de M. WARICHEZ, font partie du *Recueil de travaux publiés par les conférences d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain*<sup>1</sup>. L'ouvrage s'ouvre par une étude critique des sources, bien conduite et qui aboutit à des conclusions assez pessimistes; les diplômes sont peu nombreux, plusieurs ne sont point authentiques, les vies de saints bien postérieures et souvent peu dignes de foi; enfin, les chroniqueurs plus récents, y compris Hermann de Saint-Martin, ne rapportent sur les temps anciens que des légendes indignes de toute créance. La *Vita S. Eleutherii*, par exemple, date probablement du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, et elle est en grande partie l'œuvre d'un chanoine, Henri, auquel elle aurait été miraculeusement dictée au cours d'une vision. Les vies de saint Médard sont un peu moins indignes de confiance, mais elles sont encore bien récentes, et l'une d'elles, celle de Radbod (<sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle), est tout entière à rejeter. De l'étude minutieuse de ces documents peu sûrs, M. Warichez tire les conclusions suivantes : Le christianisme a été prêché dans le pays de Tournai au temps de la tétrarchie par saint Piat; mais saint Eleuthère fut le premier évêque du pays. Il vivait au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle; après lui, le siège reste quelque temps indépendant, puis il est uni à celui de Noyon; mais rien ne permet d'affirmer, comme on l'a répété souvent, que saint Médard ait régi à la fois les deux diocèses; le fait n'est pas affirmé avant le <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle, par Radbod, auteur indigne de toute confiance; le premier évêque, à la fois de Tournai et de Noyon, est saint Acharius (626-638). Après avoir ainsi rectifié la liste épiscopale jusqu'à la fin du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, l'auteur donne quelques détails sur la géographie du pays, la constitution et les divisions intérieures du diocèse. Puis il parle longuement de l'organisation de l'église cathédrale, du culte des saints, de l'origine du pouvoir temporel des évêques, qu'on essaiera de légitimer plus tard en fabriquant un faux diplôme de Chilpéric I<sup>er</sup>, aujourd'hui définitivement condamné. Enfin, il termine par quelques pages sur les anciennes abbayes du diocèse et sur la vie sociale. Pour conclure, monographie intéressante, bien conduite et qui renferme beaucoup de vues nouvelles touchant des faits trop souvent répétés sans examen critique depuis des siècles.

M. P. VIOLLET vient de terminer son *Histoire des institutions poli-*

1. Louvain; Paris, Fontemoing, 1902, in-8°.

*tiques et administratives de la France*<sup>1</sup>. Inutile de faire l'éloge de l'ouvrage; tous ceux qui s'occupent de la période médiévale ont eu occasion de le consulter et rendent pleine justice à l'étendue des informations de l'auteur, à la netteté de l'exposition, à l'originalité des vues. M. Viollet a moins cherché à être complet sur chaque détail qu'à dégager la vie même des institutions qu'il étudie, qu'à montrer leur lente évolution, leur action sur le développement politique et social de tout le royaume. C'est, à notre connaissance, un des livres dont la lecture serait la plus profitable aux législateurs et aux politiques de nos jours; ils y verraient comment, en matière d'organisation sociale comme en médecine, la meilleure méthode est le plus souvent la méthode expectante; comment aussi, pour emprunter à M. Viollet ses propres termes, le plus souvent *l'activité de la société est en raison inverse de l'activité de l'État*. Mais demander à un doctrinaire de ne point légiférer, c'est prêcher dans le désert, et la manie de réglementer, prise par les modernes au droit romain de la décadence, ne semble pas près de se perdre. En tout cas, l'Europe moderne, gouvernements bourgeois et capitalistes, opposants socialistes, n'ont point encore d'autre idéal. Faut-il donc répéter le vieil axiome de M<sup>me</sup> de Staël, qu'en France la liberté est ancienne et le despotisme moderne? Nullement; le moyen âge, en effet, n'a guère connu la liberté telle que nous la concevons, la liberté de l'individu, mais il a connu la liberté sous forme d'organismes particuliers fonctionnant librement dans le corps social, ce qui n'est point du tout la même chose. Toutefois, si étrangères que paraissent à des libéraux modernes des organisations telles, par exemple, que celle des communes ou des corporations, il faut bien reconnaître que leur expansion et leur floraison ont été extraordinaires et que la centralisation monarchique qui a détruit tous ces corps puissants paraît, à qui lit attentivement l'ouvrage de M. Viollet, vraiment bien pauvre et bien inféconde.

Ce tome III se compose de deux parties distinctes : d'une part, l'histoire des communes et des corporations; d'autre part, celle des administrations monarchiques du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Sur les communes, le résumé de M. Viollet est fort intéressant, plein de vues ingénieuses, et, comme on dit aujourd'hui, éminemment suggestif; l'auteur y montre surtout fort bien la vanité de la plupart des systèmes imaginés pour expliquer cette extraordinaire floraison des <sup>xi</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles et explique comment cette floraison est un phéno-

1. Tome III. Paris, Larose, 1903, in-8°.

mène social et non national. Il expose comment, d'abord groupement égalitaire, les communes deviennent bientôt fatalement oligarchiques, la gestion des affaires publiques se trouvant accaparée par un petit nombre de riches bourgeois. De là ces nombreux abus qui, au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, servent de prétexte à la monarchie déjà ombrageuse pour s'immiscer dans l'intérieur de ces grands corps et travailler sourdement à les détruire, travail plusieurs fois séculaire auquel nous devons en grande partie l'atonie de la vie provinciale aux temps modernes. M. Viollet montre également fort bien pourquoi l'Église fut en général hostile aux communes; peut-être aurait-il pu insister davantage sur une des causes profondes de cette hostilité, à savoir que l'Église étant devenue tout entière féodale, la création des communes diminuait son patrimoine en théorie intangible et inaliénable. En ce qui touche le midi, il y aurait encore lieu de faire deux réserves; l'insurrection a joué plus souvent que ne l'estime l'auteur un rôle dans la formation des grandes communes (voir p. 32); puis il faut distinguer absolument les grandes communes de ce pays, véritables républiques à la mode italienne (il y en eut d'ailleurs fort peu), et les simples consulats, si nombreux des Alpes à l'Océan. Mais, dans l'ensemble, tout le chapitre est excellent. L'auteur a marqué également fort bien les traits principaux de la réaction féodale du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle; c'est alors qu'apparaît avec tous ses caractères ce curieux régime aristocratique: administration judiciaire déplorable, fiscalité avide et capricieuse, esprit de caste, caractères dont quelques-uns survivent encore aujourd'hui dans certains pays, imprégnés pourtant par ailleurs d'esprit moderne, en Allemagne, par exemple et en Angleterre. En somme, la féodalité militaire a fait chèrement et trop longtemps payer les services qu'elle a pu rendre au monde durant les premiers siècles de son existence; il est bien probable que l'histoire, à mesure qu'on le connaîtra mieux, jugera de plus en plus sévèrement ce régime.

Des communes, M. Viollet passe aux corporations, qui ont joué un rôle de premier ordre lors de la formation des villes libres du moyen âge. Il insiste sur la lutte entre le travail libre et le travail corporatif et montre comment, ouvertes à tous au moyen âge, les corporations industrielles sont devenues peu à peu des corps oligarchiques pour produire enfin ces maîtrises et ces jurandes dont on a fait tant de fois le panégyrique et qui n'étaient qu'une forme de la domination capitaliste. La corporation est au contraire, à l'origine, une organisation égalitaire, à tel point qu'elle en arrive à tuer la concurrence; le système, à certains égards, est exagéré et fâcheux; il avait,

il est vrai, l'avantage d'assurer la bonne qualité des objets fabriqués. Ici encore, par ses exigences fiscales, par une réglementation compliquée et excessive, la royauté contribua à ruiner ces vieilles institutions au lieu de laisser agir le temps et la libre concurrence. C'est encore là un effet de cette politique étatiste, en si grande faveur de nos jours.

Le chapitre sur les États généraux et provinciaux n'est pas moins attachant; j'y note de bonnes remarques sur les ressemblances entre les anciennes assemblées plénières, ou *parlamenta* des premiers temps de la monarchie, et les États généraux convoqués irrégulièrement et dans des circonstances difficiles, à dater de Philippe le Bel, par la monarchie; j'y note encore une appréciation équitable de l'œuvre des États de 1356-1357, si injustement décriés aujourd'hui par des historiens qui oublient trop les désastres de Crécy et de Poitiers et la perfidie du dauphin Charles et réservent toute leur indignation pour Étienne Marcel. Ce tribun fut coupable, il ne sut pas dominer son parti; mais il est vraiment excessif de faire l'apologie sans réserve du gouvernement d'alors et d'oublier les fautes et les malversations dont il se rendit coupable.

La suite du volume est occupée par un tableau succinct de l'administration royale du XII<sup>e</sup> à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. C'est un intéressant résumé de tout ce qu'on a écrit sur le sujet depuis tantôt cinquante ans; mais l'auteur ne se contente pas d'analyser les travaux de ses devanciers; il émet, en plus d'un cas, des remarques personnelles, et certaines parties de l'exposé sont entièrement originales. Citons les pages sur la vénalité des offices, sur la décadence des sénéchaux et des baillis, sur les tentatives faites à la fin du moyen âge pour créer une nouvelle administration judiciaire indépendante, répondant tant bien que mal à la complexité croissante de l'ordre social. Les derniers chapitres sur les parlements, les Chambres des comptes, le Conseil royal et les finances appelleraient les mêmes remarques; mais il nous est impossible de suivre M. Viollet sur ce terrain. Ce bref compte-rendu donne une idée suffisante de ce qu'est ce tome III et dernier de l'ouvrage; on doit en recommander la lecture à quiconque prend intérêt à notre ancienne histoire. L'auteur ne s'interdit pas de faire allusion à des faits, à des institutions plus modernes, mais c'est toujours sous forme discrète, et on sent qu'on n'a affaire ni à un admirateur aveugle, ni à un détracteur passionné de l'ancien temps. Prenons, pour terminer, bonne note de la promesse exprimée dans la conclusion; M. Viollet s'engage, si le temps ne lui est pas trop péniblement mesuré, à poursuivre cette étude des insti-



tutions de l'ancienne France jusqu'à 1789; souhaitons qu'il tienne cet engagement; ici, il se trouvera sur un terrain à peine défriché, et il est grand temps qu'un esprit éclairé et judicieux donne son opinion sur toutes ces institutions confuses, mal connues et le plus souvent mal jugées.

Le sujet que M. DUPONT-FERRIER étudie dans son volumineux ouvrage est, on peut le dire, presque entièrement nouveau<sup>1</sup>; on connaît assez bien aujourd'hui les institutions administratives du XIII<sup>e</sup> siècle, on a quelques notions de celles du XIV<sup>e</sup>; mais, pour les règnes de Charles VII et de Louis XI, on en est réduit à quelques vagues assertions. On parle souvent, sans trop préciser, de la politique unitaire et centralisatrice des derniers Valois, mais on n'a pas encore recherché par quels moyens, à l'aide de quels fonctionnaires ces princes sont arrivés à leurs fins. Les causes de cette longue négligence sont nombreuses et faciles à marquer; c'est d'abord la dispersion, l'éparpillement des documents d'archives, la destruction de beaucoup d'anciens titres au XVIII<sup>e</sup> siècle, enfin le caractère même du sujet qui exige des recherches immenses, des fouilles dans des collections manuscrites mal classées, en un mot toute une longue préparation devant laquelle les travailleurs les plus intrépides ont reculé jusqu'ici. M. Dupont-Ferrier a eu plus de courage; c'est son mérite; ajoutons-en un autre, celui d'avoir tiré de ces recherches prolongées un livre clair et bien composé, facile à consulter, où les détails d'histoire locale abondent, sans que l'auteur se soit interdit d'exprimer des idées générales, dont beaucoup méritent considération.

Un mot d'abord de l'économie de l'œuvre; elle se divise en cinq livres, où l'auteur étudie successivement la géographie administrative du royaume au XV<sup>e</sup> siècle, le personnel administratif, le rôle joué par ce personnel dans les provinces, les résultats politiques obtenus, enfin la part de toute cette organisation dans le développement social et politique de la France.

Le premier livre, le plus court, est accompagné d'une carte dont il est le commentaire; l'auteur y montre comment aucune règle n'a présidé à la création et à la délimitation des bailliages et des sénéchaussées, comment à cet égard la royauté a toujours agi au jour le jour, sans suivre de plan rigoureux. Il montre encore qu'au

1. *Les Officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées et les institutions monarchiques locales à la fin du moyen âge*. Paris, 1902, in-8° (Bibl. de l'Éc. des hautes études, fasc. 145).



xv<sup>e</sup> siècle le gouvernement ne possède pas de liste de ces bailliages avec leur étendue, et que de là naissent à tout instant des conflits de juridiction; chaque nouveau bailliage, à peine créé au détriment de sièges plus anciens, doit lutter contre l'animosité, la résistance des anciens officiers atteints dans leur importance; de là des combats homériques qui nous scandalisent, nous modernes habitués à une certaine régularité, mais qui laissaient nos ancêtres parfaitement indifférents. Si le siège nouvellement créé est aux mains de gens actifs et bien appuyés en cour, il vivra; sinon, il est destiné à succomber dans cette lutte pour l'existence. En un mot, la royauté crée un peu au hasard une foule de nouveaux organes administratifs, quitte à défaire son œuvre si elle apparaît peu viable et si elle blesse trop d'intérêts. Cette incohérence, ce laisser aller, est une conséquence fatale du gouvernement personnel tel que le pratiquent Charles VII et Louis XI. Comme on l'a fort bien dit, la royauté se contenta toujours à l'intérieur du provisoire, laissant au libre jeu de la vie sociale le soin de réparer les fautes et d'annuler les mesures mal prises.

Dans le livre II, beaucoup plus étendu, l'auteur étudie le personnel administratif : ce sont d'abord les gouverneurs, officiers à la fois civils et militaires, en théorie représentants souverains du prince. Ils sont toujours ou des princes royaux ou des gens de haute noblesse. La plupart ne résident guère; institués au xiv<sup>e</sup> siècle, lors des guerres anglaises, ils ont été maintenus, mais ne rendent que peu de services et deviennent même dangereux en temps de troubles. La royauté éprouvera plus tard beaucoup de difficultés à les annihiler et à les réduire. En temps normal, leur action dans les provinces est plutôt faible. Beaucoup plus agissants sont les fonctionnaires des bailliages et des sénéchaussées; M. Dupont-Ferrier les énumère dans leur ordre hiérarchique; il montre comment, ici encore, les chefs ne résident, pas plus que les gouverneurs; les charges de baillis et de sénéchaux deviennent vénales et souvent héréditaires dès la fin du xv<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire que, dès lors, elles ont perdu toute importance. L'autorité est exercée par les juges mages, les lieutenants civils et criminels, les receveurs des finances, qui, eux résidant, étudient et expédient les affaires; sur le choix, le mode de nomination, l'activité de ces fonctionnaires, l'auteur entasse des détails intéressants; il note l'absence complète de règles fixes pour le choix et la nomination, l'augmentation continue du nombre des offices; il montre encore qu'en aucun cas les attributions des titulaires ne sont exactement déterminées. Au-dessous de ce haut con-

seil administratif pullulent les agents inférieurs : ici, prévôts ; là, baillis ; ailleurs, vicomtes, châtelains, juges, sergents, notaires ; c'est tout un monde vivant sur les sujets du roi et cherchant tout naturellement à tirer le meilleur parti possible de la fonction. Tous ces microbes administratifs sont d'ailleurs animés de sentiments passablement combatifs ; de là des luttes ridicules, souvent fort prolongées, que closent de temps à autre des arrêts de compétence ou de conflit des cours supérieures. En un mot, des offices se multiplient dès lors de façon inquiétante ; la bureaucratie existe déjà, et, à peine née, elle a tous les défauts du système ; tous ces officiers sont, à des titres divers, des représentants du pouvoir souverain, détiennent une part de l'autorité publique et forment comme un réseau aux mailles étroites qui couvre le territoire du royaume.

Le livre III étudie les institutions monarchiques en elles-mêmes ; ici encore, l'auteur constate le même esprit d'incohérence. Le roi attribue en apparence aux gouverneurs des pouvoirs exorbitants, qu'il les empêche d'ailleurs d'exercer. Les baillis et les sénéchaux ne résident guère, et leur charge est remplie sur les lieux par leurs conseils, c'est-à-dire par l'ensemble des officiers royaux de la circonscription, auxquels s'adjoignent souvent un certain nombre de conseillers extraordinaires. Ces agents correspondent directement avec le gouvernement central et surveillent toutes les branches, tous les détails de l'administration publique. M. Dupont-Ferrier passe en revue successivement tous ces sujets et consacre un long et intéressant chapitre aux institutions judiciaires (criminel, civil et contentieux) ; à noter beaucoup de renseignements sur divers détails de procédure : torture, appels, relations entre les tribunaux des provinces et les parlements, etc.

Aux institutions militaires est réservé un chapitre entier plein de renseignements utiles sur la répartition des places fortes, les garnisons, les compagnies d'ordonnance et les francs-archers, le ban et l'arrière-ban ; il suffit de comparer ces longues pages pleines de faits précis et sobrement exposés aux maigres renseignements fournis par Boutaric dans un livre déjà ancien, pour juger de la nouveauté de l'ouvrage de M. Dupont-Ferrier. Mais encore plus attachant est le chapitre sur les institutions financières locales ; c'est toute une étude approfondie de la matière, et on sait combien elle est difficile. La distinction entre recettes domaniales et recettes non domaniales était mal établie dès le *xv<sup>e</sup>* siècle, les sources des revenus royaux à la fois innombrables, irrégulières et de rendement inégal. Tout cela est étudié ici dans le plus grand détail ; l'auteur énumère et définit tous ces

droits variés, montre comment ils étaient perçus, quelle part servait à couvrir les frais de l'administration locale, quelle part en était transmise au gouvernement central; enfin, il étudie sommairement les règles de la comptabilité et de l'apurement des comptes.

Mais ce travail d'unification, auquel s'occupent si activement ces milliers d'agents épars dans tout le royaume, ne marche pas partout du même pas. Certaines provinces sont restées réfractaires : la Provence, par exemple, réunie seulement en 1481, et le Dauphiné. M. Dupont-Ferrier réserve à ces deux provinces deux chapitres particuliers : pour la première, il montre comment, grâce à cinquante ans d'efforts, la couronne finira par obtenir l'assimilation complète. Même politique en Dauphiné; ici, elle est inaugurée par le futur Louis XI, qui, dès 1440, réside ordinairement dans le pays et y fait, pour ainsi dire, son apprentissage de roi; mêmes résultats aussi : peu à peu, les institutions administratives de la province perdent leurs caractères particuliers, et tous ces traits distinctifs ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

Le dernier livre de l'ouvrage renferme les conclusions générales de l'auteur. C'est une longue étude sur l'esprit et l'action politiques des institutions locales au temps de la monarchie. Tout d'abord, M. Dupont-Ferrier parle du fonctionnarisme; l'agent du roi ne dépend plus que de ce dernier et est peu à peu affranchi de toute attache locale; en travaillant pour son maître, il travaille pour lui-même. Sans doute, tout cela reste longtemps assez confus; la sphère d'action de chaque officier est mal délimitée, le moyen âge ne s'étant guère soucié de ce que nous appelons la séparation des pouvoirs; mais tous ces officiers poursuivent le même but : ruiner l'ancien état de choses, réduire à l'impuissance la féodalité, restreindre l'autorité de l'Eglise, supprimer les municipalités indépendantes. On peut dire que, grâce à la fatigue du pays, excédé de longues guerres et ruiné par les troubles, ils ont atteint leur but. Ils ont créé, en somme, la monarchie absolue du *xvi<sup>e</sup>* siècle, encore renforcée après les guerres de religion. L'impression qui se dégage de tout l'ouvrage est plutôt triste; tant d'efforts pour arriver à la monarchie absolue de Louis XIV, puis à la centralisation exaspérée du premier Empire, c'est beaucoup pour des avantages passagers et bien discutables. Ajoutons qu'avec une imprévoyance vraiment coupable, tous les souverains, une fois leur objet atteint, une fois les résistances vaincues, n'ont rien fait pour régler et asseoir le nouvel ordre de choses, pour donner au pays un peu de bonheur et de repos; de la force concentrée en leurs mains, ils n'ont usé que pour poursuivre à l'ex-

térieur des entreprises parfois téméraires et trop souvent incohérentes et mal conçues.

L'ouvrage de M. F. GUILLON<sup>1</sup> renferme moins une étude sur le célèbre satirique Jean de Meung qu'un essai d'histoire philosophique du moyen âge. Jusqu'ici, les meilleurs juges dataient le *Roman de la Rose* d'environ 1277; M. Guillon en place l'achèvement sous le règne de Philippe le Bel et en tire la matière de toutes sortes de réflexions sur le gouvernement de ce prince aussi bien que sur la vie morale, intellectuelle et religieuse en France à la fin du XIII<sup>e</sup> s.; n'oublions pas divers chapitres additionnels sur l'origine du droit divin et de la noblesse, chapitres pleins d'excellentes intentions, mais qui dénotent aussi une information insuffisante. Le travail est singulièrement disposé; M. Guillon commence par affirmer sa thèse sans démonstration, puis analyse longuement le roman, où il note naturellement des allusions à une foule d'événements du règne de Philippe IV; on pourrait aussi bien y trouver des allusions au grand schisme. Dans un appendice, il se décide à donner ses preuves; et celles-ci ne sont guère convaincantes; il soutient, contrairement à l'opinion de tous les critiques, que les vers, où le poète parle de Charles I<sup>er</sup> d'Anjou comme vivant (ce prince mourut en 1285), sont de Guillaume de Lorris et non de Jean de Meung; mais il ne donne aucune preuve à l'appui de cette affirmation. Quant aux vers sur le comte d'Artois, cités p. 92, ils s'appliquent certainement au comte Robert II, tué en 1302, mais il n'est nullement nécessaire de les croire composés après cette date. La phrase est assez obscure; pour l'interpréter dans le sens de l'auteur, il faudrait d'autres preuves qui manquent. A la croisade de Tunis, puis en Navarre sous Philippe III, Robert se distingua par son courage chevaleresque, et le fait se concilie parfaitement avec la date approximative de 1277, adoptée par les meilleurs critiques pour celle de l'achèvement du *Roman de la Rose*. Il y aurait encore bien des remarques à faire sur l'ouvrage; il témoigne de lectures étendues, mais plus ou moins bien digérées, et on pourrait y noter plus d'une assertion erronée et beaucoup de jugements téméraires. On a le droit de ne pas aimer le moyen âge, mais encore ne doit-on pas en faire la caricature. Jean de Meung est avant tout un satirique; il faut, dans une grande mesure, atténuer ses critiques. M. Guillon trouverait-il équitable de juger la société moderne tout entière d'après tel pamphlet célèbre paru de nos jours?

1. Jean Clopinel, dit de Meung. *Le Roman de la Rose considéré comme document historique du règne de Philippe le Bel*. Paris, Picard, 1903, in-8°.

La plupart des historiens français ont jugé sévèrement les variations monétaires du règne de Philippe le Bel, et beaucoup n'ont pas hésité à qualifier ce roi de faux monnayeur. M. le colonel BORRELLI DE SERRES, dans un très intéressant mémoire, *les Variations monétaires sous Philippe le Bel*<sup>1</sup>, discute longuement ces accusations. L'auteur s'est proposé un double but, tout d'abord critiquer les sources de l'histoire monétaire du règne et montrer la valeur respective de chacune de ces sources, puis faire l'histoire des différentes émissions ordonnées par Philippe jusqu'au rétablissement de la monnaie forte en 1306. Il soutient plusieurs opinions très nouvelles; cette période de vingt ans n'aurait vu que six variations de monnaies, et non vingt-deux, comme on le dit d'ordinaire; en outre, ces variations seraient avant tout des mesures administratives, dictées par une ignorance absolue des lois économiques, mais n'auraient pas le caractère frauduleux qu'on leur prête, comme l'a déjà montré M. d'Avenel. Le prix du métal brut varie sans cesse tout comme les rapports entre l'or et l'argent, et la monnaie de compte étant de taille immuable, la monnaie royale se répand de plus en plus et tend à remplacer toutes les autres dans la circulation; par suite, pour garantir le trésor royal contre des pertes et aussi pour accroître le gain, les agents sont entraînés à varier la taille et la loi des espèces. Beaucoup de ces mesures étaient maladroites et n'ont pu remédier au mal qu'on prétendait guérir, mais M. Borrelli de Serres se refuse à voir là-dedans une altération voulue des monnaies. Ce mémoire, très fouillé, très documenté, mais que l'aridité du sujet rend passablement dur à lire, est à signaler aux historiens et aux économistes; il se termine par une note sur la valeur relative du marc de Paris et du marc de la Rochelle, par des listes des prix de l'or et de l'argent purs; puis viennent quelques observations sur les monnaies seigneuriales et sur la taille du denier parisis. Aux numismatistes, il appartient d'examiner à fond les théories de l'auteur.

De toutes les reines de France, aucune peut-être n'a laissé plus mauvais renom qu'Isabeau de Bavière; des chroniqueurs du temps, aucun, sauf peut-être l'indulgent Froissart, ne lui épargne les plus sanglants reproches; des pamphlétaires sans scrupules lui ont prêté tous les vices, et cette mauvaise réputation paraît si bien établie qu'aucun historien moderne n'a essayé une justification impossible. Un jeune érudit, M. Marcel THIBAUT, a jugé qu'il y avait là un problème à étudier, et il a voulu reviser ce vieux procès; il a voulu,

1. Extrait de la *Gazette numismatique française*, 1901 et 1902.

sans aucun parti pris, montrer les raisons de cette unanime hostilité et peindre l'âme et l'esprit de cette reine décriée<sup>1</sup>. La première partie de l'ouvrage, qui vient de paraître, renferme la biographie d'Isabeau de sa naissance à l'an 1405, à la veille de la grande lutte entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne. L'auteur, faisant table rase des opinions reçues, s'est attaché à reconstituer l'histoire de son héroïne, à peindre son caractère, le milieu où elle vécut, enfin à montrer comment, à la jeune allemande simple et un peu naïve de 1383, se substitua la princesse sensuelle, dépensière et intrigante de 1405. La cour de France, quand elle y parut, n'était plus le milieu sérieux et un peu austère du temps de Charles V; la sage politique, l'esprit d'économie avaient disparu; des princes prodigues et avides, un roi jeune, fougueux, plein de bonnes intentions, mais passablement écervelé et ardent aux plaisirs, tenaient la place du froid Charles V et de ses prudents conseillers. C'était l'aurore de cette ère de folie et d'absurdité, qui devait aboutir au désastre d'Azincourt et au traité de Troyes. Transportée subitement de la cour tranquille et rustique de Munich dans ce monde nouveau, Isabeau s'acclimate bientôt, mais, durant les premières années, elle se contente de satisfaire ses instincts de coquetterie et de luxe, de dépenser sans compter et d'aimer sincèrement son mari. L'union royale est féconde, mais les époux sont trop jeunes et ont pour rejetons de misérables êtres dont la plupart ne dépassent pas la première enfance. Puis un grand malheur frappe la reine; Charles VI, miné par une débauche précoce, abandonné à toute la fougue de son tempérament, tombe dans la démence; pendant quelques années, la reine lutte courageusement contre la maladie, puis elle finit, et vraiment elle n'était pas à cet égard sans excuse, par répugner à la compagnie de cet insensé, et chez elle l'ambition commence à naître. La femme frivole et écervelée se transforme en une femme de tête, sans aucuns scrupules, qui veut régner, dominer les partis et se faire sa place dans le gouvernement. Mais la tâche dépassait ses forces, et elle doit subir l'influence néfaste de son frère, le prince Robert, réfugié en France à la suite de querelles de famille, et qui, s'y trouvant bien, n'éprouve aucun désir de regagner les bords du Danube; les agissements de cet étranger, avide et sans scrupules, contribueront fort à l'impopularité de la reine; puis elle a pour guide et conseiller Philippe, duc de Bourgogne, tête froide, politique prudent, qui fait de sa partenaire un instrument docile; enfin, quand

1. *Isabeau de Bavière, reine de France. Sa jeunesse.* Paris, Perrin, 1902, in-8°.



Philippe est mort, en avril 1404, Isabeau s'en remet aux mains de son beau-frère, le duc d'Orléans. On sait quels bruits dès lors coururent, bruits précieusement recueillis et propagés par les ennemis de la reine. Cette liaison aurait été autre chose qu'une alliance politique, et M. Thibault a dû à son tour examiner ce problème amoureux. Il l'a fait avec beaucoup de discrétion, et ses conclusions sont très prudentes. Il n'existe aucun témoignage direct, aucun aveu, uniquement des allégations vagues, peu précises, des allusions à un grand scandale; la plupart se trouvent dans les œuvres de pamphlétaires, ennemis éhontés d'Isabeau et du duc Louis. M. Thibault conclut que beau-frère et belle-sœur ne furent probablement qu'alliés politiques et jamais amants. On doit louer l'auteur de cette réserve; toutefois, il ne paraît pas avoir suffisamment tenu compte de tous les faits authentiques, notés par lui dans les textes. En 1404 et 1405, la reine a complètement délaissé son mari; elle vit dès lors dans une intimité étroite avec le duc, prince d'une immoralité notoire; ils passent ensemble de longs mois, seuls, loin de la cour, sous le même toit; on les voit se donner des rendez-vous dans le jardin des religieux Célestins; la reine néglige de plus en plus ses enfants, que jusqu'ici elle a aimés; enfin un prédicateur populaire, Jacques le Grant, ose reprocher à la reine elle-même, en pleine chaire, de honteux débordements, l'appelant la reine Vénus, et ces mauvais bruits courent partout, à la cour comme au dehors; des dames d'honneur sont expulsées pour les avoir accueillis et colportés. Soyons aussi réservés que possible, négligeons comme indignes de créance les mensonges du *Pastoralet*, il faudra reconnaître qu'Isabeau et son beau-frère avaient tout au moins manqué de prudence et justifié tous les soupçons. Tous deux sans doute étaient pieux, mais la dévotion n'empêchait pas Louis d'Orléans de négliger sa femme Valentine et de se livrer à des amours adultères; plus tard enfin on portera contre l'honneur de la reine des accusations plus formelles et plus précises. Que faut-il conclure de tout cela? Tout ou rien, suivant l'humeur personnelle de chacun. On a dit souvent que la calomnie ne doit point trouver accès dans l'histoire; reconnaissons du moins que, dans ce cas présent, cette calomnie risque fort de n'être qu'une médisance. L'ouvrage de M. Thibault, écrit avec soin et élégance, est un bon début; l'auteur s'est bien gardé de chercher à faire l'éloge de la princesse dont il écrivait l'histoire; dans le prochain volume, il aura à remplir une tâche encore plus difficile, il devra peindre la femme odieuse que fut plus tard Isabeau, montrer en elle une mère se déshonorant à plaisir pour déshériter son propre fils,



l'inspiratrice du traité de Troyes, l'alliée d'Henri V et du duc de Bedford.

Les archives des rois angevins de Naples, collection si précieuse pour l'histoire de la domination française en Italie, sont encore aujourd'hui imparfaitement explorées, et l'ensemble en est tellement considérable que les chercheurs pourront longtemps encore faire de véritables découvertes dans les 378 registres de chancellerie, partie principale de la collection. M. G. YVER vient d'en tirer les éléments d'un ouvrage étendu sur *le Commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>. Les princes angevins, le sombre Charles I<sup>er</sup>, le pieux Charles II ou leur successeur Robert, ne se sont point contentés d'être des administrateurs intelligents et actifs, ils ont encore cherché, comme l'empereur Frédéric avant eux, à mettre en valeur leurs états du sud de l'Italie, à tirer parti des richesses naturelles de cet admirable pays, trop longtemps délaissé et qui aujourd'hui encore est un champ ouvert aux capitalistes étrangers. D'idées moins étroites que leurs parents de France, ils ont compris que le commerce et l'agriculture pouvaient seuls subvenir à leurs besoins d'argent, payer les frais énormes de leurs entreprises politiques et de leur cour luxueuse; aussi n'hésitèrent-ils pas à se faire négociants, et M. Yver les regarde comme les premiers et les plus actifs marchands de leur royaume. De là, dans ces registres de chancellerie, une foule de documents, dont les similaires n'existent ni dans les rôles anglais ni dans les registres du Trésor des chartes français; de là aussi une préoccupation constante de faire servir à la prospérité du commerce les relations politiques avec les souverains étrangers, chrétiens et musulmans. Les princes angevins cherchent à entrer en relation avec les khans tartares comme avec les sultans d'Égypte et passent des traités de commerce, des conventions avec les émirs africains aussi bien qu'avec les républiques italiennes. Ils rédigent minutieusement les règles imposées au commerce extérieur, attirent dans leurs états des négociants, des ouvriers et des banquiers, cherchent à créer dans l'Italie méridionale un certain nombre d'industries nouvelles, enfin s'attachent à faire de Naples et des autres villes maritimes de leurs états des ports fréquentés assidûment par tous les patrons de la Méditerranée. M. Yver met en lumière les divers côtés de cette rénovation commerciale; tout d'abord,

1. Paris, Fontemoing, 1903, in-8°. Cet ouvrage, neuf dans toutes ses parties, est une thèse de doctorat qui n'a pas été louée, lors de la soutenance, comme elle méritait de l'être.

elle apparaît un peu factice et œuvre d'étrangers; au moyen âge, semble-t-il, aussi bien que de nos jours, cette région de l'Italie ne pouvait se développer par elle-même. Aussi cette prospérité sera-t-elle éphémère et ne survivra pas aux désastres financiers qui frappent l'Italie centrale vers le milieu du xiv<sup>e</sup> siècle. D'autre part, les opérations des princes angevins sont de nature très variée et vont de la vente des bestiaux et des céréales de leurs domaines à la course et à la traite. Le régime économique est foncièrement protectionniste, et les excès de la fiscalité compromettent plus d'une fois le succès de mesures plus sages émanées des conseils royaux; trop souvent des taxes malencontreuses, perçues avec trop de rigueur, éloignent du royaume ces marchands mêmes qu'on voudrait y fixer. Le moyen âge, il est vrai, n'a point connu d'autres doctrines économiques, et certaines des mesures prises par les rois angevins ne seraient point désavouées par beaucoup de ministres modernes. En un mot, cette prospérité n'est guère que de surface, et la vie économique du pays n'en est point profondément modifiée; les routes de terre restent mal entretenues, peu sûres, hérissées de bureaux de péages; les voyageurs sont exposés aux exactions de barons pillards, aux attaques de bandes de brigands. Dès lors, en effet, le banditisme est la plaie, le fléau de cette région de la péninsule, et les agents royaux sont impuissants à le détruire. En somme, l'ouvrage de M. Yver est fort intéressant et ajoute beaucoup à ce que nous savons du commerce méditerranéen au moyen âge; l'auteur a tiré bon parti d'une mine précieuse de documents encore mal explorée; ces registres angevins, à en juger par tout ce qu'il a su en tirer, réservent encore bien des surprises agréables aux historiens futurs.

HISTOIRE LOCALE. — L'étude de M. G. QUIGNON sur *Daours en Amiénois*<sup>1</sup> est un bon travail d'histoire locale. L'auteur s'est exactement renfermé dans les bornes de son sujet et n'a dit que ce qu'il fallait. Daours en somme n'a pas d'histoire; c'est d'abord une seigneurie de moyenne importance, qui appartient à diverses familles nobles, dont les plus connues sont celles de la Trémoille et d'Ailly; le bourg a naturellement beaucoup à souffrir des guerres dont la vallée de la Somme est le théâtre au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècle; il reverra l'invasion étrangère en 1415 et en 1470. La vie du village s'écoule monotone; à l'agriculture se joint l'industrie au xix<sup>e</sup> siècle; situé sur le canal de la Somme, il voit s'élever un certain nombre d'usines, plus ou moins prospères suivant les temps, et rapidement il se pro-

1. Paris, Champion, 1903, in-8°.

duit dans les habitudes sociales une profonde transformation que M. Quignon étudie avec soin. Là comme partout, cette transformation a ses bons et ses mauvais effets; le bien-être se développe, mais les besoins deviennent plus grands, et tandis que la classe agricole garde ses habitudes de patiente économie, la classe ouvrière est rongée par l'alcoolisme, se montre trop souvent imprévoyante et perd tout goût pour l'épargne; aucun progrès n'est complet, et chaque état social présente ainsi des tares et des qualités. A citer comme particulièrement intéressants le chapitre sur l'exploitation des tourbières et l'histoire des procès pour les vaines pâtures avant la Révolution; notons également ce que l'auteur dit des agissements de la féodalité fiscale aux derniers temps de la monarchie, de la condition sociale du clergé et de l'administration paroissiale.

Depuis quelques années, il s'est fondé dans certains arrondissements de Paris des sociétés pour l'histoire des différents quartiers de la grande ville; la tentative n'est pas sans intérêt, et quelques-uns des travaux publiés par ces sociétés méritent d'être signalés. L'une d'elles, et non la moins active, s'occupe d'Auteuil et de Passy, deux villages pour ainsi dire sans passé, dont le territoire a servi à former le XVI<sup>e</sup> arrondissement. M. Auguste DOXIOI vient d'écrire l'histoire de cette circonscription administrative<sup>1</sup>. C'est avant tout de l'histoire anecdotique, la seule possible. Auteuil et Passy, communautés formées aux dépens de la grande forêt de Rouvray, qui s'étendait jadis de Saint-Ouen aux abords du Louvre, ne sont guère connus que depuis le XVII<sup>e</sup> s., depuis le moment où beaucoup de littérateurs et d'artistes vinrent y chercher un air plus pur et un refuge contre les embarras de Paris. La vogue devait se maintenir longtemps, même après l'annexion de 1860. On peut même affirmer que, jusqu'à cette dernière date, l'aspect de ce faubourg parisien ne changea guère. Une fois Auteuil et Passy englobés dans la grande ville, il en est allé tout autrement, et c'est toute une cité nouvelle et très moderne qui a remplacé les jardins et les cultures. Ce travail de transformation, à peu près achevé aujourd'hui, est raconté avec mille détails fort intéressants par M. Doniol; l'auteur parle longuement des travaux de voirie et d'assainissement; tout cela est utile à connaître, les auteurs de ces grandes opérations disparaissant peu à peu, et l'histoire contemporaine étant la plus ignorée de toutes. Illustré abondamment de plans, de vues et de portraits, l'ouvrage

1. *Histoire du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris*. Paris, Hachette, 1902, gr. in-8°, gravures et plans.

est à la fois un livre de science et de lecture. En appendice, M. Doniol a reproduit beaucoup de dissertations et de notes communiquées par divers chercheurs à la Société d'Auteuil et de Passy, dont il est le président. Pour conclure, c'est l'histoire d'une ville neuve de nos jours, mais cette histoire ne parle guère de politique, les révolutions, sauf en 1874, n'ayant jamais eu d'échos dans ce paisible coin de la banlieue parisienne.

Le château de Valmont, jadis propriété de la grande famille normande des Estouteville, appartient aujourd'hui à M. le professeur LANNELONGUE, qui, non content de l'avoir restauré, d'avoir rendu quelques siècles d'existence à ces vieilles pierres, a voulu faire revivre le nom des anciens maîtres. De cette pensée pieuse est sorti le beau volume dont nous donnons le titre plus bas<sup>1</sup>. On y trouvera tout d'abord des *Notes descriptives sur la contrée de Valmont*, essai plein d'humour, dû à la plume du savant professeur; il y parle avec amour du pays, du château, des habitants; de temps à autre l'homme de science perce sous le propriétaire, et ce sont de longs détails sur la faune et la flore du sol normand. A la suite vient une histoire de la maison d'Estouteville par le neveu de M. Lannelongue, M. G. DE LA MORANDIÈRE. Cette famille paraît descendre d'un chef normand, établi au x<sup>e</sup> siècle dans ce coin du pays de Caux, mais le premier seigneur connu, Robert, est cité seulement en 1066. Dès lors, les degrés sont assez bien établis, et la puissante famille est souvent nommée dans les historiens anglais et normands; elle fonde la grande abbaye de Valmont; dépouillée après la bataille de Tinchebray, elle recouvre en 1177 une partie de ses domaines, grâce à la faveur du roi Henri II. Plusieurs Estouteville vont guerroyer en terre sainte. Au xiii<sup>e</sup> siècle, après la conquête française, ils sont au premier rang de la noblesse de la province et se montrent tout aussi fidèles aux nouveaux maîtres du pays que jadis aux Plantagenets. Dans l'intervalle, ils ont essaimé en Angleterre, mais la branche de l'île disparaîtra de la scène politique dans le premier tiers du xiv<sup>e</sup> siècle. Au cours de la guerre de Cent ans, les d'Estouteville restent fidèles aux Valois; parmi eux, on compte deux personnages marquants: Louis d'Estouteville, qui défend vaillamment le Mont-Saint-Michel, seule place restée française dans toute la Normandie, et le cardinal Guillaume, qui attache son nom à la réhabilitation de Jeanne d'Arc. Sous Louis XI, les d'Estouteville sont en grande faveur

1. *Histoire de la maison d'Estouteville en Normandie*. Paris, Delagrave, in-4°, planches.

et figurent dans toutes les grandes affaires sous des noms particuliers : Torcy, etc. Le dernier représentant mâle de la race meurt en 1517, ne laissant qu'une fille, Adrienne, qui épouse en 1535 François de Bourbon-Vendôme, comte de Saint-Pol. La seigneurie, bientôt érigée en duché, passe ensuite de mains en mains et finit par échoir à la famille princière de Monaco. L'ouvrage, luxueusement imprimé, accompagné de belles planches, est dans l'ensemble fort intéressant. On pourrait chicaner l'auteur sur quelques détails, qui témoignent d'une certaine inexpérience des documents du moyen âge; mais ce sont vétilles sur lesquelles il n'y a pas lieu d'insister; le volume, de lecture attrayante, donne une histoire très convenable de cette lignée d'Estouteville, une des plus illustres à coup sûr de toute la Normandie.

Tout près de Châlons-sur-Marne s'élève une église des  $xv^e$  et  $xvi^e$  siècles, justement réputée des archéologues et connue sous le nom de Notre-Dame-de-l'Épine; on raconte que les fondements en furent jetés vers l'an 1400 ou 1419 à la suite de la découverte par des bergers dans un buisson d'une statue de la Vierge, et cette légende a été encore tout récemment insérée, sous une forme passablement incohérente, dans le bréviaire de Châlons. M. l'abbé MISSET vient de faire la critique de cette tradition locale<sup>1</sup>, et il prouve sans réplique : 1° que la légende du bréviaire est fautive et fourmillée d'erreurs historiques grossières; 2° qu'elle ne s'est formée qu'au  $xvii^e$  siècle; 3° que le pèlerinage est bien antérieur au  $xv^e$  siècle et qu'il date au plus tard des débuts du  $xiii^e$ . Une fois ces constatations faites, l'auteur recherche l'origine de ce culte spécial (la Vierge dans un buisson), et montre, par une foule d'arguments ingénieusement déduits, que la légende miraculeuse s'est formée sur un bas-relief représentant Moïse devant le buisson ardent. La paroisse sur laquelle était située l'église Notre-Dame-de-l'Épine appartenait aux Victorins; or, ceux-ci, dans leurs explications mystiques de l'Écriture, conformes d'ailleurs à la tradition des Pères, faisaient de ce buisson le symbole du peuple juif, race épineuse, du sein de laquelle devait sortir la Vierge, rose immaculée. M. Misset cite à ce propos une foule de textes d'Hugues, de Richard et d'Adam de Saint-Victor, rappelle le fameux tableau d'Aix et en conclut que l'église de l'Épine fut construite par les chanoines de Saint-Victor, en l'honneur d'un des symboles de la Vierge mère. Tout ce raisonnement, fort bien conduit, entraîne la

1. *Notre-Dame-de-l'Épine, près Châlons-sur-Marne. La légende et l'histoire, le monument et le pèlerinage.* Paris, Champion, 1902, in-8°.

conviction; la vérité est même ici plus attrayante que la légende; celle-ci est baveuse et a été mille fois répétée; l'explication de l'auteur est au contraire plus conforme aux traditions mystiques et parle davantage à l'imagination.

M. J. DE JAURGAIN vient de faire paraître la seconde partie de son étude historique et critique : *la Vasconie*<sup>1</sup>; le volume est tout entier occupé par de longues généalogies des familles princières, ducaltes et comtales de la Gascogne et des pays voisins, du ix<sup>e</sup> au xv<sup>e</sup> siècle. La *Revue historique* a précédemment parlé du premier tome et a rendu justice à l'effort méritoire de l'auteur pour démêler la vérité au milieu des notes contradictoires et de valeur douteuse, seules bases de l'histoire ancienne de cette partie de la France; on avait seulement regretté, qu'au lieu de s'attarder à combattre les érudits plus anciens, l'auteur n'eût point repris le travail par la base, réuni et daté exactement les actes authentiques (ils sont au demeurant peu nombreux, beaucoup des documents qu'on allègue étant faux ou suspects); une fois exécuté ce travail préliminaire, il eût dressé lui-même ses listes, en se résignant à beaucoup ignorer. Le tome II, nouvellement paru, suffirait à justifier ces observations. Bladé, dont M. de Jaurgain critique sans aucune miséricorde les procédés critiques, était sans doute trop sévère pour certains documents; son exposition manquait de clarté, mais en somme il avait vu juste, il avait reconnu combien toutes ces vieilles généalogies étaient sujettes à caution et que beaucoup de princes mentionnés d'après elles étaient sans doute imaginaires. Moins défiant, M. de Jaurgain accepte toutes ces légendes les yeux fermés, et, dès les premières pages de son livre, nous notons un certain nombre de faits, de dates et de noms controuvés. Loup I<sup>er</sup> est cité par trois ou quatre textes, mais aucun ne parle de ses origines et de son mariage; on sait seulement qu'il administrait pour le compte des rois francs tout le sud-est de la Gaule, y compris Toulouse, qu'il vivait en 672 et 673 et qu'il dut périr à Limoges. Rien ne prouve que le duc Eudes ou Yon (et non Odon), qui paraît après lui, fût son fils, et les dates de sa vie, données par l'auteur, sont presque toutes hypothétiques. Quant à la descendance d'Eudes, seule la charte d'Alaon nous renseigne à ce sujet, et il est regrettable de voir employer dans un ouvrage sérieux un document aussi justement discrédité. En général, M. de Jaurgain ne s'est pas assez défié de tous ces textes généalogiques, qui ont pullulé sur le terrain gascon comme une mauvaise

1. Pau, impr. Garet, 1902, in-8°.



herbe. La précision des renseignements, la suite exacte des degrés auraient dû éveiller ses soupçons. Quand on sait de quelle obscurité est entourée soit l'origine soit la filiation des plus grandes familles féodales, on est quelque peu étonné de voir ces actes gascons marquer exactement les dates de mariage et de mort, que dis-je ? de naissance de tous ces petits princes pyrénéens. On ignore encore la suite certaine des comtes de Toulouse, marquis de Gothie, et pourtant les chartes abondent dans la région languedocienne pour les <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècles, mais, grâce à ces bons généalogistes, on sait que telle dame de petite noblesse est morte en mal d'enfant à l'âge de *quarante-neuf ans*, que tel baron obscur périt dans un combat, livré tel jour, à tel endroit. Tout cela rappelle un peu le *Petit roi de Galice* d'Hugo, mais la poésie n'est pas l'histoire. Dans d'autres cas, on peut reprocher à l'auteur de solliciter un peu les textes; en 932, dit Flodoard, un certain *Lupus Asinarius Vasco* vint rendre hommage au roi Raoul; de quel droit M. de Jurgain fait-il de ce personnage obscur un comte de Comminges (p. 287)? Même page, il cite un Garcia, vicomte en 833; mais à cette date les vicomtes sont des officiers administratifs, le terme est encore fort rarement employé, et c'est commettre une erreur singulière que croire qu'au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle les fils de comtes s'appelaient vicomtes du vivant de leurs pères. Si la charte alléguée énonce pareil fait, elle est certainement fautive. Ailleurs (p. 292), il fait épouser par un comte de Carcassonne, Roger, la femme de son oncle; le fait serait étrange, même aujourd'hui; en tout cas, au moyen âge, pareille union était défendue par l'Eglise. Un peu plus loin, M. de Jurgain s'évertue à rattacher les comtes de Bigorre aux prétendus descendants du duc Eudes du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle et crée un certain Centule-Loup, que ne mentionnent ni chartes ni chroniques; ce personnage irréel serait mort en 842. Tout ce qui suit est inacceptable, et la pièce citée p. 358-359 ne saurait être du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, les formules s'y opposent, la date au surplus en a été corrigée. Je sais bien qu'on nous renvoie au fameux *Codex de Meya*, mais ce document, tout comme certaines chartes de Saint-Orens de Lavedan, aurait besoin d'être examiné de près. Pour nous résumer, il est regrettable de voir tant de travail inutile, faute d'une bonne méthode. Que M. de Jurgain reprenne son œuvre par la base; qu'il dresse, nous insistons, une liste critique des quelques textes authentiques qu'on possède pour l'histoire de la Gascogne, de 778 à l'an 1000 par exemple; il citera moins de noms étrangers, rapportera moins de détails réputés pittoresques, mais il fera œuvre vraiment utile.



Le *Gallia christiana* est certainement un des meilleurs travaux de l'érudition bénédictine, mais, sans manquer au respect dû aux savants auteurs, on doit reconnaître que certains volumes paraissent aujourd'hui insuffisants; le premier volume surtout (provinces d'Arles, d'Aix et d'Auch) est particulièrement incomplet. L'abbé Albanès a comblé en partie cette lacune dans son *Gallia christiana novissima* et donné des églises de Provence une histoire infiniment plus exacte. Jusqu'ici, la Gascogne est moins bien partagée. Il est d'autant plus nécessaire de signaler la nouvelle *Histoire des évêques de Dax* de M. l'abbé DEGERT<sup>1</sup>. Le sujet à traiter était difficile; les textes publiés sont peu nombreux, quelques-uns, employés par les anciens érudits, suspects ou faux; enfin certaines périodes de cette histoire ont été comme à plaisir obscurcies de nos jours par des travaux peu critiques. M. Degert nous paraît s'être heureusement acquitté de sa tâche; il a su à la fois écarter les anciennes légendes inventées touchant les premiers évêques de Dax, rejeter les pièces fausses et se résigner à ignorer, là où manquaient les textes. Dès le début, il remarque combien vagues sont les renseignements donnés sur le premier évêque présumé d'*Aquae Tarbellicae*, saint Vincent; on n'a sur lui qu'une courte mention ajoutée à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle à une copie du martyrologe dit de saint Jérôme, et tout ce que racontent les bréviaires du moyen âge, et à plus forte raison les auteurs plus modernes, est très banal et purement imaginaire. En somme, jusqu'à la fin du IX<sup>e</sup> siècle, on n'a que des noms, sans plus, et avec de grandes lacunes. La suite est mieux connue; si on ignore encore beaucoup de détails de la vie des prélats des X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, on peut, dans une certaine mesure, étudier leur rôle en Novempopulanie. Plus tard, naturellement, l'histoire devient plus touffue et plus abondante, et M. Degert donne des prélats des derniers siècles de la monarchie des biographies attachantes, bien informées et impartiales. Sans doute, il se montre assez sévère pour certains prélats jansénistes du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, le jansénisme passant aujourd'hui pour une hérésie, mais il reconnaît aussi loyalement les hautes qualités de ces princes de l'Église, suspects de tendresse pour Port-Royal. Dans l'ensemble, travail bien conduit, qui témoigne en faveur de la renaissance des études historiques dans le sud-ouest de la France.

Auguste MOLINIER.

1. Paris, Belhomme et Briguet, 1903, in-8°.

## RÉVOLUTION ET EMPIRE.

Dans son livre *Talleyrand, évêque d'Autun*<sup>1</sup>, M. Bernard de Lacombe nous donne pour ainsi dire la préface de l'existence du futur prince de Bénévent, existence qui devait se dérouler dans une direction si différente de celle que lui avaient imposée la piété de ses parents et une infirmité de naissance. C'était « une profession pour laquelle il n'était point né, » ainsi qu'il l'écrivait très véridiquement au pape quelque temps avant sa mort, et pourtant, sans l'explosion révolutionnaire, il y aurait persévéré sans doute et serait devenu, grâce à ses aïeux et à ses mérites, cardinal de la sainte Église romaine, tout comme Dubois et Tencin, Bernis et Rohan. L'auteur semble croire moins connue qu'elle ne l'est en réalité la jeunesse de Talleyrand, ses études au collège d'Harcourt et à Saint-Sulpice, où déjà les femmes et le jeu l'occupaient bien plus que la théologie. Ses amis et ses ennemis, — sans parler de lui-même, — nous ont entretenu de la double existence de l'abbé de Périgord comme travailleur dans le monde ecclésiastique et comme jouisseur dans le monde des salons, où sa hautaine et nonchalante élégance rivalisait de succès avec les Choiseul et les Narbonne. Ce qui est vraiment neuf dans notre volume, ce sont les détails fournis sur l'activité déployée dans son diocèse par l'adroit agent général du clergé de France quand on eut enfin décidé Louis XVI, non sans beaucoup de peine, à le nommer évêque d'Autun. Sacré comme successeur de saint Léger, en janvier 1789, alors que déjà la Révolution s'annonçait, le nouvel évêque parvint à séduire son clergé par sa connaissance parfaite des affaires et son amabilité personnelle, se fit députer par lui aux États généraux et inspira dans une large mesure le cahier de son ordre. Mais le prêtre s'effaça dès le premier jour devant le politicien; une fois député, Talleyrand se garda bien de revenir à l'ombre de sa cathédrale<sup>2</sup>, et quelques rares mandements, plus ou moins onctueux, — encore sont-ils de lui? — rappellent seuls encore son ministère pastoral durant les mois prochains. Son rôle à l'Assemblée nationale est si connu que M. de Lacombe n'a

1. Bernard de Lacombe, *Talleyrand, évêque d'Autun, d'après des documents inédits*. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1903, VIII-302 p. in-18, portrait.

2. Un accident de voiture, dans un voyage à la rencontre du premier consul, le ramène une fois encore à Autun, en 1802; pendant qu'on raccommodeait son carrosse, l'ex-évêque fut, dit-on, l'objet d'une manifestation silencieuse de la part de ses anciennes ouailles, restées plus dévotes que lui.

guère pu que répéter ce que ses devanciers ont raconté à ce sujet. Mais nous lui devons par contre des renseignements nouveaux sur les troubles que porta dans le diocèse l'introduction de la constitution civile du clergé; l'influence de l'évêque devait encore être assez grande à ce moment puisque la majorité des desservants et des curés (344 contre 237) prêta le serment demandé. M. de Lacombe quitte son héros au moment où l'intrus schismatique de Saône-et-Loire dépose, en janvier 1791, la mitre épiscopale qu'il avait portée pendant deux ans; bien qu'il n'ait point été tendre pour le personnage si peu correct dont il avait à retracer tant de graves défaillances, on voit que l'auteur partage les espérances de l'éloquent et habile confesseur qui sut ramener au bercail, on le sait, à la toute dernière heure, l'ex-évêque d'Autun<sup>1</sup>, car, s'il n'a point « imité les vertus chrétiennes qu'il a connues, du moins il ne les a point blasphémées. »

Quelle différence de tempérament, quel contraste moral entre ce diplomate sceptique qui ne voulait surtout point de zèle, et l'enthousiasme brûlant, la foi révolutionnaire de M<sup>me</sup> Roland! Nous avons parlé, dans l'un de nos derniers bulletins, du premier volume des *Lettres* de cette femme célèbre, si supérieurement éditées par M. Claude PERROUD, recteur de l'Académie de Toulouse<sup>2</sup>. Le second, infiniment plus intéressant pour l'histoire générale, embrasse les années 1788 à 1793 et les notes explicatives y sont prodiguées avec une compétence remarquable et un soin minutieux. Elles permettent de tirer maintenant tout le profit possible de cette correspondance, qui ne reste pas sans lacunes, mais permet, dans sa forme actuelle, pour la première fois, de mieux comprendre ou de rectifier les *Mémoires*. Au début, dans la solitude champêtre du Clos, M<sup>me</sup> Roland s'occupe toujours de ses études favorites d'histoire naturelle; elle envoie des cloportes dans une petite boîte à l'ami Bosc, à Paris; elle l'interroge sur ses turneps, et même, en 1789, elle trouve le temps de piocher le *Systema naturae* de Linné ou les *Spicilegia* de Pallas. Mais, dès juin 1788, elle traite Necker de « charlatan » et, le 27 juillet 1789, elle nous étonne par cette véhémence apostrophe : « Non, vous n'êtes pas libre; personne ne l'est encore, et si l'Assemblée nationale ne fait pas en règle le procès de deux têtes illustres ou que de généreux Décimus ne les abattent pas, vous êtes tous f...tus ! »

1. C'est d'après les dossiers copieux, formés jadis par l'évêque Dupanloup sur l'illustre pécheur qu'il avait, sinon converti, du moins administré, dossiers légués à M. de Lacombe père, que l'auteur a composé en partie son récit.

2. *Lettres de M<sup>me</sup> Roland*, publiées par Claude Perroud, recteur de l'Académie de Toulouse. T. II : 1788-1793. Paris, E. Leroux, 1902, 827 p. gr. in-8°.

Ce pessimisme politique, si remarquable à un moment où l'enthousiasme de la victoire règne partout, se montre encore dans ses lettres du 6 et 7 octobre, véritable programme d'insurrection envoyé de Lyon aux patriotes de la capitale, afin qu'elle s'unisse à la province au cri de : « Vive le peuple et meurent les tyrans ! » En mai 1790, elle voit « avec plaisir » les numéros de l'*Ami du peuple* de Marat ; quand elle accompagne Roland envoyé à Paris pour les affaires de la municipalité lyonnaise, elle parle de l'Assemblée constituante comme d'un « antre abominable, » d'un enfer où la raison, la vérité, la justice sont conspuées, étouffées et honnies. Elle reste toujours ainsi singulièrement en avance, dans son exaltation, de la moyenne de l'opinion publique dans le pays<sup>1</sup> ; elle le reste jusqu'aux massacres de septembre. Le 3, elle se réveille brusquement « sous le couteau de Robespierre et de Marat, » et, quelques jours plus tard, elle pousse ce cri désespéré : « Vous connaissez mon enthousiasme pour la Révolution..., eh bien, j'en ai honte... ; elle est devenue hideuse. » A partir de ce moment, elle reste en dehors du mouvement qui s'accroît de jour en jour, et, si elle lutte encore, elle ne se cache pas qu'elle marche à la défaite. « Assurément, » dira-t-elle, dès décembre 1792, « la fin de la Révolution n'est pas bien claire... ; mais j'ai la persuasion que mon mari y trouvera sa gloire et le pressentiment qu'elle sera payée de notre vie. » Elle ne se trompait pas ; six mois plus tard, Roland était hors la loi, elle-même en prison et, le 8 novembre, sa tête tombait sur l'échafaud. Trois jours après, son vieil époux, désolé d'avoir perdu la compagne et l'inspiratrice de son existence, plus désolé encore d'avoir perdu son amour, las de vivre, se perçait de son épée dans l'avenue du château de Coquetot. Il ressort, en effet, sans conteste possible, des lettres des derniers mois et des notes de M. Perroud que M<sup>me</sup> Roland, après s'être si vaillamment et doucement défendue contre l'amour de Bancal des Issarts, s'était laissée aller à une passion, pure encore, mais ardente, pour Buzot, qu'elle n'avait pas su ou voulu la cacher à son mari et qu'elle avait salué, pour ce motif, avec une espèce de joie, la prison, qui permettait les épanchements et les aveux, la mort, qui conciliait dans une harmonie suprême l'amour et la vertu. On n'étudie pas, sans une sympathie douloureuse, ces bouillonnements d'âme d'un intérêt psychologique si profond. Cette femme si peu féminine par moments, cette mère si singulière et si

1. Après Varennes, elle s'attend, dans « une horreur silencieuse, » à voir les patriotes massacrés par les « satellites d'un homme abominable, » c'est-à-dire La Fayette !

froidement perspicace sur la nullité de son enfant, cette épouse si aveugle sur les défauts et les lacunes dans l'esprit de son mari, cette politicienne si partiiale pour ses amis, si injuste pour ses adversaires de droite et de gauche, mais au cœur si généreux, si passionnément épris de liberté, mérite une biographie scientifique et sympathique à la fois que nous attendons toujours; grâce au beau recueil de M. Perroud, les matériaux en sont réunis maintenant à souhait.

Le nom de La Fayette se place assez naturellement dans le voisinage de celui de M<sup>me</sup> Roland et de l'évêque d'Autun, encore que sa *Correspondance inédite*, publiée par M. Jules THOMAS<sup>1</sup>, ne renferme que des lettres écrites de prison et d'exil, de 1793 à 1804, et se rapportant donc à l'époque du Directoire et du Consulat plutôt qu'à l'ère révolutionnaire. Mais à côté de cette correspondance<sup>2</sup>, d'un intérêt en somme assez médiocre (elle ne comprend que cinquante-sept pièces, dont plusieurs sont de simples billets), notre volume renferme une « étude psychologique, » très approfondie, sur celui que nos pères appelaient, en 1830, « le héros des Deux-Mondes » et basée, non pas sur ces pièces seulement, mais sur tout l'ensemble des mémoires et des lettres du général, publiés par sa famille de 1837 à 1838. En lisant cette étude de M. Thomas, il ne semblerait pas qu'il soit resté grand'chose de l'enthousiasme général qu'excitait autrefois le jeune marquis sentimental ou le vieux révolutionnaire. L'auteur nous montre en lui un être impulsif, qui n'a jamais sérieusement étudié les hommes ni les événements, qui n'est jamais sorti de l'atmosphère de certains préjugés et qui, depuis sa dix-huitième jusqu'à sa soixante-quinzième année, se montra essentiellement inapte à jouer un rôle politique sérieux. Ni de 1789 à 1792, ni en 1830 il ne fut à aucun moment un véritable « gouvernant. » Sans doute, il provoqua par ses « coups de tête d'impulsion psychique » des « mouvements sociaux incroyables d'élan et de réaction; » mais il se montra toujours impuissant à diriger sa personnalité même. L'abandon de l'armée du Nord, le 49 août 1792, fut le plus décisif de ces « mouvements de folie<sup>3</sup>, » et tout le reste de sa

1. *Correspondance inédite de La Fayette, 1793-1801*. Lettres de prison, lettres d'exil, précédées d'une étude psychologique par Jules Thomas, professeur agrégé de philosophie. Paris, Delagrave (1903), 389 p. in-8°, portrait.

2. Le dossier en a été constitué jadis par Louis Romeuf, aide de camp du général, mort à la Moskowa en 1812. Il en ressort, avec évidence, que les éditeurs des manuscrits de L. F. ont fait subir aux textes de 1837-1838 des transpositions, additions, suppressions qui en rendent l'authenticité parfois douteuse.

3. On peut répondre à M. Thomas que, si La Fayette n'avait point pris la

carrière s'en est ressenti. M. Jules Thomas nous semble un peu bien sévère pour ce *bourgeois*, ce *juste milieu* auquel il reproche d'avoir eu une « antipathie profonde » pour la démocratie. On peut, — je suis d'accord là-dessus avec le professeur de philosophie, — se refuser à sacrer La Fayette grand homme, mais il faudrait lui tenir compte au moins de ses intentions. Quand il était porté et soulevé par les premiers flots du torrent révolutionnaire avant d'être balayé par lui, il croyait, lui aussi, obéir à coup sûr « aux termes qui, selon l'expression un peu obscure de M. Thomas, ouvrent et garantissent l'avenir » et qui sont : « Action et justice. » Il s'estimait, — trop naïvement peut-être, — homme d'action et voulait sincèrement le triomphe de la morale<sup>1</sup> et de la justice dans le monde<sup>2</sup>.

Si les études d'*histoire générale* sur la Révolution nous font un peu défaut cette fois, nous avons, par contre, la satisfaction de mentionner plusieurs travaux d'*histoire provinciale et locale* très dignes d'éloges.

Signalons, en premier lieu, la thèse de doctorat de M. Marcel BAUNEAU, inspecteur d'Académie, sur les *Débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre, 1789-1791*<sup>3</sup>. C'est une excellente monographie sur l'éveil à la vie politique de ces régions du centre, où l'agitation fut toujours moins violente que dans l'ouest ou le midi; basée sur une étude approfondie des actes publics, des procès-verbaux officiels, des correspondances privées, elle est évidemment l'œuvre d'un esprit prudent, désireux d'aller au fond des choses, étranger aux passions du passé et même à celles du jour. Aussi le livre de M. Bruneau nous offre-t-il un tableau fidèle des aspirations, des émotions et des épreuves des populations berri-chonnes avant et pendant l'activité législative de la Constituante. On peut regretter seulement que l'auteur n'ait pas fait entrer davan-

luite par ce coup de tête qu'on lui reproche, il aurait été infailliblement privé de la sienne, tôt ou tard, ainsi qu'il advint à tous les autres *ci-devants* un peu marquants déjà, même à ceux qui se républicanisèrent le plus : Luckner, Biron, Beauharnais, Custine, etc.

1. Je ferais une exception pourtant pour l'attitude piteuse de La Fayette avant Brumaire, quand il se propose de « pêcher dans le margouillis national » et s'écrie : « S'il se fait quelque chose d'heureux en France, nous en serons ! » (p. 177).

2. Il y a plusieurs fautes d'impression dans les noms propres et les noms de lieux; quelques autres fautes aussi : Magdebourg n'est pas « la capitale de la Saxe » et surtout Neisse n'est pas « à l'extrême frontière de la Sibérie. »

3. Marcel Bruneau, *les Débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre (1789-1791)*. Paris, Hachette, 1902, 470 p. gr. in-8°.



tage dans le présent récit le contenu d'un autre travail manuscrit qu'il annonce (*la Préface de la Révolution dans le Cher et l'Indre. La convocation des États généraux, 1788-1789*) et qui en était l'introduction nécessaire; on voudrait aussi que ce récit fût, par endroits, un peu plus vivant et que certains chapitres fussent un peu moins courts<sup>1</sup>. Mais on trouvera dans les vingt-cinq subdivisions de ce volume à peu près tout ce qu'on peut désirer savoir sur l'organisme ancien de la région, sur l'organisation des administrations nouvelles, départements et municipalités, sur les gardes nationales, sur l'agitation politique dans les villes et les campagnes, depuis la *grande peur des brigands* jusqu'aux séditions militaires, sur le fonctionnement de la justice, la levée des impôts, la vente des biens nationaux, la situation de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, sur le conflit des classes sociales, la question religieuse, etc. Il est surtout curieux de constater la différence de tempérament politique existant, dès cette époque, entre les deux parties de l'ancien Berry; dès après la fuite de Varennes, le Cher passe à la nuance avancée, l'Indre reste modérément constitutionnelle. Le caractère pacifique de la région se traduit par une égale répugnance pour le service militaire; dans tout le Cher, on ne trouve pas, en 1791, les trois cent cinquante soldats de réserve réclamés par la loi; dans l'Indre, ce fut encore pire; le nombre de ceux qui se présentèrent fut « simplement dérisoire. » Mais, aussi, les soulèvements populaires d'autres provinces ne se produisirent pas contre la noblesse territoriale, et M. Bruneau croit pouvoir affirmer que, pour l'époque étudiée par lui, nulle part on ne toucha aux archives du seigneur, qu'aucun terrier ne fut détruit, qu'aucun incendie ne fut allumé, aucun château pillé dans les campagnes. Le contingent de l'émigration fut en conséquence médiocre<sup>2</sup> et la répulsion manifestée contre la constitution civile du clergé moindre qu'ailleurs<sup>3</sup>. L'Indre reste,

1. Ainsi, le vi<sup>e</sup> (*Unité morale*) n'a qu'une page et demie; le xix<sup>e</sup> (*Instruction publique*) m'a paru particulièrement maigre, n'ayant que trois pages; même chiffre pour le chapitre xx (*Assistance publique*) et pourtant, dans l'un et l'autre, il y aurait beaucoup à dire. Je comprends mieux qu'il n'y ait qu'un peu plus d'une page pour les travaux publics, si on n'en a plus entrepris depuis 1789.

2. Fin novembre 1791, le Cher comptait cinquante-cinq émigrés, l'Indre quatre-vingts; encore beaucoup n'étaient-ils que *propriétaires*, ne résidant jamais dans le pays.

3. Dans l'Indre, en 1791, plus un seul couvent d'hommes ne subsiste; dans le Cher, il en reste deux provisoirement. Dans l'Indre, 291 prêtres prêtent le serment constitutionnel; 48 seulement le refusent. Dans le Cher, les réfractaires sont plus nombreux, surtout dans le district de Bourges; mais, dans les trois autres districts, il y a 112 *oui* contre 37 *non*.



jusqu'à la fin du récit, du côté des Feuillants, tandis que le Cher, grâce à certains chefs, parmi lesquels il faut nommer tout d'abord le nouvel évêque constitutionnel Torné, est entraîné vers les Jacobins, et la lutte entre les réfractaires et les assermentés y est menée, de part et d'autre, avec une égale âpreté, par des moyens plus ou moins honnêtes, toujours les mêmes, que le fanatisme clérical et le fanatisme antireligieux emploient, jusqu'à ce jour, pour faire triompher leurs doctrines. Espérons que M. Bruneau continuera, dans un avenir prochain, des études aussi heureusement commencées.

Nous sommes persuadé qu'on lira avec un intérêt tout aussi vif le troisième tome des *Études sur la Révolution en Périgord*, que vient de publier M. Georges BussiÈRE<sup>1</sup>. Le premier volume s'appelait : *la Bourgeoisie périgourdine au XVIII<sup>e</sup> siècle*; le second : *le Mouvement électoral de 1789*; le présent travail, enfin, porte comme sous-titre : *la Révolution bourgeoise; l'organisation spontanée. La Révolution rurale; la fin de la féodalité*. C'est une étude d'économie sociale tout autant que purement historique; l'auteur a voulu nous y faire saisir la physionomie des populations urbaines et rurales du Périgord, relater la répercussion, sur un point donné du territoire, des mesures législatives qui « tendirent à régler les périlleux rapports de la nouvelle couche sociale avec la féodalité récalcitrante. » Il a étudié, dans ce but, une longue série de dossiers spéciaux dans un fonds d'archives copieusement pourvu; il les a mis en œuvre sans parti pris, sans autre désir que celui de rencontrer au bout de ses recherches la vérité historique. En présence du conflit des passions et des prétentions contraires, il s'est efforcé d'instruire la cause en magistrat impartial, et l'on peut dire qu'il a fort heureusement rempli cette tâche. On ne rencontrera pas beaucoup d'histoires locales et de monographies de ce genre où se trahisse si peu l'écho, dans un sens ou dans l'autre, des grandes querelles de principes et des amertumes que la Révolution suscite encore parmi nous; on n'en rencontrera aucun où des matériaux aussi abondants aient fourni une trame plus solide à des tableaux si variés et si vivants, soit que l'auteur nous présente la députation périgourdine à Versailles : le comte de la Roque de Mons, le marquis de Foucauld de Lardimalie, l'archiprêtre Delfau et tous les obscurs robins du tiers ordre, qui ne réussirent pas à surgir de leur anonymité historique; soit qu'il nous fasse connaître les *hommes nouveaux* qui dirigent la politique locale après 1789 : Jacques Malleville, Élie Lacoste,

1. *Études historiques sur la Révolution en Périgord*, par Georges BussiÈre. 3<sup>e</sup> partie. Paris, E. Lechevalier, 1903, xi-488 p. in-8°.

Lamarque; les futurs conventionnels : Pipaud de Grange, décapité, comme ami des Girondins, pendant la Terreur; les frères Beaupuy, Nicolas, des Cinq-Cents et du premier Sénat; Michel, l'ami de Wordsworth, le divisionnaire de Moreau, tué dans la fameuse retraite de 1796, et bien d'autres. Nous étudions, avec l'auteur, l'organisation de la milice bourgeoise après la « grande peur » de juillet 1789, les rivalités naissantes entre les bourgeois et le « peuple, » poussé par les démagogues, secrètement au service de la noblesse, contre le tiers rentier. Mais c'est surtout la guerre des chaumières contre les châteaux, guerre racontée, avec tant de verve, d'après les dossiers judiciaires du temps, qui donne au livre de M. Bussière un intérêt particulier. Ces plantations de *maïs*, cette chasse aux girouettes et aux bancs d'église qui se poursuivent durant le printemps et l'été de 1790, jacqueries, relativement pacifiques<sup>1</sup>, dirigées par un Michel Rey, un Laval, dit Repayré, un Louis Chantal et bien d'autres qui durent en répondre devant les cours prévôtales, forment un tableau d'une attraction singulière. On remarquera aussi l'attitude singulière, parfois sournoisement bienveillante, parfois jalouse, du bas clergé vis-à-vis des révoltés et les sourdes rivalités de ville à ville qui se manifestent jusque dans les scènes sentimentales de la fédération de toutes les communes du département. M. Bussière déclare, dans sa préface, qu'il arrête ici ses recherches; il serait vraiment regrettable qu'un écrivain aussi bien doué pour saisir le mouvement révolutionnaire et pour le dépeindre ne continuât pas sa tâche; il nous doit positivement la suite de ses *Études sur la Révolution en Périgord*.

Ce ne sont plus des descriptions, ce sont surtout des chiffres et des noms propres que nous trouvons dans le gros volume, malheureusement posthume, de M. François Rouvière, sur l'*Aliénation des biens nationaux dans le Gard*<sup>2</sup>. Bien qu'il paraisse imprimé depuis deux ans, il ne nous est que tout récemment parvenu; c'est le dernier travail d'un savant qui a beaucoup écrit sur l'histoire de sa région natale et qui a publié, en particulier, une *Histoire de la Révolution française dans le Gard*, en quatre volumes (Nîmes, 1887-1889). La présente étude est une contribution des plus utiles à l'histoire économique de cette même période, et elle prendra une

1. Nous croyons cependant que M. Bussière a un peu trop idylliquement décrit ces envahissements de châteaux et ces festolements champêtres; ceux qui en étaient atteints avaient le droit de se sentir humiliés et violentés, et l'on sent fort bien la griffe du paysan, même quand il fait patte de velours.

2. François Rouvière, *l'Aliénation des biens nationaux dans le Gard*. Nîmes, Gervais-Bedot, 1900, 818 p. gr. in-8°.

bonne place dans la série, trop peu nombreuse encore, des dossiers qui nous permettront, quand leur nombre aura décuplé, de nous faire un jour une idée plus exacte du mouvement de la propriété immobilière en France tel qu'il fut provoqué par l'action législative durant l'époque révolutionnaire. On trouve dans ce volume un double catalogue. Le premier est celui des biens nationaux de *première origine*, c'est-à-dire ceux du clergé, des religieux fugitifs, des domaines de la couronne, des congrégations et associations supprimées. Il comprend un total de 2,725 acquéreurs; le nombre des propriétés *bâties* acquises est de 680, et les procès-verbaux font foi que des nobles et des prêtres ont enchéri des biens ecclésiastiques aussi bien que les bourgeois et les paysans. Le second catalogue est celui des biens de *seconde origine*, c'est-à-dire ceux des émigrés<sup>1</sup>, des condamnés à mort et à la confiscation du tribunal révolutionnaire, des conscrits réfractaires, etc. Il comprend les terres de 441 particuliers, qui ont été partagées entre 4,594 acquéreurs. Le livre de M. Rouvière classe, dans une série de tables alphabétiques, tous les noms propres d'hommes, les noms des localités, ceux des ordres religieux, des émigrés, de sorte qu'on trouvera facilement les renseignements qu'on peut chercher dans des documents de ce genre. On n'arrive malheureusement pas à se faire une idée suffisamment claire de la valeur vénale des biens par les prix de vente indiqués; il y a eu, de 1794 à 1798, de telles variations dans la valeur des assignats que les chiffres consignés dans les registres ne représentent rien de précis avant d'avoir été réduits d'après le tableau officiel des variations, long et fastidieux travail auquel l'auteur ne s'est point assujéti<sup>2</sup>.

Plusieurs autres volumes parus dans ces derniers mois se rapportent à la question ecclésiastique, sujet si important par lui-même et auquel les discussions politiques et religieuses actuelles donnent un regain d'actualité. M. l'abbé DURAND, directeur du petit-séminaire de Beaucaire, a consacré plus de 700 pages à la biogra-

1. Je me plais à signaler une belle lettre du maréchal de camp Guichard de la Linière, écrite à son fils émigré, le 26 juillet 1792 : « Je ne me consolerais jamais si un de mes fils renonçait à son pays... Ceux que la fougue du moment rend coupables du crime d'émigration ne voient pas sans doute qu'ils manquent d'abord au plus sacré des devoirs, celui d'être fidèles à leur patrie. » On voit qu'il y avait des nobles qui, dès alors, savaient penser et agir en citoyens.

2. On aurait aussi voulu que l'auteur expliquât, dans l'introduction, une foule d'expressions, indiquant des mesures et des poids, qui sont inconnues ailleurs que dans le midi (par exemple : *bédiques*, *salmées*, *civadières*, *poignadières*, *sétérées*, etc.).

phie d'*Un prélat constitutionnel : Jean-François Périér*<sup>1</sup> ; c'est un bien gros volume pour un personnage auquel on ne s'intéresse guère et dont il ne dit pas lui-même beaucoup de bien, encore qu'il s'efforce d'être impartial à son égard. Entré à l'Oratoire en 1760, le P. Périér était supérieur de l'École militaire d'Effiat au début de la Révolution et avait le malheur d'être « l'un des sectateurs de Jansénius, ces semi-protestants adversaires haineux du Saint-Siège. » Aussi ne saurait-on s'étonner qu'il ait accepté son élection comme évêque du Puy-de-Dôme, où il lutta péniblement contre son clergé réfractaire, et qu'il quitta pour se réfugier à Grenoble, sa ville natale, pendant la Terreur. Un des plus actifs collaborateurs de Grégoire pour la restauration de l'Église constitutionnelle, Périér fut un des douze évêques intrus imposés par Bonaparte au choix de Pie VII, et cela empêche l'auteur, imbu des plus pures doctrines ultramontaines<sup>2</sup>, de le condamner avec trop de véhémence, encore qu'il ne dissimule guère ses sentiments intimes à cet égard<sup>3</sup>. Le nouvel élu d'Avignon fut un des plus dévotieux flagorneurs du nouveau César et de son pouvoir absolu<sup>4</sup> ; malheureusement, il ne put pas changer assez à temps l'adresse de ses lettres pastorales au moment de la chute de l'Empire, et le gouvernement des Bourbons le mit d'abord en quarantaine au milieu de son propre clergé, puis amena sa démission « volontaire » en 1817 en lui donnant, en échange de sa mitre, une stalle de chanoine au chapitre de Saint-Denis. Périér fut un type accompli de cette versatilité de convictions trop commune dans les époques troublées, qui procure bien certains avantages momentanés aux habiles, mais laisse généralement leur mémoire en butte aux haines des violents et à la pitié méprisante de tous les partis.

C'est encore de l'Église de France pendant la Révolution que nous entretient M. l'abbé SICARD dans le plus récent volume de ses

1. *Un prélat constitutionnel : Jean-François Périér (1740-1824)*, par l'abbé Albert Durand. Paris, Blond et C<sup>ie</sup>, 1902, XIX-677 p. gr. in-8<sup>e</sup>, portrait.

2. Ainsi, l'auteur, qui marque ses convictions politiques en parlant de « l'assassinat juridique » de Louis XVI, déclare que c'est « une stupéfiante doctrine » d'établir qu'un « mariage fait seulement à l'église est aujourd'hui nul » et que les principes du gallicanisme sont « de véritables miasmes de l'ordre intellectuel. »

3. Il faut l'entendre reprocher à Napoléon « son orgueilleuse présomption » de secouer « le joug de la loi divine et de se soustraire à la juridiction spirituelle du vicaire du Christ, » qui a le droit imprescriptible de le frapper de ses foudres.

4. Il alla jusqu'à dénoncer au ministre les « principes démocratiques » des protestants du Gard comme « dangereux dans une monarchie. »

études sur l'*Ancien clergé de France*<sup>1</sup>; celui-ci porte le sous-titre : *les Evêques pendant la Révolution. De l'exil au Concordat*<sup>2</sup> et n'est qu'une suite au tome précédent. C'est un ouvrage écrit avec talent, mais non sans quelque parti pris. Nous y suivons d'abord les prélats émigrés « sur les chemins de l'exil » et l'on nous y dépeint leur situation, tantôt assez favorable, tantôt plus que modeste, sur le continent européen ou dans les îles Britanniques; la plupart des traits de ce tableau nous étaient déjà connus, soit de vieille date, soit par des travaux récents inspirés par un esprit analogue<sup>3</sup>. On lira avec plus de curiosité l'exposé de la « politique épiscopale de l'émigration » telle qu'elle se personnifie dans les « prélats » politiques : M. de la Fare; M. de Conzié; le cardinal Maury; le cardinal de Rohan, qui s'autorise de son titre de prince du Saint-Empire pour armer contre la France; M. de Hercé, l'évêque de Dol, qui se jette en personne dans la guerre civile et y périt glorieusement en héros (p. 217). M. Sicard assure que ces fanatiques adversaires de la France nouvelle n'étaient qu'une minorité relativement très faible et que l'épiscopat se serait rallié volontiers à la République si celle-ci n'avait été persécutrice<sup>4</sup>. Mais encore en 1801, l'un de ses membres, et non le moindre, un cardinal, écrivait : « La très grande majorité des évêques français, fidèle au serment de sa naissance, ne se détachera jamais de son roi, » et, à la même date, l'évêque de Béziers proclamait que, « sans royauté légitime, point de catholicité en France. » Quant au mouvement, si prestigieux dans sa généralité, au dire de l'auteur, de la renaissance spontanée du culte par toute la France avant le Concordat, et, tout en accordant qu'il y eut en maints endroits un *réveil* catholique très sensible, je dois faire remarquer pourtant que des autorités considérables n'admettent pas du tout cette universalité « de la renaissance du catholicisme opérée toute seule » et l'existence d'un culte régulier déjà reconstitué dans

1. Le premier volume de l'*Ancien clergé*, intitulé : *les Evêques avant la Révolution*, et le second : *les Evêques pendant la Révolution; de 1789 à l'exil*, sont à leur troisième édition.

2. Paris, Lecoffre, 1903, 570 p. in-8°.

3. Il y a là certainement plus d'un détail touchant, plus d'une page qui impressionnera douloureusement tout esprit capable d'émotions généreuses; mais on voudrait que ces descriptions émanent un peu moins exclusivement des victimes elles-mêmes ou de leurs admirateurs. Il serait intéressant d'avoir les rapports des autorités de surveillance sur cette immigration ecclésiastique; peut-être seraient-ils moins uniformément louangeurs.

4. Au fond, M. Sicard comprend si peu la possibilité d'une entente qu'il trouve « étrange » que l'évêque de Saint-Papoul ait donné cinquante louis pour les volontaires allant combattre les rebelles de Vendée (p. 271).

quarante mille paroisses<sup>1</sup>. Félicitons, en terminant, M. l'abbé Sicard d'avoir compris qu'il est certaines pentes qu'on ne remonte pas; plus éclairé, plus prudent que l'évêque de Sisteron, qui déclarait, il y a cent ans, que « l'acte de la soumission aux lois de la République est une espèce d'apostasie contre la religion catholique, » il affirme que les principes de 1789 « seront certainement (pour l'Église) sa meilleure protection au xx<sup>e</sup> siècle. » Elle aurait été plus avisée en s'en apercevant un peu plus tôt.

On n'a plus à faire l'éloge du magistral ouvrage de M. Albert Sorel sur *l'Europe et la Révolution française*<sup>2</sup>. Depuis bientôt vingt ans qu'en a paru le premier volume, l'autorité de cette œuvre s'est imposée, d'une façon de plus en plus incontestée, non seulement à l'opinion publique de France, mais à celle des cercles compétents de l'Europe tout entière. On ne regrette qu'une chose, c'est que chaque nouveau volume de ce beau travail soit si lent à paraître, et encore hésite-t-on presque à exprimer ce regret. Car on ne voudrait pas que l'auteur mit la moindre hâte à buriner, en son style impeccable, ses jugements sur les hommes et les événements, à retracer ces tableaux d'ensemble si vivants et si complets, à exposer ces considérations si pénétrantes sur les conséquences naturelles de tel acte politique que nous saluons presque à chaque page avec une jouissance à la fois littéraire et scientifique. On craindrait de voir se déranger l'harmonieuse ordonnance de ce splendide édifice, et l'on comprend que le maître architecte, désireux de travailler pour l'avenir, prenne son temps pour en dresser les assises successives. Ce cinquième tome embrasse les années 1795 à 1799 et se résume dans l'antithèse de ses deux livres : *Bonaparte* et *le Directoire*. Il nous raconte les misères et les luttes mesquines du dedans, Fructidor et Prairial, et les gloires du dehors, les campagnes agressives de la République débordant sur l'Italie et l'Allemagne, menaçant l'Angleterre chez elle et, jusqu'au fond des Indes, Léoben et Campo-Formio. Puis aux victoires de Bonaparte, parti pour l'Orient, succèdent les luttes périlleuses dans la péninsule, l'invasion de Souvarow, les assauts de la seconde coalition, croisade antirévolutionnaire menée par des sceptiques, au milieu desquels le vieux soudard russe est peut-être le seul croisé sincère. Dangereuse pourtant dans l'état

1. « Quels étaient donc les prêtres qui l'exerçaient? » demande assez ironiquement M. le cardinal Mathieu (*le Concordat de 1801*, p. 323). « Il n'y en avait presque plus. »

2. *L'Europe et la Révolution française*, par Albert Sorel, de l'Académie française. 5<sup>e</sup> partie : *Bonaparte et le Directoire, 1795-1799*. Paris, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1903, 499 p. in-8°.



misérable des finances du pays, vu l'incapacité de ses gouvernants et le dénuement de ses armées, l'attaque est repoussée sans doute, mais trop tard pour sauver la liberté; car la France, énermée, réclame un sauveur, et le récit de M. Sorel se clôt sur l'attentat triomphant de Brumaire. Je ne sais vraiment quels chapitres de ce nouveau volume je dois recommander spécialement à l'admiration du lecteur<sup>1</sup>. Tout y intéresse par le rare talent de l'exposition, par le choix heureux des formules et des images, par l'élégance et la netteté tout à la fois avec laquelle sont présentés et résolus les problèmes controversés que l'auteur rencontre sur son chemin<sup>2</sup>. Alors même que sur certains points, — questions de principes plutôt que de détails, — on ne serait pas entièrement d'accord avec M. Sorel, on se décide malaisément à le contredire, tant on le sent maître absolu de son sujet et arrivé, pour son compte, à la solution « nécessaire<sup>3</sup>. » On craint presque autant de déranger ses constructions historiques qu'on se trouverait ridicule en s'avisant de corriger son style. On se rend trop bien compte qu'on est en présence d'une œuvre d'art et qu'il n'est pas permis de la mutiler.

1. Je signalerai pourtant le chapitre du premier livre, intitulé : *le Proconsulat de Bonaparte*, où il nous le montre, en sa villégiature quasi-royale de Mombello, comme jadis Jules César en Gaule, méditant et préparant les éléments de sa grandeur prochaine; les pages sur Hoche; le tableau de Brumaire, plus sobre, plus équitable en ses nuances que celui de M. Vandal; les considérations finales sur les causes profondes du succès et de la chute de Bonaparte, dont le pouvoir impérial s'effondre en 1814 d'une façon non moins lamentable et plus méritée peut-être que la dernière représentation républicaine dans l'Orangerie de Saint-Cloud.

2. Je citerai, comme exemple, l'exposé si concluant, dans sa sobriété voulue, de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastatt, qui résume, en dix pages, toute une bibliothèque de polémiques internationales et repousse les assertions autrichiennes les plus récentes, « plaidoiries de casuistes devant un jury de badauds. »

3. Pour nous faire mieux comprendre, nous citerons une des appréciations où nous sommes en désaccord avec l'éminent historien. M. Sorel reproche aux membres du Directoire (p. 366) de n'avoir pas été des *hommes d'État*. Il le prouve, en démontrant qu'ils ne se soutenaient qu'en proscrivant toujours au dedans, en conquérant toujours au dehors; il leur reproche d'avoir pratiqué « l'invasion indéfinie qui consterne les nations, les accable, les révolte. » Je ne m'inscris nullement en faux contre cette caractéristique de la politique directoriale; j'admets le réquisitoire. Mais je me demande comment on peut alors admirer à ce point Bonaparte, car, enfin, qu'est-ce que toute l'histoire du premier Empire, sinon la mise en œuvre de cette même politique de conquête indéfinie qui consterne d'abord les nations, mais les pousse ensuite à la révolte? Les conséquences ont été les mêmes; pourquoi Napoléon serait-il, plus que les autres, un *homme d'État*, si par ce mot nous n'entendons que ceux qui ont travaillé à la grandeur *permanente* de leur pays?



Le travail exclusivement technique de M. Ed. GACHOT nous retient en Italie pour y suivre la campagne de Souvarow en 1799<sup>1</sup>. L'auteur méritant de la *Première* (1795-1798) et de la *Deuxième campagne d'Italie* (1800) intercale à sa place chronologique ce nouveau volume consacré au célèbre feld-maréchal russe, ce héros si bizarre qui combattait parfois en chemise et pieds nus et derrière lequel un cosaque portait sa chaise percée, mais qui n'en possédait pas moins, avec une extraordinaire bonne opinion de lui-même, quelques-unes des qualités requises d'un bon général en chef. M. Gachot nous a habitués à l'étude attentive de la topographie des champs de bataille et des manœuvres stratégiques des armées en présence, à une appréciation impartiale des personnages militaires, français ou étrangers, qu'il rencontre sur sa route. Il est resté fidèle à ses bonnes habitudes et montre une louable franchise en parlant des exploités éhontés, civils et militaires, qui suivaient alors et déshonoraient nos armées, vendant bien cher à la malheureuse Italie ce qu'ils appelaient sa liberté. Quand il quitte le terrain professionnel, il n'est pas toujours également bien inspiré; on s'étonnera du « libéralisme le plus éclairé » qu'il vante chez Catherine II, ou de la comparaison assez inattendue entre Souvarow et Wallenstein; un moment d'oubli lui fait expulser du Directoire Merlin de Douai, le 30 prairial, pour le faire remplacer par le même Merlin (p. 313). Sa connaissance de l'allemand semble imparfaite<sup>2</sup>; on peut douter aussi que le généralissime, quelque excentrique qu'il fût, ait osé tenir devant Mêlas le discours aux députés génois que lui attribue l'auteur, « d'après les papiers de M. le comte R... à Gènes. » Il faudrait, pour y croire, une source d'apparence moins anonyme. Bon livre en somme et qui sera très utile aux *étudiants* professionnels<sup>3</sup>.

M. Gilbert STENGER a consacré à la *Société française pendant le Consulat* le tome I, semble-t-il, de toute une série<sup>4</sup>. L'auteur, très

1. *Les Campagnes de 1799. Souvarow en Italie*, par Édouard Gachot. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1903, vi-495 p. in-8°, portrait et cartes.

2. Il traduit par « la maison Gubernial » le mot qui signifie « l'Hôtel du gouvernement » (p. 14) et le mot plus ou moins russe *pakferden* (*packpferde* = chevaux de bât) par *sacs à chevaux*. P. 109, la phrase « chaque zug il y aura quatre schutz par C. » ne signifie nullement « chaque jour il y aura quatre abris par commandement, » mais « dans chaque peloton il y aura quatre tirailleurs » (à exécuter par Chasteler, son *ad latus* autrichien).

3. Il y a trop de noms propres estropiés. Lire : *Ginguené*, *Smolensk*, les grenadiers du *Banat*, *Valenza*, *Auersperg*, etc., pour *Guinguéné*, *Smolensk*, les grenadiers de *Banater*, *Valence*, *Ausperg*, etc.

4. Gilbert Stenger, *la Société française pendant le Consulat. La renaissance de la France*. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1903, III-447 p. in-18.

apprécié dans le monde des lettres, de la *Petite Beaujard* et des *Misères du divorce*, a voulu prendre place parmi les historiens; ce n'est pas tant l'histoire politique et militaire du temps qu'il a voulu décrire, mais les mœurs, les modes et les idées, la vie sociale en un mot, d'après le témoignage des journaux et des mémoires contemporains et des mille publications éphémères du jour. On voit, à la lecture, qu'il n'a point épargné sa peine et qu'il a vraiment parcouru de très nombreux volumes et de plus nombreuses brochures pour y choisir « les couleurs propres à former les reliefs » de son œuvre, « œuvre d'observateur et de philosophe plutôt que d'historien. » Il a composé de la sorte un tableau très brillant, espèce de kaléidoscope dont les facettes multicolores brillent devant nos yeux et les éblouissent; mais le choix des éléments de ce tableau n'a peut-être pas été fait toujours avec bonheur; trop souvent, il a tiré de quelques traits isolés des conclusions générales<sup>1</sup> et reproduit telle anecdote piquante ou tel mot traditionnel qui appartient à la légende bien plutôt qu'à l'histoire. Nous avons de la sorte, par exemple, un double tableau du Paris d'alors, lamentable autant que piquant, mais qui, par moments, présente trop les apparences d'un pamphlet<sup>2</sup>. Au point de vue même de la forme, c'est un procédé fatigant pour le lecteur que cette accumulation prodigieuse de menus détails, enfilés l'un à la suite de l'autre, dont certaines pages sont encombrées et qui se présentent d'ailleurs sans renvois d'aucune sorte, actes du gouvernement, nouvelles artistiques et littéraires, nécrologes et revues de modes, mêlés aux cancanes du jour<sup>3</sup>. Il serait injuste de s'appesantir sur de légères erreurs, comme on peut en relever partout<sup>4</sup>, mais il en est de plus graves et qui, permises

1. Un exemple caractéristique se rencontre, dès le début, dans le premier livre, intitulé : *la Ruine de la France*. Les données, groupées là pour former un tableau lugubre, sont vraies assurément pour certaines régions de l'ouest ou du midi; elles sont d'une formidable exagération pour certaines autres.

2. Rien ne serait plus facile, en prenant notre littérature satirique, nos petites et grandes feuilles de chantage, notre littérature pornographique, d'en retracer d'aussi repoussants pour l'Empire, la Restauration, le règne de Louis-Philippe, le second Empire ou la troisième République; ce ne serait pas non plus de l'histoire.

3. Voy., par exemple, l'énumération vraiment épique de la p. 274. La facture même du récit rappelle, par moments, les couplets des dernières œuvres de Zola : « Et dans toute la France la ferveur religieuse ne diminuait pas... Et les travaux de Paris se poursuivaient sans relâche..., » où l'achat des tableaux de Rubens se continue par l'arrivée de l'éléphant mâle qui vient consoler « l'infortunée femelle restée veuve depuis deux ans » (p. 277).

4. Ainsi, l'auteur nous fait sourire en nous montrant le gros et prudent Cam-bacérès « résistant de toutes ses forces à l'élan qui emportait la France vers la

au romancier, ne le sont pas à l'historien, telle la découverte d'un compagnon de naufrage de La Pérouse en 1804, *canard* emprunté à quelque journaliste de l'époque, s'il n'y a point confusion complète de personnes<sup>1</sup>.

Parmi les actes les plus importants du Consulat, l'un de ceux qui ont marqué le plus profondément dans l'histoire et dont la vie ou la mort nous réserve encore bien des surprises, c'est le *Concordat de 1801*<sup>2</sup>. C'est à en retracer les origines, à raconter les péripéties des négociations fameuses dont il est sorti que M. le cardinal MATHIEU a consacré son plus récent volume. Bien que les promesses du titre soient suffisamment justifiées par l'adduction d'un certain nombre de pièces nouvelles<sup>3</sup>, on ne saurait prétendre que son livre change d'une façon bien notable les données qui nous sont devenues familières depuis la publication des ouvrages du comte d'Haussonville et du P. Theiner et celle du grand recueil de M. le comte Boulay de la Meurthe. Dédié « à Sa Sainteté le pape Léon XIII, glorieusement régnant, » notre ouvrage est rédigé naturellement dans un sens favorable aux prétentions actuelles du Saint-Siège; mais il s'efforce de rendre à César ce qui est dû à César et ne voit nullement dans les offres de Bonaparte « les insidieuses propositions d'un usurpateur hypocrite, » comme l'insinuait, de Mitau, Louis XVIII écrivant à Pie VII; il y constate, au contraire, le désir sincère de trouver un *modus vivendi* avec l'Eglise, ce en quoi il est certainement dans la vérité historique. Le premier consul était de bonne foi, car il tenait

servitude; » il nous étonne en faisant établir en *Franconie* une école de sages-femmes par un membre du Tribunal ou en racontant que l'empereur François II était (en 1800) « le protecteur de la *Confédération germanique*, etc. »

1. Personne n'ignore (grâce au musée de la Marine, au Louvre) que Dillon n'a retrouvé les premières traces du grand navigateur, disparu sur les récifs de Vanikoro, qu'en 1826, et que c'est en 1828 seulement que Dumont d'Urville rapporta les reliques des naufragés. — Plusieurs noms de personnes et de lieux sont estropiés; lire, par exemple, *Audrein*, *Kaiserslautern*, *Herimancourt*, *Cholmondeley*, etc., pour *Andrein*, *Gailautern*, *Hérimancourt*, *Chalmondeley*, etc.

2. *Le Concordat de 1801, ses origines, son histoire*, d'après des documents inédits, par le cardinal Mathieu. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1903, 383 p. in-8°.

3. Parmi les plus importantes, nous signalerons la note adressée à Consalvi par Bernier, le 18 juillet 1801, et quelques autres, tirées de la collection rarissime de documents imprimés pour la congrégation des cardinaux lors de la discussion des différents projets, collection retrouvée par M. Mathieu aux dépôts du Vatican. L'auteur a également constaté la falsification, par Crétineau-Joly, d'un passage des *Mémoires de Consalvi*, qui avait donné lieu jadis à de vives polémiques et qui, décidément, n'existe pas dans l'original.

essentiellement à s'assurer le concours de la papauté, ayant besoin d'un « instrument de règne » vis-à-vis des rois et de ses futurs sujets et espérant le trouver en elle. Seulement, il entendait ne pas franchir certaines limites, et s'il se résignait à paraître « un apôtre éloquent de la divinité de Jésus-Christ, » ainsi que l'affirme Lacordaire, il se refusait à laisser à son vicaire trop de puissance en ce monde. Il ne lui convenait pas de faire amende honorable au nom de la Révolution, qui l'avait porté au pinacle, « par un acte public et solennel qui répare tous les scandales donnés par la République française<sup>1</sup>; » il ne lui convenait pas davantage de rentrer dans les traditions de l'ancien régime, d'accepter la situation surannée de défenseur et de glaive de la foi et de s'engager vis-à-vis du Saint-Siège « à conserver l'Église catholique dans toute la pureté de ses dogmes et dans l'exercice de sa discipline. » Comme il avait dans l'opinion publique d'alors un appui tout aussi solide que la papauté dans la foi tiède des foules chrétiennes, Bonaparte put faire triompher, en définitive, ses prétentions, amener le pape à déposer (en douceur) une foule d'évêques canoniquement élus, à en reconnaître d'autres, intrus et schismatiques, comme frères en Jésus-Christ, joindre même, comme corollaires au Concordat, les articles organiques, malgré les plus vives protestations de la curie romaine. Envisagé à ce point de vue, le Concordat n'est plus assurément « l'œuvre d'un héros et d'un saint, » comme le disait le flagorneur Cacaull, mais son histoire est d'autant plus curieuse et d'autant plus à méditer que nous en connaissons mieux maintenant les dessous. Le livre de M. le cardinal Mathieu se lit agréablement; il est bien documenté; l'exposition en est claire et lucide; le ton généralement courtois, et les amateurs y relèveront certains traits bien décochés qui égaient la gravité, quasiment officielle du narrateur, d'un demi-sourire diplomatique. Les portraits des principaux acteurs de ce drame ont été soigneusement burinés par un artiste expert; tous ne le sont pas avec une égale sympathie bien entendu. Pie VII et ses représentants, l'habile Consalvi, le timide Spina sont placés en pleine lumière<sup>2</sup>, Bonaparte assez équitablement traité, tandis que les adversaires, schismatiques ou libres-penseurs, sont plus ou moins malmenés<sup>3</sup>, et les amis du second degré eux-mêmes pour-

1. Comme le réclamait le cardinal Albani (Mathieu, p. 141).

2. Même le cardinal de Rohan est « presque réhabilité, grâce à M. Frunck-Brentano » (sic).

3. Ainsi Grégoire, le « pape de l'Église artificielle, » est bien durement traité. Talleyrand est appelé *Mathan* et l'on parle un peu trop souvent de M<sup>me</sup> Grand. Les rhumatismes dont fut affligé le ministre des Affaires étrangères

raient se trouver un peu maltraités par notre historien<sup>1</sup>. On regrettera, pour l'auteur, des sorties politiques trop fréquentes<sup>2</sup>, fort goûtées sans doute dans certains salons dévots, mais qui pourraient faire hésiter un peu le critique à classer ce volume, si intéressant d'ailleurs, parmi les travaux *scientifiques*, comme aussi certaines exagérations de style qui témoignent d'un étrange manque de sang-froid<sup>3</sup>.

Ce n'est pas un acte seulement de la carrière de Napoléon I<sup>er</sup>, c'est son activité tout entière que nous embrassons, comme d'un coup d'œil, en feuilletant les deux volumes de M. Léonce de Brotonne, dans lequel ce chercheur patient et heureux a réuni ses *Dernières lettres inédites*<sup>4</sup>. Ils renferment 2,326 numéros, qui s'échelonnent de décembre 1793 à juin 1815; c'est un apport considérable de plus de 4400 pages à l'énorme correspondance impériale mise au jour depuis le moment où les commissions de Napoléon III commencèrent leur tâche, et aux suppléments, plus instructifs peut-être, qui ont paru depuis la chute du second Empire. Tout, il est vrai, n'est pas également intéressant; on y trouvera çà et là des râclures et des rognures, négligées à bon droit par les premiers éditeurs<sup>5</sup>. Mais tous ceux qui auront le temps et la patience de parcourir le recueil de M. de Brotonne y trouveront bien des pièces vraiment curieuses, écartées jadis pour des raisons trop peu scientifiques<sup>6</sup> et qui font revivre devant nous, avec une singulière

au moment de la signature du Concordat « furent un véritable bienfait pour l'Église et la France » (p. 223).

1. Après tous les services rendus par l'abbé Bernier, le futur évêque d'Orléans, le cardinal réservé *in petto*, que l'auteur a bien mis en lumière, il est cruel de terminer son rôle par l'affirmation d'un de ses fervents admirateurs, qu'il y « avait du venin dans ses plus suaves paroles. »

2. Pourquoi, dans une étude de ce genre, les attaques contre le gouvernement (p. 78, 131), contre les conseillers d'État, « émigrés à l'intérieur » (p. 330), contre « les fortes têtes du Parlement » (p. 101), contre les républicains de Nancy (p. 40), contre les juristes que ne cesse de hanter « le fantôme de la mainmorte » et qui, « fils de Calvin, fils de Jacob, fils de la veuve, » sont toujours là « pour rationner l'Église? » (p. 96). — Que vient faire ici (p. 335) l'affaire Dreyfus?

3. Qu'est-ce que « ce grand complot permanent et international contre les croyances chrétiennes » et à quoi bon nous montrer « les vieillards gouvernant l'Église... poussés à bout, » tendant paisiblement « leur tête au glaive, en disant : « Nous sommes prêts à mourir? »

4. *Dernières lettres inédites de Napoléon*, collationnées sur les textes et publiées par Léonce de Brotonne. Paris, H. Champion, 1903, xxx-556-542 p. in-8°.

5. Je citerai, à titre d'exemples, les n<sup>os</sup> 32, 345, 419, 618, 1092, 1247, 1570, etc., vraiment inutiles.

6. C'est une des particularités les plus amusantes du recueil de M. de Bro-

puissance, le génie impérieux du maître, son besoin de tout savoir<sup>1</sup> et de connaître en détail son vaste empire et sa fidèle armée<sup>2</sup>, son mépris aussi pour les principes de justice<sup>3</sup>, sa faiblesse à l'égard des siens, ses accès de cabotinage qui attireraient les niais, mais détournent de lui les esprits réfléchis<sup>4</sup>. En parcourant d'affilée cet énorme dossier, on aperçoit plus clairement encore combien, du commandant d'artillerie devant Toulon jusqu'au monarque quasi-constitutionnel des Cent-Jours, l'homme a peu changé. Disons encore que la plupart des lettres, réunies ici, sont des billets assez courts, parfois aussi de simples annotations autographes à des pièces officielles; il faudrait entrer soi-même dans d'innombrables détails pour faire comprendre la variété prodigieuse des matières abordées dans ce nouveau supplément à la *Correspondance de Napoléon*, qui sera sans doute pour longtemps le dernier. Car, après les recherches prolongées de tant de travailleurs émérites, il n'est guère probable qu'il reste encore des pièces vraiment importantes cachées soit dans les dépôts publics, soit dans les collections particulières, ni surtout qu'on les y découvre autrement que par un heureux hasard<sup>5</sup>.

tonne que les avis échangés et les annotations mises par les commissaires de Napoléon III, MM. de la Borde, Turpin, Rapetti, Chépy, Gauttleur, au bas des pièces réservées avant 1870. Le dernier nommé semble avoir été le plus accessible aux considérations scientifiques, les autres se guidaient d'ordinaire sur des préoccupations dynastiques et le désir de ne pas toucher à la légende officielle. Voy., par exemple, les n<sup>os</sup> 89, 96, 121, 161, 176, 204, etc. Un de ces censeurs officiels ignore l'existence d'un conseiller d'Etat, membre de l'Académie française (p. 107).

1. Ce désir, légitime chez lui, légitime aussi pour nous, n'est malheureusement pas partout satisfait. Il y a toute une série de numéros (par exemple, 84, 253, 256, 262, 283, 450, 468, 521, etc.) qui sont absolument inutiles, puisqu'on ne sait pas de quoi il s'agit. Je ne reproche nullement au très consciencieux éditeur de ne pas en avoir trouvé la clef; mais à quoi bon collectionner des énigmes?

2. Je note cependant, dans une lettre du 27 juillet 1813, que cette armée compte 80,900 réfractaires.

3. Je citerai notamment la lettre à Fouché, du 23 septembre 1809, dans laquelle Napoléon, pour briser la résistance des habitants de Wesel, ordonne d'amener les fils des principaux habitants dans des lycées de France et en demande la liste. « Mon intention est de m'assurer de cette ville par des mesures violentes, s'il le faut, même en changeant la population. »

4. Je ne mets pas en doute la réalité de l'affection de l'empereur pour son fils, mais j'ai le droit de parler de cabotinage quand je le vois écrire, le 16 février 1814, à M. de Cadore, en le chargeant de faire graver un portrait du roi de Rome : « Il faudrait qu'il fût en habit de garde national et je désirerais que ce sujet fût gravé en mettant au-dessus : « Je prie Dieu pour mon père et la France! » Cette petite gravure, si elle pouvait être faite en quarante-huit heures et mise en vente, serait d'un bon effet » (II, p. 507).

5. Parmi les fautes d'impression, assez rares, je signale seulement (I, p. 111) :



C'est un travail d'ensemble aussi, sur Napoléon, mais limité à son activité comme homme de guerre, que M. le commandant CAMON veut donner dans son grand ouvrage sur la *Guerre napoléonienne*<sup>1</sup>, dont la première partie, intitulée *Précis des campagnes*, vient de paraître en deux volumes. Professeur d'art militaire à l'École d'application de l'artillerie et du génie, l'auteur a voulu « faire la théorie de la guerre napoléonienne, » que l'empereur avait songé parfois à établir lui-même, sans jamais en trouver le loisir, durant ses années d'exil. Il a réuni les éléments de son travail dans la correspondance du grand général elle-même, dans les notes et les commentaires isolés qui nous restent de lui, dans les souvenirs et les conversations de ses compagnons de Sainte-Hélène. La seconde partie de l'ouvrage sera intitulée *Batailles*, la troisième *Théorie et technique*. Celle qui a paru nous donne un aperçu sommaire des campagnes d'Italie (1796-1797-1800), d'Allemagne (1805), de Prusse (1806-1807), d'Autriche (1809), de Russie (1812), d'Allemagne (1813), de France (1814) et de Belgique (1815). On voit qu'il manque, sans qu'on s'explique pour quelles raisons il a été supprimé, l'historique des deux campagnes d'Égypte et d'Espagne. L'auteur déclare avoir voulu donner « moins des détails minutieux sur les manœuvres et les combats » que « l'idée absolument exacte de ce que Napoléon a voulu faire. » De nombreux croquis facilitent la compréhension du texte et permettent de suivre la démonstration des principes générateurs de la stratégie napoléonienne. Il semble bien qu'une fois conçus, ils n'ont plus guère varié depuis : manœuvrer sur les derrières de l'ennemi ou l'attendre dans une position centrale favorable, selon que ses propres forces étaient plus ou moins supérieures, égales ou inférieures à celles de l'adversaire, puis les concentrer tout à coup sur un seul point, masser son artillerie pour faire brèche et rompre enfin l'équilibre des forces en conflit en se jetant sur l'ennemi démoralisé pour l'écraser d'un coup de bélier. La formule semble élémentaire; le difficile est de l'appliquer, et le génie militaire de Bonaparte consista précisément à savoir employer toujours les moyens utiles au moment opportun. Pour pouvoir agir de la sorte, il faut connaître à fond ses propres ressources et savoir calculer, sans trop grosses erreurs, celles des adversaires; il faut savoir réparer aussi, sans hésiter, les fautes des subordonnés et les siennes commises sur le champ de bataille. Seulement, il arrive un moment où l'on « a cassé

le général Chénier rappelé d'Italie, pour cause de démêlés avec Bonaparte, en 1789. Au n° 1222 (I, 554) manque le mot *que*. — N° 1925 (II, 348), il faut lire le deuxième *ban* et non le deuxième *bataillon*.

1. Paris, R. Chapelot et C<sup>ie</sup>, 1903, XI-275-199 p. in-8°.



tous les ressorts » (II, 495), où la lassitude a envahi les chefs, où les vieux soldats d'Italie, d'Austerlitz et de Iéna ont disparu, où les ennemis, à force d'être vaincus, ont fini par profiter de ces leçons de choses et par connaître la tactique du maître, où le principe supérieur de l'élan patriotique, de l'indépendance nationale semble plus vivant dans les camps alliés, plus riches en soldats. Ce jour-là, l'épopée impériale est bien finie, malgré tout le génie, nullement encore diminué, de l'empereur; on se demande seulement s'il est vrai que « tout ce sang répandu sur les champs de l'Europe était nécessaire pour faire pousser, à trente ans de là, les germes révolutionnaires envolés de France en 1793 » (II, 496).

MM. ALLOMBERT et COLIN ont fait paraître le tome second de *la Campagne de 1805 en Allemagne*<sup>1</sup>, qu'ils publient pour la Section historique de l'État-major et dont nous avons déjà parlé. Ce gros volume, de près de neuf cents pages, nous raconte, d'après la méthode connue (introduction historique plus générale et résumant le côté politique et diplomatique<sup>2</sup>, puis reproduction de pièces de toute nature, correspondances administratives, ordres de marche, etc.), la concentration de la Grande Armée, sa mise en mouvement à l'intérieur de l'empire, l'arrivée de Napoléon à Strasbourg, la diversion de Lannes et de Murat du côté de la Forêt-Noire, l'entrée des Autrichiens en Bavière, la marche des troisième, quatrième et sixième corps du Rhin au Neckar, celle de Bernadotte à travers le margraviat d'Ansbach. Nous nous arrêtons, au début du mois d'octobre, dans le voisinage d'Ulm, sans nous occuper encore du blocus de la vieille ville impériale. On comprend quelle abondance de détails nouveaux, pour l'histoire militaire proprement dite, devra fournir un recueil qui consacre aux opérations préliminaires des trois semaines, qui vont du 48 septembre au 6 octobre, un espace aussi considérable. Ce qui frappe le plus à la lecture de certaines pièces, c'est de constater qu'à ce moment déjà la grande machine militaire ne fonctionne pas sans notables accrocs, malgré la sollicitude toujours en éveil du machiniste en chef<sup>3</sup>.

1. *La Campagne de 1805 en Allemagne*, par P.-C. Allombert, contrôleur de l'administration de l'armée, et J. Colin, capitaine d'artillerie. T. II. Paris, R. Chapelot et C<sup>ie</sup>, 1902, 889 p. gr. in-8°, cartes.

2. On y retrouvera les lettres si curieuses, d'ailleurs connues déjà, adressées par Napoléon à Didelot, son chargé d'affaires à Stuttgart, et au landgrave de Hesse-Darmstadt, qui caractérisent sa manière d'être avec les princes de la future confédération du Rhin.

3. Ainsi, entre Metz et Landau, 300,000 cartouches du 4<sup>e</sup> corps sont trempées et perdues; le biscuit manque, les charretiers désertent en foule avec leurs chevaux; les maréchaux donnent chaque jour des marques de la mauvaise har-

C'est également une suite à sa *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne* que nous offre M. le commandant BALAGNY<sup>1</sup>. Son second volume continue l'exposé minutieux des faits et gestes de cette campagne, depuis le moment où l'empereur prend à Burgos la direction des opérations de l'armée principale (15-23 novembre 1808), tandis que Soult et Lefèvre opèrent, sur la droite, contre les troupes de Blake et de La Romana en Galice. Nous le suivons ensuite vers Aranda (23-29 novembre), et, pendant qu'il y séjourne, Lannes et Moncey gagnent, sur sa gauche, la bataille de Tudela<sup>2</sup> et ouvrent ainsi le chemin de Madrid. L'auteur s'arrête ensuite longuement au brillant combat de Somosierra, où se distinguèrent les cheval-légers (pas lanciers) polonais; l'effort sanglant fait ce jour-là (30 novembre) n'était point indispensable, selon lui, pour forcer le passage vers le sud et pour amener la capitulation de la capitale<sup>3</sup>. Le volume se clôt chronologiquement par le récit des opérations de Soult et de Lefèvre de fin novembre à la première semaine de décembre. Deux chapitres annexes nous renseignent sur les marches et les luttes des Espagnols et de l'armée anglaise de sir John Moore, en retraite vers le Portugal, durant le même laps de temps. C'est donc l'histoire d'un seul mois que nous retrace M. le commandant Balagny dans un volume de plus de sept cents pages, qui ne renferme pas seulement un tableau détaillé des opérations militaires proprement dites, mais fournit bien des détails caractéristiques sur l'armement et l'approvisionnement de l'armée<sup>4</sup>, sur les rapports

monie qui règne entre eux; le 28 septembre, les ambulances n'ont pas encore paru à l'armée, etc.

1. *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne (1808-1809)*, par le commandant breveté Balagny. T. II. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1903, 712 p. in-8°, plans et cartes.

2. En discutant l'attitude de Ney, M. B. n'admet pas le reproche, que fit Lannes à son collègue, d'avoir immobilisé ses propres troupes par jalousie; il aurait simplement mal compris un ordre de Napoléon, ordre forcément peu précis, à cause de la date à laquelle il fut donné.

3. L'étude approfondie à laquelle se livre l'auteur sur cette charge célèbre montre, une fois de plus, combien il faut se défier parfois, non seulement des bulletins officiels, mais aussi des affirmations de témoins oculaires désintéressés. Ainsi Ségur, acteur et témoin de choix dans l'affaire, montre dans son récit « une imagination extraordinairement féconde. » M. B. a mis beaucoup de sang-froid et d'équité dans cette enquête délicate, embrouillée par tant de prétentions opposées.

4. Je citerai la lettre si curieuse de l'empereur au général Dejean, du 14 novembre 1808 : « Tout cela, ce sont des contes pour les enfants; je n'ai rien, je suis nu, mon armée est dans le besoin et vos bureaux se moquent de moi... Ceux qui sont à la tête sont des sots ou des fripons. Jamais on n'a été plus indignement servi et trahi. » Et Soult écrivait à Berthier, le 29 novembre :

déjà plus que froids entre les lieutenants de l'empereur, malgré la présence du maître<sup>1</sup>, et sur d'autres points encore de cette entreprise mémorable, qui mérite d'être étudiée avec d'autant plus de soin qu'elle marque le commencement d'une décadence, lente encore, mais perceptible dès lors pour les esprits attentifs, du système napoléonien, qui écrasait l'Europe<sup>2</sup>.

Avec l'Espagne a commencé pour l'Empire l'ère des difficultés, avec la Russie commence celle des revers. Nous y assistons, une fois de plus, par la lecture du fragment des *Mémoires de Langeron* sur les campagnes de 1812, 1813, 1814, publié d'après le manuscrit original par un éditeur anonyme pour la Société d'histoire contemporaine<sup>3</sup>. Né en 1763, colonel français avant la Révolution, Andrault de Langeron émigrerait dès 1790, combattait d'abord ses compatriotes dans les rangs des Autrichiens aux Pays-Bas, puis devenait lieutenant général au service de Russie et commandait successivement les troupes du tsar contre les Turcs, les Suédois et les Français. Il a écrit des mémoires, restés longtemps inédits, dont une première partie (*l'Invasion austro-prussienne, 1792-1794*) a été mise au jour, en 1895, par M. Léonce Pingaud. Aujourd'hui, c'est une autre série de chapitres intéressant spécialement notre histoire que M. L.-G. F. livre à la publicité en les faisant précéder d'une très longue introduction d'un caractère presque exclusivement technique, destinée à contrôler le récit du général russe et à en apprécier la valeur documentaire. Langeron ne manquait pas d'une certaine réputation militaire

« L'administration du corps d'armée est nulle..., il n'y a pas un commissaire qui soit seulement passable..., la plupart des employés sont de la canaille. »

1. Ainsi, Lannes écrivait à l'empereur, le 28 novembre, en parlant de Moncey : « Jamais je n'ai vu un homme plus froid et plus fait pour intimider le soldat français, » tandis que, le 1<sup>er</sup> décembre, Moncey apostrophait Ney sur « sa conduite aussi extraordinaire » (au moment du blocus de Saragosse) et s'écriait : « S'il arrive malheur, la responsabilité en pèsera tout à fait sur vous. »

2. Au moment de clore ce bulletin, nous recevons le monumental ouvrage de M. le lieutenant-colonel Eugène Titeux sur le général Dupont (*le Général Dupont, une erreur historique, d'après des documents inédits*. Puteaux-sur-Seine, Prieur et Dubois, 1903, 594-785-724 p. in-4<sup>e</sup>). On comprend qu'il nous soit impossible d'apprécier déjà, en connaissance de cause, un travail de dimensions si considérables, fruit d'études prolongées pendant plusieurs années et traitant à fond l'un des plus délicats problèmes des campagnes d'Espagne, alors surtout qu'il le résout d'une façon tout opposée à la tradition courante. Nous nous réservons donc de revenir sur le livre de M. le colonel Titeux, mais nous tenions à en signaler, dès aujourd'hui, l'apparition.

3. *Mémoires de Langeron, général d'infanterie dans l'armée russe, campagnes de 1812, 1813, 1814*, publiées, d'après le manuscrit original, par L.-G. F. Paris, A. Picard, 1902, cxx-524 p. in-8<sup>e</sup>, carte.

et la pratique prolongée de la guerre lui avait constitué une capacité professionnelle qu'il était très disposé à s'exagérer à lui-même, ce qui le pousse à condamner avec aigreur les fautes ou prétendues fautes de ses collègues ou des alliés de l'empereur Alexandre. L'éditeur anonyme juge assez sévèrement, en somme, l'auteur de ces mémoires, personnage passablement superficiel<sup>1</sup> et crédule<sup>2</sup>, absolument hostile « à la plus atroce des révolutions qui ait jamais ensanglanté le globe, » tout à fait indifférent, semble-t-il, à l'idée de combattre le drapeau de sa patrie<sup>3</sup>. Néanmoins, il est certain qu'on pourra trouver dans son récit plus d'une donnée utile sur ce qui s'est passé, soit durant la retraite de Russie<sup>4</sup>, soit pendant la campagne de Saxe et de Silésie, soit pendant la marche des alliés contre Paris, tout en contrôlant ses affirmations et en tenant compte de sa vanité parfois ridicule<sup>5</sup>.

Les derniers efforts tentés par l'empereur pour forcer la Fortune à lui accorder une revanche font l'objet d'une étude d'ensemble de M. Henri COUDERC DE SAINT-CHAMANT, intitulée *Napoléon, ses dernières armées*<sup>6</sup>. Travail d'ordre essentiellement technique, le livre de M. de Saint-Chamant nous fournit, d'après les archives de la Guerre, un tableau très détaillé de l'armée royale au moment du retour de l'île d'Elbe, des efforts faits par l'empereur pour recruter, vêtir et réorganiser une armée nouvelle, jusqu'au jour de l'ouverture de la lutte suprême contre la coalition. Ce n'est donc ni un récit d'ensemble sur les Cent-Jours, comme celui de M. Henry Houssaye, ni une étude stratégique sur la courte campagne qui aboutit au désastre de Waterloo. L'auteur n'est point sorti des limites étroites qu'il s'est tracées lui-même, mais il a très consciencieusement fouillé son sujet, en s'appuyant sur les dossiers officiels. On emporte, malgré cela, de la lecture de son ouvrage la conviction que l'enthousiasme sincère de beaucoup des anciens soldats de Napoléon ne fut nullement par-

1. Il faut voir comment, en racontant les querelles entre York, Blücher et Gneisenau, à Jauer (p. 247), il se vante presque de ne pas savoir l'allemand!

2. Il l'est au point qu'il raconte que M<sup>me</sup> de Staël travaillait pour Bernadotte, afin de devenir reine de France en l'épousant, après son divorce (p. 455).

3. Quand il parle de la désertion du général Jomini, il ajoute avec une inconscience parfaite qu'elle « lui fit peu d'honneur. » Et cependant Jomini était Suisse et non pas Français comme lui!

4. Il donne sur elle des détails horribles (p. 89-92-93).

5. On ne peut lui donner tort quand il signale « le fol entêtement » de Napoléon à rester à Dresde après les défaites de Grossbeeren et de Kulm, mais quelle lourde et déplaisante ironie d'ajouter : « Depuis l'armistice de Silésie, il faisait absolument tout ce que nous voulions; on ne pouvait être plus poli » (p. 321).

6. *Napoléon, ses dernières années*, par Henri Couderc de Saint-Chamant, capitaine de cavalerie. Paris, E. Flammarion (1903), 577 p. in-8°, carte.

tagé par la masse de la population; que le nombre des officiers, se refusant à reprendre du service, fut plus grand qu'on ne l'imagine d'ordinaire; que la désertion parmi les levées nouvelles fut énorme. Avant comme après les événements de mars 1815, « la révolte active ou passive, sourde ou audacieuse, la mollesse ou l'inertie des uns, la malveillance et la trahison des autres mirent sans cesse sur son chemin les obstacles et les embûches. » Mais l'auteur conclut que, trahi par la fortune, l'empereur « ne l'a pas été par son génie; jamais il n'a été plus admirable d'activité, plus merveilleux organisateur que dans les Cent-Jours » (p. 423). Tout le monde ne partagera point peut-être cette manière de voir en constatant, d'après M. de Saint-Chamant lui-même, que l'empereur s'obstine à supputer, tant pour le nombre de ses soldats que pour ses armements en chevaux et canons, des chiffres infiniment plus élevés qu'ils n'étaient en réalité; quand on le voit s'imaginer, ou du moins affirmer, contre toute évidence, que Brune à Marseille, Lecourbe dans le Jura, Suchet à l'armée des Alpes, Rapp en Alsace ont tous les moyens nécessaires pour tenir tête à l'ennemi, alors qu'ils sont en face de forces écrasantes. On peut douter aussi qu'il ait conservé jusqu'au bout cette autorité dictatoriale d'autrefois, qui faisait une partie de sa puissance morale, quand on constate les cas fréquents d'indiscipline parmi les généraux, dont aucun ne veut se subordonner à l'autre et qui regardent trop volontiers leurs supérieurs ou leurs collègues comme des ganaches ou des imbéciles<sup>1</sup>. En tout cas, l'ouvrage de M. de Saint-Chamant, avec les nombreuses pièces justificatives qui y sont jointes, rendra de notables services aux historiens qui voudront établir, sur des bases précises, l'état des forces matérielles de la France au mois de juin 1815.

Nous terminerons ce bulletin en mentionnant un nouveau volume de M. Arthur Chuquet. L'historien des guerres de la Révolution commence à réunir ses *Études historiques*<sup>2</sup>, comme il a déjà réuni ses *Études de littérature allemande*. Quand il s'agit d'un écrivain et d'un savant de la valeur de M. Chuquet, on ne peut que se réjouir de le voir grouper en volumes des mémoires, des notices, des esquisses biographiques qui, restés isolés dans les revues, risqueraient d'échapper à l'attention, trop diversement sollicitée de nos jours, des travailleurs futurs. Il y a toujours plaisir à relire ces

1. Nous citerons, comme exemple, la très curieuse lettre intime, concernant Rapp, écrite à Soult par le maréchal de camp Gressot (p. 506).

2. Arthur Chuquet, *Études d'histoire*, 1<sup>re</sup> série. Paris, A. Fontemoing, 1903, 288 p. in-18.

études à la trame si solide, soit que, quittant pour un instant l'histoire du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur nous raconte le siège de Mézières par François de Sickingen en 1524 et la vaillante défense qu'y fit Bayard, soit qu'il nous conduise dans la Corse d'avant 1789 et nous y fasse assister aux péripéties douloureuses du procès d'Abatucci (1778-1786), ce brave soldat condamné aux galères par un véritable déni de justice, soit enfin qu'il esquisse la silhouette un peu mièvre de Cornélie Schlosser, la sœur de Goethe, âme passionnée et malade, morte après trois ans de mariage avec un brave homme qui ne sut pas la rendre heureuse. Mais le morceau capital du volume (p. 147-288), c'est l'étude très détaillée, si pondérée, si sympathique pour tant, consacrée à Georges Forster, de révolutionnaire mémoire. Voyageur et savant cosmopolite que son tempérament inquiet et sa soif de connaître promènèrent d'abord autour du monde avec le capitaine Cook, il fut plus tard alchimiste et rose-croix à Cassel, professeur à Wilna, conseiller aulique et bibliothécaire à Mayence. Le mouvement de 1789 excita son enthousiasme; il vint assister à Paris à la fête de la Fédération de 1794, et, quand plus tard Custine s'empara de la résidence électorale, Forster se rallia aux *patriotes* locaux, devint membre de la Convention rhénane et fut délégué par elle pour aller en France, en mars 1793, demander l'incorporation des territoires de la rive gauche du Rhin aux représentants de la République. Mais ce séjour à Paris, qu'il avait tant désiré, devint pour lui une cause de tristesse et de découragement. Non seulement il vit Mayence retomber sous le joug prussien, mais lui-même mis au ban de l'opinion publique en Allemagne; séparé de sa femme adorée, Thérèse, qui l'abandonna pour un mari plus fidèle et moins agité, rongé par la phtisie, il assiste à la proscription de ses amis de la Gironde, au triomphe de Robespierre qu'il déteste, et, désormais pessimiste, il prédit tristement l'avènement de la dictature militaire prochaine; c'est ainsi qu'il s'éteint dans la capitale enfiévrée par la crise de la Terreur, ignoré des uns, honni par les autres, presque oublié de ceux qui lui étaient le plus chers, le 40 janvier 1794. On ne peut que remercier M. Chuquet d'avoir donné une forme si littéraire aux sympathies que lui ont refusées longtemps ses compatriotes et qu'il méritait au moins de trouver parmi nous. Car il a compris la Révolution, qui vibra dans son âme, il aime la France et la Liberté, et, comme l'a dit son biographe, «*quelles qu'aient été ses défaillances et ses erreurs, on l'a nommé, on le nommera encore le noble Forster.* »

Rod. REUSS.



## CORRESPONDANCE.

## LE CONGRÈS DE ROME.

Nous recevons la lettre suivante :

Monsieur, dans le dernier numéro de la *Revue historique*, nous lisons dans le compte-rendu du Congrès tenu à Rome en avril dernier : « Le Congrès international d'histoire tenu à Rome du 2 au 9 avril était la suite du Congrès d'histoire diplomatique tenu à la Haye en 1898 et du Congrès d'histoire comparée tenu à Paris en 1900. » Collaborateurs de M. de Maulde, fondateur et organisateur de ces derniers Congrès, nous tenons à faire savoir que le Congrès de Rome n'a aucun rapport, scientifiquement ou pécuniairement, avec les Congrès de la Haye et de Paris. Nous vous serons reconnaissants de vouloir bien insérer cette lettre dans le prochain numéro de la *Revue historique*. — Les secrétaires : pour le Comité français, B. FAULQUIER ; pour le Comité étranger, Michel HOLBAN.

Le sens de cette réclamation m'échappe. J'ai eu soin d'indiquer que chacun de ces Congrès a eu son individualité propre : le premier, *Congrès d'histoire diplomatique* ; le second, *Congrès d'histoire comparée* ; le troisième, *Congrès international d'histoire*. Chacun d'eux a été la suite de l'autre, sans en être vraiment dépendant. Il est très vrai que le Congrès de Rome a été tout à fait indépendant *pécuniairement* du Comité du Congrès de Paris. Il a somptueusement vécu de ses propres ressources. Il a été aussi original *scientifiquement*. Le Congrès de la Haye n'était qu'un embryon de congrès. Celui de Paris, beaucoup plus important, comme on peut s'en convaincre par les très intéressantes *Annales* qui en ont été publiées, laissait encore énormément à désirer, et il a passé presque inaperçu dans le brouhaha de la grande foire internationale de 1900. Celui de Rome, quoiqu'il fût loin d'être parfait, a été, tant au point de vue de l'organisation qu'à celui du nombre et de la valeur des membres qui y ont pris part et de l'importance des communications, des discussions et des résolutions, très supérieur au Congrès de Paris. — Mais il serait tout à fait erroné de croire qu'il n'y eut aucun lien entre le Congrès de Paris et celui de Rome. On avait déjà, à Paris, résolu de tenir un



nouveau congrès à Rome en 1902. Mon ami M. de Maulde est venu en Italie en 1904 pour s'occuper de son organisation. C'est lui qui en avait offert la direction à M. Pais et la présidence à M. le comte de San-Martino. Je l'ai vu alors ; j'en ai longuement causé avec lui et l'ai prévenu des difficultés que le Congrès allait rencontrer. Je n'ai pas à insister ici sur les erreurs qui ont fait échouer le projet préparé par M. de Maulde. Grâce à M. Villari et à ses dévoués collaborateurs, grâce aux sociétés d'histoire romaines et provinciales et au libéral concours du gouvernement italien et de la municipalité de Rome, le Congrès, qui n'avait pu avoir lieu en 1902, eut lieu avec un brillant succès en 1903, et il n'est que juste de faire remonter à M. de Maulde une part de ce succès, car, sans les Congrès de la Haye et de Paris, sans les démarches faites par lui en 1904, on n'aurait probablement pas eu l'idée de réunir à Rome un Congrès international d'histoire, et il est bien, non sans doute pécuniairement ni scientifiquement, mais moralement, la suite des deux Congrès antérieurs.

Gabriel Monod.

---

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

**Weltgeschichte** (publiée par un groupe de collaborateurs, sous la direction de H.-F. HELMOLT). Leipzig et Vienne, Bibliographisches Institut. Tome I, 1899, x-630 p. gr. in-8°; tome IV (2<sup>e</sup> dans l'ordre de publication), 1900, x-574 p. gr. in-8°<sup>1</sup>.

C'était presque un dogme dans le monde des historiens allemands que le temps était passé des « Histoires universelles ». O. Lorentz avait péremptoirement expliqué pourquoi on ne peut pas faire une histoire d'ensemble de l'humanité, et Bernheim n'avait osé protester que timidement (*Lehrbuch der historischen Methode*, 2<sup>e</sup> éd., p. 46), avouant que l'histoire universelle reste « un idéal. » Ce préjugé n'a pas arrêté le groupe d'historiens et de géographes formé depuis 1894 sous la direction de Helmolt pour publier une *Weltgeschichte* en huit volumes.

Il est vrai que l'entreprise était fondée sur un plan entièrement nouveau dont aucun historien n'avait encore conçu la pensée. Au lieu de chercher à exposer dans un ordre chronologique l'évolution de l'humanité civilisée, la direction, sous l'influence des idées anthropogéographiques de Ratzel, a résolument adopté un groupement d'après des points de vue ethnographiques. Les pays sont rangés d'après leur position géographique, en allant de l'Orient vers l'Occident, et l'histoire de chaque peuple vient à son rang; voici dans quel ordre :

Tome I : après les généralités (p. 1-106) et la période préhistorique (p. 107-180), l'Amérique et l'océan Pacifique.

Tome II : l'Océanie, l'Asie orientale et l'océan Indien.

Tome III : l'Asie occidentale et l'Afrique (y compris les Arabes et l'Islam).

Tome IV : les pays méditerranéens, Asie Mineure, Macédoniens, christianisme, Afrique du Nord, Grèce, Italie jusqu'à l'invasion, Espagne jusqu'à nos jours.

Tome V : l'Europe orientale, les Slaves et la Baltique.

Tome VI : Romains et Germains (depuis l'invasion).

Tomes VII et VIII : Europe occidentale et océan Atlantique.

Suivant ce plan, l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, la création des colonies espagnoles, françaises, anglaises sont racontées avant que le lecteur ait été averti de l'existence de l'Italie, l'Espagne, la France, l'Angleterre. Le conflit des colonies anglaises avec le gou-

1. Il sera rendu compte plus tard de la première moitié du tome III et du tome VII, publiés depuis.

vernement anglais arrive à son rang sans que le nom de Parlement ait été prononcé. Les colonies hollandaises et l'Inde britannique auront leur histoire avant l'histoire de la Hollande et de l'Angleterre. La conquête d'une partie de l'Empire romain par les Musulmans précède la fondation de Rome; les rois de Macédoine et même les Séleucides et les Lagides sont placés avant les rois de Mycènes, avant Sparte et Périclès, et l'histoire du général Prim avant la création de l'empire de Charlemagne.

Les objections à ce système sont si évidentes que M. Helmolt a dû se les faire, et, s'il ne s'est pas laissé arrêter, c'est qu'il a eu des raisons meilleures de passer outre. C'est qu'en réalité il ne songeait pas à une « histoire du monde » au sens ancien, une histoire de l'humanité ou de la civilisation; il voulait une histoire de la terre habitée, où l'on pût mettre en lumière les actions réciproques des différents pays et le rôle des océans qui les relient. L'histoire des différents peuples devenait l'accessoire; elle se réduisait à une série de notices destinées à rappeler les principales aventures des populations de chaque pays et il importait peu dans quel ordre ces notices seraient rangées, puisqu'il ne pouvait y avoir aucun lien entre elles. L'intérêt de l'ouvrage n'est pas dans les notices historiques, il est dans les parties géographiques ou plutôt anthropogéographiques.

Les différentes histoires publiées dans les deux volumes parus les premiers : Amérique, par K. Haebler; — Peuples anciens de la mer Noire et la Méditerranée orientale, par G. Brandis; — Naissance et propagation en Orient du christianisme, par W. Walther; — Afrique du Nord, par H. Schurtz; — Grèce, par R. von Scala; — Peuples primitifs de la péninsule apennine, par C. Pauli; — Italie et Empire romain, par J. Jung; — Péninsule pyrénéenne, par H. Schurtz, sont presque toutes des résumés assez sommaires. Les collaborateurs, dociles sans doute aux instructions de la direction, se sont abstenus de toute référence et, ce qui est plus fâcheux, même de toute indication bibliographique. C'est dire que leur travail ne s'adresse qu'au grand public, au public des Encyclopédies et des Lexiques de la conversation. Dans l'espace restreint qu'on leur accordait et avec l'interdiction des références, ils ne pouvaient faire œuvre scientifique. Peut-être, en sacrifiant les péripéties de l'histoire extérieure et un grand nombre de noms de personnages et de batailles, auraient-ils pu chercher à donner une idée du caractère et de l'évolution des différents peuples. Mais ils semblent avoir eu la consigne de respecter la série traditionnelle des événements extérieurs; aussi leur récit, sec et abstrait, donne-t-il le plus souvent l'impression d'un devoir d'élève consciencieux. Il faut faire exception toutefois pour l'histoire des peuples primitifs d'Amérique (la forme du résumé scolaire reparait avec l'histoire du Mexique et domine tout le reste de l'histoire américaine, y compris les États-Unis).

Les parties les plus intéressantes pour un historien, — dirai-je les

seules? — sont les généralités et les chapitres d'anthropogéographie.

L'introduction, « l'Idée d'histoire du monde, » par Helmolt (p. 3-20), expose fortement, dans une langue un peu solennelle, l'utilité des études d'ensemble, la solidarité et l'uniformité croissante des différentes espèces d'hommes, la nécessité de « ne pas laisser de lacunes dans la chaîne des influences réciproques, » ce qui est la justification du plan géographique de l'ouvrage, seul procédé pratique pour ne laisser de côté aucune parcelle de l'humanité.

La section « l'Humanité comme phénomène vital de la terre » (p. 63-104) est un résumé de l'anthropogéographie de Ratzel, donné par l'auteur lui-même.

La « Préhistoire de l'humanité » (p. 107-178), de J. Ranke, est un bon abrégé d'archéologie préhistorique, substantiel et clair, peut-être un peu trop exclusivement fondé sur les découvertes faites en Allemagne.

Quant à la section 2, « Idées fondamentales d'une histoire du développement de l'humanité, » de J. Kohler, c'est un écrit de philosophie abstraite; je n'y comprends pas grand'chose et je crains que ce ne soit pas ma faute.

Ce qu'il y a de plus neuf, ce sont les deux chapitres sur l'histoire des mers, l'océan Pacifique (tome I), la Méditerranée (tome IV). L'auteur, le comte de Wilczek, est mort avant de les avoir achevés; ils ont été mis au point, le premier, par K. Weule, le second, par Helmolt. C'est une tentative pour faire ressortir l'action des mers sur les relations entre les pays qui les entourent et sur l'évolution des habitants de ces pays.

L'ouvrage est illustré de planches hors texte, quelques-unes en couleur, de valeur très inégale. Il y a de bonnes reproductions de peintures primitives américaines, des photographies assez bien choisies de ruines et de monuments, et aussi des reconstitutions très conjecturales de monuments antiques, des fac-similés d'écritures très inutiles et jusqu'à des reproductions de tableaux historiques sans valeur.

Dans l'ensemble, l'entreprise est originale et intéressante; il serait prématuré de dire si elle est réussie.

Ch. SEIGNOBOS.

---

**Sacred Books of the Buddhists.** Translated by various oriental scholars and edited by F.-Max MÜLLER, published under the patronage of His Majesty Chulälankarana, king of Siam. Vol. II : *Dialogues of the Buddha*, translated from the pâli by T.-W. RHYS DAVIDS. London, 1899. In-8°, xxvii-334 pages.

Cette collection des « Livres sacrés des Bouddhistes » est placée sous le patronage du roi de Siam Chulälankarana (Chulalongkorn). On sait que ce monarque a déjà donné des preuves de son goût pour les études

bouddhiques en faisant éditer à ses frais l'énorme collection complète du Tipitaka pâli (c'est-à-dire les *Trois corbeilles*, sorte de Bible des Bouddhistes) dont il a généreusement distribué des exemplaires à diverses bibliothèques d'Europe et d'Amérique. Il y a dans ces encouragements intelligents et ces entreprises scientifiques une initiative intéressante qu'il importe de signaler aux lecteurs occidentaux.

Dans la masse des textes du Tipitaka, M. Rhys Davids a choisi le Dīgha et le Majjhima Nikāyas, recueils de Suttas, dialogues où le Bouddha est mis en scène. Il a tiré de ces recueils treize Suttas, qui lui ont semblé particulièrement dignes d'attention, et les a traduits. Rien n'est plus légitime, mais à la condition d'indiquer qu'il y a eu choix arbitraire, et M. R. D. ne l'a pas fait; pour un lecteur non averti, ces treize dialogues apparaissent comme un ensemble transmis tel quel par la tradition. La traduction est précédée d'une préface d'allure historique sur l'âge probable de ces dialogues. M. R. D. tient cette partie du Tipitaka pour très ancienne; il suggère la date du v<sup>e</sup> ou vi<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Ses arguments, malgré leur liste soigneusement étiquetée, peuvent se ramener à trois groupes. Aucune date n'apparaissant dans tout l'ouvrage, — selon la coutume générale en Inde, — nous ne pouvons, que par comparaison avec d'autres œuvres et par inférence ou déduction, proposer une date probable. Ces points de comparaison sont le Milinda et le Kathā Vatthu d'une part, — puis les inscriptions d'Asoka, — enfin une indication est tirée de la présence des mêmes textes dans différents ouvrages canoniques. Cette dernière raison ne tendrait tout au plus qu'à prouver l'antériorité de ces passages identiques par rapport aux livres qui les citent; mais ceux-ci n'étant même pas datés approximativement, le renseignement semble précaire. Seul le fait suivant semble permettre une inférence plus précise : le Peta Vatthu et son complément le Vimāna Vatthu, qui, d'après leur contenu, seraient les derniers en date des 5 Nikāyas, citent l'histoire du roi Pingalaka. Dhamma pāla, commentateur du iv<sup>e</sup> siècle ap. J.-C., le fait mourir deux cents ans après le Bouddha. Donc ces deux Vattus sont postérieurs à cet événement. Mais quelle est la valeur du témoignage de Dhamma pāla? Quel rapport unit nos dialogues à ces deux sections, quelle preuve, quelle probabilité même qu'ils soient contemporains ou antérieurs? De plus, cette indication ne nous fournit encore qu'un point de départ : qu'on place, suivant l'opinion courante, le Nirvāna du Bouddha en 543 av. J.-C. ou comme M. R. D. en 479 av. J.-C. et qu'on ajoute deux cents ans, on arrive au milieu soit du iv<sup>e</sup> soit du iii<sup>e</sup> siècle av. J.-C., époque sensiblement plus basse que celle suggérée par l'auteur (v<sup>e</sup>-vi<sup>e</sup> siècles), et rien, — sauf autre preuve, — ne nous empêche d'accrocher cette compilation à telle ou telle date plus récente encore. Restent les inscriptions du roi Asoka. Mais, comme M. R. D. le remarque lui-même, aucune ne porte la mention de ces dialogues. L'édit de Bhabra, qui cite des textes canoniques, ne parle pas des 5 Nikāyas, et quant au terme de Suttantika

ou Pañca-*nekāyika*, qui oserait affirmer qu'il s'applique à ces mêmes *Nikāyas*, dont nous avons la rédaction écrite et que nous connaissons seuls? L'argument le plus solide repose sur l'examen du *Milinda* et du *Kathā Vatthu*; le premier, postérieur aux *Pitakas pālis*, daterait, à peu près, de l'ère chrétienne. Le malheur, c'est qu'il est impossible de prouver, dans l'état actuel des études, si le *Milinda* est l'original d'une copie qui servit à deux traductions chinoises ou la copie de cet original, et par suite de lui assigner une date même approximative. Le *Kathā Vatthu*, nous assure M. R. D., a été rédigé sous *Asoka*. Mais sur quelles autorités se fonde-t-il? « According to the views prevalent at the end of the fourth century A. D. in *Kāñcipura* in South India and at *Anurādhapura* in Ceylon and recorded therefore in their commentaries by *Dhamma pāla* and *Buddhaghosa* » (Introd., p. x); c'est-à-dire d'après des traditions locales et des commentateurs de la fin du IV<sup>e</sup> siècle ap. J.-C., soit plus de cinq cents ans après l'événement rapporté! Et la date même citée est contestable, et la valeur des témoignages de *Dhamma pāla* et de *Buddhaghosa* sujette à caution. On le voit, rien n'est plus malaisé que de chercher un point d'appui sur ces bases fuyantes et d'essayer de trouver dans des écrits non datés et flottants l'âge probable d'une composition non datée elle-même. La seule ressource, en attendant mieux, serait, semble-t-il, de recourir à la philologie pour fournir quelque indication d'après la langue ou le style; mais les études du *pāli* sont-elles, à l'heure présente, assez avancées pour permettre quelque hypothèse sur ces données?

Ces réserves faites, il convient de louer le travail de M. R. D. comme il le mérite. Chacun des treize *Suttas* est précédé d'une introduction analysant et éclaircissant les idées développées par les interlocuteurs. Outre l'intérêt de ces explications, chacun de ces avant-propos contient nombre de remarques utiles. Dans l'introduction générale, M. R. D. proclame la nécessité pour traduire convenablement en langue européenne la pensée bouddhique ou hindoue et en marquer les stades successifs, de s'appliquer à élucider chaque terme spécial par des rapprochements avec d'autres textes, des citations du *pāli*, même une exposition complète des vues de l'auteur. Il nous met en garde (*Sāmañña-phala Sutta*, Introd., p. 64) contre le penchant à vouloir faire tenir toute une doctrine en une formule et nous avertit (*Brahma-Jāla Sutta*, p. xxvi-xxvii) de ne pas trop nous fier à la classification habituelle de tous les systèmes philosophiques de l'Inde en six classes (*darsanas*). Fidèle à cette méthode de précision rigoureuse fondée sur l'étude attentive et la comparaison des textes, il essaie d'approfondir le sens du mot *Lokāyata* (*Kūṭadanta Sutta*, Introd., p. 166-172) à l'origine, peut-être, employé au sens de connaissance de la nature et arrivant à signifier athéisme et matérialisme. De même encore (*Mahāli Sutta*, Introd., p. 190-92), l'expression *sambodhi-parāyano* est identifiée avec l'« *Arahatship*, » l'état d'*Arahat* (Arhat, digne de recevoir l'illumination finale). Dans cette introduction (p. 193-96), une discussion sur

les différentes appellations jette un jour curieux sur la vie sociale de l'Inde vers l'époque de ce dialogue. L'observation que les castes ne formaient pas des barrières aussi rigides que nous sommes tentés de l'imaginer en Occident, vaut aussi la peine d'être relevée (voir *Ambattha Sutta*, Introd., et *Lohicca Sutta*, Introd., *passim*). La dissertation à tendances historiques sur le contenu, variable suivant les temps, de l'idée qu'on se faisait couramment du Brahmane (*Sonadanda Sutta*, Introd., p. 140-41), la remarque sur la tolérance dont l'auteur du dialogue rapporte l'application dès le temps du roi Ajātasatru, contemporain du Bouddha (*Sāmañña phala Sutta*, p. 57), enfin les tentatives pour serrer de près les pensées philosophiques en les rapprochant des théories adverses<sup>1</sup> sont nécessaires pour se former quelque idée de la vie philosophique de l'Inde au moment où ces dialogues furent composés. De fines analyses des procédés d'exposition, de la différence entre les dialogues personnels et littéraires de Platon et ces œuvres anonymes destinées à être répétées phrase à phrase et apprises par cœur, produits de compilateurs préoccupés surtout de la doctrine, sont précieuses pour la juste appréciation du texte.

Si ce texte lui-même n'offre pas l'intérêt dramatique et varié des dialogues de Platon, il contient cependant plus d'une exposition habilement présentée et surtout de curieux renseignements sur les différentes manières d'envisager le problème de la vie suivant les écoles florissantes autour du Bouddhisme. Le procédé de développement est presque toujours le même : des gens avides de connaître la vérité, Brahmanes jeunes ou vieux, roi, ascète, mendiant viennent proposer une difficulté au Bouddha. Il expose la thèse de ses adversaires et la sienne ensuite, qui s'y trouve conforme pour toutes les pratiques morales. Les esprits incertains se déclarent convaincus et se rallient à sa doctrine. Les actes purement matériels, — sacrifice, ascétisme du corps, — sont non pas rejetés, mais, selon une méthode socratique, repris au compte du Bouddhisme en donnant aux mots une signification élevée et morale. Ce n'est pas le sacrifice d'un animal qui importe, mais le sacrifice de ses mauvais penchants, de sa personne. L'ascétisme est louable, si c'est de l'ascétisme moral qu'il s'agit. Un Brahmane peut se trouver supérieur aux autres hommes s'il l'emporte, en effet, par sa valeur morale. Et c'est à la dialectique de Socrate que fait penser tel dialogue où le Brahmane Sonadanda finit par être convaincu que le Bouddha prêche la même doctrine que lui ; à l'esprit de Socrate, quand le Bouddha, se refusant à des miracles, refusant de traiter les questions métaphysiques, borne toute l'ambition de l'homme à s'occuper de sa conduite en cette vie. C'est plaisir de constater avec quelle

1. La méthode semble plus sûre que de rappeler des noms et des systèmes occidentaux dont la connaissance, ne jetant aucune lumière sur les théories hindoues, ne peut qu'introduire de la confusion (voir *Kevaddha Sutta*, Introd., p. 274).



ironie discrète sont étalés les efforts inutiles de tous les constructeurs d'édifices métaphysiques et des sectes qui n'ont point aperçu la vraie voie; il y a une délicate finesse dans l'apologue conté par le Bouddha au jeune Kevaddha : un Bhikkhu (mendiant), voulant savoir où finissent les cinq éléments, s'adressa successivement à tous les dieux jusqu'au grand Brahma en personne qui lui dit, en se détournant, par pudeur des autres dieux, que lui-même n'en savait rien. Et alors le Bouddha interrogé répondit : « La question est mal posée; le monde est en nous; où finit la pensée, là s'arrête le domaine accessible à l'homme. » Ces conceptions ne choquaient nullement l'esprit hindou, étaient même répandues autour du Bouddha et plus d'un de ses adversaires aurait pu se les approprier. Mais le Bouddhisme contenait en outre un élément original qui le distinguait; c'est le terme assigné dans tous les dialogues aux efforts vers le progrès moral, la délivrance, le salut, l'état d'Arahat. A maintes reprises, le Bouddha marque les étapes de cette ascension; M. R. D. les a nettement résumés dans l'Introduction au *Sāmañña phala Sutta*, p. 57-58. Elles se ramènent à la destruction des passions, à la concentration de l'esprit, à l'extase et enfin à l'anéantissement suprême, au Nirvāna. Renoncez aux liens du monde, donnez-vous tout entier à la méditation, à la scrupuleuse observation des règles de conduite propres à vous porter jusqu'au détachement absolu, à l'intelligence parfaite, au bonheur.

Un Index des matières et des noms propres, un autre des mots pâlis terminent heureusement ce volume.

En somme, ce livre, par la conscience de la traduction accompagnée de précieuses notes philologiques ou explicatives, par les excellentes introductions qui précèdent chaque dialogue et par le très louable effort pour serrer de près le sens et la traduction de chaque terme philosophique, constitue un ouvrage de premier ordre pour la connaissance de la pensée bouddhique et des doctrines adverses, exposées suivant les idées des compilateurs de ces Suttas. Seuls l'essai de critique historique et l'attribution d'une date et d'une localisation même hypothétiques ne semblent pas fondés sur des preuves suffisantes.

G. CAHEN.

---

Giuseppe SPERANZA. *Il Piceno dalle origini alla fine d'ogni sua autonomia*. Ascoli Piceno, Luigi Cardi, 1900. 2 vol. in-8°, xi-484 et 292 pages, avec planches et carte.

M. Speranza a écrit en huit cents pages l'histoire du Picénium depuis les origines jusqu'à la division de l'Italie en régions par Auguste. Le pays qui s'étend de Pisaurum (Pesaro) à Aternum (Pescara), entre l'Apennin et l'Adriatique, et qui forma sous l'Empire la cinquième des onze régions d'Italie, méritait d'être étudié à part. Il a joué un rôle

important à l'époque des guerres samnites, de la seconde guerre punique, de la guerre sociale, des guerres civiles. On y rencontrait des cités nombreuses, Hatria (Atri), Interamna (Teramo), Asculum (Ascoli), Firmum (Fermo), Ancona (Ancône), Urbinum (Urbino), etc. Les Picentins modernes se souviennent du passé de leur petite patrie; M. Speranza l'a raconté avec orgueil et amour. Les érudits italiens de province nous ont habitués depuis longtemps à ces amples monographies; lorsqu'elles témoignent, comme celle-ci, d'une érudition réelle en même temps que d'un vif attachement au sol natal, on leur pardonne aisément quelques imperfections dont la moindre ne serait pas leur longueur même.

M. Speranza connaît bien la littérature particulière de son sujet; il a dressé une copieuse liste d'ouvrages, mémoires et articles relatifs soit au Picénum, soit aux villes et villages qu'il renferme. Il a lu en outre beaucoup de livres récents d'histoire romaine, en italien et en français; les travaux allemands lui sont évidemment moins familiers. On regrette qu'il ait cru nécessaire de nous donner un résumé trop substantiel de ses lectures. Le premier livre traite des populations primitives du Picénum; l'auteur connaît les théories nouvelles de MM. Pigorini et Sergi et du P. de Cara; il s'attarde à les reproduire; au lieu de relever simplement les découvertes préhistoriques faites en Picénum et d'énoncer les inductions qu'elles permettent, il disserte abondamment sur l'origine et l'expansion des Ligures, sur la civilisation des Pélasges, etc. Le second livre nous montre le Picénum envahi par les tribus sabines auxquelles il doit son nom; M. Speranza croit pouvoir affirmer que cette invasion n'eut pas lieu avant la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle de Rome (p. 144); c'est peut-être trop préciser, et les arguments allégués ne sont pas décisifs. Pour faire le tableau de la civilisation du Picénum avant sa soumission à Rome, l'auteur s'est inspiré beaucoup moins de ce qu'on sait des Picentins spécialement que de ce qu'on connaît en général des peuples italiques. On trouve au troisième livre un récit trop détaillé des campagnes d'Annibal et de la guerre sociale; le meilleur chapitre serait celui qui est consacré à cette place — un peu tard — aux plus anciennes inscriptions picentines dialectales; malheureusement M. Speranza ne connaît pas les deux ouvrages essentiels de Planta et Conway sur les dialectes italiques. Dans l'exposé des guerres civiles au quatrième livre on perd un peu de vue le Picénum. Il est question au cinquième de la part prise aux événements du I<sup>er</sup> siècle avant J.-C. par quelques Picentins (Labienus est le plus célèbre), et de l'organisation nouvelle du pays par Auguste; au lieu de décrire les institutions municipales en termes très vagues et qui seraient vrais pour toutes les contrées de l'Empire, il aurait été intéressant d'étudier plus en détail, d'après les inscriptions, chaque cité du Picénum. Il est vrai que cela eût amené l'auteur à sortir des limites chronologiques qu'il s'était arbitrairement assignées; mais s'il ne voulait parler que du Picénum indépendant, il aurait dû s'arrêter aux guerres

puniques, et s'il entendait s'occuper du Picénum romain, il était nécessaire d'en suivre les vicissitudes sous l'Empire.

Le volume a été édité à Ascoli; trop de fautes d'impression y sont restées; les noms propres étrangers surtout ont eu à souffrir (Léturneau, Bossier, Hensen, Des-Jardins et De-Jardins, la *Sculpture grecque* de Collignon datée de 1792, etc.). Les auteurs grecs ne sont jamais cités qu'en traduction latine. La carte jointe à l'ouvrage donne du Picénum une idée très insuffisante; le relief du sol n'y est pas figuré; elle n'a d'autre utilité que d'indiquer la position des localités nommées dans le texte. Il manque au travail consciencieux de M. Speranza d'être plus condensé, plus resserré, mieux délimité; pour bien faire enfin, une étude historique de ce genre devrait s'appuyer sur un examen de la géographie ancienne du pays et se compléter par une description topographique des principales villes.

Maurice BESNIER.

---

**Hungersnöte im Mittelalter.** Ein Beitrag zur deutschen Wirthschaftsgeschichte des 8 bis 13 Jahrhunderts, par Fritz CURSCHMANN. Leipzig, Teubner, 1900. In-8°, viii-247 pages. (Fait partie des *Leipziger Studien* publiées par Buchholz, Lamprecht, Marcks et Seeliger.)

C'est un sujet fort intéressant que celui auquel M. Curschmann vient de consacrer de longues recherches. Et, si au point de vue critique son travail laisse peut-être à désirer, il est du moins d'une lecture agréable et complète utilement les chapitres ou pour mieux dire les esquisses de Karl Lamprecht (*Deutsches Wirtschaftsleben*, I, p. 1537-1557) et d'Alwin Schulz (*Höfisches Leben zur Zeit der Minnesänger*, I, p. 102). Il se compose de deux parties : la première est une synthèse, la seconde est la reproduction des passages les plus importants des annales, chroniques et autres documents que l'auteur a consultés.

Aucune étude méthodique n'avait été entreprise jusqu'à ce jour sur les famines au moyen âge, et les récits (si souvent parsemés d'exagérations) qui nous en étaient donnés n'avaient même souvent d'autre but que de mettre en relief la charité des prêtres ou des moines pendant ces grandes calamités. Si une semblable étude n'a pas au premier abord pour l'histoire générale une grande importance, on peut en dégager cependant des renseignements très utiles pour la connaissance de la vie économique au moyen âge et de l'esprit même des populations qui étaient victimes de ces fléaux.

Les indications les plus précieuses se trouvent dans les chroniques, et ordinairement dans les chroniques les plus simples, les plus terre à terre, et dont les auteurs sont de bons moines naïfs et sincères, ne se

préoccupant guère des événements que nous qualifierions aujourd'hui d'importants, des intrigues politiques ou des relations entre les peuples. Les légendes des saints, que M. Curschmann a renoncé d'ailleurs à explorer complètement, ne fournissent qu'une médiocre moisson. Il est même curieux d'observer que pas un seul des miracles dont elles contiennent le récit ne se rattache directement à une famine. Les lettres et les diplômes sont également pauvres en renseignements. Les capitulaires sont d'une lecture beaucoup plus utile.

M. C. a dû se limiter pour le temps comme pour l'espace. Ses recherches (il explique pourquoi) vont du commencement du VIII<sup>e</sup> siècle à l'année 1317. Elles portent principalement sur l'Allemagne, mais s'étendent aussi sur toute la région située à l'est de la ligne Calais-Dijon-Lausanne, c'est-à-dire qu'elles intéressent la Belgique et une partie notable de la France et de la Suisse. Sa limite orientale est la ligne Vienne-Cracovie. Au nord, le Danemark a été laissé de côté : les documents concernant la région du nord et du nord-est, vers les confins du monde slave, ne renferment, paraît-il, que des indications insignifiantes sur le sujet qui nous occupe.

Au point de vue de la terminologie, il convient de remarquer d'abord qu'à côté du mot *fames* figure fréquemment le mot *caristia*, qui, employé d'abord pour indiquer un simple renchérissement des denrées nécessaires à la vie, devient ensuite à peu près synonyme du précédent. Un seul exemple suffirait à le prouver : il est extrait d'une charte de 1277 : *Et anno maxima caristia in Carinthia facta est ita ut homines se invicem comederent.*

Il est intéressant de se demander quelles causes sont généralement attribuées aux famines par les contemporains. On voit là le plus souvent, dans ces siècles de foi, une punition de Dieu pour les crimes ou les méfaits des hommes. Quelquefois même on parle de l'intervention du démon; on cherche surtout à établir la coïncidence des famines avec certains phénomènes tels que l'apparition d'une comète, l'existence d'une éclipse, une aurore boréale. Les comètes surtout sont le présage d'une calamité; on ne relève pas moins de dix coïncidences de ce genre entre 868 et 1316.

Les causes véritables des famines ce sont les mauvaises récoltes dont une organisation économique défectueuse rendait parfois terribles les effets. Le paysan vivait alors à peu près uniquement de ce qu'il récoltait; la notion d'épargne n'était guère entrée alors dans les esprits. Les couvents même, qui vivaient aussi d'une vie toute agricole, presque au jour le jour, étaient durement atteints.

Les mauvaises récoltes paraissent dues le plus souvent à des hivers trop longs ou à une surabondance de neiges, quelquefois à un printemps trop pluvieux ou à un mauvais été, parfois aussi à des inondations ou à des épizooties, sans parler des guerres qui firent tant de ravages. Une guerre au moyen âge consistait principalement à dévaster le pays. Et c'est peut-être pour cela qu'il ne faut pas être trop sur-

pris de la longue durée de ces calamités. On parle de famines qui ont duré dix, douze et même treize ans. Un certain nombre d'entre elles ont une durée de sept années : réminiscence manifeste des sept années maigres de l'Égypte au temps de Joseph.

Ce qu'il est le plus difficile de connaître avec précision c'est l'étendue de la région sur laquelle sévissait le fléau. Il est évident qu'il ne faut pas prendre à la lettre les assertions de ceux qui nous parlent d'une famine régnant *per universas terras*. Mais la concordance entre les renseignements donnés par des chroniqueurs fort éloignés les uns des autres permet de dresser une sorte de statistique à laquelle il faut renoncer d'ailleurs à attribuer une précision rigoureuse. Pour les VIII<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles notamment, par suite des destructions qui furent la conséquence des invasions des Normands et des Hongrois, les renseignements sont trop incomplets. On trouve quatre famines *générales* au IX<sup>e</sup> siècle, deux au XI<sup>e</sup>, cinq au XII<sup>e</sup>, une au XIII<sup>e</sup>. Quant aux famines locales, elles sont très nombreuses. M. Curschmann n'en relève pas moins de trente-huit pour le XII<sup>e</sup> siècle, qui fut le plus éprouvé.

Ce qu'on ne peut connaître malheureusement avec certitude ce sont les conséquences de ces famines (encore que l'auteur nous donne sur le renchérissement des prix des chiffres fort instructifs). L'état économique était alors si rudimentaire que l'agriculture ne pouvait dans une année de mauvaise récolte soutenir la totalité de la population. Les famines se firent sentir encore plus durement dans les régions de l'est que dans celles de l'ouest, où il y avait une vie commerciale et industrielle plus développée.

En présence de ce fléau, les populations firent preuve d'une grande apathie. On dit communément que les volontés sont aujourd'hui moins bien trempées qu'elles ne l'étaient jadis. Il n'est cependant pas douteux qu'elles furent au moyen âge plus faibles qu'elles ne le seraient aujourd'hui pour *lutter* contre les calamités, au moins contre celles d'ordre économique. Les famines provoquaient surtout des actes de violence; on volait sans vergogne et on pillait les boutiques des boulangers.

On combattait la disette de céréales en mangeant de la viande; l'autorité ecclésiastique levait les interdictions concernant le carême et les jours d'abstinence. On mangeait des chevaux, des ânes, des chiens, des chats, des loups, des grenouilles, des serpents et même des animaux morts. On remplaçait le pain de blé ou de seigle par le pain d'avoine; on mêlait de la terre à la farine; on se nourrissait aussi de racines, de plantes, d'herbes et d'écorces d'arbre. Il n'est pas douteux qu'on ait quelquefois (au moins jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle) mangé de la chair humaine. Le fait est attesté par un trop grand nombre de documents pour pouvoir être mis en doute.

Certaines famines ont eu pour conséquence une effrayante mortalité, d'autres ont occasionné des pestes et des épidémies. La plupart ont déterminé des émigrations. Souvent on partait au hasard. Le plus

ordinairement on se réfugiait dans le voisinage des couvents, et surtout dans les villes où résidaient un évêque et un nombreux clergé. On comptait sur sa richesse et sa générosité. M. Curschmann eût pu, au lieu de se borner à quelques lignes, donner ici un chapitre sur la façon dont se pratiquait alors la charité. Il y eut certainement beaucoup de compassion pour les affamés; clercs et laïques nous apparaissent comme pénétrés d'un sentiment de solidarité chrétienne auquel il faut rendre hommage.

Au surplus, le livre même de M. Curschmann permet au lecteur de dégager de son travail beaucoup de réflexions, car l'auteur a eu l'heureuse idée de reproduire dans une seconde partie les principaux passages des annales qui renseignent sur le sujet. On y trouve par exemple le récit de Raoul Glaber concernant la famine de 1032 et celui de Hugues de Flavigny, la description donnée par les *Gesta Trevirorum* d'une famine dans la vallée de la Moselle en 1035, les *Gesta Anselmi Leodicensis* pour la famine de 1043, la Chronique de Saint-Martin de Tournai pour 1095, d'intéressants passages de Galbert de Bruges (pour 1125), de la vie d'Otton de Bamberg par Heribord, de la Chronique de saint Bavon, des Annales de Cambrai, etc.

Georges BLONDEL.

---

**Epistolae et chartae ad historiam primi belli sacri spectantes, quae supersunt, aeo aequales vel genuinae.** Die Kreuzzugsbriefe aus den Jahren 1088-1100. Eine Quellensammlung zur Geschichte des ersten Kreuzzuges, mit Erläuterungen herausgegeben von Dr Heinrich HAGENMEYER. Innsbruck, Wagner, 1901. In-8°.

Les croisades, entreprise collective de l'Europe entière, intéressaient tout le monde occidental; les lettres, publiques ou privées, écrites par les pèlerins, étaient lues avidement, circulaient de mains en mains, et beaucoup d'historiens français ou étrangers ont pris soin de les rapporter in-extenso ou d'en faire entrer la substance dans leurs récits. De ces monuments, la plupart ont péri; Riant en avait jadis dressé un inventaire critique au tome I des *Archives de l'Orient latin*; il avait noté non seulement les épitres vraies ou fausses dont le texte subsiste, mais encore une foule d'autres que mentionnent les historiens contemporains ou postérieurs; il s'était même donné la peine de recueillir les faux fabriqués plus tard, soit au moyen âge, soit au xvi<sup>e</sup> siècle, par des rhéteurs, dont le plus connu est Donzellini. Ce travail de Riant était, en somme, complet et muni de l'immense appareil bibliographique et critique qui accompagne toutes les publications de ce célèbre érudit, mais il n'avait pas dressé le texte exact de ces documents, il avait seulement voulu fournir les éléments de cette tâche à ses successeurs.



M. Hagenmeyer, estimant, à juste titre, ces textes aussi précieux que les grandes histoires, dont il a déjà réédité quelques-unes, vient de les réunir, en les accompagnant de tous les éclaircissements et commentaires désirables. Tout compte fait, il n'a admis dans son recueil que vingt-trois lettres, y compris la fameuse épître d'Alexis Comnène à Robert de Flandre; pour chaque lettre, il a recherché et collationné toutes les copies manuscrites, sans négliger les éditions antérieures; enfin, à chaque morceau, il a consacré une dissertation, parfois assez longue et toujours fort intéressante, où il explique dans quelles circonstances il a été écrit, les renseignements qu'on y peut trouver, le degré de créance que mérite l'auteur. En tête, dans une introduction générale, il explique pourquoi il n'a pas recueilli des épîtres rapportées par des auteurs tels que Guillaume de Tyr; il montre très facilement que ces épîtres sont inauthentiques, aussi peu acceptables que les discours dont les historiens antiques émaillaient leurs compositions. Tout cela est excellent et mérite d'être lu. Excellentes également nous ont paru les dissertations consacrées à chaque lettre; mais M. Hagenmeyer rencontrera sans doute des contradicteurs, notamment en ce qui touche la fameuse lettre d'Alexis Comnène. On sait combien de fois elle a été citée par les historiens généraux, qui en concluaient que la croisade avait été déterminée en partie par les demandes de secours de l'empereur grec. Riant, on le sait, en faisait un *excitatorium*, une composition de rhétorique destinée à réchauffer le zèle des chrétiens d'Occident; d'autres, notamment M. G. Paris, estimaient également la pièce fautive, mais la croyaient composée avant la croisade de 1095, et supposaient que, par une méprise singulière, certains chroniqueurs, Robert le Moine, puis Guibert de Nogent, l'avaient transformée en un appel à la guerre sainte. M. Hagenmeyer admet cette dernière partie de la thèse de M. Paris, mais, s'il croit la forme actuelle du morceau non authentique, il suppose que l'auteur inconnu a utilisé le résumé latin d'un chrysobulle adressé par Alexis à Robert de Flandre vers 1088. La thèse paraît séduisante, et le fait de relations entre les deux princes est prouvé d'autre part; mais il faut reconnaître que le rédacteur de cette épître a pris dans ce cas, avec son modèle, de terribles licences, et qu'il a donné des détails de caractère parfois singulier imaginés par lui. Le terrain de la discussion est d'ailleurs, dès maintenant, bien déblayé; Sybel et Riant avaient déjà prouvé que les faits énoncés par ce document ne pouvaient être admis; mais, sur l'origine, la date et le caractère même de l'épître, on pourra longtemps discuter; la théorie de M. Hagenmeyer, à laquelle M. Chalandon s'est rallié dans son ouvrage sur Alexis Comnène, nous paraît d'ailleurs assez admissible.

Les autres parties du volume de M. Hagenmeyer n'appellent que peu de remarques; c'est, sous une forme fragmentaire, toute une histoire de la première croisade. Le texte même des différentes lettres est établi avec ce soin, ce luxe de variantes auxquels l'éditeur des *Gesta* anonymes nous a habitués; il a connu tous les manuscrits de chaque



morceau jusqu'à présent signalés, aussi bien que les anciennes impressions. Enfin, des notes et éclaircissements, on ne peut dire qu'une chose, à savoir que certains les trouveront peut-être trop abondants; mais, groupés à la fin du volume, ils ne gênent point le lecteur, qui peut les consulter à son loisir. Il fera bien de ne point les négliger; pour la lettre d'Alexis, notamment, M. Hagenmeyer est arrivé à retrouver une des principales sources littéraires de l'auteur, à savoir la Bible, et il a prouvé que, par endroits, ce morceau était un vrai centon de versets de l'Écriture. Une table chronologique des faits, alphabétique des noms et des matières, enfin un copieux glossaire complètent ce beau volume, indispensable à quiconque s'occupe de l'histoire de la première croisade.

A. MOLINIER.

---

Reinhold RÖHRICHT. *Geschichte des ersten Kreuzzuges*. Innsbruck, Verlag der Wagner'schen Universitäts-Buchhandlung, 1904. In-8°, xii-268 pages.

Parmi les érudits modernes, il est peu d'hommes dont la carrière scientifique ait autant d'unité que celle de M. R. Röhricht. Dans la liste déjà longue de ses travaux, dont le premier date de 1868, à peine en relèverait-on deux ou trois, parmi les moindres, qui n'ont pas pour objet l'histoire des croisades. La fermeté vraiment admirable avec laquelle il s'est confiné dans ce domaine, sans presque jamais permettre à son esprit et à sa plume d'errer au dehors, comporte un exemple que feront bien de méditer les chercheurs qui trop volontiers s'attardent aux curiosités du chemin : en moins de trente années, malgré les exigences d'un professorat très absorbant, M. Röhricht a produit toute une série d'œuvres considérables aussi bien par leur valeur intrinsèque que par l'étendue des recherches qu'elles révèlent, instruments de travail indispensables à tous ceux qui s'occupent aujourd'hui de l'histoire des guerres saintes, et construits d'une main si sûre qu'on les utilisera longtemps encore, sans songer à les remplacer.

Dans les trois plus importants de ces travaux, sa *Bibliotheca geographica Palaestinae*, ses *Regesta regni Hierosolymitani* et sa *Geschichte des Königreichs Jerusalem*, tous publiés depuis 1890, il a groupé et mis en œuvre des matériaux accumulés pendant nombre d'années d'incessant labeur. Et ce ne sera pas un des moindres avantages qu'il aura retirés de la persévérance avec laquelle il a suivi sa voie, que d'atteindre ainsi le but qu'il s'était proposé, sans que rien, pour ainsi dire, soit demeuré stérile dans l'effort accompli.

Certains critiques, en rendant compte de l'*Histoire du royaume de Jérusalem*, du même auteur, avaient exprimé le regret que cette histoire ne fût pas précédée d'une introduction racontant la création des établissements latins de Palestine. M. Röhricht a voulu leur donner

satisfaction et c'est de ce désir qu'est née son *Histoire de la première croisade*.

Mais, que M. Röhricht ait eu ou non l'intention de donner à cette œuvre le caractère d'un mémoire introductif à l'*Histoire du royaume de Jérusalem*, ce n'est en tout cas pas sous cet aspect qu'elle s'offre à nous. Elle ne consiste, en effet, ni en une étude rapide des origines et des résultats de la première guerre sainte, ni en un exposé sommaire des événements principaux, ni en un examen des rapports de ces événements entre eux. En fait, c'est un regeste complet de l'expédition, dans lequel tous les faits qui s'y rattachent, même les plus insignifiants en apparence, sont l'objet d'une mention ou tout au moins d'une allusion. Pour enfermer dans un livre qui compte à peine 250 pages d'exposition tout ce que nous savons de la première croisade, M. Röhricht, fidèle à la méthode qui lui est propre, a dépouillé son récit de tous les *impedimenta* qui pouvaient en retarder la marche. Ces *impedimenta* ont été rejetés dans les notes, qui contiennent non seulement de copieuses références aux sources, mais encore la discussion des points mal établis, l'exposé des divergences qui existent, aussi bien entre les écrivains contemporains de la première croisade qu'entre leurs modernes commentateurs sur la signification et la réalité même de certains événements, enfin quelques indications touchant la valeur relative des témoignages sur lesquels repose notre connaissance de l'histoire de la croisade. Encore l'étude critique de ces témoignages a-t-elle été réduite au strict minimum. Quant au récit même de l'expédition, il est à tel point impersonnel que, lorsque la mention d'un de ces faits controversés a dû y être introduite, nous ne savons pas toujours quelle est, à son endroit, l'opinion de l'auteur ni, dans les cas où cette opinion est formulée, les raisons sur lesquelles elle se fonde. Ainsi, par exemple, M. Röhricht n'a pas manqué de prêter attention aux négociations entamées entre les croisés et l'émir El-Afdhal, un des incidents les plus obscurs et les plus curieux de la croisade; mais il n'essaie pas d'en déterminer la portée. Ainsi encore, il semble ne pas douter de l'existence des projets de croisade de Grégoire VII, et certainement ce n'est pas sans de sérieux motifs qu'il se sépare sur ce point de Sybel et de Riant. Mais ces motifs, que nous eussions voulu connaître, ne nous sont pas indiqués. Quand il rapporte l'épreuve du feu subie par Pierre Barthélémy, il reproduit le récit infiniment suspect de Raimond d'Aguiers, sans dire ce qu'il en pense.

En signalant ces particularités, qui surprennent au premier abord dans le concept apparent de l'œuvre, je ne voudrais pas donner au lecteur l'impression que ce concept soit demeuré un peu vague dans l'esprit de l'auteur. Elles peuvent, en somme, s'accorder avec le but que celui-ci s'est proposé, et elles sont en tous cas sans importance pour apprécier l'ensemble du travail.

M. Röhricht, en effet, me semble avoir eu surtout en vue d'établir, pour l'histoire de la première croisade, l'inventaire des faits que l'on

peut tenir pour certains et de ceux que l'on doit regarder comme conjecturaux, sans entrer dans la discussion des circonstances accessoires. Bien entendu, il ne s'agit pas là d'un simple travail d'enregistrement. L'œuvre personnelle de l'auteur est considérable, non seulement parce que ce n'était point chose aisée que d'assujettir l'établissement de cette sorte de régeste aux exigences d'une narration suivie et bien ordonnée, mais aussi parce qu'il était impossible de procéder avec sûreté et méthode sans connaître à fond et les sources originales et, parmi les travaux récents, tous ceux où il y avait quelque chose à apprendre. Or, il n'existe peut-être pas, dans toute l'histoire du haut moyen âge, d'événement sur lequel nous soyons aussi copieusement documentés et dont les relations ou les divers épisodes aient été l'objet d'un aussi grand nombre de monographies. Ce n'a pas été une mince besogne que de mettre en œuvre tous ces matériaux.

Faire ici une critique de détail du livre de M. Röhrich, y rechercher de menues inexactitudes, ou signaler certains points secondaires sur lesquels on pourrait la compléter, serait en méconnaître le vrai mérite, et il me semble préférable d'indiquer pourquoi, à mon avis, cette œuvre, si peu révolutionnaire en apparence, pourra être le point de départ d'études extrêmement fécondes.

La première croisade nous est connue aujourd'hui avec une abondance de détails qui permet d'en suivre presque mois par mois et à certains moments jour par jour les péripéties. Et cependant, lorsqu'il s'agit de lui assigner sa place dans l'histoire politique et sociale de l'Europe, d'en déterminer les antécédents, de dire pourquoi et comment l'Occident s'est mis en branle, d'enchaîner logiquement les principaux événements de l'expédition, il semble qu'aucune conclusion nette ne se dégage des témoignages, si précis en apparence et si nombreux, des narrateurs contemporains. Que l'on interroge à cet égard les œuvres des historiens modernes et l'on constatera qu'il n'en est pas deux, pour ainsi dire, dont les avis soient entièrement concordants. Et si, d'autre part, on essaie d'expliquer par quelque une des théories émises l'ensemble des circonstances qui ont entouré et jalonné la marche de l'expédition, il est impossible d'en retenir une qui ne soit pas irrémédiablement condamnée par l'existence de quelque fait dont elle ne peut fournir l'explication.

Le livre de M. Röhrich, et c'est là surtout ce qui lui assurera une place à part entre les autres histoires de la première croisade, nous fait assister à cette faillite de tous les systèmes au moyen desquels on a tenté jusqu'ici de caractériser la genèse et de tracer la physionomie de ce mémorable événement. Car, mettant en présence, d'un côté, les faits dans leur pure objectivité, et, de l'autre, les conclusions générales qu'on a prétendu fonder sur certains d'entre eux, il montre — et cela peut-être sans intention consciente de la part de l'auteur — à quel point ces conclusions sont imparfaites et insuffisamment compréhensives. M. Röhrich, dans la partie de son histoire qui traite des anté-

cédents de la croisade — et c'est celle de tout le livre où sa personnalité se dissimule le moins — a indiqué sinon toutes les causes, du moins une partie des causes, tant accessoires qu'efficientes, que l'on a placées à l'origine des croisades : appels de l'Empire grec menacé en Asie par les Turcs et en Europe par ses voisins de l'ouest et du nord ; entraves apportées par les Turcs, maîtres des lieux saints de Palestine, aux pèlerinages qui, dans la seconde moitié du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, étaient devenus un des besoins les plus impérieux de la dévotion chez les chrétiens occidentaux ; poussée de l'ascétisme sous l'influence des monastères clunisiens ; esprit d'aventure développé, sinon créé, par la publication des premières chansons de gestes ; misère générale en Europe, qui portait les populations à chercher ailleurs une existence moins précaire ; dangers que faisaient courir aux riverains de la Méditerranée les pirateries sans cesse renouvelées des flottes égyptiennes ; intérêts commerciaux. Mais, parmi toutes ces causes, en est-il vraiment une que l'on puisse considérer comme primordiale ? Les unes apparaissent comme de simples contingences, les autres sont essentiellement factices ou n'eurent pas un caractère d'urgence tel que leur influence ait été réellement appréciable. Et ce qui, d'ailleurs, doit faire douter que l'une quelconque d'entre elles ou même leur concours ait agi de façon à la fois directe et très efficace, c'est que la guerre sainte ne fut ni demandée ni décidée par les peuples ou leurs conducteurs temporels, et qu'il fallut à la papauté un effort intense et persévérant pour mettre la chrétienté en mouvement. Écrits excitatoires, indulgences d'une forme et d'une étendue inusitées accordées à tous ceux qui partiraient, promesse des récompenses célestes, appât des conquêtes matérielles, fables et fraudes pieuses destinées à échauffer les imaginations, il fallut recourir à tous ces expédients pour secouer l'apathie de la multitude.

M. Röhricht, sans méconnaître, bien entendu, le rôle particulièrement actif du chef de l'Église apostolique, semble plutôt assigner comme point de départ à la croisade les appels adressés par Alexis Comnène aux chefs des nations occidentales. Du côté des documents occidentaux, ces prétendus appels ne nous sont révélés que par deux témoignages qui, peut-être, ne sont pas indépendants l'un de l'autre, le *Hierosolymita* d'Ekkehard et la *Chronique* de Bernold de Saint-Blaise, témoignages desquels on doit conclure aussi que les appels en question passèrent par la cour de Rome avant d'être connus des chrétientés d'Occident. Si l'on m'accorde qu'ils suivirent cette voie, je n'en contesterais pas la réalité ; mais ce qui me paraît infiniment peu probable, c'est qu'Urbain II les ait mis en circulation sans en avoir au préalable modifié la teneur et l'esprit ; car, répandus sous la forme même que pouvait leur avoir donnée Alexis, ils étaient voués d'avance au plus complet échec, la protection désintéressée de l'Empire grec étant ce dont les Latins se souciaient évidemment le moins.

Le seul spécimen qui nous soit parvenu de ces appels, à savoir la lettre d'Alexis au comte de Flandre, à supposer même qu'il n'ait pas

été forgé de toutes pièces en Occident, n'a pu sortir tel quel de la plume d'Alexis, car, sous l'aspect d'une demande de secours, il constitue en réalité l'incitation la mieux caractérisée à la conquête de Byzance par les Latins. Et, si l'on considère en même temps ce que furent, d'une part, la politique d'Urbain II à l'égard d'Alexis dans la préparation de la croisade, et, d'autre part, les relations des croisés avec cet empereur durant leur séjour sur les terres de l'Empire grec, il sera bien difficile d'admettre que la croisade — et par là j'entends la levée en masse de la chrétienté contre l'Islam — se soit faite en vertu d'un accord réel entre Grecs et Latins, les premiers devant abandonner aux seconds, pour prix du secours qu'ils étaient censés en recevoir, une partie au moins de leurs anciens thèmes de Syrie et de Palestine. En effet, Alexis fut tenu dans l'ignorance la plus complète de ce qui s'organisait en Occident à l'instigation d'Urbain II<sup>1</sup>, si bien que, lorsque les croisés se présentèrent aux frontières de son Empire, puis vinrent camper sous les murs de Byzance, il n'en éprouva que stupeur et colère, dans la conviction où il était que la guerre contre l'Infidèle, profanateur des lieux saints, était de la part des Latins un simple prétexte, leur véritable but étant de s'emparer par surprise de Constantinople. Quant aux croisés, dont en vérité ce n'était point là l'intention, mais qui peut-être, sur la foi des écrits répandus chez eux, croyaient trouver dans Byzance un souverain faible et pusillanime dont ils feraient l'instrument de leurs desseins, ce ne fut pas, on le conçoit, sans une vive irritation qu'ils se virent contraints d'en passer par les exigences inattendues de l'empereur grec. Que, dans ces conjonctures, un conflit n'ait pas éclaté, on le dut surtout à l'habileté singulière avec laquelle Alexis tira parti d'une situation infiniment dangereuse; on le dut aussi à la prudence des chefs de la croisade, dont la plupart mirent l'accomplissement de leur mission au-dessus des vaines satisfactions de l'amour-propre.

Il me paraît donc évident que les appels de Byzance au pape, en les supposant même réels, ne furent pas la raison déterminante de l'action pontificale et que leur effet, très problématique d'ailleurs, sur les masses n'eut rien de spontané ni de décisif.

Mais si, renonçant définitivement à résoudre le problème par l'hypothèse de l'appel byzantin, nous devons écarter la seule, parmi les solutions proposées, qui rattachât la croisade, par un lien visible, à un ensemble de faits dont on pouvait la croire issue et qui permit d'expliquer pourquoi ce grand mouvement se produisit précisément à la fin du XI<sup>e</sup> s., est-ce à dire qu'il faille laisser la question en suspens aussi

1. M. Röhrich tient pour authentique la lettre d'Urbain II à Alexis Comnène, du 25 décembre 1096, par laquelle le pontife aurait informé l'empereur grec de l'arrivée prochaine des croisés. Je ne puis m'expliquer son opinion sur ce point; car, parmi les documents apocryphes relatifs à la première croisade, il n'en est pas de plus manifestement faux que ce prétendu message.

longtemps que des faits nouveaux n'en viendront pas changer la face, ou que l'on doive la résoudre par une conception qui ferait de la croisade une sorte de phénomène de germination inconsciente dont la complexité mystérieuse défierait toute analyse? Nous n'en sommes pas réduits là, je crois, et j'estime qu'il se dégage des faits connus une clarté suffisante pour qu'il soit possible de discerner, au travers de ces seuls faits, la genèse de l'expédition.

La croisade, cela est incontestable, fut l'œuvre du pape qui l'organisa et ne cessa d'en diriger l'exécution, tant par lui-même que par ses légats. Là-dessus, les témoignages concordants abondent. Prétendre en chercher l'origine en dehors des aspirations et des traditions de l'Église romaine, et, d'autre part, ne point mesurer l'importance des intérêts en jeu à la grandeur de l'effort déployé, ou supposer qu'un si vaste dessein fut mis au point sans une longue et patiente élaboration serait asseoir son jugement, sinon sur des impossibilités matérielles, du moins sur d'inquiétantes invraisemblances. Toute explication qui laissera subsister des objections de cette nature manquera de base solide. Et, par un effet opposé, toute explication qui n'aura contre elle aucun de ces illogismes sera presque certainement inattaquable à son point de départ. Or, il est une considération qui, dès le milieu du *x<sup>e</sup>* siècle et antérieurement à toute idée de croisade contre l'Islam, porta vers l'Orient islamique l'attention des pontifes de Rome, qui ne cessa d'occuper leur esprit avec une force grandissante jusqu'au jour où les croisés eurent occupé la Syrie et la Palestine, et dont l'importance était telle pour les chefs de l'Église qu'aucune autre raison ne pouvait leur faire souhaiter avec une ardeur égale la conquête de ces provinces par les chrétiens d'Occident : ce fut, après la consommation du schisme grec par Michel Cérulaire (1054), la nécessité de mettre la main sur les patriarchats d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem et de soustraire les églises dissidentes d'Orient à l'influence de l'Église schismatique. Cette nécessité apparaît déjà en 1054 dans la protestation véhémement de Léon IX contre la prétention du patriarche de Constantinople de soumettre à sa juridiction directe les églises d'Antioche et d'Alexandrie. Elle s'affirme de nouveau et se précise dans les projets de croisade de Grégoire VII. Elle éclaire enfin les actes d'Urbain II dans la préparation et la conduite de la croisade, depuis les premières manifestations de la politique orientale de ce pontife jusqu'aux circonstances dans lesquelles s'établit, sous la haute direction de ses légats, le royaume latin de Jérusalem. Éclore au lendemain de la perpétration du schisme, elle grandit à mesure que devint plus complète la scission des patriarchats orientaux d'avec l'Église romaine et que s'affirma plus ouvertement la volonté des titulaires de ces patriarchats de ne plus reconnaître la primauté du siège de Rome. Et sans doute s'accrut-elle encore des appréhensions que durent provoquer en Occident la main-mise de Byzance sur le protectorat des Lieux-saints et les tentatives répétées et parfois heureuses des empereurs grecs pour reprendre leurs anciennes possessions de



Syrie et de Palestine. Quand, à la fin du *x<sup>e</sup>* siècle, les noms des papes ne furent plus inscrits sur les diptyques des églises de Jérusalem et d'Antioche, elle avait atteint son plus haut degré d'urgence.

Il semblerait assez naturel de supposer qu'à cette idée première s'en soit associée, dès l'origine, une seconde que l'on vit dans la suite passer au premier rang ; à savoir que, pour écarter de l'Eglise apostolique universelle le péril dont elle était menacée, il fallait atteindre ce péril dans son foyer même, à Constantinople, en y substituant la domination des Latins à celle des Grecs.

Qu'elle fût en germe déjà dans l'esprit de Grégoire VII, lorsqu'en 1074 il parlait de se mettre en personne à la tête d'une armée de 50,000 hommes pour la défense de l'Empire grec, on ne saurait l'affirmer ; mais on peut le supposer, dans la mesure du moins où la connaissance que nous avons du caractère, des instincts, des visées de ce grand pape nous permet de pénétrer sa pensée intime. Ce qui est certain, c'est que vingt ans après on la trouve développée très crûment dans un écrit destiné, sans aucun doute, à stimuler l'enthousiasme populaire en faveur de la croisade, je veux parler de la lettre d'Alexis au comte de Flandre. Et, d'autre part, si l'on reconnaît que l'opinion de la cour de Byzance, touchant les intentions des croisés à l'égard de l'Empire grec, pouvait reposer sur un indice sérieux et non sur de vaines imaginations, et, qu'en fait, à la façon dont s'organisa la croisade, c'est miracle qu'il n'en soit pas sorti un conflit armé entre Grecs et Latins, on sera tenté d'admettre que la cour de Rome envisagea sans déplaisir la possibilité de ce conflit. De là à dire qu'elle voulut le faire naître par le moyen détourné d'une croisade contre l'Infidèle, sans lequel elle n'eût pu soulever les masses, il y a un pas que nous ne devons point franchir. Bien des raisons graves, sinon péremptoires, s'y opposent. Nous ne pourrions les énumérer ici sans étendre démesurément le présent article.

Si les déductions que nous venons d'exposer sont fondées, il n'en résulterait pas moins qu'à l'origine même des croisades, la guerre sainte contre l'Islam ne vint qu'au second rang dans les préoccupations des pontifes romains, et qu'en armant la Chrétienté occidentale contre l'Orient musulman, ces pontifes visèrent en réalité l'Orient schismatique. Et il n'y aurait point là de quoi surprendre ; car ils conformaient ainsi leurs sentiments et leurs actes aux intérêts les plus immédiats et à la tradition la plus impérieuse de leur Eglise, dont l'universalité, constamment alléguée comme la démonstration de sa mission divine, était plus gravement atteinte par le schisme et l'hérésie que par l'existence de nations non gagnées encore à la foi catholique. Au surplus, nous avons à cet égard un témoignage dont il est difficile de récuser la portée, puisqu'il émane de l'homme qui, durant toute la seconde moitié du *x<sup>e</sup>* siècle, fut l'âme de la politique ecclésiastique du Saint-Siège, de Grégoire VII, conseiller de Léon IX et père spirituel d'Urbain II. Sollicité de prêter son appui à l'expédition du comte Ebles de Rouci



contre des territoires occupés par les Maures d'Espagne, Grégoire VII déclarait sans ambages qu'il aimait tout autant laisser ces territoires aux mains des Infidèles que de les voir tomber entre celles de fils insoumis de l'Église.

Léon IX, Grégoire VII, Urbain II doivent être regardés comme les protagonistes de la croisade. Les deux derniers de ces papes, avant de ceindre la tiare, avaient été moines de Cluny. Dans ce foyer de vie ecclésiastique, où la papauté du XI<sup>e</sup> siècle trouva l'appui le plus sûr et le stimulant le plus actif de ses ambitions, ces deux hommes, de caractère et de mérite si différents, puisèrent une égale ardeur à combattre pour la suprématie de Rome, et sans doute y rencontrèrent-ils ensuite les agents les plus zélés de leur propagande en faveur de la croisade. Un religieux de leur ordre, peut-être obscur, rapportant certains incidents du voyage d'Urbain II en 1095, dit que ce pontife était venu en France « pour l'utilité de la sainte Église universelle. » Conscient ou non de la valeur de cette parole, il a, seul parmi ses contemporains, donné de la croisade la définition qui lui convient.

Ces développements nous ont entraîné un peu loin du livre de M. Röhricht, et je dois m'en excuser auprès du lecteur, qui eût préféré peut-être trouver ici une analyse plus minutieuse de l'ouvrage. Je ne sais pourtant s'il y aurait eu grand profit à suivre l'auteur pas à pas dans son récit et à refaire d'après lui ou à côté de lui cette histoire de la première croisade, dont nul n'avait encore rapporté avec autant de précision les principales péripéties et les menus incidents. Car l'intérêt du livre réside moins, comme je l'ai dit, dans l'assemblage même des faits, tous connus déjà, que dans la méthode d'exposition de l'auteur, méthode toute objective et par conséquent n'appelant guère la discussion.

Il me paraît utile seulement de signaler certains points auxquels M. Röhricht a accordé une attention spéciale, parce qu'il a considéré sans doute, et avec raison, que l'étude en avait été quelque peu négligée par les historiens ses devanciers : tels sont l'histoire si dramatique et si curieuse des croisades des paysans, ces folles équipées des bandes de Gautier Sans-Avoir, de Foucher d'Orléans, du prêtre Gottschalk, de Guillaume le Charpentier, vicomte de Melun, enfin de Pierre l'Ermite lui-même, qui précédèrent le passage général; puis l'histoire de la fondation de la principauté d'Édesse, le récit des marches et contre-marches, des tergiversations et des querelles des croisés entre l'époque de leur installation définitive dans Antioche et celle de leur départ pour Jérusalem; l'élection et le caractère du gouvernement de Godefroy de Bouillon.

Dans une série d'*Appendices*, l'auteur a groupé des renseignements dont il n'avait pu faire état dans le corps même de l'ouvrage. On y trouvera un tableau très complet des principautés musulmanes à l'époque de la première croisade, une étude comparative des relations du discours d'Urbain II à Clermont, que nous ont laissées Robert Le Moine, Foucher

de Chartres et Guibert de Nogent, une énumération des textes relatifs à l'oie prophétique et à la chèvre miraculeuse qui accompagnaient les croisades des paysans; enfin, la reproduction, d'après une version anglaise de Guy Le Strange, d'une description d'Antioche au milieu du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, contenue dans une lettre d'Ibn-Butlan, que nous a conservée le dictionnaire de Yakout.

J'ajoute, en terminant, que M. Röhricht, dans une délicate pensée, a dédié son livre au savant éminent dont les travaux ont plus que tous autres contribué, en ces dernières années, au progrès des études concernant l'histoire de la première croisade, M. le pasteur Henri Hagemeyer.

Ch. KOHLER.

**C. ENLART. L'Art gothique et la Renaissance en Chypre.** 2 vol. in-8°, avec 34 pl. hors texte et 424 fig. Paris, Leroux, 1899.

M. Enlart continue à suivre la marche victorieuse de l'art français du moyen âge à travers la chrétienté. Après avoir montré, dans un livre complet et définitif, la part qu'eurent les Cisterciens dans l'importation de l'architecture à voûtes d'ogives en Italie<sup>1</sup>, après avoir donné, dans divers périodiques, des notes très instructives de ces « missionnaires de l'art français » dans les pays scandinaves, et sur les plus remarquables monuments de style français élevés en Espagne, il a passé aux « pays d'outre-mer, » et, avec une mission du ministère de l'Instruction publique, il a consacré plusieurs mois de rude labeur à l'exploration et au relevé des monuments élevés à Chypre par les Latins, du <sup>xii</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle.

Dans les deux volumes où sont exposés les résultats de ses recherches, M. Enlart a voulu donner tout ce qu'il avait recueilli et appris, c'est-à-dire une statistique monumentale de Chypre au moyen âge, une histoire détaillée de chaque édifice, depuis sa construction jusqu'à nos jours, enfin l'histoire de l'art, étudiée dans le développement des formes et la succession des diverses influences. Peut-être l'ouvrage eût-il gagné en clarté et en relief si l'auteur avait distingué plus nettement les trois parties de son travail, et surtout si l'était résigné à les développer moins également. Mais, au lieu de s'attarder à une critique du plan et des procédés d'exposition, il convient de donner un aperçu de la richesse de documents, de faits et d'idées que ce livre ajoute aux connaissances acquises sur l'histoire de l'Orient latin et de l'art français.

Nous voyons passer devant nos yeux la série complète des édifices, intacts ou ruinés, dans les photographies excellentes et les dessins tou-

1. *Origines françaises de l'architecture gothique en Italie.* (Bibl. des Écoles d'Athènes et de Rome, fasc. 66.) Paris, Thorin, 1894, in 8°.

jours précis, souvent élégants, que M. Enlart a exécutés lui-même. Ces images forment un long décor historique, sur lequel tous les faits réunis par le comte de Mas Latrie ou relatés dans les chroniques de Philippe de Novare et de Florio Bustron semblent se transformer en tableaux animés. Nous avons là tous les châteaux, Saint-Hilarion, Chérines et Nantara, qu'ont rendus fameux, au temps de Frédéric II, la guerre des « Lombards » et les « Gestes des Chyprois. » Nous avons la plupart des grandes églises qui furent élevées par les prélats français et dotées par les Lusignan, les cathédrales des villes à demi latines et les abbayes perdues en pays grec. De tous ces monuments, M. Enlart établit la filiation artistique avec la précision d'un généalogiste. Le répertoire inépuisable de documents et de souvenirs qu'il s'est formé par de longues excursions dans toutes les provinces françaises lui fournit, pour la moindre moulure, une série de rapprochements, appuyés de croquis, qui justifient point par point toutes ses assertions. La minutie avec laquelle l'auteur a détaillé son analyse ne l'a pas empêché d'indiquer, en quelques traits énergiques, les lignes directrices du développement de l'art qu'il étudiait et la délimitation des périodes. Et, si l'on peut regretter que ces indications essentielles soient restées fragmentaires et n'aient point été condensées en une conclusion plus serrée, on n'aurait qu'à recueillir les propres expressions de M. Enlart pour exposer en quelques lignes l'histoire de l'architecture française en Chypre.

La grande ile grecque a ignoré l'art roman qui produisait, sur la côte de Syrie et en Palestine, des monuments bourguignons, comme la façade du Saint-Sépulcre et la mosquée de Beyrouth. On sait, en effet, que Chypre ne fut définitivement conquise par les Latins qu'en 1191. Mais, cinq ans plus tard, elle était déjà le siège d'un second royaume, gouverné, comme le royaume de Jérusalem, par la famille française des Lusignan; et, dès lors, l'invasion des Sarrazins en Syrie, qui limitait les possessions des Latins à quelques milles de la côte, donna une importance extrême à l'île qui devait, jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, braver l'effort des infidèles.

Un des premiers monuments élevés à Chypre par les Latins est la cathédrale Sainte-Sophie de Nicosie, dont toute la partie orientale a conservé les dispositions primitives. L'archevêque qui fonda cette église était un Parisien, et l'édifice lui-même présente des détails qui rappellent directement l'Ile-de-France. C'est une construction complète dans le nouveau style adopté en France, avec voûtes d'ogives et arcs-boutants. Déjà l'on remarque dans le chœur de la cathédrale de Nicosie des détails d'architecture champenoise; cette architecture est celle qui régnera à Chypre, presque sans partage, depuis le début du xiii<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup>. Elle y produit ses chefs-d'œuvre dans cette période d'éclatante prospérité qui suivit la prise de Saint-Jean-d'Acre et la ruine des établissements latins en Syrie. Alors, Chypre devint, en pleine mer, le rendez-vous des voies maritimes qui faisaient

communiquer l'Occident et les pays musulmans. Elle se peupla de Vénitiens et de Génois autant que de Français. Mais il est remarquable que les Italiens n'importèrent à Chypre que des peintures. M. Enlart a signalé, dans les églises qu'il décrit, une série fort curieuse de peintures giottesques ou siennoises. Mais l'architecture reste pure de tout mélange; la cathédrale de Famagouste, commencée vers 1300, et les parties les plus récentes de la magnifique abbaye de Lapaïs sont des édifices champenois du travail le plus fin, et dont le prix se double pour l'historien de l'art si l'on pense à la rareté des monuments du *xiv<sup>e</sup>* siècle en France. A peine peut-on relever dans la construction et la décoration quelques archaïsmes, et aussi des dispositions inconnues dans le nord, comme les toits en terrasse, disposés sur les voûtes des cathédrales de Nicosie et de Famagouste, et qui montrent avec quelle ingéniosité le maître de l'œuvre a su adapter les modèles qu'il imitait à un climat d'Orient. Dans la seconde moitié du siècle, l'influence de la Champagne fait place à celle du midi de la France, qu'apportent avec eux les marchands de Marseille et de Narbonne, les hauts dignitaires ecclésiastiques et les légats envoyés par les papes d'Avignon. Cette introduction d'un art, qui, en France même, n'est qu'une imitation bâtarde et affaiblie de l'art du nord, fut fatale au développement de l'architecture en Chypre. Nicosie et Famagouste n'ont pas connu les audaces du style « flamboyant. » Au lieu de s'agrandir démesurément dans une forêt de meneaux aux courbes capricieuses, les fenêtres se resserrèrent en maigres lancettes; les voûtes d'ogives et les piliers s'alourdirent; la sculpture prit une raideur géométrique, et, littéralement, l'art français de Chypre fit retour vers le style roman, qui pourtant, au *xiii<sup>e</sup>* siècle, n'y avait pu produire aucun édifice.

Cette évolution complète, achevée en deux siècles, prêterait à des réflexions et à des comparaisons que M. Enlart, sans doute, nous donnera quelque jour. Le fait capital qui ressort de son livre, c'est que l'architecture de Chypre, après avoir eu la vie la plus féconde, s'est éteinte brusquement dès qu'elle a été isolée des sources vives du nord. Cette architecture appartient donc tout entière à la France; elle est, comme le dit heureusement M. Enlart, notre « art colonial; » et l'on ne peut qu'applaudir l'Académie des inscriptions et belles-lettres d'avoir si bien reconnu ce qui fait l'intérêt de ce livre excellent en lui décernant le prix des Antiquités de la France.

E. BERTAUX.

---

**J. ROUCAUTE.** *Qua ratione et quibus temporibus fines domini regii in Gabalitano constituti sint (annis MCLXI-MCCGVII).*  
Thèse. Mende, Privat, 1900. 4 vol., 1-444 pages, avec carte.

De bonne heure, le Gévaudan acquit, dans la formation de l'ancienne monarchie, sa physionomie originale. Il l'a longtemps gardée. Sa condition au *xv<sup>e</sup>* siècle dérive de l'organisation reçue aux débuts du *xiv<sup>e</sup>*.

Et là est un des liens qui rattachent au livre de M. R. sur la Ligue en Gévaudan sa thèse latine sur les origines du domaine royal gévaudanaïs. La question, objet de travaux antérieurs, avait déjà été reprise et renouvelée sur plusieurs points par sa publication, en collaboration avec M. Saché, des Lettres inédites de Philippe le Bel relatives à cette région.

Vers la fin du XII<sup>e</sup> siècle, le Gévaudan est un fief épiscopal, un de ces fiefs lointains et peu accessibles rattachés d'abord par des relations assez lâches de vassalité à la royauté capétienne (bulle d'or de 1161, par laquelle l'évêque de Mende, Aldebert du Tournel, reconnaît la suzeraineté de Louis VII). Mais les Capétiens ont bientôt sur le pays une prise plus effective; les résultats de la guerre albigeoise leur donnent l'héritage de puissants vassaux du comte-évêque. Saint Louis, comme Louis VIII, suzerain du fief éminent, se trouva par là relever de son propre vassal. La puissance étant déjà de leur côté, la situation fut vite réglée par le fameux paréage de 1307, arrêté entre Philippe le Bel et Guillaume II Durant, le neveu du *Speculator*. L'acte aboutit à la distinction de trois domaines : celui du prélat; celui du roi, chacun exerçant sa justice chez lui au moyen de ses officiers particuliers; et une terre commune, *Terra communis, seu pariaerii Gabalitani*, où les causes sont jugées et les droits perçus par des juges que nomment de concert le roi et l'évêque et qui agissent en leur nom collectif. Les paréages sont loin d'être rares dans l'ancienne France; mais cette communauté est singulière et là est un des traits originaux du Gévaudan.

M. R. s'est attaché à la constitution et à la détermination du domaine royal depuis les origines jusqu'en 1307. Sur les documents (procédures et enquêtes entre le roi et l'évêque, inventaires des *proprietates* royales, analyses de la *Feuda Gabalorum*, retrouvés dans les Archives nationales et les archives de la Lozère) il suit l'histoire de chacune des acquisitions faites par la couronne jusqu'à l'acte célèbre du paréage de 1307 : vicomté de Grèzes ou de Gévaudan avec Marvejols et baille de Saint-Étienne — vallée française avec Saint-Germain de Calberte, domaine qui diminua plus tard, par aliénations ou engagements, à partir du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, mais qui avait fortement établi dans la région l'autorité monarchique bien avant l'époque où se fonde l'unité nationale.

M. R. en étudie l'accroissement progressif sous saint Louis, en marque les traits essentiels, en signale l'influence sur les rapports de la royauté avec le prélat de Mende et la noblesse régionale (p. 35-41), en détermine les limites, point que rendaient particulièrement délicat les conditions du paréage de 1307 et le partage de leurs attributions respectives entre l'évêque et le roi (p. 42-68).

Une table des noms de lieux et une carte de ce territoire, où les identifications sont d'une remarquable sûreté, comprenant le détail des *villae* et des *mansi*, achèvent de donner à ce travail à la fois un caractère de précision scientifique et d'utilité pratique.

P. GACHON

**D<sup>r</sup> Paul Fredericq. Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae.** Verzameling van stukken betreffende de pauselijke en bisschoppelijke Inquisitie in de Nederlanden; vijfde deel, tijdvak der Hervorming in de zestiende eeuw, eerste vervolg (24 september 1525-31 december 1528). Gent, J. Vuylsteke; 'S Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1903. In-8°, XLVIII-485 pages.

On ne s'étonnera point sans doute qu'à propos de ce tome nouveau du *Corpus*, inauguré par M. Fredericq il y a douze ou treize ans, nous nous permettions de nous borner à une simple annonce. Ce tome est en effet déjà le quatrième qui ait paru. La composition en est identique à celle des tomes qui l'ont précédé. C'est toujours la même distribution des matières qui y figurent, le même appareil critique, imaginé pour en rendre l'usage aussi facile et aussi profitable que possible, l'observation fidèle enfin d'un plan, dont nous-même, dans cette Revue, avons eu l'occasion à plusieurs reprises de signaler les combinaisons excellentes. Il faut ajouter que c'est encore aux sources, de provenance très variée, qui avaient fourni le contenu des trois premiers volumes, qu'ont été empruntés les textes appelés à former celui-ci. Il va sans dire également que l'auteur, ayant mis dans cette œuvre tout le soin scrupuleux, toute la connaissance profonde de l'histoire des Pays-Bas, dont il a depuis longtemps donné tant de preuves, n'en retire pas moins d'honneur que de tous ses travaux précédents. Au surplus, et indépendamment de ces considérations, la nature seule des documents rapprochés par lui cette fois, l'époque à laquelle ils se rapportent, les faits dont ils sont le témoignage expressif et vivant suffiraient pour assurer à un ensemble de ce genre la valeur la plus incontestable. Comme dans le tome immédiatement antérieur, c'est encore de la Réforme qu'il s'agit ici, et dans une contrée que l'activité intense de sa vie spirituelle, politique et sociale durant le moyen âge devait rendre plus sensible peut-être qu'aucune autre à l'entraînement d'une révolution pareille, qui devait en fait, dans les péripéties tragiques où cette révolution la jeta, trouver la loi immuable de ses destinées modernes.

Charles MOLINIER.

**Antonio AGOSTINI. Pietro Carnesecchi e il movimento Valdesiano.** Florence, Bernardo Seeber, 1899. In-8°, 353 pages.

Quoi qu'elle n'ait pas laissé de traces durables en Italie, la Réforme y a fait son apparition au xvi<sup>e</sup> siècle; plusieurs esprits se sont laissés gagner par les doctrines luthériennes sur la justification par la foi, la libre interprétation des Écritures, l'Eucharistie et la hiérarchie ecclé-



sastique. Ce courant d'idées mérite d'être étudié et l'on doit savoir gré aux érudits qui, comme M. Agostini, travaillent à le mettre en lumière. Toutefois, ces sujets sont encore brûlants, et c'est l'esprit dégagé de toute idée préconçue qu'il faut les aborder si on veut faire œuvre, non de parti, mais de science.

M. Agostini vient de consacrer un volume à l'un des représentants les plus illustres de ce mouvement religieux, Pierre Carnesecchi. Il l'a fait avec conscience, mettant à contribution les archives des Médicis à Florence, les procès-verbaux du Saint-Office, les archives de Venise. Avec lui, nous suivons Carnesecchi dans les péripéties de sa vie tourmentée depuis son séjour à Naples auprès de Valdès, l'inspirateur des réformateurs italiens, jusqu'à l'échafaud du pont Saint-Ange où il devait périr sous la hache, après avoir joui de la faveur pontificale sous Clément VII et avoir reçu l'accueil le plus flatteur à la cour française de Henri II et de Catherine de Médicis.

Dans des tableaux pleins de vie, l'auteur nous retrace la physionomie de Valdès, de son entourage et des réunions de théologiens, de philosophes et de lettrés que présidait à Viterbe l'illustre cardinal Pole; il évoque les figures si originales de Morone, de Vittoria Colonna qui auraient voulu, tout en conservant l'unité de l'Eglise sous la suprématie pontificale, rajeunir l'enseignement théologique et réformer la discipline; et, en face d'eux, les sévères figures des défenseurs de l'orthodoxie, Paul IV et Pie V.

L'auteur a voulu faire œuvre de science, il le déclare dans sa Préface, et certains passages de son livre nous prouvent la sincérité de ses efforts : parlant, par exemple, des rigueurs du Saint-Office, il ne manque pas de rappeler avec raison que les papes n'avaient pas le monopole de l'intolérance et qu'elle était au moins aussi violente dans la république protestante de Calvin, dans les états luthériens du Nord et dans la monarchie anglicane d'Élisabeth. Malgré ces efforts, est-il arrivé à la stricte impartialité? Impartialité n'est pas impassibilité, et l'on comprend fort bien que les cruautés de l'Inquisition romaine lui aient inspiré des réflexions sévères; mais n'a-t-il pas porté dans son livre des jugements incomplets ou faussés par suite d'opinions préconçues?

Il nous semble qu'il en est ainsi lorsque, à plusieurs reprises et en particulier dans la conclusion de son livre, il veut expliquer l'échec du protestantisme en Italie : il touche à peine à la raison principale de ce fait pour insister sur des explications accessoires et d'ordre tout à fait secondaire. Si l'Italie n'a pas accueilli avec faveur les doctrines luthériennes, c'est qu'elle avait intérêt, dit M. Agostini, à garder l'institution du souverain pontificat avec l'éclat tout particulier qu'elle donnait au peuple italien, avec les richesses que faisaient affluer à Rome les indulgences, les jubilés et la fiscalité de l'Eglise. Mais, alors, comment se fait-il que cette même raison n'ait pu empêcher ni les révoltes presque continuelles de la Rome du moyen âge contre ses papes qu'elle envoyait si souvent en exil, ni les événements plus proches de nous



qui ont enlevé au Saint-Siège la plupart de ses avantages matériels? Non, cette explication est insuffisante; la vraie raison ne doit-elle pas être plutôt cherchée dans le caractère mystique à l'excès et particulièrement antipathique à l'esprit italien du dogme farouche de la justification par la foi avec son complément naturel, le dogme de la prédestination. Si la Réforme n'a pas réussi dans l'Italie du xvi<sup>e</sup> siècle, n'est-ce pas pour la même raison qui a fait échouer le jansénisme dans la France du xvii<sup>e</sup>? L'auteur, d'ailleurs, le reconnaît (p. 98); mais il ne donne pas à cette explication toute l'importance qu'elle mérite.

N'est-ce pas aussi une idée préconçue qui lui fait juger si sévèrement la religion des Italiens du xv<sup>e</sup> siècle? Sans doute, elle prenait dans l'âme de beaucoup de personnes un caractère trop matériel et trop formaliste et, à ce propos, la description qu'en fait M. Agostini est exacte; mais elle est en même temps incomplète. Il n'a pas mentionné l'action considérable que les mystiques ont exercée sur les foules. Enseignaient-ils une religion matérielle, saint Bernardin de Sienne, Jacques de la Marche, Bernardin de Feltre, Savonarole et tant d'autres prédicateurs qui attiraient des villes entières à leurs prédications en plein air et les convertissaient non seulement à l'observance des rites, mais surtout à la pratique de la morale et de la charité chrétiennes? Quelque importante que soit l'œuvre de Machiavel, elle ne suffit pas, comme semble le croire l'auteur, pour nous donner le secret de l'âme italienne du xv<sup>e</sup> siècle. Malgré ces réserves, le livre de M. Agostini devra être consulté par ceux qui voudront étudier le mouvement des idées religieuses dans l'Italie du xvi<sup>e</sup> siècle.

J. GUIRAUD.

#### **Siège du fort Saint-Martin et fuite des Anglais de l'île de Ré.**

Relation historique publiée en latin au xvii<sup>e</sup> siècle par Jacques ISNARD, traduction française de 1879 par le D<sup>r</sup> ARGIER. 2<sup>e</sup> éd., illustrée, revue et corrigée. La Rochelle, librairie Foucher, rue du Palais.

Jacques Isnard, avocat au Parlement de Paris et historiographe de Louis XIII, auteur de cette relation latine, a publié un poème latin sur le départ d'Henriette de France en Angleterre, un recueil de poésies latines sur la reddition de la Rochelle, une élégie latine sur la mort de Louis XIII, et cependant il ne figure pas dans les biographies de la Provence, son pays d'origine.

Sa relation latine du siège du fort Saint-Martin fut écrite, au jour le jour, en 1627, et terminée en même temps que le siège. L'année suivante, une traduction française anonyme parut, qui fut attribuée à Michel de Marillac, garde des sceaux, mais qui est fort défectueuse par l'obscurité du style. La relation latine d'Isnard parut avec un grand luxe d'eaux-fortes et de décorations littéraires, dédicaces, poésies au roi

ou à son ministre, mais elle parut après la traduction française. Le colonel anglais H. de Cherbury attaqua violemment, non Marillac, mais Isnard ; il savait donc bien que Marillac n'était que le traducteur et Isnard l'historien original. Les illustrations ont retardé la publication. Le Dr Atgier a ajouté à sa traduction une division en chapitres pour la rendre plus aisée à consulter. Il se propose de publier plus tard la traduction de la relation anglaise de H. de Cherbury, cousin de Buckingham. On ne saurait trop le remercier et le féliciter pour cette contribution si précieuse à notre histoire nationale.

M. DE RICHEMOND.

**Michel HUISMAN. La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI. La Compagnie d'Ostende.** Étude historique de politique commerciale et coloniale. Bruxelles, Lamertin ; Paris, Picard, 1902. In-8°, xii-556 pages, un index.

La Compagnie d'Ostende, ou plus exactement « la Compagnie impériale et royale établie dans les Pays-Bas autrichiens, » n'avait pas, jusqu'à présent, suffisamment attiré l'attention des historiens. Comme elle a figuré, à titre d'appoint, dans toutes les négociations européennes entre le traité d'Utrecht et la guerre de Succession d'Autriche, comme elle a contribué à déterminer le groupement des alliances, les historiens de la diplomatie, MM. Baudrillart, Edw. Armstrong, Syveton, R. Villa, n'ont pu se dispenser de parler d'elle ; mais ils l'ont traitée comme un épisode, comme un objet secondaire de la politique européenne, parfois comme un caprice somptueux de l'empereur Charles VI. On ne l'a pas étudiée pour elle-même, et bien des gens en sont restés, sur son compte, à ces mots de Carlyle : « Elle ne fut qu'une simple compagnie de papier ; elle n'expédia jamais un navire ; elle ne produisit que des pièces diplomatiques et eut l'honneur d'avoir été. »

Le gros et estimable travail de M. Michel Huisman est un victorieux démenti à ces lignes dédaigneuses. Pour en établir les bases, il a été fouiller à Vienne les recueils des dépêches adressées de 1715 à 1740 par les gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs des Pays-Bas au gouvernement impérial, à Paris le fonds *Pays-Bas* des Affaires étrangères, les archives de la Haye et de Berlin, celles de Bruxelles et d'Anvers. (On s'étonnera de ne pas voir figurer dans cette énumération les archives londoniennes, qui eussent fourni à l'auteur des documents sur les rapports entre l'*East India Company* et la Compagnie flamande.) A l'inédit se sont ajoutés les recueils imprimés, si nombreux déjà pour cette période, le Du Mont, le *Recueil* de Rousset, les actes du congrès de Soissons, etc.

Nous louerons, en premier lieu, l'auteur du plan qu'il a adopté. Il avait d'abord songé à étudier d'une part les faits politiques, de l'autre les faits économiques. Il s'est vite rendu compte que ces deux séries d'événements formaient un tout indissoluble et que le seul moyen de

faire comprendre leurs relations réciproques était de les grouper dans un ordre strictement chronologique.

Il faut le louer encore de n'avoir pas limité son travail à la trop brève existence de la Compagnie d'Ostende : novembre 1722-février 1732, mais d'avoir étudié vraiment les origines (en remontant même jusqu'au traité de Munster) et l'agonie de la malheureuse Compagnie. Ce n'était peut-être pas assez pour justifier le titre général du livre : *la Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI*, car il n'y est question du commerce intérieur que dans ses rapports avec le trafic d'Extrême-Orient et du commerce international par terre qu'à propos de la Hollande.

M. H. cherche avec raison les origines de la Compagnie dans la situation économique faite aux Pays-Bas méridionaux par le traité hispano-hollandais de Munster; la fermeture de l'Escaut ruine Anvers, tandis que les sujets flamands du roi catholique sont exclus, par la volonté de leur maître, du commerce des Indes espagnoles. Entre la France et les Provinces-Unies, qui gardent jalousement leurs frontières, soumis à une métropole qui s'accorde avec l'ennemi pour lui fermer les mers, ce petit peuple industriel étouffe; il n'a d'autre ressource que d'envoyer aux Indes, moyennant des licences particulières chèrement achetées, quelques rares *vaisseaux de registre*. En 1698, les Belges obtiennent de Charles II l'érection d'une première Compagnie des Indes qui aura pour siège, non pas Anvers bloqué, mais Ostende. Les États généraux font échouer cette tentative, et, après la guerre de Succession d'Espagne, ils imposent au nouveau gouvernement, par les traités de la Barrière, le maintien des stipulations de Munster. Ils sont soutenus en cela par l'Angleterre; et dès lors va se nouer une coalition des puissances maritimes, bientôt fortifiée par l'accession de la France, pour écraser dans l'œuf toute velléité d'expansion commerciale et coloniale de la Belgique.

Et cependant l'activité flamande et brabançonne se tournait vers les Indes. Aidés par des aventuriers français (Malouins), anglais, etc., les Belges font quelques essais, et, munis de passeports particuliers, partent pour la côte occidentale d'Afrique, pour la côte de Coromandel, où ils créent la factorerie de Cabelon. Mais ils sont plus d'une fois les victimes de la brutalité des marins hollandais et anglais, et, loin de les défendre, le lieutenant général marquis de Prié semble mettre son incapacité malhonnête au service des jalousies mesquines des puissances maritimes. Il fait tout pour empêcher ses administrés de constituer une compagnie de commerce et d'obtenir pour cette compagnie un *octroi* de l'empereur.

Elle se crée, cependant, au lendemain de l'ébranlement universel produit dans les conceptions économiques par le triomphe et la chute du système, les *bubbles* de la *South sea Company* et leurs nombreux succédanés. Instruite par l'expérience de ses rivales, la Compagnie d'Ostende adopte une organisation très supérieure à celle des autres compagnies

des Indes; elle est la première qui, au lieu de distribuer tous ses bénéfices en dividendes, ait eu la prudence de se constituer un fonds de réserve.

Ses débuts à Cabelon et surtout au Bengale (Bankibazar) sont assez malheureux. L'inexpérience des premiers agents, qui ne connaissaient rien des affaires indiennes, leurs maladresses, leurs intrigues envieuses des autres compagnies (surtout de la hollandaise), qui intriguent auprès des nababs (et au besoin les paient) pour amener l'expulsion de la *nation allemande*, tout cela n'empêche pas la Compagnie de retirer, au point de vue purement commercial, d'assez jolis profits de son entreprise. Mais c'est surtout à Canton qu'elle obtient un succès éclatant. Le port d'Ostende, chargé de la distribution des denrées de l'Inde, en liaison étroite avec la grande place financière d'Anvers, prend assez d'importance pour inquiéter Amsterdam, creuse des bassins, construit des vaisseaux. On regrettera que M. H. ne nous ait pas donné, au moyen des documents qu'il a trouvés dans les archives communales d'Ostende, un tableau plus complet et plus vivant de l'activité du port pendant cette période<sup>1</sup>. Il y avait là matière à quelques pages intéressantes.

Donc l'affaire était bonne. Malheureusement pour elle, l'existence de la Compagnie soulevait une question de droit public européen. M. H. nous a donné un excellent chapitre sur la pluie de pamphlets occasionnée par cette controverse. On y vit les compatriotes de Grotius faisant passer les intérêts avant les principes; on y vit Barbeyrac, l'élève de Pufendorf, battre en brèche le dogme de la liberté des mers, défendu par les porte-parole de l'empereur et des Ostendais, les Du Mont et les Pattyn.

C'est au nom du traité de Munster que les Hollandais prétendaient étrangler Ostende. Par une interprétation, pour le moins hardie, des clauses du traité, ils prétendaient transformer l'édit, par lequel Philippe IV avait réservé le commerce des Indes à ses sujets espagnols, en une obligation de droit international et intimaient à Charles VI, en termes à peine diplomatiques, l'ordre de révoquer l'*octroi* concédé aux marchands d'Ostende. Ils permettaient bien à ses sujets allemands ou italiens de commercer aux Indes, pourvu que leur port d'attache fût situé dans la Méditerranée, à Trieste, par exemple; ils n'en voulaient qu'à la Belgique.

Par l'étude de cette controverse juridico-économique, on peut dire que M. H. a complètement renouvelé l'histoire de la ligue de Vienne, de la contre-ligue de Venise, du congrès de Soissons, des préliminaires de Paris et du traité de Séville. Où les historiens voyaient trop exclusivement des compétitions dynastiques, des luttes pour l'équilibre et les fringales italiennes d'Élisabeth Farnèse, il montre qu'il y avait autre chose : la guerre à mort d'Amsterdam (et de Londres) contre Ostende. La France

1. Quelques mots, notamment p. 330, mais insuffisants.

n'a été, dans ces circonstances, que le servile instrument des puissances maritimes. Dubois (et c'est un point sur lequel le P. Bliard a passé bien légèrement) n'avait pas voulu profiter de la querelle suscitée par la Compagnie pour « grouper contre l'Angleterre toutes les nations que sa suprématie commerciale inquiétait<sup>1</sup> ; » il promit, au contraire, d'engager l'empereur à révoquer son *octroi* ; il ne s'acquitta, d'ailleurs, de cette promesse qu'avec une certaine modération. Fleury, lui, fut le *moyenneur* de la suppression de la Compagnie ; on se servit de l'astucieux vieillard pour endormir et duper l'empereur et les Flamands.

Ce qui amena la ruine de la Compagnie, c'est précisément que son sort se trouva lié à celui de tous les problèmes européens. Elle fut la rançon dont Charles VI, à Paris et à Séville, paya l'illusoire reconnaissance de la Pragmatique. Il n'avait jamais soutenu avec fermeté, ni même avec dignité, les efforts de ses sujets brabançons et flamands ; il sacrifia leur création à son rêve<sup>2</sup>.

Le plus curieux, c'est que la Compagnie ne mourut pas tout de suite. Sous couleur de liquidation, elle continua à faire du commerce sous pavillons impérial, polonais, prussien, et à distribuer des dividendes. Le récit de M. H. manque un peu de clarté en ce qui concerne cette dernière période de l'activité des Ostendais (p. 514), et c'est ici que les archives de l'*East India Company* auraient pu, j'imagine, lui être d'un précieux secours. Cette Compagnie a vivement reproché aux Ostendais d'être des *interlopers*, de soutenir les *interlopers* anglais ; ces accusations valaient d'être examinées.

Les dernières tentatives d'expansion commerciale de la Belgique furent étouffées au congrès d'Anvers de 1737-1738. Les puissances maritimes se servirent du traité de la Barrière pour refuser aux Pays-Bas la réciprocité commerciale, pour les traiter comme les peuples européens traitaient alors leurs colonies : un débouché qui doit absorber et non produire. « Après avoir sacrifié la Compagnie d'Ostende et privé les Belges du droit naturel de fonder « une plus grande Belgique, » Charles VI abandonnait, sans résistance, leur commerce intérieur à la merci des voisins. »

On n'a pas tous les jours l'occasion de lire un travail aussi solide et aussi instructif que celui de M. H. L'histoire commerciale, l'histoire financière, l'histoire diplomatique, l'histoire du droit public y trouvent également leur compte. Nous avons adressé à l'auteur quelques critiques<sup>3</sup>, mais son livre est certainement la meilleure monographie qui existe d'une des anciennes compagnies de commerce et de colonisation.

Henri HAUSER.

1. Huisman, p. 232.

2. Voy., p. 485, la « chanson sur l'abolition de la Compagnie d'Ostende, 1732. » Les Flamands comprirent très bien la politique de leur souverain.

3. Il est regrettable que le livre soit écrit en un français des plus incorrects.

**Les campagnes du maréchal de Saxe.** Première partie : *L'Armée au printemps de 1744*, par J. COLIN, capitaine d'artillerie breveté. 4 vol. in-8°, 347 pages.

**Louis XV et les Jacobites** (*le Projet de débarquement en Angleterre de 1743-1744*), par le même officier. 4 vol. in-8°, 287 pages.

Si nous réunissons ces deux ouvrages dans la même notice, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont du même auteur, parce qu'ils ont paru tous les deux chez l'éditeur militaire, R. Chapelot, et parce qu'ils font partie l'un et l'autre de la collection des monographies, en général excellentes, publiées sous la direction de la Section historique de l'état-major de l'armée au ministère de la Guerre. C'est surtout parce qu'un lien très étroit les unit.

Étudiant les *Campagnes du maréchal de Saxe*, le capitaine J. Colin eut à s'occuper du projet de débarquement dont la direction fut confiée à ce grand homme de guerre. Et les documents qu'il rassembla ainsi lui permirent de composer son *Louis XV et les Jacobites*, qui constitue un hors-d'œuvre de son ouvrage d'ensemble, puisqu'il y est parlé non d'une opération effectuée, mais de l'avortement d'une opération conçue plutôt même que préparée. A la vérité, l'auteur s'attache à montrer, contrairement à l'affirmation de certains historiens, que la cour de Versailles a été favorable à l'idée d'une descente en Angleterre et à une restauration jacobite et qu'elle n'avait rien négligé pour en assurer la réussite, qu'elle était décidée à aller jusqu'au bout. Peut-être trouvera-t-on, en dépit même des preuves accumulées et, d'ailleurs, présentées avec talent, que l'auteur n'a pas tout à fait raison, sans avoir tort, du reste. On voulait, tout en ne voulant pas. On désirait de bon cœur la restauration de Jacques III par Charles-Édouard; mais on n'avait sans doute qu'une confiance médiocre (et cette suspicion était justifiée) dans la valeur des agents de la conspiration. De là, probablement, cet état d'esprit en quelque sorte contradictoire qu'on relève d'un bout à l'autre de cet exposé.

Le volume intitulé *Campagnes du maréchal de Saxe* porte, comme titre courant, jusqu'à la page 191, et devrait porter jusqu'au bout, son sous-titre : « L'Armée au printemps de 1744. » En effet, avant de nous montrer le fonctionnement de l'outil dont les hommes de guerre de cette époque avaient à se servir, l'auteur a cru nécessaire de nous faire connaître cet outil. On ne peut que l'en louer. L'exécution répond à la conception. Sans être précisément pittoresque et vivante, cette description de l'organisme militaire est nette, bien ordonnée, claire, intéressante. Peut-être même nous présente-t-on les choses avec une précision qu'elles ne comportaient pas. Habités que nous sommes à la réglementation et à l'uniformité, nous ne savons pas trop faire abstraction de nos idées, et, méconnaissant le laisser-aller, la fantaisie, l'irrégularité et le décousu des institutions ou des mœurs d'il y a un siècle et demi, nous sommes portés à leur donner une apparence d'unité que



n'avaient ni les unes ni les autres. Une figure schématique peut convenir lorsqu'il s'agit de mettre sous les yeux du lecteur des règles fixes et invariables. Mais la rigidité de la géométrie ne saurait s'appliquer à un régime mal défini, comme celui sous lequel vivait l'armée en 1744. D'un corps à l'autre, d'une région à l'autre, on eût pu relever des différences considérables, et, en nous dessinant un type moyen, on ne nous donne pas une image absolument exacte de la réalité. J'ai déjà eu l'occasion de formuler cette remarque, que les narrations de batailles, qu'on trouve dans les histoires, décomposent l'action en périodes tranchées, alors que l'action a dû être le plus souvent confuse et enchevêtrée. Mais une nécessité didactique oblige à faire subir aux faits une certaine déformation, qui est commode pour en faciliter l'étude.

Le capitaine J. Colin a exécuté ce travail avec adresse et conscience. Il nous a donné, à l'appui de ses affirmations, des documents inédits et des textes intéressants qu'il a choisis avec discernement et mis en œuvre d'une façon aussi discrète qu'heureuse.

Peut-être les gens qui ne sont pas du métier auront-ils quelque peine à comprendre certaines explications, qui paraîtront fort claires aux militaires. Peut-être aussi trouvera-t-on qu'il eût été bon de présenter au lecteur les auteurs des différents documents cités, afin de le mettre en état de juger de la valeur à leur attribuer. Peut-être, enfin, regrettera-t-on l'innovation qui consiste à mettre en petit texte toutes les citations, dans le corps même d'un alinéa, règle contraire à tous les usages typographiques et à laquelle, d'ailleurs, il est dérogé page 209.

Mais, en fin de compte, ce premier volume est très bon, et il donne le vif désir de connaître les suivants, lesquels doivent former cinq parties consacrées respectivement aux campagnes successives de 1744, 1745, 1746, 1747 et 1748.

Commandant Émile MANCEAU.

**Supplément au Lake Saint-Louis, etc.**, d'après beaucoup de documents inédits, par Désiré GIROUARD, juge de la Cour suprême du Canada. — Montréal, Poirier, Bressette et C<sup>ie</sup>, 1900. 4 vol. gr. in-8°, 440 pages.

**The Fight with France for North America**, by A. G. BRADLEY. Westminster, A. Constable, 1900. 4 vol. in-8°, xv-400 pages.

**Canada under British Rule, 1760-1900**, by Sir John G. BOURINOT. Cambridge, University Press. 4 vol. in-42, xii-346 pages. (Cambridge Historical Series.)

I. M. Girouard avait publié, en 1893, un important ouvrage anglais, traduit plus tard en français par son fils, sur le lac Saint-Louis. Les nouveaux documents apportés chaque année aux archives d'Ottawa, qui se remplissent de copies faites dans les dépôts d'Europe, lui ont



offert l'occasion de développer, par manière d'appendice, quelques passages discutés ou discutables de son travail. Et le lecteur qui s'intéresse aux détails, souvent infiniment petits, de l'histoire canadienne, y trouvera une suffisante récolte de menus faits. Nous ne relevons ici que les principaux de ces « chapitres, » nom qui d'ailleurs ne convient guère à des études détachées : *Cavelier de la Salle, l'Expédition du marquis de Denonville, le Massacre de La Chine, l'Agriculture au XVII<sup>e</sup> siècle, les Jésuites ont-ils trafiqué au Canada ?*

L'acte de trahison commis, en 1687, par le marquis de Denonville, qui, ayant invité les Iroquois à un grand festin, les fit arrêter, jeter aux fers, puis expédier en France pour servir sur les galères du roi, a-t-il eu l'approbation ou la connivence du gouvernement ? Il semble bien que la cour de Versailles, sans avoir communication complète des projets du gouverneur, les connaissait cependant assez pour savoir ce qui devait arriver. Elle ne s'inquiétait en somme que d'une chose, anéantir les Iroquois comme ennemis dangereux. Les scrupules n'étaient pas habituels à Louis XIV ni à ses conseillers pour arriver à leurs fins, non plus que pour recruter l'équipage de leurs galères. Pourtant, il semble que l'on eut quelque honte de cette trahison, puisque, deux ans après, en 1689, on renvoya dans leur pays une vingtaine d'Iroquois, les seuls qui aient survécu à cette rude épreuve<sup>1</sup>.

La fourberie de Denonville et de la France eut pour résultat une effroyable guerre de dix ans, dont l'épisode le plus terrible fut le massacre de La Chine, où les Iroquois, entre autres supplices infligés aux femmes, « excogitèrent » de nouveau cette « mort diabolique » inventée par les Gueux de Hollande et que met en gravure le *Theatrum Cruelitatis Hereticorum* ; ils en firent « crever » plusieurs « avec de la poudre. » M. G. s'est fait envoyer de Paris le fac-similé peu lisible d'une liste des victimes qu'il a pu identifier, grâce à sa parfaite connaissance des lieux et des personnes.

L'étude sur l'agriculture canadienne au xvii<sup>e</sup> siècle nous la montre au total assez active. Il est toujours un peu difficile de discuter la prospérité du Canada sous le régime français. Lorsque les Canadiens veulent justifier leur ralliement et leur attachement à l'Angleterre, ils insistent sur la négligence de la monarchie française à leur égard et ne parlent que de leur misère précédente. S'ils désirent vanter le développement du pays, mettre en évidence leurs qualités naturelles et réfuter l'injuste dédain que semblaient leur témoigner autrefois les officiers venus de France, la note change, et les inévitables citations

1. Pierre Clément, dans sa *Police sous Louis XIV*, cite précisément l'affaire Denonville comme un exemple de la façon dont on renouvelait le personnel des galères (p. 238-39). — Il convient de rappeler ici que les procédés du Grand Roi ne sont pas absolument inconnus de nos démocraties. Aux États-Unis, où les entrepreneurs de travaux publics emploient des chiourmes de galériens, certains jurys des États sudistes condamnent volontiers les accusés aux travaux publics, même pour des fautes insignifiantes, afin d'avoir toujours une réserve de main-d'œuvre qui ne coûte rien.

du voyageur suédois, Kalm, leur donnent une matière inépuisable de félicitations. La vérité, comme toujours, est entre ces deux extrêmes. Les chiffres exacts que publie M. G. ont ici leur utilité.

La question de savoir si les Jésuites ont fait la traite pour leur compte personnel a fait couler beaucoup d'encre canadienne. « Cette question, qui, sous le régime français, avait une importance politique, a divisé et divise encore les historiens » (p. 95). L'auteur, quoique élève des Sulpiciens et peu porté en faveur de la célèbre Compagnie, conclut par la négative. Il est certain que les Jésuites n'avaient pas une grosse fortune au Canada lorsque vint leur suppression<sup>1</sup>. Ils avaient lutté de leur mieux contre la vente de l'eau-de-vie, qui décimait les sauvages, et qui était la principale monnaie de traite. Même, en 1705, ils incendièrent leur importante mission de Michillimakinac pour la transporter hors du contact pernicieux des coureurs de bois. Leur attitude contraste heureusement avec celle des honnêtes traitants américains, cent ans plus tard, qui, après avoir répandu des flots d'eau-de-vie parmi les sauvages, s'enfermaient prudemment dans leur fort et regardaient, avec le calme d'une pieuse conscience, les Indiens ivres s'égorger, quittes à se plaindre ensuite que ces orgies sanglantes troublaient parfois leur sommeil<sup>2</sup>. Dans la colonisation du Nord-Amérique, les Jésuites avaient choisi la meilleure part; ce n'est point leur faute si leurs efforts ont échoué<sup>3</sup>.

II. L'histoire générale du Canada n'est, paraît-il, guère plus connue du grand public en Angleterre qu'elle ne l'est en France. « L'écolier sait, ou du moins est censé savoir — en quoi probablement on se trompe fort — les détails de la rencontre sur les plaines d'Abraham; mais j'ose dire qu'il y a des milliers de professeurs qui n'ont jamais entendu parler de la bataille bien plus sanglante de Sainte-Foye, livrée six mois plus tard par les mêmes troupes et sur le même terrain. » M. Bradley, à qui l'on devait une excellente biographie de Wolfe dont nous avons rendu compte ici même (*Rev. hist.*, nov. 1896), offre maintenant à ses compatriotes le récit condensé, mais vivant et fidèle, d'une de leurs plus glorieuses et fructueuses conquêtes. Écrit avec verve, avec cette connaissance personnelle, précise, des lieux qui donne plus de relief aux descriptions littéraires, le livre s'adresse au public mondain et se lit avec agrément, quoiqu'il vise un peu trop à l'imitation du style de Macaulay. M. B. s'inspire naturellement aussi du pur esprit de

1. M. G. l'évalue à une trentaine de mille livres par an (p. 99). Il aurait pu trouver un autre élément d'appréciation dans la protestation de Mgr Briand, lorsque le général Amherst demanda les biens des jésuites en récompense de la part qu'il avait prise dans la campagne décisive de 1760 : « Je supplie Votre Excellence de faire attention que les biens des jésuites, les frais de régie déduits, ne rapporteraient pas à S. É., M. Amherst, plus de 400 pièces (louis) de revenu annuel » (*Mgr. Briand à Sir Guy Carleton, 1771. Cité par Mgr Têtu, les Évêques de Québec*, p. 314, 316-17).

2. Wrong et Langton, *Rev. of Hist. Publ., relating to Canada*, II, 70-72.

3. *Ibid.*, V, 27-38.

l'impérialisme, passablement agressif, mis à la mode par M. Chamberlain; il ne se cache pas de songer à l'Afrique du Sud, en racontant le triomphe des Anglais au Canada. En vérité, le patriotisme sonore des peuples d'aujourd'hui ne laisse pas d'être agaçant. Les Français, sans doute, sont fréquemment ridicules avec leur prétention d'éclairer le monde, et leur monnaie nouvelle, la *semeuse* de Roty, en est un fâcheux emblème; mais les Anglais sont encore plus désagréables avec leur prétention de gouverner le globe. Ce n'était assurément pas la peine de tant critiquer l'orgueil des familles nobiliaires parmi nos démocraties, pour le remplacer par une morgue patriotique non moins blessante au regard de l'étranger. M. B., par l'effet de ce sentiment, se trouve, avec d'autres historiens anglo-saxons, tomber dans une erreur grave, lorsqu'ils parlent du début de la domination britannique au Canada. « Si les foules ignorantes qui hurlent leurs pitoyables insanités contre la tyrannie anglaise, et si les quelques personnes éclairées qui, pour des motifs honteux, mais calculés, portent faux témoignage contre leurs voisins, désiraient un peu de lumière et de vérité, — ce qui n'est pas du tout probable, — l'époque dont il s'agit serait un admirable point de départ pour commencer leur enquête. Des historiens, qui n'étaient ni Français ni Anglais, ont fort bien montré que, pendant les cent cinquante ans du régime français au Canada, il n'existe pas la moindre preuve que l'on se soit occupé un seul instant du bien-être du peuple. C'étaient des esclaves, — esclaves de la corvée et du service militaire gratuit, — privés d'éducation, bourrés de superstitions et de contes grossiers pour développer leur obéissance et leur utilité comme chair à canon. Aussi n'est-il point étonnant s'ils furent heureux et stupéfaits de trouver que les Anglais, dans la vie réelle, ne ressemblaient aucunement aux Anglais des racontars cléricaux » (p. 388-389). Ainsi s'écrit l'histoire. J'avais toujours cru, pour mon humble part, que le Canada avait été trop gouverné plutôt que négligé par la cour de France<sup>1</sup>; et les correspondances officielles, où l'on voit le gouvernement s'inquiéter de la culture du chanvre et de l'élevage des ânes, en même temps que de l'envoi de ramoneurs et de sages-femmes, témoignait, ce semble, que la tutelle imposée à la colonie était souvent plus minutieuse qu'inerte, qu'elle devait ainsi devenir gênante en bien des cas. Mais là n'est point la question. Les Canadiens ont-ils été aussi satisfaits qu'on nous l'assure, dès la première heure, de passer sous le régime anglais? Hélas! il faudrait ici écrire un chapitre douloureux

1. « Il est vrai que le régime autoritaire de la France dans ses colonies aura contribué beaucoup à l'échec de la colonisation. Mais que l'autorité fût exercée d'une façon tyrannique, avec le mépris volontaire du bien-être des colons, ce n'est pas du tout ce que prouve l'histoire du Canada français. En réalité, l'insuccès de l'administration française vient en grande partie de son paternalisme trop bienveillant » (Wrong et Langton, VI, 9). Les fermiers eux-mêmes obligeaient parfois les seigneurs à exercer certains droits féodaux, qui étaient, comme le droit de banalité, à l'avantage du peuple (*Ibid.*, p. 196).

de l'histoire canadienne, chapitre que personne en France ni en Angleterre ne se soucie de raconter, et pour cause<sup>1</sup>.

La vérité est que, si l'Angleterre a conservé le Canada parmi ses plus opulentes colonies, elle le doit uniquement au clergé catholique. Persuadé que la force avait décidément prononcé contre la France, le clergé, sous la direction d'un prêtre breton de Saint-Brieuc, l'abbé Briand, qui allait devenir évêque de Québec en place de Mgr de Pontbriand, opéra son ralliement avec une prestesse et une décision très différentes de l'attitude du clergé lorrain, il y a trente ans, sous l'autorité de Mgr Dupont des Loges. La paix n'était pas encore signée que l'on chantait des *Te Deum* pour le mariage du roi Georges, pour s'associer, « en sujets fidèles, à la joie des peuples qui le reconnaissaient déjà pour leur souverain; » et, quelques mois plus tard, à l'occasion du Traité de Paris, un nouveau mandement remerciait le Ciel, sauf les réserves de convenance obligatoire, de n'avoir point cessé d'aimer les Canadiens, ce dont ils pouvaient juger par la consolation qu'ils avaient de « trouver un roi débonnaire, bienfaisant, appliqué à les rendre heureux. » — Si un Jésuite ou un Récollet eût osé prononcer, en 1763, dans la cathédrale de Québec, l'admirable sermon du P. Monsabré dans la cathédrale de Metz, le jour de Pâques 1871, l'autorité religieuse l'eût fait aussitôt descendre de chaire et lui eût fermé la bouche. Mais le brave peuple canadien n'entendait point le patriotisme local avec cette désinvolture. Il boudait, morose, le nouveau régime; et, lorsque les colonies de la Nouvelle-Angleterre commencèrent de s'insurger contre la Métropole, il se fût levé, frémissant, à leur appel, si le clergé, d'une main de fer, ne l'eût maintenu dans l'ordre à coups de censures ecclésiastiques et d'excommunications. Les Canadiens qui, malgré tout, s'étaient risqués à porter les armes dans les rangs des insurgents, durent faire amende honorable à la porte de la cathédrale de Québec, puis au seuil de leur église paroissiale, avant de rentrer en grâce; et ceux qui moururent en combattant furent arrachés de leur tombe pour être enterrés dans le coin des cimetières réservé aux enfants décédés sans baptême. Encore de nos jours, le clergé canadien, chez lui, dissimule d'autant moins son rôle en la circonstance que son succès prouve l'étendue de son influence sur les habitants du Canada. Était-ce donc l'excellence du régime anglais qui déterminait sa conduite? Nullement; mais la persuasion que l'Angleterre triompherait des rebelles et que la force légitimait le droit<sup>2</sup>. Il convient d'ajouter que l'intolérance pré-

1. On trouve, cependant, quelques indications à ce propos dans l'*Histoire du Canada* de l'abbé Brasseur de Bourbourg, que les Canadiens critiquent amèrement et qu'ils ont empêché de réimprimer chez eux.

2. « Vous imaginez-vous qu'un aussi puissant Empire que le britannique, dont les forces maritimes sont capables de résister, pour ne rien dire de plus, à toutes celles de l'Europe réunies, en aura le démenti et qu'il ne consommera pas son entreprise? Il n'y a qu'un sot entêtement et une grande ignorance qui puisse se le persuader » (Mandement de Mgr Briand en 1776). — « Mais, » écri-

cédente et brutale de la Nouvelle-Angleterre, à l'égard du catholicisme, ne permettait pas de prévoir que cette guerre amènerait précisément l'émancipation des catholiques américains et leur donnerait une liberté dont ils tireraient un si grand bénéfice. Quoi qu'il en soit, c'est au moment où l'évêque de Québec n'avait d'assuré pour vivre que les quelques milliers de livres qu'on lui envoyait de France, c'est au moment où l'administration anglaise travaillait à ruiner les établissements religieux et à désorganiser le chapitre de Québec, que l'évêque jouait obstinément le jeu de l'Angleterre et n'accordait les sacrements aux fidèles réfractaires qu'après l'absolution de leur faute par le roi Georges. — On éprouve un sentiment de comique, mêlé d'amertume, à lire plus tard le récit de l'audience accordée, en avril 1820, par Louis XVIII à Mgr Plessis, un des successeurs et le meilleur disciple de Mgr Briand. Le roi s'inquiète de la liberté religieuse des Canadiens et parle de réclamer au nom des traités, si l'Angleterre ne la respecte pas. Il ignorait que cette liberté même servait à détacher le Canada de ses vieilles origines et que déjà se formulait cette phrase, qui, paraît-il, exprime aujourd'hui le sentiment des Canadiens à notre égard : « Ils ont encore quelque amour pour la France, mais ils en ont bien peu pour les Français. »

L'Angleterre peut donc rendre grâce à son étoile plus qu'à son mérite si le Canada continue de lui appartenir. Quant à nos sentiments actuels dont elle incrimine l'hostilité, si, depuis quatre ans, ses meilleurs amis prennent parti contre elle, ce n'est point pour des motifs vils et mesquins, — nous en aurions subi plus tôt l'influence, — mais parce que nous savons à quoi nous en tenir sur les beaux dehors qu'affiche l'impérialisme anglo-saxon. Rien ne nous serait plus facile que de dresser contre lui un violent réquisitoire en nous servant des seuls livres, revues et journaux anglais ; nous n'aurions que l'embarras du choix.

vait l'évêque à une de ses sœurs, « on peut dire que toute la colonie désirait que Québec fût pris [par les insurgents] ; Marie a conservé cette ville, qui seule était restée fidèle, puisque les faubourgs même étaient nos ennemis. Aussi ont-ils été brûlés, soit par la ville soit par les Bostonnais ; ce qui a fait bien des misérables. Ils portent la peine de leur désobéissance. »

1. Par exemple, et pour ne pas sortir du Canada : « C'est un fait élémentaire que les Canadiens de langue anglaise, dans les provinces de l'ouest, n'ont aucune amitié pour les Franco-Canadiens ; que, même au parlement du Dominion, ils insultent la religion, la langue, de leurs concitoyens français... Les Franco-Canadiens ne sont assurément pas en faute sur ce chapitre ; ce ne sont pas eux qui sont les agresseurs ; ils ne font que défendre ce qui est leur droit de toute façon » (*The Loyalty of Canada*; *Quarterly Rev.*, avril 1896, p. 416). — « Le grand danger pour le développement du Canada est la possibilité d'une guerre de race entre Canadiens anglais et français... Toronto est infectée de l'esprit des Anglais au Cap de Bonne-Espérance. Vous entendez les mêmes plaintes ; vous remarquez la même attitude... Vous voyez des parents anglais refuser de laisser apprendre le français à leurs enfants, bien que, grâce à l'intervention du représentant du pape, l'anglais soit aujourd'hui couramment enseigné dans les écoles françaises. ... Les Canadiens français sont dévoués

Pour revenir aux guerres d'autrefois, les Anglais, en général, et M. B., en particulier, feront sagement de réfréner un peu leur indignation contre les Français à propos des horreurs commises par nos alliés sauvages. Quand Rogers brûle jusqu'au ras du sol le village de Saint-François, y compris l'église, M. B. ajoute féroce : « On n'aura pas beaucoup de regret d'apprendre que le prêtre qui la desservait périt dans l'incendie » (p. 345). Il oublie trop vite que lui-même, dans sa vie de Wolfe, nous avait montré les coureurs anglais rapportant des scalps, au grand scandale des soldats arrivant d'Europe; que, d'après Malcolm Fraser, le capitaine Montgomery laissait scalper des prisonniers blancs par ses sous-officiers; qu'en 1763, les habitants de Carlisle, shériff en tête, scalpaient aussi les sauvages qui leur tombaient dans les mains; enfin que, pendant la guerre d'insurrection d'Amérique, le gouvernement anglais ne dédaigna point d'utiliser les Peaux-Rouges contre les insurgents, acceptant d'avance la responsabilité de leurs excès. — Que chacun fasse ici son examen de conscience et s'assure d'être sans péché avant de jeter la pierre à son voisin!

III. Le volume du Dr Bourinot est un utile complément de celui qu'il a publié en 1897 sur le *Canada*, dans la collection de l'histoire des nations entreprise par l'éditeur Fisher Unwin. Le plan des deux ouvrages diffère quelque peu; l'un et l'autre racontent l'histoire complète du pays; mais, tandis que le premier volume, sur vingt-neuf chapitres, en consacre dix-huit à l'occupation française, le second ne lui accorde qu'un chapitre sur neuf. On trouvera dans l'un des illustrations documentaires et dans l'autre une bibliographie plus complète. Nous regrettons seulement, puisque Sir John Bourinot parle de la littérature canadienne, qu'il ne donne pas les noms des meilleurs romans historiques de Gilbert Parker, dont il cite le nom, et des romanciers américains qui ont pris leur sujet dans les guerres du Canada. N'en déplaise aux critiques dédaigneux, qui déclarent ce genre littéraire faux et suranné, c'est par les romans d'aventures, pour lesquels souvent elles se passionnent sans discuter leur plaisir, que les jeunes générations apprennent à s'intéresser aux pays exotiques et à rendre justice aux efforts qui les ont peuplés. « Les mœurs et les institutions du Canada offrent d'amples éléments pour l'esprit romanesque; » on a trop négligé, jusqu'à ce jour, d'en tirer un parti convenable (p. 285-286).

R. DE KERALLAIN.

à l'Angleterre. Ils n'aiment point la France moderne et se méfient du protestantisme militant des États-Unis... Mais, s'il leur faut jamais choisir entre deux loyalismes, celui du sang et celui de la conquête, celui de la race et celui de la légalité, le gouvernement qui les jettera dans cette impasse éveillera l'esprit de résistance sous sa forme la plus sombre » (*Canada; Edinburg Rev.*, avril 1901, p. 320, 322). — « L'impérialisme canadien est d'humeur jingoïste. Il donne toujours raison au gouvernement impérial, même lorsque celui-ci est le plus agressif; et l'on accueillerait avec enthousiasme toute acquisition nouvelle, comme celle de l'Égypte » (Wrong et Langton, *Rev. of Hist. Publ.*, t. V, p. 5, 1901; revue publiée par l'Université de Toronto).



Gr. BATES. *Rhode-Island and the formation of the Union*. New-York et Londres, Macmillan, 1898, 220 pages. (*Studies in history, economics and public law*, publiées par la Faculté de science politique de Columbia University.)

C'est une idée excellente d'avoir étudié avec détail, dans les documents contemporains, l'histoire du Rhode-Island pendant la grande crise de 1765 à 1790. Cet État, le plus petit de l'Union américaine, et l'un des plus célèbres pourtant dans l'histoire de l'évolution politique du monde (car il a le premier réalisé le gouvernement démocratique et la séparation de l'Église et de l'État), après avoir joué un rôle actif dans le mouvement d'indépendance, s'est replié sur lui-même et a obstinément refusé de coopérer à la fondation définitive des États-Unis, où il n'est entré qu'avec répugnance et le dernier.

M. Bates a commencé son travail dans le séminaire d'histoire de Cornell University sous la direction de M. M. Coit Eyer et l'a achevé à Columbia University, sous la direction de M. Osgord. Il s'est servi des documents inédits des archives de l'État et de la collection de la Société historique de Rhode-Island et des journaux. Il énumère avec précision dans sa bibliographie les documents imprimés, mais sans séparer les sources des travaux postérieurs; les inédits sont indiqués trop sommairement sous l'article *Papers* classé à son ordre alphabétique dans la bibliographie. Une description des manuscrits eût été d'autant plus utile que l'auteur se plaint de la pagination imparfaite des archives.

La revue sommaire de l'histoire de la colonie depuis 1643 aurait pu être abrégée. La partie neuve et intéressante ne commence qu'avec le chap. III (p. 72). Le conflit de la population de Rhode-Island avec le Congrès fédéral commence en 1780 à propos d'impôt. Il se combine avec le conflit entre deux partis, le gros de la population agricole, désireux de ne rien payer, et les commerçants, qui sentent le besoin de maintenir des relations avec les autres États. Pour se procurer l'argent nécessaire à la guerre, l'assemblée de Rhode-Island a eu recours au papier-monnaie, et, comme il se déprécie de plus en plus, le public réclame des mesures; le parti au pouvoir essaie de résister, mais il se forme une opposition irrésistible qui le renverse aux élections de 1786. Le nouveau gouvernement établit le cours forcé, le papier-monnaie perd presque toute valeur, et un violent conflit s'engage entre les autorités et les particuliers, qu'on veut contraindre à accepter le papier; c'est le procès célèbre de Prevets contre Weeden (un boucher de Newport qui a refusé de prendre du papier au pair), qui, après la déclaration d'incompétence du tribunal, amène un conflit entre le pouvoir législatif et le judiciaire.

Cette crise a ruiné le commerce de Rhode-Island et compromis sa réputation dans le monde américain. Le parti favorable au cours forcé



garde pourtant la majorité en 1787, grâce aux campagnes, et le cours forcé dure jusqu'en 1790. Le nouvel État fédéral des États-Unis a déjà rédigé sa constitution, élu son président et son Congrès, l'assemblée de Rhode-Island a refusé d'envoyer des délégués à la Convention de constitution. L'État se trouve ainsi isolé, méprisé de ses voisins et menacé de rupture des relations de commerce; les villes, surtout Providence, s'agitent pour demander une Convention et font une campagne de presse pour faire comprendre le danger; néanmoins, la Convention, enfin réunie en 1790, est encore en majorité antifédéraliste. C'est le parti fédéraliste de l'Union qui, ayant besoin dans le Congrès des représentants d'un État du nord pour faire contre-poids à la coalition du sud, a forcé la main au peuple de Rhode-Island en déposant un acte pour interdire les relations de commerce et réclamer à l'État l'arriéré de sa dette. L'entrée dans l'Union est enfin votée par trente-quatre voix contre trente-deux, et les représentants envoyés au Congrès sont chargés de proposer à la Constitution fédérale vingt et un amendements où M. Bates retrouve le caractère démocratique et libéral du peuple de Rhode-Island.

Ch. SEIGNOBOS.

---

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Questions historiques.** 1903, 1<sup>er</sup> janvier. — Emmanuel COSQUIN. La légende du page de sainte Élisabeth de Portugal et le conte indien des *Bons conseils* (« longtemps avant l'époque où vivait sainte Élisabeth, nous rencontrons en Europe un conte qui est identique à la prétendue histoire du page de la sainte reine; ce conte a une forme qui le rattache au thème indien des *Bons conseils*; la légende du page elle-même en a gardé la trace évidente »). — G. CLÉMENT-SIMON. Un conseiller du roi François I<sup>er</sup> : Jean de Selve, premier président du Parlement de Paris, négociateur du traité de Madrid (refait l'histoire du procès de Semblançay, du procès intenté au connétable de Bourbon; c'est seulement après l'exposé de ces deux longs épisodes, où Jean de Selve paraît à peine, que l'on expose la part prise par lui au traité de Madrid). — Albert BABEAU. Les souverains étrangers en France, du x<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> s. — A. HYRVOIX DE LANDOSLE. Le comte de Bonneval; documents inédits sur sa réhabilitation, son mariage et sa chute, 1714-1725 (rapports de Bonneval avec le prince Eugène, qui eut finalement raison d'écarter du service de l'empereur un homme aussi peu sûr, malgré de si grands moyens). — Victor PIERRE. Religieuses françaises en exil, 1791-1803. — Léon MIROT. La messe du *Requiem* de Du Guesclin en 1389. — Henri LONGNON. Un agent politique au xvi<sup>e</sup> s. : Michel de la Huguerie, 1516-1616 (documents nouveaux pour la biographie de ce personnage; son caractère : il fut à la fois un ambitieux et un fanatique). — Yves DE LA BRIÈRE. Une lettre inédite de Henri IV (lettre missive autographe adressée à M. de Vienne en 1595).

2. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1903, janvier-avril. — H. OMONT. Nouvelles acquisitions du Département des mss. de la Bibliothèque nationale pendant les années 1900-1902 (à signaler une série de 73 volumes latins et français provenant de la collection Barrois et rachetés à Londres en 1901). — L. LEVILLAIN. Le sacre de Charles le Chauve à Orléans (prouve que ce roi a été sacré seulement en 848, le 6 juin; caractère historique et juridique de cette cérémonie). — Pierre LÉVÊQUE. Trois actes faux ou interpolés des comtes Eudes et Robert et du roi Raoul en faveur de l'abbaye de Marmoutier, 887, 912, 931. — LANORE. La tapisserie de Bayeux (contredit l'opinion de Mari-gnan, qui place l'exécution de cette broderie après 1172; elle a été faite entre 1080 et 1095 pour la cathédrale de Bayeux). — DELACHENAL. Date de la naissance de Charles V (Christine de Pisan s'est trompée d'une

année; Charles naquit le 21 janvier 1337 et non 1338). = *Chronique : Manuscrits de la collection Phillipps acquis récemment pour la Bibliothèque nationale* (114 numéros à ajouter à la liste de M. Omont indiquée plus haut).

**3. — La Correspondance historique et archéologique.** 1903, avril. — A. LAVOINE. Notes historiques sur les premiers imprimeurs de l'Artois. = Mai-juin. Félix CHAMBON. M. Thiers et la libération du territoire (apologie de la conduite de Thiers depuis le 15 juillet 1870 jusqu'au 24 mai 1873. Quelques documents inédits provenant en partie de la bibliothèque Victor Cousin). — Paul d'ESTRÉE. Les papiers du duc de Vendôme (publie le procès-verbal de la remise de ces papiers à Bèjot, garde des mss. de la bibliothèque du roi, en 1787; ils provenaient de la Bastille).

**4. — Revue des Études anciennes.** T. V, n° 2. — P. PERDRIZET. Siècle funéraire du v<sup>e</sup> siècle au musée de Candie. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. XVIII : Remarques sur la plus ancienne religion gauloise; suite (divination, calendrier religieux). — Id. Inscription de Toulon-en-Saintonge (n'est peut-être pas antique et ne se compose peut-être que de marques de tâcherons). — Id. Sur quelques noms de lieux méridionaux (1<sup>o</sup> *Lauri mons*, *Cypressus*, ces deux mots se retrouvent dans deux localités voisines de Bordeaux; ils rappellent des bois sacrés de l'antiquité païenne; 2<sup>o</sup> *Oppidum ratis*; 3<sup>o</sup> *Boii* à la Teste de Buch). — P. JOUGUET. Chronique des papyrus (fouilles et trouvailles de l'année 1902). — M. CLERC. L'inscription de Vitrolles.

**5. — Revue des Études historiques.** 1903, mai-juin. — Robert LAVOLLÉE. Les duels de Montmorency-Bouteville, d'après des documents inédits; 1<sup>er</sup> article (fait avec beaucoup de soin). — J. CART. Souvenirs de Russie, 1783-1798; extraits du journal de M<sup>lle</sup> Lienhart; fin (guerre de la Russie avec la Suède; les deux derniers partages de la Pologne; retour de M<sup>lle</sup> Lienhart en Suisse). — Lucien MISERMONT. Le conventionnel Lebon avant son entrée dans la vie publique, d'après ses lettres et plusieurs documents inédits. = Comptes-rendus : *Désiré Charnay*. Manuscrit Ramirez. Histoire de l'origine des Indiens de la Nouvelle-Espagne (intéressant). — H. Froidevaux. Les Lazaristes à Madagascar au xviii<sup>e</sup> s. (excellent). — P. Fromageot. La foire Saint-Germain-des-Prés (amusant). — L. Paul-Dubois. Frédéric-le-Grand d'après sa correspondance politique (études très honorables; ce n'est pas un livre). — Constance H. D. Giglioli, née Stocker. Naples in 1799; an account of the Revolution of 1799 and of the rise and fall of the Parthenopean republic (très intéressante esquisse). — E. Couvreur. Comment est née la constitution vaudoise de 1803 (bon; documents tirés exclusivement d'archives françaises).

**6. — Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. IV, 1903, 15 juin. — V.-L. BOURRILLY. Le règne de François I<sup>er</sup>. État des travaux et questions à traiter; fin (dépouillement important et instructif).

— G. BUIÈRE. Bulletin de l'histoire de l'art; année 1902. = Comptes-rendus : *G. Yver*. De Guadagniis (les Gadaigne), mercatoribus florentinis Lugduni xvii<sup>e</sup> p. Chr. nat. saeculo commorantibus (bonne monographie). — *M. Sautai*. La manœuvre de Denain (excellent, malgré l'allure un peu trop chauvine de certains passages). — *Ch. de Coynart*. Une sorcière au xviii<sup>e</sup> s. : Marie-Anne de la Ville, 1680-1725 (fait trop vite, mais intéressant). — *Gius. Colucci*. La Repubblica di Genova e la Rivoluzione francese (important recueil de correspondances diplomatiques, en quatre volumes). — *Paul Pineau*. Le général Dugommier; sa vie, sa correspondance (compilation débordante et inutile). — *Chr. Paultre*. La taille tarifée de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille (cette thèse n'a de valeur originale que pour la généralité de Paris et celle de Limoges).

**7. — La Révolution française.** 1903, 14 juin. — Pierre CONARD. Les cahiers du Dauphiné en 1789. — A. AULARD. Le carnet de Bertrand Barère (le carnet sur lequel Barère prenait les notes utilisées ensuite pour le compte-rendu publié par lui dans le *Point du Jour*; comparaison des notes avec la rédaction imprimée). — Armand LOIS. Deux chansons sur Rabaut de Saint-Étienne. — F. DIEUDONNÉ. La déchristianisation de la commune de Ris-Orangis (en brumaire an II). — Raymond GUYOT. Le Directoire et la république de Gênes, 1795-1797; suite; fin le 14 juillet. — Charles SCHMIDT. Un épisode de l'histoire du machinisme en France. Les premiers « Luddites » de l'Isère en 1849 (histoire d'une émeute, vite réprimée, d'ouvriers qui, dans la ville de Vienne, voulurent détruire une grande tondeuse, dont le travail devait enlever le gagne-pain à de nombreux ouvriers drapiers). = 14 juillet. Ferdinand DREYFUS. La Rochefoucauld-Liancourt à l'assemblée du bailliage de Clermont-en-Beauvaisis et à la Chambre de la noblesse, 9 mars-10 juillet 1789 (quoique grand maître de la garde-robe et très attaché à la personne de Louis XVI, Liancourt agit et vota toujours dans le sens de sa propre maxime : « Avant d'être noble, il était citoyen »). — Cl. PERROUD. Quelques notes sur les missions de l'automne en 1792. — Ch. SCHMIDT. Encore un document relatif à l'histoire du machinisme en France (analyse un rapport adressé à Chaptal, en l'an XI, par le citoyen Scipion Mourgue, sur la fabrication des étoffes de laine à Sedan). — Documents inédits : Deux lettres du général Dugua à Bonaparte (du Caire, en l'an VII).

**8. — Mélanges d'archéologie et d'histoire.** 1903, janv.-juin. — S. GSELL. Chapelle chrétienne d'Henchir-Akhrîb, Algérie. — Mgr L. DUCHESNE. Les évêchés d'Italie et l'invasion lombarde (montre que l'invasion lombarde a fait disparaître un assez grand nombre d'évêchés dans l'Italie péninsulaire : environ 90, sur un chiffre total de 233; la conquête lombarde est donc loin d'avoir été aussi bénigne qu'on l'a dit. Observations sur la correspondance du pape saint Grégoire, qui ont fourni de nombreux détails sur cette situation). — A. MERLIN. Inscrip-

tions inédites de Khamissa, Thubursicum Numidarum. — G. PÉRI-  
NELLE. Louis XI, bienfaiteur des églises de Rome. — G. CONSTANT.  
Les maîtres de cérémonies du XVI<sup>e</sup> s.; leurs diaires (origine, nombre,  
fonctions et revenus des maîtres de cérémonies à la chapelle pontificale).  
— C. ENLART. Eugène Müntz; notice biographique. — G. DE MANTEYER.  
Eugène Müntz; notice bibliographique.

**9. — Bulletin critique.** 1903, 25 mai. — *P.-F. Girard*. Histoire de  
l'organisation judiciaire des Romains; t. I (important). — *Id.* L'his-  
toire des douze Tables (montre « qu'au point de vue de l'histoire géné-  
rale, à celui de la philologie et au point de vue plus spécial de l'histoire  
interne du droit, la vieille loi décemvirale peut résister aux efforts de  
la critique »). = 5 juin. *Abbé Misset*. Une église des Victorins en  
Champagne, à N.-D. de l'Épine (cette église a été fondée au XII<sup>e</sup> s. par  
des Victorins attirés à Châlons par Guillaume de Champeaux. Ces Vic-  
torins avaient une grande dévotion à la Vierge; pour eux, le buisson  
épineux de Moïse, *spinetum*, symbolisait le peuple juif; les fleurs de ce  
buisson étaient les prophètes, au-dessus desquels s'élevait la Vierge.  
De là le nombre des églises qui, en France comme en Belgique, en  
Espagne, en Italie, ont été placées sous le vocable de N.-D. de l'Épine  
ou des Buissons). — *G. Yver*. Le commerce et les marchands dans  
l'Italie méridionale au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> s. (fait avec beaucoup de consci-  
ence et d'intelligence). = 15 juin. *L. Jérôme*. Études d'histoire béné-  
dictine : l'abbaye de Moyenmoutier, de l'ordre de Saint-Benoît, en  
Lorraine (ouvrage fait avec méthode et critique). — *A. TOUGARD*. Note  
bibliographique sur Richard Simon. = 25 juin. *Cardinal Mathieu*. Le  
Concordat de 1801; ses origines et son histoire (beaucoup de science et  
de talent; est-il exact de dire que, pendant cent cinquante ans, la  
royauté française « avait humilié la papauté et côtoyé le schisme, qui  
n'avait été évité que grâce à l'extrême patience des pontifes? »). =  
5 juillet. *G. Boissier*. Tacite (article à consulter de R. Cahen). —  
*P. Ingold et E. Bonnardet*. Mémoires domestiques pour servir à l'histoire  
de l'Oratoire (intéressant; utile pour l'histoire du jansénisme, et même,  
en certains points, pour l'histoire générale). = 15 juillet. *Pichon*. Lac-  
tance. Étude sur le mouvement philosophique et religieux sous le règne  
de Constantin (très intéressant et érudit). — *Flour de Saint-Genis*. La  
propriété rurale en France (consciencieux, mais ce n'est qu'un essai).  
— *Ch. Saunier*. Les conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Em-  
pire (bon, avec douze belles planches en phototypie). = 25 juillet.  
*Colucci*. La Repubblica di Genova e la Rivoluzione francese (important  
recueil de documents). — Mélanges Perrot. Recueil de mémoires con-  
cernant l'archéologie classique, la littérature et l'histoire anciennes).

**10. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1903, n° 21.  
— La Suède sous la République et le premier Empire. Mémoires du  
lieutenant-colonel de Suremain, 1794-1815 (très intéressant). — *Paul*  
*Bailieu*. Correspondance inédite du roi Frédéric-Guillaume III et de la

reine Louise avec l'empereur Alexandre 1<sup>er</sup>. = N° 22. *R. Dareste*. Nouvelles études d'histoire du droit (surtout de droit grec). — *H. Singer*. Die *Summa decretorum* des Magister Rufinus (très bonne édition d'un texte intéressant, en ceci surtout qu'il est un commentaire détaillé du décret de Gratien; il a été composé entre 1157 et 1159). — *H. Ch. Lea*. The Moriscos of Spain, their conversion and expulsion (excellent). — *H. Fazy*. Histoire de Genève à l'époque de l'Escalade, 1597-1603 (récit très vivant et instructif). — *Fr. de Crue*. L'Escalade de Genève et la Ligue, d'après les documents recueillis à Paris (bon). — *O.-K. Roller*. Ahnentafeln der letzten regierenden Markgrafen von Baden-Baden und Baden-Durlach (curieux, paradoxal et assez vain quant au résultat scientifique). — *Weil*. Mémoires du général-major russe baron de Löwenstern, 1776-1858 (bon). = N° 23. *Dessau*. Inscriptiones latinae selectae; vol. II (c'est une refonte d'Orelli-Henzen, mis au courant des progrès de l'épigraphie). — *Jos. Fischer*. The discoveries of the Norsemen in America, with special relation to their early cartographical representation (compilation utile, mais faite malheureusement d'après des ouvrages de seconde main). = N° 25. *Corpus scriptorum christianorum orientalium*; I : *Chronica minora*, interpretatus est *J. Guidi* (ce fasc. 1 contient deux chroniques syriaques de grande valeur : une chronique d'Édesse et une autre qui traite des derniers temps des Sassanides). — *H. Pirenne*. Histoire de Belgique; t. II (très remarquable). = N° 26. *Ed. Chavannes*. Dix inscriptions chinoises de l'Asie centrale, d'après les estampages de M. Ch.-E. Bonin. — *M. Wellmann*. Fragmentsammlung der griechischen Aerzte; 1<sup>er</sup> fasc. (important). — *J.-A. Garcia*. La ciudad Indiana (estimable histoire de Buenos-Ayres, depuis sa fondation jusque vers la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> s.). = N° 27. *Th. Houtsma*. Recueil de textes relatifs à l'histoire des Seldjoucides; t. IV : Histoire des Seldjoucides d'Asie Mineure, d'après l'abrégé du Seldjouk-nameh d'Ibn Bibi. — *Jul. von Pflugk-Harttung*. Vorgeschichte der Schlacht bei Belle-Alliance. Wellington (cherche à établir les responsabilités de Bülow et de Wellington dans la journée du 16 juin 1815; c'est Bülow qui, par sa mollesse à exécuter les ordres reçus, a compromis l'armée prussienne. Quant à la journée de Waterloo, il est certain que le dénouement a été préparé par de nombreuses trahisons de Français qui passèrent à l'ennemi). = N° 28. *A. Rutgers van der Laff*. De ludis Eleusiniis (livre utile, mais mal composé). — *P. Varese*. Il calendario romano all'età della prima guerra punica (étude un peu obscure, mais digne d'attention). — *G. Stenger*. La société française pendant le Consulat. La renaissance de la France (médiocre). = N° 29. *Henry Omont*. Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s. (très curieux). — *A. Regnard*. Contribution à l'histoire de l'enseignement des sourds-muets (instructif, mais très exclusif; l'auteur ne paraît pas savoir tout ce que le moyen âge a fait pour les progrès de la médecine. Quant aux sourds-muets, il n'a pas connu le rôle d'initiateur joué par le bénédictin espagnol Pedro

Ponce; Juan-Pablo Bonet n'a fait que perfectionner les méthodes de son prédécesseur).

**11. — Annales des sciences politiques.** 1903, 15 juillet. — L. BRESSON. L'agitation économique et politique aux Pays-Bas en 1903. — R. WAULTRIN. Le rapprochement dano-allemand et la question de Schleswig; fin. — A. POISSON. La politique douanière de l'empire allemand : le prince de Bismarck; fin (le tarif de 1879, les premières années du protectionnisme et le triomphe de l'agrarisme).

**12. — Le Bibliographe moderne.** 1903, janv.-avril. — H.-F. DELA-BORDE. Le plus ancien inventaire des registres du Trésor des chartes et les registres de chancellerie (texte très intéressant pour l'histoire des archives royales). — F. GERBAUX. La papeterie de Buges en 1794. — L. LECESTRE. Table de la *Chronologie militaire* de Pinard. — Ch. ENSCHÉDÉ. Le premier ouvrage imprimé de Gutenberg, d'après Otto Hupp.

**13. — Revue des Bibliothèques.** 1902, oct.-déc. — L. BARRAUD-DIHIGO. *Miscellanea hispanica* (1<sup>o</sup> la Bibliothèque nationale de Lisbonne; 2<sup>o</sup> cinq cartulaires des archives de la Torre do Tombo; 3<sup>o</sup> notes sur quelques mss. de la bibliothèque de Porto; 4<sup>o</sup> les entrées à la Bibliothèque nationale de Madrid, section des imprimés, de 1897 à 1901). — 1903, janvier-avril. HAHN. Note sur les Commentaires de la Faculté de médecine de Paris et sur quelques autres documents manuscrits concernant l'ancienne Faculté de médecine de Paris. — D. SERUYNS. Catalogue des mss. conservés au gymnase grec de Salonique. — Mai-juin. J. GAUTIER. Le décret de 1809 et les droits de l'État sur les mss. des bibliothèques publiques. — H. OMONT. Liste des recueils de fac-similés et des reproductions de mss. conservés à la Bibliothèque nationale.

**14. — Bulletin de littérature ecclésiastique.** Avril 1903. — Louis SALTET. La formation de la légende de sainte Énimie (sainte Énimie est une sainte locale, dont le souvenir est attaché à la fondation du monastère de Burlatis, mais dont la vie est tout à fait inconnue; le monastère fut donné par l'évêque de Mende à l'abbaye de Saint-Chaffre, et à partir de ce moment la légende se forme. La Vie et les Miracles de la sainte ont été écrits au XII<sup>e</sup> s.).

**15. — Revue de l'histoire des religions.** 1903, mars-avril. — GOBLET D'ALVIELLA. De quelques problèmes relatifs aux mystères d'Éleusis; 4<sup>e</sup> partie : la survivance des mystères. — H. DE CASTRIES. Une apologie de l'Islam par un sultan du Maroc (publie avec commentaire deux lettres adressées par l'empereur du Maroc, Moulay Ismail, à Jacques II, roi détrôné d'Angleterre, 26 février 1698; l'une de ces lettres est en arabe; l'autre, qui n'en est que le résumé, en espagnol). — Mai-juin. F. PIGAVET. Plotin et les mystères d'Éleusis. — Eug. DE FAYE. Introduction à l'histoire du gnosticisme au II<sup>e</sup> et au III<sup>e</sup> s.; fin. — SENSE. Évangiles canoniques et apocryphes; résumé, d'après le ms. anglais de l'auteur, par S. REINACH.



**16. — Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée.** V<sup>e</sup> année, 1903, juin. — Les campagnes du maréchal de Saxe; 2<sup>e</sup> partie : la campagne de 1744; ch. vi : dispositions pour la défense de Courtrai; ch. vi, en juillet : siège de Furnes. — Études sur la campagne de 1799; ch. x : la démission de Joubert, janvier 1799; suite en juillet : derniers actes du commandement de Joubert. — La guerre de 1870-1871. La journée du 14 août en Lorraine; fin : la bataille de Borny; suite en juillet : la journée du 15 août en Lorraine.

**17. — Revue celtique.** Janvier 1903. — SEYMOUR DE RICCI. Notes d'onomastique pyrénéenne (dresse la liste alphabétique des noms propres indigènes qui se rencontrent dans les inscriptions romaines des Pyrénées. = Avril. H. D'A. DE J. Conquête par les Gaulois de la région située entre le Rhin et l'Atlantique au nord des Pyrénées (relève des traces de l'occupation des Ligures dans 27 de nos départements actuels).

**18. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1903, n<sup>o</sup> 3. — L. BEAUCHET. Loi d'Upland; 2<sup>e</sup> article : livre du roi. — G. RENARD. L'idée d'annulabilité chez les interprètes du droit romain au moyen âge; fin. — R. GRAND. Les chartes de communautés rurales d'Albepierre, 1292, et de Combrelles, 1316-1366, Cantal (textes, traduction et commentaire). — G. TESTAUD. Un texte coutumier inédit. La coutume du comté de Clermont-en-Beauvaisis de 1496; suite. = Compte-rendu : P. Viollet. Les communes françaises du moyen âge (article à noter de P. Huvelin).

**19. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence.** 1903, mars-avril. — G. PLATON. La *scriptura de terç* en droit catalan; suite et fin en mai-juin (le mot *terç* vient du latin *tertius*; c'est une indemnité fiscale s'élevant au tiers de l'obligation principale. La *scriptura de terç* n'était dressée à l'origine qu'à la cour de la viguerie de Barcelone; à partir du xvi<sup>e</sup> s., elle fut reçue par toutes les cours de viguerie. Elle se rapproche dès lors de notre acte authentique et finit par se confondre avec lui : ce n'est plus que la reconnaissance de dette, munie du sceau royal ou seigneurial). — Ch. APPLETON. Les tablettes magiques et le droit romain (analyse un très intéressant mémoire de P. Huvelin sur cette question). — M. DE LA GRASSERIE. Des régimes matrimoniaux chez les peuples latins.

**20. — Revue de Géographie.** 1902, déc. — Jean IMBART DE LA TOUR. Les rivalités internationales en Perse et dans le golfe Persique. — LEBLOND. Affaires balkaniques, affaires turques; suite; fin en janv. (les intérêts des puissances dans l'empire ottoman; conclusion). = 1902, mars. Capitaine Inos. L'Indo-Chine française. = Juin. Fr. MURY. Mœurs et coutumes des Siamois. La naissance, le mariage, la mort. = Juillet. Figuig et la question marocaine. — Lieutenant-colonel DESTENAVE. Deux années de commandement dans la région du Tchad. — Paul BOURDABIE. Islamisme et fétichisme. — Francis MURY. L'épopée Pavié; trente années à travers l'Indo-Chine et le Siam (simple résumé).

**21. — Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus.** 1903, 20 juin. — Adhémar d'ALÈS. Le dieu César au temps de Septime Sévère (et les origines du conflit entre le christianisme, qui cherche à réserver quelque chose à l'individu dans l'État, et l'Empire, qui veut absorber l'individu tout entier). — JOS. DE LA SERVIÈRE. Une controverse au début du xvii<sup>e</sup> s.; Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre et le cardinal Bellarmin; suite (les idées de Jacques I<sup>er</sup> discutées par les théologiens français à la demande de Henri IV, puis aux États généraux de 1614. Opposition entre les théories présentées par le cardinal Du Perron et par Robert Miron); suite le 5 juillet (les auxiliaires du roi et du cardinal Bellarmin). — Paul DUDON. En marge du décret de Messidor (montre que, même sous Napoléon I<sup>er</sup>, il exista des congrégations non autorisées, par exemple des religieuses que Bernier, le négociateur du Concordat promu au siège d'Orléans, n'hésita pas à couvrir de sa protection épiscopale). = 5 juillet. Pierre SUAU. Terre d'épopée; Burgos et le Cid. — JOS. BOUBÉE. Shakespeare ou Bacon (l'hypothèse que les drames de Shakespeare ont été écrits en réalité par Bacon est pour le moins très vraisemblable; elle mérite d'être étudiée avec la plus grande attention). = 20 juillet. JOS. DELARUE. Une nouvelle histoire de Rome et des papes au moyen âge (celle de Grisar). — H. CHÉROT. Louis XIII, d'après sa correspondance avec le cardinal de Richelieu (d'après le *Louis XIII* du comte de Beauchamp).

**22. — Revue des Deux-Mondes.** 1903, 1<sup>er</sup> juin. — CUVILLIER-FLEURY. Lettres au duc d'Aumale; dernière partie : 1842-1855. — Pierre DE SÉGUR. Le procès de sorcellerie du maréchal de Luxembourg; 2<sup>e</sup> art. : le Procès (comment l'accusation tomba finalement à plat. Renvoyé absous par le tribunal, Luxembourg fut cependant exilé par le roi à vingt lieues de Paris). = 15 juin. René PINON. Deux forteresses de la « plus grande Bretagne » : Gibraltar et Malte. — Georges GOYAU. Les origines populaires du Concordat (d'après l'ouvrage de l'abbé Sicard). = 1<sup>er</sup> juillet. Alfred RÉBELLIAU. Un épisode de l'histoire religieuse du xvii<sup>e</sup> s.; 1<sup>er</sup> art. : la Confrérie du Saint-Sacrement (œuvres charitables et pieuses entreprises par cette Compagnie de 1627 à 1666; se croyant formée par la Providence pour « surveiller tout ce qui se passait et tout ce qui pouvait contribuer à la gloire de Dieu, » elle fut obligée de s'entourer de mystère; autrement, son action, qui faisait concurrence en même temps à l'État et à l'Église, eût été aussitôt entravée). — Général Henri FREY. Au Pet-chi-li. Français et alliés, 1900-1901. = 15 juillet. G. GOYAU. L'Allemagne catholique entre 1800 et 1848; 1<sup>er</sup> art. : la Réorganisation de l'Église (au lendemain des traités de Vienne; collaboration entre la diplomatie romaine et les pouvoirs laïques). — Pierre LEROY-BEAULIEU. L'empire britannique au début du xx<sup>e</sup> s. La crise de l'impérialisme.

**23. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.** Comptes-rendus des séances de l'année 1903. Bulletin de janvier-février. —

Lettre de M. GAUCKLER sur les découvertes faites à Carthage par le R. P. Delattre. — DELATTRE. Carthage; nécropole punique voisine de Sainte-Monique. — Rapport du secrétaire perpétuel sur les travaux des commissions de publication. — Une sépulture à incinération avec inscription grecque découverte dans la vallée de l'Arc (Bouches-du-Rhône), par MM. Henri DE GÉRIN-RICARD et l'abbé Arnaud DAGNEL. — Paul PERDRIZET. Une inscription d'Antioche qui reproduit un oracle d'Alexandre d'Abonotichos. — Louis BRÉHIER. L'introduction du crucifix en Gaule (par Narbonne, vers la fin du VI<sup>e</sup> s.). — M. COLLIGNON. Rapport sur les fouilles exécutées par M. Degrand, consul de France à Philippopoli, dans la vallée de la Toundja, en Bulgarie (on y a trouvé des objets intéressants pour l'histoire de l'industrie primitive dans la Thrace préhistorique). — Ph. BERGER. Note sur une nouvelle inscription funéraire de Carthage. — H. OMONT. Un plagiat littéraire au XII<sup>e</sup> s. : la vie de saint Willibrord, évêque d'Utrecht, par le prêtre Egbert (ce dernier n'a fait que copier la vie d'Alcuin mot pour mot). — Mars-avril. Dr CAPITAN et abbé BREUIL. Les figures peintes à l'époque paléolithique sur les parois de la grotte de Font-de-Gaume (Dordogne). — E.-T. HAMY. Quelques observations au sujet des gravures et des peintures de la grotte de Font-de-Gaume (les animaux gravés et en partie peints dans cette grotte appartiennent tous à des espèces utiles à l'homme; il est probable que les hommes auxquels on doit ces dessins pensaient s'acquérir par là même, sur les animaux dessinés, « une influence analogue à celle que possède le Blanc, devenu le maître de l'Indien, dont il a pu faire le portrait »). — Émile RIVIÈRE. Découvertes gallo-romaines faites à Paris (quatre tombes d'une nécropole gallo-romaine à incinération). — Ph. BERGER. Découverte d'une nouvelle inscription du temple d'Echmoun à Sidon. — R. WEILL. Un nom royal égyptien de la période thinite au Sinaï. — Émile CHATELAIN. Le manuscrit d'Hygin en notes tironiennes.

**24. — Académie des Sciences morales et politiques.** Séances et travaux. Compte-rendu. 1903, juin, 6<sup>e</sup> livr. — Albert SOREL. Comment la paix d'Amiens fut appliquée. — BAGUENAUT DE PUCHESSE. Les négociations de Catherine de Médicis à Paris après la journée des Baricades, mai-juin 1588 (quelques pages). — A. DEBIDOUR. Fabvier à l'Acropole (héroïque défense d'Athènes contre les Turcs, 1826-1827).

**25. — Société nationale des Antiquaires de France.** 1903, 3 juin. — M. POINSSOT fait un rapport sur les fouilles qu'il vient de faire à Thugga (Tunisie). — M. MONCEAUX interprète les inscriptions de deux pierres gnostiques. — 10 juin. M. MOREAU, de Nérès, signale une trouvaille de monnaies du XVII<sup>e</sup> s. qui a eu lieu près de Nérès. — M. OMONT dépose sur le bureau, au nom de M. Delisle, un recueil de fac-similé de livres copiés et enluminés pour le roi Charles V. — 17 juin. M. MOWAT signale une inscription grecque autrefois conservée à Paris dans l'église de Saint-Étienne-des-Grès aujourd'hui démolie.

— M. CAGNAT explique une inscription de Khamissa (Algérie), où est mentionné Claudius Hermogianus, proconsul d'Afrique en 361. — M. MONCEAUX communique une inscription chrétienne trouvée près de Tunis. Il étudie l'origine de la hiérarchie épiscopale en Afrique. = 24 juin. M. HÉRON DE VILLEFOSSE, au nom de M. Grenier, annonce qu'un amphithéâtre romain vient d'être retrouvé à Metz. — M. LAFAYE, au nom de M. Franki Moulin, de Toulon, présente des objets romains trouvés à Vinzian (Drôme). — M. ARNAULDET fait une communication sur la bibliothèque de Saint-Mesmin de Missy (Loiret). — M. PALLU DE LESSERT lit une note sur Claudius Telemachus, proconsul d'Afrique. — M. RUELLE rappelle un texte de Lucien sur l'Hercule gaulois. = 8 juillet. M. MONCEAUX expose ce qu'il faut entendre dans les textes latins de l'Afrique par le titre de « siniores » appliqué au iv<sup>e</sup> s. à des laïques. = 22 juillet. M. ARNAULDET discute la personnalité de Francesco de Bologna, graveur de caractères d'imprimerie de la première moitié du xvi<sup>e</sup> s. — M. SAGLIO communique à la Société une élégante plaquette de bronze du début du xiv<sup>e</sup> s. représentant un tournoi. — M. GAUCKLER communique plusieurs inscriptions qu'il a récemment découvertes à Carthage et sur lesquelles on trouve des symboles et représentations chrétiennes très intéressantes.

**26. — Société de l'Histoire du Protestantisme français.** Bulletin, 1903, mai-juin. — V.-L. BOURRILLY et N. WEISS. Jean Du Bellay, les protestants et la Sorbonne, 1529-1535 (le duel entre la Sorbonne et les novateurs). — J.-H. DE DOMPIERRE DE CHAUFÉPIÉ. Mémoires de la famille de Chauffépié, 1400-1685, et Abrégé des principaux événements de la vie de Samuel de Chauffépié, 1644-1704. — H. LEHR. Etat (statistique) de l'Eglise (catholique) de France et de son revenu en 1644 (d'après une note en français qui se trouve dans les Mémoires, rédigés en allemand et inédits, d'Élie Brackenholfer de Strasbourg. La somme totale des revenus de l'Eglise est estimée à « cent trois millions cinq cent mil escus »). — H. CLOUZOT. Une dragonnade en Poitou en 1681. — H. GUYOT. Réfugiés huguenots à Ceylan, 1659-1760. — Geschichtsblatter des deutschen Huguenotten-Vereins (analyse des dix premiers volumes publiés par cette association des huguenots allemands, qui fut fondée en 1890).

**27. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest.** 1902, 3<sup>e</sup> trim. — BARBIER DE MONTAUX. Le livre d'heures de l'abbaye de Charroux. = 4<sup>e</sup> trim. L. DUPRÉ. Inventaire des objets acquis par les musées de la Société des Antiquaires de l'Ouest en 1902. = 1903, 1<sup>er</sup> trim. Le R. P. DE LA CROIX. Etude sommaire du baptistère de Saint-Jean de Poitiers.

**28. — Mémoires de la Société éduenne.** T. XXX, 1902. — Ch. BOËLL. Un chapitre de l'histoire d'Autun : l'année 1815. — A. DE CHARMASSE. La Maison-Dieu des Quatre-Frères (quelques notes et documents relatifs à cet hospice au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> s.). — J.-L. BAZIN.

La Bourgogne sous les ducs de la maison de Valois, 1361-1478; chap. III et IV (bataille de Nicopolis et mort de Philippe le Hardi). — Eugène FYOT. La châtellenie de Montcenys; suite : chap. VI et VII (les comptes de la châtellenie de 1375 à 1477; Montcenys, châtellenie royale, de 1477 à 1790). — Henri GRAILLOT. *Poculum et lagena*; un type de stèles funéraires en pays éduen. — P. MONTARLOT. Les députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution, 1789-1799 (Talleyrand, le marquis de Digoine du Palais, Anne-Paul de Fontenay de Sommant, Repoux, Verchère de Reffye). — A. DE CHARMASSE. Note sur une commune jurée à Autun en 1098 (commente un passage de la Chronique de Hugues de Flavigny). — Joseph DÉCHELETTE. La sépulture de Chassenard et les coins monétaires de Paray-le-Monial.

**29. — Revue de Champagne et de Brie.** 1901, sept.-déc. — E. DE LA GUÉRIVÈRE. Les ascendants maternels de saint Jean-Baptiste de La Salle; chap. XIII. — Souvenirs du comte de Plancy; chap. IV (préfectures de la Nièvre et de Seine-et-Marne, 1808-1814). — A. THÉVENOT. Monographie de la commune de Lhuitre; suite (XIX<sup>e</sup> s.).

**30. — Revue d'histoire de Lyon.** T. II, 1903, fasc. 2. — F. FABIA. Vitellius à Lyon. — L. GALLE. Pierre Louvet, sa vie et ses travaux; fin. — S. CHARLÉTY. Le régime douanier à Lyon au XVII<sup>e</sup> s.; fin. — C. GUIGUE. Une miniature lyonnaise : la salle du Consulat au XVI<sup>e</sup> s. — P. ROCHEX. Cérémonial public de l'hôtel de ville de Lyon, 1680; suite; fin dans le fasc. 3. = Fasc. 3. P.-A. BLETON. Le régiment de Lyonnais (rapide esquisse de son histoire depuis 1616). — Ph. GONNARD. Un Lyonnais à Sainte-Hélène, 1816-1821 (Jean-Claude Gors, secrétaire de Montchenu; ayant à se plaindre de son maître, il envoya au ministère français, par l'intermédiaire du comte de Balmain, des correspondances secrètes où il se plaint beaucoup de Montchenu et où il donne çà et là des nouvelles sur le prisonnier de Longwood, sur la triste vie que l'on menait à Sainte-Hélène, etc.). — Ph. POUZET. Les anciennes confréries de Villefranche-sur-Saône. — C. LATREILLE. Un membre de la Petite-Église à Lyon : Claudius Prost (on sait que cette « Petite-Église » est une communauté de catholiques qui regarde le clergé actuel comme schismatique et qui reste volontairement séparée de la communion chrétienne).

**31. — Revue de l'Agenais.** 1903, mai-juin. — J.-R. MARBOUTIN. Le château de Fanguerolles, commune de la Croix-Blanche. — Ph. LAUZUN. Bory de Saint-Vincent et sa correspondance; suite : 1815-1832 (biographie de Bory jusqu'à sa mort et liste de ses ouvrages). — Comte DE DIENNE. Les rapports de l'Agenais et de l'Italie, principalement aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s. (lecture faite au Congrès international de Rome en 1903).

**32. — Revue de Gascogne.** 1903, avril. — Ch. SAMARAN. Un inventaire du château de Mazères au temps du cardinal Louis d'Este, archevêque d'Auch, août 1583. — A. DÉGERT. L'édit de 1768 et le

clergé du Béarn (cet édit avait favorisé les évêques au détriment des curés; ceux-ci protestèrent. Leur mécontentement ne fit que grandir et leur dicta la conduite qu'ils tinrent au début de la Révolution. Publie un « Mémoire pour les curés du district de Béarn au diocèse d'Acqs, contenant des représentations au sujet de l'art. 14 de l'édit du mois de mai 1768 concernant les portions congrues »). — Abbé L. RICAUD. La fin du vieux Garaison; suite et fin. = Mai. A. DEGERT. Les reliques de sainte Quitterie (les plus anciens témoignages, remontant au XIII<sup>e</sup> s., attestent que ces reliques étaient en France, non en Espagne, à Saint-Pierre-du-Mas d'Aire). — Abbé BROCONAT. État ancien de l'instruction primaire dans quelques paroisses rurales du Gers. — J. ATAN. Quatre bulles relatives à Pierre de Foix le Vieux, 1447-1455. = Juin. L. BELLENGER. Les dépenses d'un écolier du collège d'Auch à la fin du XVI<sup>e</sup> s. et au commencement du XVII<sup>e</sup>, 1600-1606. — A. DEGERT. Fleurance enlevée aux Anglais (commente une lettre du pape Clément VI à Charles le Mauvais du 21 octobre 1351; il y est fait allusion à la prise de Fleurance, événement qui a dû se produire en décembre 1350 ou en janvier 1351). — TIERNY et COUAI. Journal de Sentex, archer du vice-sénéchal d'Auch; suite : 1646-1665. = Juillet-août. L. MAISONNEUVE. Éloge de M. Léonce Couture. — A. DEGERT. Le jansénisme à Dax; suite (refus des sacrements). — C. CÉZÉRAC. Biane; son passé, sa coutume; notes et documents (Biane, seigneurie qui resta longtemps dans la famille de Pardailhan; la coutume lui fut octroyée en 1295 par un des membres de cette famille). — L. MASTRON. Cahier des doléances du tiers État de Callian en 1789. — J. LESTRADE. Un registre paroissial de Boulauc (Boulauc, autrefois Bouloc, aujourd'hui Boulaur, paroisse du diocèse d'Auch; ce registre s'étend des années 1643 à 1670).

**33. — Revue historique et archéologique du Maine.** 1903, 1<sup>er</sup> semestre. T. LIII, 3<sup>e</sup> livr. — Abbé L. DENIS. Thorigné féodal; 1<sup>re</sup> partie : la Châtellenie; la famille de Bellanger. — Marquis DE BEAUCHESNE. Un gentilhomme manceau, soldat dans les armées de la République (d'après la correspondance de Charles-François-René de Lonlay, 1792-1793). — Abbé Louis FROGER. La paroisse de Bouloire (XVI<sup>e</sup> s.).

**34. — Revue du Berry.** 1903, 15 février. — Jos. AGEORGES. Notice historique sur Lourdoueix-Saint-Michel; suite; fin le 15 mars. = 15 mars. Abbé GUIDAULT. La ville de Saint-Gaultier pendant la Révolution; suite le 15 avril et le 15 mai. = 15 juillet. Mémoires inédits de Charles Fournier de Carles de Pradines, seigneur de Romesac, 1665-1669 (en réalité, cette autobiographie commence à l'année 1600).

**35. — Revue africaine.** 1902, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. — Colonel ROBIN. Notes historiques sur la Grande-Kabylie de 1838 à 1851; suite dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. de 1903. — Colonel MOINIER. Campagne de J. César en Afrique, 46-67 av. J.-C.; suite dans le 1<sup>er</sup> trim. de 1903. = 1903, 1<sup>er</sup> trim. MESNAGE. Une page de l'histoire de l'ancienne église d'Afrique



(étude critique sur une liste d'évêchés africains où Carthage figure, parmi les dix métropoles dépendant du siège patriarcal d'Alexandrie, avec quarante évêchés qui lui sont donnés comme suffragants; cette liste pourrait être attribuée à Hassan, qui l'aurait fait dresser pour la confection de l'impôt foncier vers 703-705). = 2<sup>e</sup> trim. N. WAILLE. Les fouilles de Cherchel.

**36. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne.** Bulletin archéologique et historique. T. XXX, année 1902, 4<sup>e</sup> trim. — Abbé Camille DAUX. L'ordre franciscain dans le Montalbanais; suite. — Chanoine PORTIER. Notes archéologiques sur le couvent des Cordeliers de Montauban. = 1903, 1<sup>er</sup> trim. N. JOSEPH CAYROU. Les seigneurs et la communauté de Montesquieu en Quercy.

**37. — Revue d'Alsace.** 1903, juillet-août. — D. BERLIÈRE. Les évêques auxiliaires de Bâle au xiii<sup>e</sup> s.; notes supplémentaires. — Souvenirs de 1813 et 1814; journal d'un habitant de Cernay (l'auteur de ces notes est Henri-Louis-Joseph-Xavier de Latouche, né à Cernay en 1747 et mort en 1828; une partie des Mémoires avait déjà paru dans les *Feuilles d'annonces de Thann et de Cernay*). — Abbé SCHULER. Chronique belfortaine; suite. — D<sup>r</sup> L. EHRHARD. Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince coadjuteur Louis de Rohan; suite: février 1772. — J. LÉVY. Notre-Dame-de-Bon-Secours de Winzenheim. — CHARPENTIER-PAGE. Notes sur les différents procès soutenus par les communes du domaine du Rosemont contre les héritiers Mazarin pour la répartition des droits et usages dans les forêts faisant partie de la donation faite par Louis XIV en décembre 1659.

**38. — Göttingische gelehrte Anzeigen.** 1903, mai. — Ph. LAUER. Le règne de Louis IV d'Outremer (travail soigné; considérations générales, par K. UHLIRZ, sur la manière d'écrire l'histoire et, en particulier, sur le plan des Annales carolingiennes). — L.-M. HARTMANN. Geschichte Italiens im Mittelalter (une des meilleures productions sur l'histoire médiévale qui aient paru dans ces dernières années). — TULLIUS R. VON SARTORI. Montecroce. Geschichte des landschaftlichen Steuerwesens in Tirol (bonne étude sur l'histoire financière du Tyrol, surtout au xvi<sup>e</sup> s.). — W.-E. CRUM. Coptic Monuments (catalogue d'une partie des documents coptes conservés au musée du Caire). — A. DOREN. Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte (importante étude sur l'industrie de la laine, du xiv<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> s.). = Avril. Ed. MEYER. Geschichte des Altertums; vol. III-V (ouvrage de toute première valeur, très important pour l'histoire grecque). = Mai. Winter. Pommersches Urkundenbuch; vol. IV: 1301-1306. — Die Geschichte des Russisch-Türkischen Krieges 1877-78 auf der Balkan-Halbinsel (histoire et documents par l'état-major russe, traduits par KRAHMER; deux volumes publiés à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la prise de Plevna). — Fr. MEINECKE. Das



Leben des Generalfeldmarschalls Hermann von Boyen, 1814-1848 (belle biographie). — Juin. *O. Procksch*. Geschichtsbetrachtung und geschichtliche Ueberlieferung bei den vorexilischen Propheten (important). — *H. Lersch*. Die Weistümer des Kurfürstentums Trier (recueil intéressant pour les institutions locales de la partie de l'ancien électorat de Trèves située sur la rive gauche du Rhin). — *A. von Bulmerincq*. Zwei Kämmerer-Register der Stadt Riga (publication très soignée). — Juillet. *Ad. Deissmann*. Ein Original-Dokument aus der Diocletianischen Christenverfolgung. Papyrus 173 des British Museums (Deissmann a faussement interprété ce document). — *Curtze*. Urkunden zur Geschichte der Mathematik. — *Rydberg et Hallendorff*. Sverges Traktater. V delens 1 Hæft, 1572-1632 (important).

**39. — Historisches Jahrbuch.** Bd. XXIV, Heft 1. — *H. GUENTER*. Le moyen âge tel que l'histoire se l'est représenté (ne parle que de quelques historiens allemands). — *J. SCHMIDLIN*. Une lutte pour le germanisme dans la vie monastique de l'Italie (lutte entre les abbayes de Farfa et de Subiaco; cette dernière, peuplée d'Allemands, s'efforça de faire triompher aussi les Allemands à Farfa, xvi<sup>e</sup> s.). — *Jul. von Pflugk-Harttung*. Les dépêches envoyées par les Prussiens à Wellington avant la bataille de Ligny (revient sur la question de savoir si Wellington a, oui ou non, manqué volontairement à soutenir les Prussiens devant Ligny). — *F.-X. Funk*. Le canon de la messe romaine. — *N. Paulus*. Le voyage de Luther à Rome (Luther fut envoyé non par Staupitz, mais par sept monastères hostiles aux réformes proposées par Staupitz, et à la tête desquels se trouvait celui d'Erfurt, 1510).

**40. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde.** Bd. XXVIII, 1903, Heft 2. — *W. LEVISON*. La plus ancienne biographie de Robert de Salzbourg (ce Robert vécut au temps d'un roi des Francs du nom de Childebert, qui doit être Childebert III, par conséquent à la fin du vii<sup>e</sup> s. et au commencement du viii<sup>e</sup>. Sa plus ancienne biographie, connue par un ms. de Graz, doit avoir été rédigée dans la première moitié du ix<sup>e</sup> s.). — *K.-A. Kehr*. Annales carolingiennes disparues (un fragment, relatif à l'année 871, a été découvert par Scheffer-Boichorst dans le *Cosmodromius* de Gobelinus Persona. Les annales perdues ont été écrites à Fulda). — *Bruno Krusch*. Saint Florian et son évêché; contribution à l'histoire de l'évêché de Passau (reprenant la question de saint Florian à l'aide de documents nouveaux, qui lui permettent d'affirmer avec une nouvelle énergie que la légende de saint Florian n'est pas antérieure à l'époque carolingienne. Publie une « Passio beatissimi Floriani, martyris Christi »). — *Fritz Curschmann*. La charte de fondation de l'évêché de Havelberg (le diplôme original, délivré par Otton I<sup>er</sup>, n'existe plus; le texte a été fortement interpolé au xii<sup>e</sup> s., sous l'empereur Frédéric I<sup>er</sup>). — *Karl Zeumer*. Le texte allemand primitif de la « paix » de 1235; le plus ancien texte de loi d'empire qu'on ait en langue allemande (texte

allemand de ce « Landfrieden » et traduction latine en regard ; rapport du texte latin avec l'allemand). — J. SCHWALEN. Voyage dans la Haute-Italie et en Bourgogne à l'automne de 1901 ; suite. — W. LEVISON. Fragments d'une chronique latine trouvés à Göttingue (et publiés par Dziatzko ; deux de ces fragments appartiennent à une *Passio* des martyrs romains Chrysanthus et Daria). — Paul DE WINTERFELD. La vie métrique de saint Gall le Confesseur (corrections). — Id. La suppression du duché de Franconie (ordonnée, dit-on, par Otton I<sup>er</sup> après le soulèvement de 940 ; mais un passage, négligé jusqu'ici, de Hrotsvitha, montre qu'il n'en est rien). — H. FORST. Une bulle du pape Innocent IV, du 23 mars 1247, pour l'abbaye de Prüm (d'après l'original, retrouvé aux archives de Coblenz). — A. HESSEL. Les tablettes de plomb de Bologne. — Inventaire des diplômes royaux et impériaux rétrocédés par les Archives de l'État, à Berlin, aux archives de Dusseldorf, Coblenz et Munster.

41. — *Deutsche Rundschau*. 1903, mai. — Erich MARCKS. Albert de Roon ; sa personne, son rôle historique. = Juin. Paul BAILLEU. Lassalle et la conquête de Berlin, 1855-1859 (raconte la lutte soutenue par Lassalle contre la police royale, qui lui interdisait le séjour dans la capitale de la Prusse ; il finit par l'emporter, grâce au prince régent, qui recommandait et pratiquait la tolérance). = Juillet. Souvenirs du ministre d'État Rudolf von Delbrück (publie quelques pages de notes prises par Delbrück, en septembre 1870, sur ses rapports avec le roi de Prusse et Bismarck). — M. MANITIUS. Un satirique du XI<sup>e</sup> s. (Sextus Amarius Gallus Piosistratus, dont Manitius a publié les sermons en 1888).

42. — *Zeitschrift für katholische Theologie*. 1902, Quartalheft 4. — J.-B. MUNDWILER. Jésuites allemands dans les prisons espagnoles au XVIII<sup>e</sup> s. (travail très documenté ; l'auteur paraît attribuer à la destruction de l'ordre de Jésus la ruine des colonies espagnoles). — H. GRISAR. Le voyage en Palestine d'Antoninus Martyr, vers 580 (le martyr Antoninus n'a rien à voir avec le pèlerinage de l'an 580 ; l'auteur anonyme qui nous raconte son voyage de Plaisance à Jérusalem l'a pris pour guide idéal, de là une confusion qui dure encore. L'Itinéraire doit à l'avenir être désigné ainsi : *Itinerarium Anonymi Placentini*. Analyse de ce document intéressant). = 1903, Quartalheft 1. C.-A. KNELLER. Le pape et le concile pendant les dix premiers siècles ; 1<sup>er</sup> art. ; 2<sup>e</sup> art. dans Quartalheft 3 (étudie et commente les textes relatifs à la réunion des évêques à Chalcédoine en 381 ; cette réunion, qui délibéra en dehors de la présence du pape ou de ses délégués, peut-elle être reconnue comme un concile œcuménique ? Non, et ses décisions ne valent qu'autant qu'elles ont été plus tard confirmées par le pape). — DUNIN-BORKOWSKI. Interprétation des textes les plus importants relatifs à l'histoire des institutions de l'Église primitive (on a mal interprété certains textes où l'on a voulu voir une organisation démocratique de l'Église

primitive; argumente surtout contre Harnack); suite dans Quartalheft 2. — N. PAULUS. Du nom de jésuite avant la fondation de la Société de Jésus (on le rencontre quelquefois soit comme titre d'honneur, soit comme terme de mépris). = Quartalheft 3. Alois KROESS. L'empereur Ferdinand I<sup>er</sup> et ses projets de réforme au concile de Trente, jusqu'à la fin de la Conférence des théologiens à Innsbruck, du 18 janvier 1562 au 5 juin 1563.

43. — *Zeitschrift für Kirchengeschichte*. Bd. XXIII, Heft 2. — E. SCHOTT. Les idées de l'abbé Joachim de Flore. — Herman HAUPT. Un traité allemand sur les Vaudois autrichiens du XIII<sup>e</sup> s. (c'est un remaniement, fortement réduit, de la partie hérésiologique du recueil dit de l'Anonyme de Passau). — J. GOTTSCHICK. Études sur la doctrine de l'expiation au moyen âge; suite: Alexandre de Hales, Bonaventure, Albert le Grand, Thomas d'Aquin; suite dans Heft 3; fin dans XXIV, 1. — H. WATERSTRAAT. Le différend pour l'évêché de Camin à l'époque de la Réforme; fin: 1544-1556 (plusieurs pièces inédites en appendice). — Aug. HELDMANN. Les trois églises de la Confession d'Augsbourg dans le comté de Dürdinghausen; origine et histoire pendant et après l'époque de la Contre-Réforme. — KATZER. Les inspections ecclésiastiques de l'Église luthérienne en Saxe. — O. CLEMEN. Six lettres du temps de la Réforme. — W. FRIEDENSBURG. Contributions à la correspondance des savants catholiques de l'Allemagne au temps de la Réforme; suite: Robert Vauchop (Vauchop, chassé d'Irlande par les persécutions de Henri VIII, fut nommé archevêque d'Armagh en 1539; sa correspondance ici publiée se rapporte aux années 1540-1543). = Heft 4. Karl MUELLER. Pour servir à l'histoire de l'ordre des Frères de la pénitence (discute les conclusions auxquelles est arrivé le P. Mandonnet sur la règle de cet ordre, récemment découverte par Paul Sabatier). — Moritz Brosch. Machiavel, César Borgia et Alexandre VI (explique comment Machiavel a pu, malgré l'indignité de César Borgia et l'échec de sa politique, choisir ce personnage comme le type du prince laïque et fondateur d'empire). — G. REICHEL. Origine d'un parti hostile à Zinzendorf et au piétisme, qui se forma à Halle et à Wernigerode, 1733-1734. — G. SOMMERFELDT. Les sermons de Mathieu de Cracovie; 2<sup>e</sup> art. — E. FISCHER. Les troubles de Wittenberg en 1521-1522. — E. LEMPP. Le début de l'ordre des Clarisses (la règle primitive n'a pas été donnée par saint François, qui l'a reçue des mains de son ami Hugolin). = 1903, Bd. XXIV, Heft 1. D. ROCHOLL. Le platonisme dans le moyen âge allemand. — Karl MUELLER. Le procès de Luther à Rome (examine la procédure suivie contre Luther dénoncé comme hérétique). — J. ZIGKURSCH. Auguste le Fort et l'Église catholique dans les années 1697-1720; fin dans Heft 2. — Th. BRIEGER. Sur Jacques de Jüterbock (chartreux d'Erfurt et théologien du XV<sup>e</sup> s.; ses écrits). — G. BERNIG. Le décret, promulgué par l'Électeur de Saxe, instituant le consistoire de Cobourg, 30 mars 1542. — Id. Un différend de Luther avec le conseil municipal de Cobourg en 1539. = Heft 2. Walter GUETZ. Les sources

de l'histoire de saint François d'Assise; 2<sup>e</sup> art. : les légendes (1<sup>o</sup> la *Vita prima* de Thomas de Celano. L'authenticité de ce récit ne saurait être contestée; il a certainement été rédigé dans les premières années qui suivirent la mort du saint, mais il l'a été dans un but manifeste d'édification, qui en affaiblit la valeur historique). — H. WENDT. Ignace de Doellinger et son développement intérieur. — H. BARGE. C'est Karlstadt et non Mélanchthon qui est l'auteur de l'*Apologia pro Bartholomeo praeposito* attribuée à Barthélemi Bernhardi de Feldkirch.

**44. — Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung.** Bd. XXIV, Heft 2, 1903. — M. MANITIUS. Sur Amarcus et Eupolemius (corrections). — Karl HAMPE. Les registres perdus des papes Innocent III et Innocent IV; suite (fragments retrouvés dans un formulaire; ils se rapportent à la sixième et à la septième année de ce pontificat). — J. MUELLER. La politique des villes impériales au temps de la Conférence de Francfort, en 1633. — Hans von ZWIEDINECK. L'Autriche et la Confédération germanique; contribution à l'histoire des institutions politiques de l'Allemagne en 1848-49. — W. LIPPERT. Le commencement de l'année au 1<sup>er</sup> janvier dans la chancellerie de Misnie-Thuringe vers le milieu du XIV<sup>e</sup> s. — H. SCHROHE. Notes sur les régestes des rois d'Allemagne, de Rodolphe à Charles IV.

**45. — Basler Zeitschrift für Geschichte und Alterthumskunde.** Bd. I, Heft 2, 1902. — BURCKHARDT-BIEDERMANN. La route qui franchit le Haut-Hauenstein, dans le Jura bâlois; fin. — Rud. THOMMEN. Histoire de notre Société (expose les tentatives qui ont été faites, depuis la Renaissance, pour créer des associations de recherches pour l'histoire nationale). — W. MERZ. La tour Rore à Aarau. — G. TOBLER. Quelques lettres de Pierre Ochs en 1799 (elles sont en français). — Aug. HUBER. De la part prise par Bâle aux troubles de Brisach en 1652-57; épisode du temps de la Fronde. = Bd. II, Heft 2, 1902. K.-Christ BERNOULLI. La bataille de Friedlingen, le 14 octobre 1702 (utilise les sources allemandes et françaises; avec une carte). — Aug. BURCKHARDT. Le greffier municipal Heinrich Ryhiner (greffier de la ville de Bâle de 1534 à 1553; sa vie; négociations dont il fut chargé par la ville, etc.). — K. STEHLIN. L'inscription gravée sur le portail de l'église de Saint-Ursanne. — Th. DE LIEBENAU. Pour servir à l'histoire de la prédication des indulgences en Suisse. — Th. BURCKHARDT-BIEDERMANN. Fouilles entreprises par la Société historique et archéologique de Bâle sur l'emplacement d'Augst, Augst bâlois et Kaiser Augst, de Bâle et de leurs environs, pendant les années 1877-1902 (avec une carte). — Karl GAUSS. Les saints, patrons d'églises, dans le pays de Bâle (importance historique des églises consacrées à saint Martin : partout où se trouve une église sous ce vocable se trouvait un établissement romain, et là où l'on peut montrer qu'il y eut d'importants éta-

blissements romains on peut conjecturer presque à coup sûr qu'il y eut une église consacrée à saint Martin; enfin, les villages où se trouve le nom de ce saint jalonnent des voies romaines). = Heft 2, 1903. Rud. WACKERNAGEL. Études sur Raimond Péraud et sur la situation religieuse à Bâle en son temps (mémoire important pour l'histoire ecclésiastique à Bâle dans les premières années du XVI<sup>e</sup> s.). — W. MERZ. Le château de Brunnegg.

46. — **The Athenæum**. 1903, 30 mai. — L. Douglas. A history of Siena (bon). — E. G. Gardner. The story of Siena and San Gimignano (bon et brillamment écrit). — Ch. Hughes. Shakespeare's Europe. Unpublished chapters of Fyne Moryson's Itinerary; being a Survey of the condition of Europe at the end of the XVI<sup>th</sup> century (bonne édition d'un itinéraire à travers les divers États de l'Europe, itinéraire qui fut publié en 1617; il est rempli de remarques intéressantes ou instructives). = 6 juin. J. Roby. Roman private law in the times of Cicero and of the Antonines (intéressant). = 13 juin. Black. The marquess of Dufferin and Ava (très intéressant). = 20 juin. A. Lang. Social origins (étude remarquable sur les origines du totémisme et sur l'unité sociale primitive; conclusions fort contestables). — J. J. Atkinson. Primal law (beaucoup de faits bien observés). — Letters of a diplomat's wife, 1883-1900 (lettres écrites par M<sup>me</sup> Waddington, femme de l'ambassadeur de France à Londres; elles sont amusantes). = 27 juin. H. Fisher. Studies in Napoleonic statesmanship; Germany (excellente étude sur les transformations territoriales, politiques et administratives imposées par Napoléon I<sup>er</sup> à l'ancien empire germanique). — W. Wilson. A history of the american people (compilation faite avec beaucoup d'érudition et de bon sens). = 4 juillet. La littérature continentale de juillet 1902 à juillet 1903. = 11 juillet. Bodley. The coronation of Edward the Seventh (excellent; l'auteur, qui a été chargé officiellement par le roi de raconter les cérémonies du couronnement, l'a fait en historien soucieux de montrer l'importance politique de cet acte considéré à la fois en soi, comme formant le lien mystique qui rattache étroitement à la couronne les différentes parties de l'empire, et par comparaison avec d'autres faits de même caractère: le couronnement de Napoléon I<sup>er</sup>, la proclamation de l'empire allemand à Versailles en 1871 et le couronnement de la reine Victoria). — Sir Richard Vesey Hamilton. Letters and papers of admiral of the fleet sir Thomas Byam Martin; vol. I (très intéressant pour l'histoire maritime pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire). = 18 juillet. S. R. Gardiner. History of the Commonwealth and Protectorate; vol. III: 1654-1656 (c'est le dernier chapitre qu'ait écrit le célèbre historien; il se rapporte aux préparatifs pour les élections de 1656 et à l'attitude prise par O. Cromwell à l'égard des factions). — A history of Hampshire and the isle of Wight; vol. II (à noter dans ce volume le chapitre sur l'histoire religieuse, par le Rév. Cox). — Budge et King. Annals of the kings of Assyria (beau volume

où se trouve la traduction de tous les textes inscrits exécutés par ordre des souverains assyriens de 200 à 600 av. J.-C. et qui se trouvent dans les collections nationales de l'Angleterre). — B. King. Mazzini (remarquable).

47. — *The Nineteenth Century*. 1903, avril. — Somers SOMERSET. L'Europe et l'Amérique du Sud. — John MAC-DONELL. Les républiques sud-américaines et la doctrine de Monroe. = Mai. Augustine BIRRELL. Encore quelques lettres de M<sup>me</sup> Carlyle. — M. E. JERSEY. Un aventurier oublié (le chevalier, comte ou baron de Kolli, qui était peut-être tout simplement un Irlandais, Kelly; ses tentatives pour délivrer les princes d'Espagne prisonniers à Valençay). = Juin. Hermann LEA. Les sorcières et la sorcellerie en Wessex. = Août. Edith SELLERS. Un conclave pontifical et son chroniqueur (Retz au conclave de 1655). — Camilla JEBB. Quelques faits concernant M<sup>lle</sup> de Lespinasse. — C. F. LEHMANN. Civilisation et Babylonie (de la survivance jusqu'à nos jours de l'industrie et des arts de l'ancienne Babylone; l'ingénieur moderne n'aura qu'à suivre la trace des anciens pour rendre au pays sa prospérité).

48. — R. *Accademia dei Lincei. Atti*. Anno 1902. 5<sup>e</sup> série. Classe des sciences morales, historiques et philologiques, vol. X, 2<sup>e</sup> partie : *Notizie degli Scavi*, fasc. 1-12. = Vol. XI, 1903; fasc. 1-2. *Rendiconti*. 5<sup>e</sup> série, vol. XI, 1902, fasc. 1-2. — J. GUIDI. L'histoire de Hayla Mikael (chronique abyssinienne; texte). = Fasc. 3-4. Fr. P. GAROFALO. Sur les armées des Ptolémées. — Vittorio SCIALOJA. Sur le premier fascicule de la reproduction phototypique des Pandectes florentines. — A. MANCINI. Un commentaire inconnu de Remy d'Auxerre sur les *Disticha Catonis*. — P.-S. LOPEZ. Jaufre Rudel; questions anciennes et nouvelles. — Giov. PINZA. D'un sépulcre à coupole de type mycénien découvert sur la pente du Capitole vers le forum romain. = Fasc. 5-6. Biagio BRUGI. Nouvelles études sur les agrimensoeurs romains. — L. PIGORINI. Premières découvertes et observations relatives à l'âge de la pierre en Italie. = Fasc. 7-8. Rossini. Besoua Amlak et le monastère de la Trinité (Besoua est un moine fameux du XVI<sup>e</sup> siècle qui déploya un zèle ardent pour le culte de la trinité dans les régions abyssiniennes de l'Érythrée; le texte publié ici se rapporte aux biens du monastère qu'il lui fit ériger). = Fasc. 9-10. Fed. HALDHERR. Travaux exécutés par la Mission archéologique italienne à Haghia-Triada et dans la nécropole de Phaestos; suite dans le fasc. 11-12. — V. DE Bartholomaeis. Le texte provençal du *Libre de la doctrina pueril*. — Carlo CIPOLLA. Sur une formule de la numismatique véronaise. — G. PATRONI. L'origine de la « domus » et un fragment de Varron mal compris (dissertation sur l'origine de la maison romaine; le fragment de Varron porte sur un passage du grammairien Nonius). = Fasc. 11-12. L. NOCENTINI. Fragment d'histoire de la Chine et de la Corée. — Giacomo LUMBROSO. Les papyrus de Tebtunis publiés par Grenfell, Hunt et Smyly.



== 1903, vol. XII, fasc. 1-2. Fr. P. GAROFALO. Les « Meddices » (étude sur l'institution du « Meddix », propre à certaines populations italiennes, et qu'on retrouve plus tard confondue avec les institutions municipales romaines).

49. — **La Cultura.** Anno XIX, 1900, n° 6. — G.-O. Corazzini. Diario fiorentino di Agostino Lapini, 252-1596 (l'auteur de ce journal, Lapini, est un prêtre de S. Maria del Fiore, à Florence, né en 1515). — G. Zaccagnini. Gli ultimi due anni di Cristina di Svezia in Roma, 1687-1689 (bon ; étude en particulier les rapports de la reine Christine avec Lavardin, l'envoyé de Louis XIV). = N° 8. *Reglong.* De belli Parthici Crassiani fontibus (contestable). = N° 10. H. Varnhagen. Zur Geschichte des französischen Feldzuges gegen Mailand im J. 1522, sowie zur Dichtung « Lautrech » des Francesco Mantovano (utiles additions à l'édition, précédemment donnée par l'auteur, du poème sur Lautrec). = N° 18. A. Luzio. Radetzky (bonne biographie abondamment illustrée). — H. Holto. Das Streben der Könige von Frankreich nach der römischen Kaiserkrone (simple allocution). = N° 20. I. Del Lungo. Conferenze fiorentine (huit conférences et quatre discours ; très intéressant pour l'histoire médiévale de Florence). = Nos 22-23. Em. Pandiani. Gli statuti di Portovenere, 1370. — A. Sorbelli. La signoria di Giovanni Visconti a Bologna e le sue relazioni con la Toscana (important pour l'histoire des années 1350-1354). = Anno XX, 1901. Cipolla. Compendio della storia politica di Verona (très intéressant résumé). — S. Manfredi. L'insurrezione e il sacco di Pavia, 1796 (emphatique, mais fait avec soin d'après les sources). = N° 6. E. Salzer. Ueber die Anfänge der Signorie in Oberitalien (peu de faits nouveaux, mais consciencieux). = N° 12. Fr. M. Crawford. The rulers of the South : Sicily, Calabria, Malta (intéressant, de l'imagination, une érudition suffisante ; beaucoup de choses intéressantes pour l'époque moderne que l'auteur connaît bien, ayant longtemps séjourné dans le sud de l'Italie). = N° 14. J. Woisin. Ueber die Anfänge des Merovingerreiches (brève dissertation où sont discutées les opinions de Junghans sur Childéric, le père de Clovis). = N° 16. F. Kirchmayer. La caduta della repubblica aristocratica di Ragusa (bonne histoire des années 1806-1808). = N° 22. E. Müller. Kaiser Flavius Claudius Julianus (collection de faits assez diligente, mais rien de plus ; ce n'est pas une vie de Julien l'Apostat). — F. Bosdari. Giovanni da Legnano, canonista e uomo politico del 1300 (un peu mince ; l'auteur n'est pas assez familier avec les écrits de Giovanni). = Anno XXI, 1902, n° 1. C. Capasso. Firenze, Filippo Strozzi, i fuorusciti e la Corte pontificia (important). = N° 3. A.-F. Trucco. Gli ultimi giorni della repubblica di Genova et la comunità di Novi (c'est plutôt un roman que de l'histoire). = N° 4. Fr. Labruzzi. La monarchia di Savoia dalle origini all'anno 1103 (bon ; l'auteur dirige la question dans une nouvelle voie qui donnera peut-être d'heureux résultats ; mais diffus et peu précis). — Bollea. Le prime relazioni fra la Casa di Savoia e Ginevra, 926-1211 (brochure soignée quant au



fond, mais mal écrite). = N° 5. *Gius. Mazzatinti*. Cronaca di Ser Guerriero da Gubbio, 1350-1472 (important). — *C. Capasso*. La politica di papa Paolo III e l'Italia (bon). = N° 6. *S. Hellmann*. Die Grafen von Savoyen und das Reich bis zum Ende der Staufischen Periode (peu de nouveau; accorde trop de confiance aux hypothèses de Carutti; estimable). = N° 7. *Ad. Schaube*. Proxonie im Mittelalter (montre l'existence d'une nouvelle espèce de consuls, le « consul hospes », élu par les commerçants étrangers). = N° 13. *E. Lævinson*. Giuseppe Garibaldi e la sua legione nello Stato romano, 1848-49 (récit très fourni, plein de faits, sobre cependant et vivant). = N° 15. *I. Raulich*. Storia di Carlo Emanuele I; vol. II, 1588-98 (important, mais l'auteur se perd trop souvent dans les détails). = N° 17. *H. Gruber*. G. Mazzini. Freimaurerei und Weltrevolution (fait bien connaître la vie et l'œuvre de Mazzini). = N° 20. *R. Salvo di Pietraganzilli*. Il Piemonte e la Sicilia; rivoluzioni e guerre dal 1850 al 1860 (incomplet). — *F. Lemmi*. La restaurazione austriaca a Milano nel 1814 (utilise des documents nouveaux; mais avec une préparation générale insuffisante). = Anno XXII, 1903. *A. Viertel*. Tiberius und Germanicus (étude sur Tacite et sur la valeur de son témoignage; l'auteur croit pouvoir faire le départ entre les faits rapportés par l'historien latin et le jugement qu'il porte sur les faits, sans bien se rendre compte que ce jugement même a influé sur la manière dont les faits sont rapportés). = N° 10. *Nobili Vitelleschi*. Dalla storia civile e politica del papato dall'imperatore Teodosio a Carlomagno (insuffisant; des erreurs nombreuses; très mal imprimé). — *K. Voigt*. Beiträge zur Diplomatik der langobardischen Fürsten von Benevent, Capua und Salerno (excellent). = N° 13. *A. Huyskens*. Kardinal Napoleon Orsini; 1<sup>re</sup> partie (biographie de cet Orsini, neveu de Nicolas IV, qui fut chanoine de Beauvais, puis cardinal en 1288; son rôle sous Nicolas IV et sous Boniface VIII, en particulier dans les événements qui précédèrent et suivirent l'attentat d'Anagni). = N° 14. *G. Luzzatto*. I banchieri ebrei in Urbino nell'età ducale (bon chapitre d'histoire économique). — *A. Amabile*. Maria Carolina, Lady Hamilton e O. Nelson nei moti del 1799 a Napoli (sans valeur).

**50. — Archivio della r. Società romana di storia patria.** Vol. XXV, fasc. 3-4, 1902. — *L. Schiaparelli*. Les chartes anciennes des archives capitulaires de Saint-Pierre au Vatican; suite (nos 31-73, XII<sup>e</sup> s.). — *M. Antonelli*. Vicissitudes de la domination pontificale dans le Patrimoine de saint Pierre en Toscane, depuis la translation du Saint-Siège à Avignon jusqu'à la restauration par Albornoz; 1<sup>er</sup> art. — *I. Giorgi*. Le traité de paix et d'alliance entre Rome et Gênes, 1165-1166 (texte des traités et ratifications; commentaire; conclusions qu'on peut en tirer pour l'histoire de la constitution civile de Rome). — *V. Federici*. D'une inscription concernant l'église de S. Cecilia à Monte Giordano. — *P. Egidi*. L'abbaye de Subiaco et la seigneurie de Tusculum.

**51. — Archivio storico lombardo.** Anno XXX, 1903, fasc. 37.

— A. MAZZI. Les « Confines domi et palatii » à Bergame. — Fr. MALAGUZZI-VALERI. La tapisserie et les tapissiers à Milan au xv<sup>e</sup> siècle (avec une liste de courtisans français à reproduire en tapisserie, 1472). — E. VERGA. Les corporations des industries textiles à Milan; leurs rapports et leurs conflits aux xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles. — C. MULLER. Possessions du monastère vieux de S. Maria de Pavie dans le val d'Intrasca, 1175-1180. — Gius. BONELLI. A propos des biens possédés par Béatrix della Scala dans la Calciana. = Bulletin bibliographique de l'histoire de Lombardie.

**52. — Archivio storico per le provincie Napoletane.** Anno XXVIII, fasc. 4. — M. SCHIPA. Le royaume de Naples au temps de Charles de Bourbon; 4<sup>e</sup> partie : le gouvernement; suite (conseillers, ministres, politique intérieure de 1734 à 1744; forces militaires et participation à la guerre pour la Succession d'Autriche, 1734-1746; le ministère Fogliani et les dernières années du règne de Charles III, 1746-1759). — B. CROCE. Une date importante dans la vie de Jean de Valdès (le célèbre promoteur du mouvement de la Réforme à Naples au xvi<sup>e</sup> siècle arriva à Naples vers la fin de 1532, puis il retourna à Rome en 1533, pour revenir à Naples deux ans plus tard; il y séjourna jusqu'en 1541). — F. CERONE. La politique orientale d'Alfonse d'Aragon; suite et fin. = Bibliographie : *Lod. Frati*. La prigionia del re Enzo a Bologna (bon travail critique). — *Lud. Quandal-Vial*. Una pagina di storia; giornale degli avvenimenti politici e militari nelle Calabrie, dal 23 luglio al 6 settembre 1860. — *Giuseppe Del Giudice*. Codice diplomatico del regno di Carlo I e II d'Angiò; vol. III. = A part : le Diario Napoletano de 1799 à 1825; suite.

**53. — Archivio storico siciliano.** Anno XXVII, 1903, fasc. 3-4. — F. MALTESE. Mémoires historiques sur l'origine de Rosolini (Rosolini est une bourgade située non loin de Città di Noto). — G. PITRÈ. Les journaux et la publicité à Palerme dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle. — G. PAOLUCCI. Prétendues élections de juges au temps de Frédéric II de Souabe. — G. LA CORTE. Notes de toponomastique sur le territoire de l'église de Monreale au xii<sup>e</sup> siècle. — S. ROMANO. Francesco d'Aguirre et son œuvre manuscrite sur la réorganisation des études générales à Turin (œuvre qui vient d'être publiée par les soins du municipe de Salemi). — F. SAVIO. La prétendue inimitié du pape Nicolas III contre le roi Charles I<sup>er</sup> d'Anjou (des preuves de bienveillance données par Nicolas III à Charles d'Anjou; de la prétendue participation de Nicolas III à la conspiration de Jean de Procida; de la conduite différente de Nicolas III et de Martin IV à l'égard de Charles d'Anjou; des premiers ennemis qui se déclarèrent contre ce dernier, quand il prépara la guerre d'Orient).

**54. — Miscellanea di storia italiana.** T. VIII, 1903 (Turin, Bocca). — A. SEGRE. Documents relatifs à l'histoire de la Savoie de 1510 à 1536 (ce sont les pièces justificatives de l'étude consacrée par

l'auteur au règne du duc Charles II. Longue introduction de 146 pages, intéressante pour l'histoire des rapports de la Savoie avec la France à cette époque. L'ensemble de ce travail constitue un véritable volume de près de 300 pages). — Pietro AMAT DI SAN FILIPPO. Recherches et études relatives à l'histoire économique de la Sardaigne; œuvre posthume publiée par A. MANNO (ces études embrassent l'histoire entière de la Sardaigne, depuis l'époque romaine jusqu'à notre temps).

55. — *Rivista storica italiana*. Anno XIX, 3<sup>e</sup> sér. 1902, vol. I, fasc. 3. — W. Osiander. Der Hannibalweg neu untersucht (tient pour le passage par le mont Cenis). — K. Schütz. Die Schlacht bei Cannæ (l'auteur dit que le récit de Tite-Live est plus vraisemblable et plus intelligible que celui de Polybe). — M. Desideri. La Macedonia dopo la battaglia di Pidna (bon). — G. Camozzi. La « consecratio » di Trajano (bonne étude sur les monnaies de Trajan). — L. Schiaparelli. I diplomi dei re d'Italia; parte I: I diplomi di Berengario I (bonne étude préparatoire à une édition critique des diplômes de Bérenger I<sup>er</sup>). — Nitti di Vito. Codice diplomatico Barese; vol. IV: periodo greco, 939-1071. — Colonna de Cesari-Rocca. Recherches sur la Corse au moyen âge. Origine de la rivalité des Pisans et des Génois en Corse, 1014-1174 (de bonnes choses; mais l'ouvrage manque d'ordre et de clarté). — Lempp. Frère Élie de Cortone (très intéressant). — C. Manfroni. Relazioni di Genova con Venezia dal 1270 al 1299 (publie quelques documents importants et fait bien augurer d'une prochaine Histoire de la marine italienne au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> s.). — L. Zanutto. Il cardinale Pileo di Prata e la sua prima legazione in Germania, 1378-1382 (bon). — E. Verga. La giurisdizione del podestà di Milano e i capitani dei contadi rurali, 1381-1429 (bon). — B. Felicianelli. Il matrimonio di Lucrezia Borgia con Giovanni Sforza, signore di Pesaro (intéressant et soigné). — C. Capasso. Firenze, Filippo Strozzi, i fuorusciti e la corte pontificia (utilise de bons documents, mais la forme laisse beaucoup à désirer). — A. Segre. Emanuele Filiberto e la Repubblica di Venezia, 1545-1580 (bon). — F. Rachfahl. Margaretha von Parma, Staatthalterin der Niederlande (ce n'est qu'une étude préliminaire, non assez approfondie, à l'histoire de Marguerite de Parme). — G. Bianchi. Giulio Alberoni e il suo secolo (sans valeur). — R. Caldarera. La battaglia di Francavilla, 20 giugno 1719 (bonne étude sur une bataille perdue par Mercy contre les Espagnols en Sicile; mais l'auteur n'a pas connu la principale source espagnole, les Commentaires de la guerre d'Espagne par Bacallar, marquis de J. Filippo). — Livres sur la période de la Révolution, de l'Empire et du Risorgimento. = Fasc. 4. Putzgers. Historischer Schul-Atlas zur alten, mittleren und neuen Geschichte; réédité par Baldamus et Schwabe (très utile). — G. Ferrero. Grandezza et decadenza di Roma (très remarquable). — L. Schmidt. Geschichte der Wandalen (bon). — V. Poggi. Series rectorum Reipublicae Genuensis (très bonne compilation). — Rod. Honig. Guido da Montefeltro (travail correct et soigné). — F. Tocco. Questioni cronologiche intorno al « De Monar-

chia » di Dante (le *De Monarchia* fut écrit après le *Convivio*, lorsque Clément V prit parti contre Henri VII et pour Robert d'Anjou; Dante s'inspira du *De potestate regia et papali* de Jean de Paris). — *E.-O. Mastrojanni*. Giovanni Gioviano Pontano e Carlo VIII (insuffisant). — *U. Mazzini*. Caterina de' Medici e Clemente VII alla Spezia nel 1533 (d'après les comptes des dépenses faites pour la réception de la duchesse et son embarquement à la Spezia). — *C. Camenisch*. Carlo Borromeo e la controriforma in Valtellina (information très incomplète). — *B. Marasca*. La marina napoletana nel sec. xviii (bon recueil de six articles sur ce sujet). — *Gius. Greppi*. La rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano; vol. II (cet observateur est Paolo Greppi; le deuxième vol. va de la fin de 1794 au commencement de la campagne d'Italie en 1796). — Ouvrages relatifs au Risorgimento. = 1903, vol. II, fasc. 1. *Eug. Revillout*. Les rapports historiques et légaux des Quirites et des Egyptiens (l'auteur prétend démontrer que la loi des Douze Tables n'est guère autre chose qu'une traduction latine du code d'Amasis; Amasis, chef de brigands, devait nécessairement entrer en rapport avec les Quirites, ou hommes armés de la lance, qui étaient aussi des brigands). — *W. Ohr*. Der karolingische Gottesstaat in Theorie und Praxis (thèse excessive tendant à prouver que Charlemagne se considéra, en qualité de « rector, princeps ecclesiae, » comme le chef non seulement de l'église franque, mais de toute l'Église. Bon appendice sur les Missi). — *C. Manfroni*. Storia della marina italiana (bon). — *Eubel*. Bullarium Franciscanum; vol. V. — *P. Orsi*. Signorie e principati, 1300-1530 (excellent exposé). — *C. Capasso*. La politica di papa Paolo III et l'Italia (bon). — *C. Bertani*. Pietro Aretino e le sue opere, secondo nuove indagini (travail hâtif et par trop apologétique). — *E. Bottini-Massa*. La Sardegna sotto il dominio spagnolo, 1478-1713 (bon). — *Gius. Collucci*. La repubblica di Genova e la rivoluzione francese (publie les correspondances des ambassadeurs génois à Paris et près le Congrès de Rastadt). — Publications relatives au Risorgimento.

56. — *The Nation*. 1902, 9 janvier. — *Ravenel*. Life and times of William Lowndes, of South Carolina, 1782-1822 (bonne biographie d'un politicien qui fut membre du Congrès et ministre). = 23 janv. *Powell*. Historic towns of the western states (excellent). — *Johnston*. The roman theocracy and the Republic, 1846-1849 (bon; bien au courant et très impartial). = 30 janv. *Edw. Mac Crady*. The history of South Carolina, 1775-1780 (très bon). = 13 févr. *R. A. Alger*, secretary of war. The spanish-american war (l'auteur fait l'apologie de sa conduite comme ministre de la guerre pendant le récent conflit des États-Unis et de l'Espagne). = 27 févr. *W. D. Green*. William Pitt, earl of Chatham, 1708-1778 (biographie remarquable). = 6 mars. *E. L. Taunton*. The history of the Jesuits in England, 1580-1773 (l'auteur est un prêtre romain, mais non jésuite; le tableau qu'il trace de la politique des Jésuites en Angleterre est assez sombre). — *Simpkinson*. A rela-

tion of the conference between William Laud and Mr. Fisher, the Jesuit (excellente édition d'une œuvre qui montre à merveille la situation de Laud par rapport à la papauté). = 24 avril. *Ch. H. Mac Carthy*. Lincoln's plan of reconstruction (compilation indigeste, mais instructive). = 8 mai. *Fr. B. Lee*. New Jersey, as a colony and as a state (grosse publication en 4 vol., nourrie de faits pour l'histoire locale, sans valeur dès qu'elle cesse d'être une chronique). — *M. T. Blauvelt*. The development of Cabinet government in England (bon). = 12 juin. *Doughty et Parmelee*. The siege of Quebec and the battle of the plains of Abraham (6 vol. mal imprimés, mais pleins de faits et dont l'intérêt dépasse singulièrement les limites d'une opération militaire). = 26 juin. *Ch. H. Butler*. The treaty-making power of the United States (bon traité de droit constitutionnel). = 10 juillet. *H. M. Ch. Henry Butler*. The american fur trade in the Far West (ouvrage important qui explique les origines et les progrès de l'américanisme dans une bonne partie des États-Unis). = 24 juillet. *W. M. Sloane*. The french revolution and religious reform (excellent). = 21 août. *W. A. Linn*. The story of the Mormons (ouvrage préparé avec soin; le meilleur qui ait paru sur le sujet). = 30 oct. *J. W. Riley*. The founder of Mormonism; a psychological study of Joseph Smith jr. (curieux). = 25 déc. *G. Fowkes*. Archaeological history of Ohio: the Mound builders and later Indians (recherches approfondies qui ont permis à l'auteur de faire bonne justice de fables et de sottises nombreuses qui ont été débitées sur la civilisation de ces aborigènes; en somme, les peuples auxquels on doit les tumuli de l'Ohio ne témoignent pas d'une plus haute capacité intellectuelle qu'une quelconque des tribus des Indiens d'Amérique). = 1903, 1<sup>er</sup> janv. The anti-slavery papers of James Russel Lowell (utile réimpression). = 5 févr. *W. Wilson*. A history of the American people (à recommander). — *A. B. Hulbert*. Historic highways of America; 2 vol.: Paths of the Mound-building Indians; Indian thoroughfares (remarquable). = 26 févr. *A. Lang*. A history of Scotland from the roman occupation (excellent). = 5 mars. *Constance Giglioli*. Naples in 1799 (bon ouvrage, composé d'après les sources les plus pures; très sévère pour Nelson et sa conduite à l'égard de la garnison napolitaine). — *S. G. Fisher*. The true history of the american revolution (prétentieux et souvent erroné). = 19 mars. *G. S. Goodspeed*. A history of the Babylonians and Assyrians (intéressant). = 26 mars. *Lethaby*. London before the Conquest (excellent). = 2 avril. Investigations at Assos; expedition to the archaeological Institute of America, 1881-1883; 1<sup>re</sup> partie (bon). = 16 avril. *Edw. Mac Crady*. The history of South Carolina in the Revolution, 1780-1783; vol. IV (fin de ce travail remarquable; l'auteur connaît bien les sources imprimées et en a fait un excellent usage; mais il manque d'impartialité; avant d'être historien, il est de la Caroline du Sud). = 30 avril. The Philippine Islands, 1493-1803. Explorations by early navigators, descriptions of the islands and their peoples, their history, and records of Catholic missions, as related in contem-

poraneous books and mss.; translated from the originals. Edited and annotated by *Emma H. Blair* and *J. Al. Robertson*; vol. I, 1493-1529; vol. II, 1521-1569 (c'est l'entreprise la plus importante qui ait jamais été tentée pour une histoire des Philippines). = 7 mai. *Mathieson*. Politics and religion; a study in Scottish history from the Reformation to the Revolution (histoire de la réforme écossaise écrite à un point de vue très large et tolérant, d'une lecture très agréable). = 4 juin. *Glimpses of colonial Society and Life at Princeton College, 1766-1773* (intéressant). = 25 juin. *Sir Walter Besant*. London in the XVIII<sup>th</sup> century (très intéressant et instructif). = 2 juillet. *C. E. Merriam*. A history of american political theories (superficiel et insuffisamment informé). — *A. Gudeman*. The sources of Plutarch's Life of Cicero (médiocre). = 9 juillet. *E. H. Abbott*. Religious life in America (très intéressantes observations prises sur le vif). — *Bargy*. La religion dans la société aux États-Unis (très intéressant tableau de la vie religieuse aux États-Unis, d'après les livres imprimés; les ouvrages d'Abbott et de Bargy se complètent heureusement, en même temps qu'ils aboutissent à des conclusions semblables : la religion aux États-Unis est moins fondée sur la dévotion que sur la raison; elle est sociale et positive, plus attentive à l'être humain qu'au surnaturel, à la société qu'à l'individu). — *R. E. Hughes*. The making of citizens; a study in comparative education (contient une grande masse d'utiles observations). — *G. Balfour*. The educational systems of Great Britain and Ireland (donne une excellente idée du fameux Acte de 1902).

**57. — Historisk Tidsskrift.** 7<sup>e</sup> sér., vol. III. — RUBIN. Nombre d'habitants et fréquence de naissances aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> s. — H. OLRIK. Knut le Saint d'après les sources anciennes et dans la tradition postérieure (polémique contre M. Finnur Jónsson et réponse de celui-ci). — K. ERSLEV. Projet d'un nouveau traité d'union entre les pays scandinaves datant des dernières années d'Érik de Poméranie (l'auteur semble en être Hans Kræpelin, commandant du château de Stockholm). — FR. BAJER. Rapport du ministre danois à Paris Louis Moltke sur sa position difficile en 1854 (ses conférences avec Drouyn de Lhuys, qui s'efforce de faire sortir le Danemark de sa neutralité). — ROKSTROB. Remarques sur divers épisodes de la guerre en Jutland en 1657. — MACKEPRANG. Les impôts dans les villes de Danemark jusqu'au commencement du XVII<sup>e</sup> s. — DAENELL. Voyage de la reine Marguerite à Aix-la-Chapelle en 1385. — H. OLRIK. Une margravine de famille danoise à Stade vers 1100. — J. PALUDAN. Le poète Tøger Reenberg. — O. BLOM. Contributions à l'histoire de l'artillerie sous Chrétien IV. — H. PLOUG. Le scandinavisme en 1856 et en 1857 (Carl Ploug, homme politique danois, adresse à Oscar I<sup>er</sup>, sur l'initiative de celui-ci, un projet pour l'établissement d'une union entre les pays scandinaves). — K. FABRICIUS. La guerre en Jutland en 1157. — E. MADSEN. Fonctionnaires à la cour danoise au XVI<sup>e</sup> s. — LINDBÆK.



La reine Dorothéa et ses rapports avec la famille Gonzague (d'après ses lettres et celles de son époux, le roi Chrétien I<sup>er</sup>, conservées à Mantoue. La margravine Barbara de Mantoue était sœur de la reine). — **MACKEPRANG**. La reine Sophie et l'administration de son douaire. — **H. MATZEN**. La date de la loi ecclésiastique de la Scanie (environ 1160). — **L. KOCH**. Le cabinet sous le régime de Struensée. = Nouvelles de la science historique de Danemark et à l'étranger. — **A. KRARUP**. Bibliographie historique, 1899-1900. = Compte-rendu : *Hauberg*. Histoire monétaire du Danemark jusqu'en 1146 (excellent ouvrage, richement illustré). = Vol. IV, cahier 1. **CARL CHRISTIANSEN**. La grande commission de revision sous Chrétien V. — **J. STEENSTRUP**. Quelques remarques sur l'influence de la prose rythmique des Anglais sur la littérature en Danemark. = Compte-rendu : *Schäfer*. Geschichte von Dänemark ; V (excellent).

**58. — Historisk Tidskrift<sup>1</sup>. 1884. — C.-G. MALMSTRÖM**. Quelques mots sur l'administration du royaume pendant les dix premières années d'absence de Charles XII. — **S.-G. BOËTHIUS**. La corégence du duc Charles et du Riksråd suédois ; 1<sup>er</sup> article, suite en 1885 et 1886. — **P. FAHLBECK**. La lutte dite lutte des Svear et des Götter, son véritable caractère et ses causes. — **E. HILDEBRAND**. L'organisation de la diplomatie suédoise en Allemagne au xvii<sup>e</sup> s. — **H. HJÄRNE**. Un projet de constitution russe en 1730 d'après des modèles suédois. — **O. ALIN**. Contributions diverses à l'histoire de la constitution suédoise ; I : le compte des suffrages des États d'après la résolution du Riksdag de 1786. — **H. HILDEBRAND**. Olaus Magni et son histoire. = 1885. **J.-F. NYSTRÖM**. Jonas Alströmer et son œuvre. — **C. SPRINGHORN**. Les relations de la Suède et des Pays-Bas depuis les temps les plus reculés jusqu'à 1614. — **O. ALIN**. Contributions diverses ; II : la composition du Riksrätt en 1818. — **H. HILDEBRAND**. Les poids et mesures en Suède. — **X.** Le voyage d'Henrik Norman en Suède pour le couronnement d'Érik XIV, 1561 (extraits et résumé de sa relation). — **ELLEN FRIES**. Érik Oxenstierna, gouverneur de l'Esthonie, 1646-1653. = Actes et documents : lettres adressées à Gustave IV Adolphe par le baron Carle Bonde, envoyé en mission auprès de Napoléon, 1801-1802 (dont quatre en français). = En appendice : catalogue de la collection de mss. de Bergshammar. = 1886. **X.** Jean III et Philippe II (dépêches du capitaine Francisco de Eraso, 1578-1579, envoyé espagnol en Suède). — **N. HÖJEN**. La littérature historique nationale norvégienne. — **O. ALIN**. Contributions diverses ; III : la procédure d'adoption de la loi sur la liberté de la presse en 1812. — **J.-A. LAGERMARK**. Les préparatifs de la dernière expédition de Charles XII. — **E. HILDEBRAND**. Les publications sué-

1. Outre des articles originaux, cette revue comprend des documents inédits, des comptes-rendus critiques, des informations de nature à intéresser les historiens et une bibliographie annuelle.



doises de documents historiques. = 1887. C.-G. MALMSTRÖM. La délégation des États (utskottsmöte) de 1710. — M. WEIBULL. Les mémoires de Chanut; I, p. 49; II, p. 151; suite en 1888. — G.-H. STRÅLE. Les anecdotes de Suède. — N. HÖJER. La littérature historique; 2<sup>e</sup> art. — O. ALIN. Contributions diverses; IV : la procédure d'adoption du Rikssakt en 1815. — Une ambassade suédoise en Russie pendant le règne d'Érik XIV (texte de la relation). = 1888. W.-E. SVEDELIUS. La science de l'histoire et les études historiques. — S.-J. BOËTHIUS. La régence pendant la minorité de Gustave IV Adolphe et la Révolution française; I : la mission de Verninac à Stockholm en 1792, p. 95; II : les négociations avec le gouvernement girondin et le comité de Salut public sous la direction de Danton et de Robespierre, p. 177. — A. HAMMARSKJÖLD. Contribution à l'histoire de la Livonie sous le gouvernement de Charles XI; I : le comte Jakob-Johan Hastfer. — Les observations d'Henrik Hoeltern en Suède (texte d'un rapport destiné au tsar, traduit de l'allemand). — L. BERGER. Le meurtre du gouverneur suédois Printzensköld et le soulèvement de Bornholm, 1658. — O. VARENIUS. La responsabilité des gouvernements de régence d'après les règlements de 1634 et de 1660. = 1889. S.-J. BOËTHIUS. La régence; chap. III : la conclusion de l'alliance de 1795, p. 1; chap. IV : la dissolution de l'alliance de 1795, p. 275. — Relation du président baron E.-M. v. Nolcken sur l'état du royaume de 1719 à 1742; I, p. 75; II, p. 164. — E. SVENSÉN. Le Vinland et les voyages au Vinland. — O. A. W.-E. SVEDELIUS. — A. HAMMARSKJÖLD. La famille von Mengden et la Livonie sous la domination suédoise. — J.-A. LAGERMARCK. L'expédition d'Armfeldt contre Trondjhem, 1718 (carte). = En appendice : K. SETTERWALL. Liste des *Acta suecica*, dans les *Calendars of state papers*. = 1890. G. DJURKLOU. Le procès d'héritage entre les descendants de Nils Nilsson de Traneberg et de dame Ingegerd d'Oja. — E.-W. B. Contributions diverses à l'histoire de la civilisation dans le Vesterbotten; I, p. 23; II, p. 107. — H. WIESELGREN. Les chroniques relatives à Gustave Vasa. — H. W. Gustaf af Wetterstedt. — L. STAVENOW. Un projet de création d'une haute cour pendant l'ère de la liberté. — Mémoire de Stanislas Poniatowski sur ses aventures et celles de Charles XII (texte traduit du français). — J.-E. NORDWALL. La Suède et la Russie après la paix de Kardis; suite en 1891. — E. TEGNER. Les archives et les bibliothèques italiennes; notes rapportées d'un voyage, 1889-1890. — O.-S. RYDBERG. Contribution à l'étude de la question de l'acte d'union de 1397. — A. HAMMARSKJÖLD. Tordenskjöld et les Suédois; I; suite en 1891. = En appendice : K. SETTERWALL. Liste des *Acta suecica*, dans *A coll. of the state papers*, par John Thurløe. = 1891. G. DJURKLOU. Familles suédoises portant comme pièces héraldiques une feuille sous un chevron. — E.-W. B. Notes sur le Lappmark relatives principalement à l'évangélisation de cette région. — S.-J. BOËTHIUS. Quelques observations sur l'origine et le caractère de la constitution de l'ère de la liberté. — H. SCHÜCK. Nos plus anciennes chansons popu-

lares historiques. — A. HAMMARSKJÖLD. La flotte suédoise sous les rois Vasa. = 1892. Claes-Fredrik HORN. Souvenirs de ma vie; I-II (1794-1814), p. 1; III (1815-1823), p. 153. — X. Encore la question de la mort de Charles XII. — H. WRANGEL. La flotte de guerre suédoise en 1719 et son rôle relativement aux dévastations des Russes; I-III, p. 103; IV-V, p. 289. — S.-J. BOËTHIUS. Un conflit entre le roi Frédéric I<sup>er</sup> et la commission secrète. — X. La conférence d'Ulriksdal, en septembre 1863. — E.-W. B. Le Västerbotten et les Russes, 1714-1721 (d'après des sources écrites du temps). — X. Le voyage de Samuel Kiechel en Suède, 1586 (traduit de l'allemand). = En appendice : E. TEGNER. Les mss. suédois dans les archives et les bibliothèques italiennes après 1523. = 1893. R. KJELLÉN. Le caractère national de la constitution de 1809. — P. SONDÉN. Deux héros de la guerre de Trente ans (d'après les plus récents travaux biographiques allemands sur le XVII<sup>e</sup> s.). — K. HILDEBRAND. Recherches sur l'assemblée d'Upsal, 1593. — O. SYLVAN. Nils von Oelreich censor librorum. — H. W. Souvenirs des années de guerre et d'épreuve qui suivirent la mort de Charles XII, 1719-1721. — A. HAMMARSKJÖLD. Le général comte Gustaf Wachtmeister, sa famille et ses campagnes; I-III; suite en 1894, 1895, 1897. — G. NERMAN. Par où Olaf Haraldsson est-il sorti du Mälars? — C.-F.-L. HOCHSCHILD. Gustaf III, Sofia Magdalena et Christian VII, 1788. — O. SYLVAN. P.-J. Höppener, un publiciste du XVIII<sup>e</sup> s. = 1894. R. KJELLÉN. Samuel Akerhielm le jeune et les intrigues russes en Suède, 1746-1749. — H. SCHÜCK. Nos plus anciens écrits protestants et leurs auteurs. — G. DJURKLOU. Autobiographie du colonel Nils Djurklou, 1641-1714 (d'après le ms. autographe, communiqué par G. Djurklou). — G. DJURKLOU. Jöns Gerekesson, archevêque d'Upsal, 1408-1421. — E. HILDEBRAND. La rupture de 1594 dans le développement de l'histoire de la Suède. = 1895. E. HILDEBRAND. Le testament de Charles XI et le changement de règne, 1611. — H. SCHÜCK. Les dernières recherches sur l'Ynglingasaga. — C. BILDT. Éclaircissements sur l'original italien de l'Histoire des intrigues galantes de la reine Christine. — A. KOCH. Les Yngling comme nom d'une dynastie royale suédoise. — L. STAVENOW. La politique de la Suède à l'époque du congrès d'Altona, 1686-1689. — E. TEGNER. Le baron Jakob Cederström et les préparatifs de la révolution de 1809. — C. BILDT. L'hospice de Sainte-Brigitte et la colonie suédoise de Rome au XVII<sup>e</sup> s. — L. STAVENOW. Des rapports entre l'histoire politique et l'histoire de la civilisation. = 1896. A. HAMMARSKJÖLD. La guerre de Finlande, 1808-1809; I-II, p. 1; III-IV, p. 155. — E. FRIES. Johan Classon Risingh. — R. KJELLÉN. Qui a fondé la constitution de 1809? — S. BERGH. Les querelles de préséance de la noblesse au XVII<sup>e</sup> s. — K. FÄHRÉUS. La Suède et la ligue d'Augsbourg en 1686. — E.-H. LUND. Contribution à l'étude de la question de l'origine de l'ancienne dynastie norvégienne (étude onomastique). — O. SJÖGREN. L'armée livonienne de W.-A. v. Schlippenbach. = 1897. S. CLASON. Quelques observations sur le riksdag de Norrköping, 1800. — N. HÖJER. La Dalé-

carlie et les Dalécarliens (étude de géographie historique). — E. CARLSON. Charles XII et l'empereur en 1707 (le dernier acte de grande puissance évangélique de la Suède). — K. HILDEBRAND. L'histoire économique. — O. ALIN. Contribution à l'histoire de la convention de Moss. — J.-A. LAGERMARK. La dernière campagne de Charles XII; 1; suite en 1898. — K. AHLENIUS. Sten Sture le jeune et Gustaf Trolle, 1514-1517. = 1898. E. OLMER. L'agression de Christian V contre le Holstein-Gottorp à la mort de Charles XI. — Th. WESTRIN. Lettres écrites par G.-H. v. Görtz de la prison d'Arnheim (publiées avec une introduction par Th. Westrin). — A. STILLE. Christian V à la bataille de Lund (étude critique). — C.-M. KJELLBERG. La loi de Södermanland et son « konungabalk ». = 1899. L. STAVENOW. Le conseiller du royaume comte Gustaf Bonde, homme d'État et écrivain. — E. OLMER. L'alliance entre la Suède et la maison de Lunebourg, 1698. — L. WAHLSTRÖM. Gustave III et le plan de Benzeltjärna contre la flotte russe, 1789. — E. WADSTEIN. Deux questions de l'ancien droit public suédois. — V. SÖDERBERG. L'histoire de la Suède et les historiens français modernes. — C. HALLENDORF. Observations sur l'Histoire militaire de Charles XII de G. Adlerfelt. — S. AMBROSIANI. De l'élection du roi dans le haut moyen âge. — V. SÖDERBERG. Les causes historiques de la crise sud-africaine. — E. HILDEBRAND. Les dernières années de Gustaf Vasa. — G.-R. FÄHRLEUS. La carrière parlementaire de Johan Gyllenstjärna. = 1900. Th. WESTRIN. Notes sur les créanciers orientaux de Charles XII. — P. SONDÉN. Johan Skytte et les Oxenstierna. — Nils EDÉN. La question d'une nouvelle méthode historique. — E. OLMER. La Suède et l'élection royale de Pologne, 1697. — Th. WESTRIN, W. SJÖGREN et E. WRANGEL. Le Congrès international d'histoire comparée, Paris, 1900. — Th. WESTRIN. Quelques observations relatives au français comme langue diplomatique. — Nils WIMARSON. L'expédition d'hiver de l'amiral Uggle, 1676. = 1901. V. SÖDERBERG. Le procès de haute trahison contre Arnold-Johan Messenius, 1624. — A. STILLE. La campagne de Scanie, 1676-1679 (quelques réflexions et considérations; carte). — G. HAZELIUS. Un programme américain de réforme de l'enseignement de l'histoire dans les écoles. — A. LEWENHAUPT. Extraits du journal de Carl Magnus Drake. — Nils EDÉN. La réorganisation du gouvernement suédois, 1594-1602. — E. HILDEBRAND. Gustaf Vasa et Berend von Melen. = 1902. C. SILFVERSTOLPE. Les monastères suédois antérieurs à celui de Vadstena. — L. HAMMARSKJÖLD. Le plan de campagne russe en 1708 (traduit du russe). — J. PETRELLI. La bataille d'Holovczin (traduit du russe). — E. BERGH. La reine Maria-Eleonora et le gouvernement de la régence pendant la minorité de la reine Christine. — K. NORDLUND. La censure de l'« Historia pragmatia » de Jacob Vildes. — G. KÖBB. Les causes du dénouement à Waterloo (d'après H. Houssaye, 1815, Waterloo).

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le prix Bordin, de la valeur de 3,000 fr., à MM. Charles LÉCRIVAIN, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse, et HOMO, ancien membre de l'École de Rome. Les sujets proposés étaient les suivants : 1<sup>o</sup> étudier l'authenticité et le caractère des monographies qui composent l'*Histoire Auguste*, l'époque où elles ont été composées et quels en sont les auteurs; 2<sup>o</sup> Quels ont été les sentiments des Romains et leurs principes de gouvernement à l'égard des Grecs pendant la période républicaine, d'après les auteurs, les inscriptions et les monuments? Elle a en outre décerné les prix suivants : prix ordinaire ou prix du Budget (2,000 fr., ayant pour sujet une étude avec détails d'une période de l'histoire de l'Indo-Chine), au R. P. L. CADIEN, de la Société des missions étrangères, pour son travail intitulé : *le Mur de Dong-Hoi*. — Prix Bordin (annuel, 3,000 fr. Ouvrages relatifs à l'Orient) : 1,200 fr. à M. GRUDI pour son *Dictionnaire éthiopien*; 1,000 fr. à MM. DUSSAUD (*Histoire et religions de Nosairis*) et MACLER (*Voyage au Japon*); 800 fr. au *Dictionnaire tibétain*, par les missionnaires catholiques du Thibet. — Prix Bordin (prix extraordinaire et biennal, 3,000 fr. Ouvrages d'érudition orientale) : M. COLIN, ancien membre de l'École française d'Athènes, pour son mémoire sur les *Sentiments des Romains à l'égard des Grecs*, qui est le sujet choisi par l'Académie. — Prix Saintour : 1,200 fr. à M. FOSSEY pour sa *Magie assyrienne*; 800 fr. à M. GROSSET pour son travail *Bhâratiya*, etc., et pour son *Rituel des cultes non journaliers en Égypte*; 500 fr. à M. TOSCANNE pour son *Étude sur les cylindres de Gudea*. — Prix Stanislas Julien (1,500 fr. Ouvrages relatifs à la Chine), à M. COURANT, maître de conférences à la Faculté des lettres de Lyon, pour le tome I<sup>er</sup> de son *Catalogue des ouvrages chinois et coréens conservés à la Bibliothèque nationale*.

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné les prix suivants : fondation Prost (1,200 fr. Travail historique sur Metz et les pays voisins) : 1<sup>o</sup> une récompense de 900 fr. à M. PFISTER, professeur à la Faculté des lettres de Nancy, pour le tome I<sup>er</sup> de son *Histoire de Nancy*; 2<sup>o</sup> une récompense de 300 fr. à M. Paul MARICHAL pour son opuscule intitulé : *Remarques chronologiques et topographiques sur le Cartulaire de Gorze*.

— Le programme du *Concours d'agrégation d'histoire et de géographie* pour 1904 a été arrêté ainsi qu'il suit :

HISTOIRE ANCIENNE. — 1. Rapports des États grecs entre eux et avec la Perse jusqu'au milieu du IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. — 2. Reli-

gion grecque (mythes, cultes, sacerdoces, temples, représentations dramatiques, oracles). — 3. Vie privée des Romains. — 4. Les Césars et les Flaviens. — 5. État social, économique et administratif de l'empire romain pendant les trois premiers siècles de notre ère.

HISTOIRE DU MOYEN AGE. — 1. Les Carolingiens depuis les origines jusqu'au traité de Verdun. — 2. L'art roman et l'art gothique. — 3. Les Croisades. Le royaume de Jérusalem et l'empire latin de Constantinople. — 4. L'Angleterre depuis la conquête de Guillaume le Conquérant jusqu'à l'avènement de Richard II. — 5. L'Allemagne, l'Italie et la papauté à l'époque des Hohenstaufen (1139-1254). — 6. La France de l'avènement de Philippe de Valois jusqu'à la mort de Louis XI (1328-1483).

HISTOIRE MODERNE. — 1. Le développement colonial de la Hollande, de l'Angleterre et de la France aux <sup>xvi<sup>e</sup></sup>, <sup>xvii<sup>e</sup></sup> et <sup>xviii<sup>e</sup></sup> siècles. — 2. Histoire intérieure de l'Allemagne depuis l'avènement de Maximilien I<sup>er</sup> jusqu'à la paix de Westphalie. — 3. La France au <sup>xvi<sup>e</sup></sup> siècle (1498-1589). — 4. Louis XIV. L'administration, les affaires religieuses, la société et les arts. — 5. La Révolution française et l'Europe de 1792 à 1802. — 6. La Russie et la question d'Orient du Congrès de Vienne au Congrès de Berlin. — 7. La politique française de 1830 à 1870. — 8. Les institutions politiques et sociales de la France depuis 1815.

GÉOGRAPHIE. — 1. Géographie physique générale. — 2. La France. — 3. Les pays riverains de la Méditerranée. — 4. L'Amérique du Sud. — 5. Les grandes voies de communication du globe (routes naturelles, grandes lignes de chemin de fer, de navigation, de télégraphie).

— Dans la 3<sup>e</sup> série des *Positions des Mémoires présentés à l'École normale supérieure pour l'obtention du diplôme d'études supérieures (histoire et géographie)*, sessions de décembre 1900, 1901 et 1902 (Cerf, 80 p.), nous trouvons l'analyse succincte des mémoires suivants : la *Création de la légende napoléonienne à Sainte-Hélène*, par Ph. GONNARD; *Chateaubriand historien de Napoléon*, par François MONOD; la *Loi agraire de Rullus*, par Marcel BULARD; la *Contre-Réforme en Franche-Comté, ses éléments et son histoire, de 1567 à 1575*, par Lucien FEBVRE; le *Boulonnais, étude de géographie humaine*, par Jules SION; les *Idées populaires de réforme sociale de 1832 à 1834*, par A. THOMAS; *l'Esclavage sous les Mérovingiens*, par Jules CÉBY; *Étude sur les origines de la presse à bon marché en France, de 1830 à 1836*, par Maurice LEGENDRE; *l'Armée romaine d'Égypte, d'Auguste à Dioclétien*, par Jean LESQUIER; *Ledru-Rollin jusqu'à la création du suffrage universel, 5 mars 1848*, par Roger LÉVY; la *Vie des peuples de l'Afrique orientale*; pays Somalis, Danakil et Gallas, par Fernand MAURETTE; *Nicolas de Neufville, seigneur de Ville-roy, 1543-1617*; son rôle dans la politique française de 1574 à 1594, par Joseph NOUAILLAG.

— Le 34<sup>e</sup> fascicule du *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines* (Hachette) contient des articles d'un intérêt exceptionnel : *Metalium* (histoire de l'industrie et de la législation minières, avec cartes), par

E. ARDAILLON; *Metokoi*, par M. CLERC; *Mimus*, par Gaston BOISSIER; *Minerva*, par Gaston FOUGÈRES; *Mithra* (avec une carte des monuments mythriatiques), par FRANZ CUMONT; *Moneta* et *Monetarii*, par F. LENORMANT (articles revus et mis au courant par E. BABELON); *Mores*, *Mos*, par Ed. CUO.

— La librairie Albert Fontemoing doit publier en souscription un grand travail intitulé : *la Villa impériale de Tibur (villa Hadriana)*, par Pierre GUSMAN, avec une préface de Gaston Boissier. Un fort vol. in-4° raisin, orné de 600 illustrations dans le texte et 12 planches hors texte en héliogravure, dont un frontispice en couleurs. Prix, broché : 50 fr.

— Le tome II et dernier des *Mémoires de Philippe de Commines* (éd. B. de Mandrot, dans la collection Picard, cxi-483 p.) vient de paraître; outre la fin du texte, augmenté de deux livres jusqu'ici inédits, il comprend une longue introduction et un copieux index.

— Les nouveaux *Mélanges publiés par la Société des Bibliophiles français* se composent de deux parties ou tomes et contiennent les textes suivants : 1° *Correspondance de Louis XIV et du duc d'Orléans (1707)*, réunie et annotée par M. C. PALLU DE LESSERT et précédée d'une introduction par M. le duc de CHARTRES (avec un index bibliographique et deux vues du château de Lerida). 2° *Lettres du roi Louis XIII au cardinal de Richelieu et à M. de Bullion, 1633-1640*, communiquées, avec un avant-propos et des notes, par M<sup>me</sup> la vicomtesse DE GALARD. 3° *Lettres et billets du prince de Talleyrand et de M. Royer-Collard*, avec une introduction par M. Paul ROYER-COLLARD, 1820-1845. 4° *Éloge de M. Coustou le Jeune*, par l'abbé GOUGENOT, communiqué, avec un avant-propos, par le baron Roger PORTALIS. 5° *Institutions et règlements de charité au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle*, communiqués par M. le marquis DE BIENCOURT et précédés d'une introduction par M. le comte d'HAUSSONVILLE. 6° (t. II) *Deux Français aux États-Unis et dans la Nouvelle-Espagne en 1782; journal de voyage du prince de Broglie et lettres du comte de Ségur*, communiqués, avec un avant-propos, par le duc DE BROGLIE. 7° *Lettre de P.-J. Mariette à Gérard Meerman*, communiquée et annotée par Maurice TOURNEUX. 8° *Quatre lettres du comte de Forbin à Huyot, architecte français (1817-1818)*, communiquées par le baron Roger PORTALIS; notice biographique par le comte Alex. DE LABORDE. 9° *Lettres de Florian à M<sup>me</sup> de la Briche (1786-1793)*, communiquées, avec une introduction et des notes, par M. le baron DE BARANTE (Bahir, 1903, 2 vol.; chacune de 9 sections paginée à part).

— Le P. Henri CHÉROT poursuit, avec une ardeur toujours égale, ses patientes recherches sur Bourdaloue, ses manuscrits, sa correspondance et son iconographie. Il vient de consacrer encore une belle plaquette in-folio à deux nouveaux exemplaires du portrait du célèbre jésuite (*Iconographie de Bourdaloue. Le type aux yeux fermés*, 2<sup>e</sup> série. Paris, V. Retaux, 1901, 23 p. in-fol.). L'un provient de la succession du chanoine Lequeux et figura, lors de l'Exposition universelle de 1878, au Trocadéro; c'est un portrait dû *peut-être* au pinceau de Philippe de



Champagne, mais qui, d'après M. Chérot, *certainement* n'est pas celui de Bourdaloue; l'autre, le portrait Ysabeau, comme on l'appelle actuellement, aux mains de la famille Sarton, à Tours, est par contre un P. Bourdaloue bien authentique. L'auteur de notre notice ne croit pas cependant que ce soit un Jouvenet; il admettrait plutôt que c'est une toile peinte, d'après le dessin original de cet artiste, par une main inconnue et à une date incertaine. Une bonne reproduction héliographique de ce tableau accompagne la brochure.

R.

— Dans le numéro d'octobre 1902 des *Studies of the University of Nebraska*, qui paraît à Lincoln, on trouvera une intéressante étude de près de cent pages due à M. Charles KUHLMANN sur *l'Influence de la députation bretonne et du club breton durant la Révolution (avril-octobre 1789)*. L'auteur s'est donné pour tâche spéciale de retrouver, dans le mouvement général du temps, les traces de l'activité assez considérable, semble-t-il, déployée par cette association ou plutôt de ce groupement fondé par les députés des bailliages de Bretagne, précurseurs du futur club des Jacobins; il a utilisé, dans ce but, la correspondance de ces députés eux-mêmes avec leurs commettants, correspondance conservée en plusieurs séries, soit imprimées, soit manuscrites, dont M. K. signale l'existence dans nos différents dépôts publics; il en donne les cotes officielles au cours de son introduction. Il ressort de ce travail très consciencieux que le *Club breton*, — dans le sens le plus général de ce mot, — ne fut qu'une espèce de *meeting irrégulier*, réuni à des moments de crise seulement, qui n'eut pas de statuts ni de liste de membres tenue à jour, pas d'*organisation* stable, en un mot; cela ne l'empêcha pas d'être un ferment très agissant, d'une importance sérieuse à certains jours, comme lors de la déclaration du 17 juin et le refus de l'assemblée de se séparer, jusqu'au moment où le désaccord entre les députés et leurs électeurs sur différentes questions et surtout sur celle du veto royal amena, vers la fin de septembre 1789, la désagrégation plus ou moins complète de ce noyau de résistance et d'action à la Constituante. Le *Comité breton*, composé des seuls députés de la Bretagne, continua quelque temps encore à fonctionner. En lisant avec l'intérêt qu'il mérite ce travail qui nous arrive des régions du Platte-river et du Missouri, on ne peut s'empêcher de faire des réflexions sur la rapidité prodigieuse du développement de la civilisation moderne. Qu'ils auraient donc été étonnés, nos clubistes bretons, si on était venu leur dire que, cent ans plus tard, dans un recoin des vastes plaines de l'Amérique du Nord, dont vraisemblablement aucun n'entendit jamais le nom barbare, et qui, d'ailleurs, n'était hanté pour lors que par des Peaux-Rouges et quelques rares trappeurs canadiens, il existerait une université, publiant un recueil scientifique, dans lequel on s'occuperait avec succès de leur histoire!

R.

— M. G. LENÔTRE vient de faire paraître une *deuxième série* de ses études sur *Paris révolutionnaire, vieilles maisons, vieux papiers* (Paris, Perrin et C<sup>e</sup>, 1903, 384 p. in-18); elle renferme un ensemble bien



curieux de silhouettes biographiques, de l'époque non seulement révolutionnaire, mais encore consulaire et impériale, encadrées chacune, si je puis dire, dans quelque-une de ces vieilles bâtisses de la capitale, dont l'auteur a étudié le passé avec tant d'amour et dont il connaît si bien les secrets. Il n'y a pas là rien que des personnages célèbres; au contraire. Sauf la femme Simon, la geôlière du Temple, et la Montansier, la comédienne connue, l'endiablée directrice de théâtre, sauf peut-être encore Baptiste, le valet de Dumouriez, qui, d'après la légende, décida la victoire à Jemmapes, et Gamain, le serrurier de Versailles, qu'une autre légende fait empoisonner par Louis XVI, les noms des héros et des héroïnes de M. Lenôtre sont restés certainement inconnus non seulement au grand public, mais à beaucoup de ceux qui ont étudié l'histoire de ces temps : le baron autrichien de Gëramb, l'anglais George Grieve, le colonel Viriot, l'abbé espagnol de Cajamano, Jacques de Tromelin, *alias* John Bromley, le parfumeur Caron, M<sup>lle</sup> Camille de Soyecourt, cette jeune fille que Louis-Philippe enfant vit faire profession de carmélite en 1784 et qui devait survivre à la chute de son trône, car elle ne mourut qu'en 1849. Mais ces personnages obscurs se rattachent presque tous à des individualités plus connues, ou du moins elles ont joué un rôle, momentanément parfois, dans leur existence tragique. Grieve est le persécuteur acharné de la Du Barry, le spoliateur de Louveciennes et en livre la propriétaire au bourreau; Caron figure, receleur involontaire, dans l'affaire de Georges Cadoudal; Viriot est la triste victime de l'affaire Clément de Ris, truquée par Fouché; Cajamano voit s'accomplir dans son taudis les préparatifs de la conspiration de Malet. Les réflexions les plus pessimistes, auxquelles on s'abandonne involontairement à la suite de l'auteur, qui ne les ménage pas en détaillant les ironies du sort, sont peut-être celles qu'inspirent cette malheureuse Henriette-Jeanne Gérard d'Aucourt, qui fut la seconde M<sup>me</sup> Fouquier-Tinville, et cette Marguerite Goupil, en religion sœur Marie-Françoise, dont les hasards de l'existence firent « la mère Duchesne, » l'épouse placide de l'indigne Hébert. Mais il n'est pas une de ces courtes esquisses qu'on ne lise avec un vif intérêt, tant l'auteur s'entend à présenter avec art les résultats de ses investigations patientes dans les archives publiques ou les études de notaires parisiennes, alors même qu'il ne jette qu'en passant une lueur parfois incertaine sur les événements vraiment historiques. Son remarquable talent de narrateur s'affirme peut-être mieux dans ces tableaux de dimensions restreintes que dans les grandes études qui ont fait connaître son nom. R.

— Dans sa brochure intitulée *Curé et paroissiens il y a cent ans. La Révolution étudiée dans un village des montagnes du Doubs* (Montbéliard, impr. montbéliardaise, 1903, II, 100 p. in-8°), M. A. HELBEY nous a retracé la biographie d'un curé réfractaire de la petite localité de Bretonvilliers, dans le Doubs, nommé Pierre-Joseph Monnot. Si l'idée d'étudier ainsi dans leurs menus détails les événements de l'époque révolutionnaire dans un cadre restreint ne peut qu'être approuvée, il faut bien dire que l'auteur ne montre pas dans son récit le calme et

l'impartialité requis en pareille matière, et que ses déclamations contre les idées révolutionnaires impies, contre la Convention, et « sa soif insatiable de sang » ne disposent guère à l'admiration qu'il réclame pour le martyr, assez supportable d'ailleurs, de son héros. En effet, l'abbé Monnot, malgré son refus du serment, resta tranquillement en place jusqu'en septembre 1792, avant qu'il se décidât à sortir du pays, pour y revenir bientôt après la Terreur et y séjourner, toujours intransigeant, sous la protection d'une municipalité réactionnaire. Après le 18 fructidor pourtant, il fut poursuivi et finalement saisi dans une caverne avec sa gouvernante, puis déporté à l'île de Ré. Il fut relâché en avril 1800, sous la déclaration expresse qu'il n'avait point exercé de fonctions sacerdotales depuis 1795, « ce qui était trop évidemment faux, » dit avec indulgence M. Helbey, « pour tromper personne. » Réintégré derechef dans sa paroisse, le curé de Bretonvilliers eut l'ennui et le chagrin de s'y voir désormais sous l'autorité d'un des plus entêtés *constitutionnels*, l'intrus Lecoz, que Bonaparte avait désigné pour le siège archiepiscopal de Besançon. Démissionnaire en 1806 déjà, puis atteint de cécité, l'abbé Monnot ne mourut qu'en 1830. C'est grâce à ses papiers de famille et avec les documents des archives de Bretonvilliers que l'auteur a rédigé son opuscule, qui apporte quelques détails nouveaux, mais de médiocre importance, aux faits accumulés dans les dix volumes de M. Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*, qui sont inspirés du même esprit, et auxquels il a fait d'ailleurs d'assez fréquents emprunts. R.

— Le travail de M. Ch. Porée, archiviste de l'Yonne, sur *les Subsistances dans l'Yonne et particulièrement dans le district d'Auxerre pendant la Révolution* (Auxerre, Gallot; Paris, A. Picard, 1903, 127 p. in-8°), est une étude des plus précises et par là même des plus suggestives sur les difficultés incessantes que le problème de l'approvisionnement des populations urbaines et rurales créait aux administrations départementales et locales, surtout dans les régions du pays où les céréales étaient rares en tout temps, quand de mauvaises récoltes réitérées aggravaient la situation; tel fut le cas dans l'Yonne, surtout après la récolte de 1792. M. P. nous raconte en détail la mission des conventionnels Fauchet et Rovère à Sens, en octobre 1792, et celle de leur collègue Maure à Auxerre en septembre 1793. Nous voyons ce dernier lancer un vrai manifeste collectiviste, revendiquant au profit des miséreux la communauté des subsistances (27 novembre 1793); mais aussi la situation était effroyable; tel jour, huit cents acheteurs venus du dehors au chef-lieu pour acheter un peu de blé ou de la farine durent repartir tous les mains vides; à Tonnerre, une partie notable de la population resta dix jours sans un morceau de pain. Rien d'étonnant à ce qu'il y ait eu des soulèvements partiels durant cette terrible famine de l'an II et qu'on se soit servi de tous les moyens possibles pour combattre cet état de choses. M. P. va jusqu'à légitimer ou du moins excuser l'application sévère de la loi du maximum, « qui fut un mal sans doute, mais aussi un remède que commandait le salut de la République. » R.

— L'administration municipale d'Amiens, ou plutôt la Commission désignée par elle pour publier la collection des *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, vient d'en publier le cinquième volume (Paris, A. Picard, 1903, 531 p. in-8°). Il renferme le registre des délibérations de l'administration municipale durant l'année 1792. On constate, en les parcourant, combien l'esprit public resta longtemps conservateur dans le département de la Somme; jusqu'au 10 août, la question du clergé réfractaire ne figure jamais dans les procès-verbaux; après le 20 juin, le conseil envoie une adresse de sympathies au roi (mais n'ose pourtant pas en voter l'impression); c'est le 17 août seulement qu'on jure à l'Hôtel de Ville « de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant, » et que des commissaires sont enfin nommés pour procéder à la fermeture d'une douzaine de couvents et d'églises. Puis le mouvement s'accroît; le 25 septembre, le maire allume solennellement le bûcher sur lequel se consomment les attributs de la royauté; le 5 octobre, un bataillon de la garde nationale part au secours de Lille bombardé; mais, néanmoins, l'élément *modéré* reste encore dominant, car la municipalité dénonce, en novembre, à la Convention, un numéro du journal de Marat; elle refuse à des « citoyens sans-culottes » la permission de former des compagnies de gardes nationales spéciales, et même, en décembre, on constate que les sœurs de la Providence, tout en refusant obstinément le serment civique, continuent à tenir leurs écoles ouvertes. L'historien attentif relèvera d'ailleurs dans ces procès-verbaux un peu ternes toute une série de petits détails typiques pour l'histoire de la Révolution en province, et l'on ne peut que féliciter, une fois de plus, l'administration actuelle de la ville d'Amiens de nous rendre accessibles ces témoins authentiques de la mentalité de ses prédécesseurs. R.

— M. Victor PIERRE vient de donner, pour la Société d'histoire contemporaine, une nouvelle édition du *Mémoire de Pierre-François de Rémusat sur sa détention au Temple, de 1797 à 1799* (Paris, A. Picard, 1903, XLII, 191 p. in-8°). Ce document intéressant avait été publié déjà en 1817 par l'un des frères de l'auteur, mais il était absolument oublié et comme perdu d'ailleurs dans les *Poésies diverses* de l'auteur, mort en 1803 déjà. L'on doit remercier M. Pierre de l'avoir remis au jour, car il renferme des détails curieux sur l'administration de la justice et de la police directoriale et sur la fameuse prison d'État parisienne qui succède à la Bastille. Rémusat, négociant marseillais, qui avait quitté la France après le 10 août 1792 et avait passé plusieurs années en Orient et en Italie, muni de papiers en règle, rentrait à Marseille en août 1796 et était élu bientôt après député au Conseil des Anciens, où il figura dans la majorité plus ou moins royaliste, sans s'y faire cependant remarquer. Après le 18 fructidor, il vit son élection cassée, sans être condamné à la déportation, comme plusieurs de ses collègues des Bouches-du-Rhône, Jourdan, Willot, Siméon, etc. Mais, le 5 octobre 1797, il fut dénoncé comme émigré, écroué au Temple et y resta, malgré ses réclamations réitérées et la fausseté manifeste de l'imputation

portée contre lui, jusqu'au 13 juillet 1799. Il raconte les malheurs et les souffrances de cette longue et dure captivité avec un calme et une modération qui le rendent très sympathique au lecteur, surtout puisque nous pouvons confronter tout son récit avec le dossier officiel de l'inculpé conservé aux Archives nationales et constater ainsi, grâce à M. Pierre, la véracité parfaite de son récit. Quant à l'indignation professée par l'éditeur à l'égard des policiers et des géoliers du Directoire, tout en la partageant, il faut remarquer cependant qu'on dirait, à le lire, que les régimes antérieurs et postérieurs ne se sont jamais rendus coupables d'indignités pareilles. Nous avons, — ne l'oublions pas, — des Mémoires assez semblables pour les géoliers d'État de Louis XV et Louis XVI, de Napoléon I<sup>er</sup> et de Charles X, de Louis-Philippe et de Napoléon III, et je ne vois pas que les victimes politiques renfermées dans ces prisons y aient été plus délicatement traitées. R.

— Dans une brochure très simplement et sobrement écrite (*Un curé constitutionnel, 1791-1803*. Paris, E. Cornély, 1903, 95 p. in-18), M. E. CHARPENTIER nous raconte, d'après un dossier bien fourni, la vie publique d'un ecclésiastique de Montreuil-sur-Mer, l'abbé Antoine-Jean-Baptiste Havet; né dans cette localité en 1750 et curé d'une des paroisses de la ville depuis trente-deux ans, il se décida, sur la demande de ses paroissiens qui le tenaient en haute estime, à prêter le serment civique, le 30 janvier 1791. A la fois curé constitutionnel de Montreuil et membre du Conseil de la Commune, l'abbé Havet, très tolérant d'ailleurs pour ses confrères insermentés, sut maintenir la paix religieuse autour de lui jusqu'à la Terreur et continua paisiblement son ministère jusqu'après le Concordat, quand l'intolérance du nouvel évêque d'Arras, M. de La Tour d'Auvergne, l'obligea, malgré la protection du préfet du Pas-de-Calais, à donner sa démission. La notice biographique de M. Charpentier fournit une preuve de plus de l'exagération manifeste des narrateurs réactionnaires qui se complaisent à nous dépeindre le clergé constitutionnel pris en masse comme absolument ignare et méprisable, et prétendent qu'il succomba partout sous l'animosité des fidèles. Son récit est une réfutation d'autant plus solide de ces affirmations trop souvent calomnieuses qu'il est plus solidement documenté et qu'il s'abstient de toute polémique. R.

— M. Ch. BOELL a cherché dans le fonds F<sup>7</sup> des Archives nationales et dans les archives locales de quoi retracer *Un chapitre de l'histoire d'Autun : l'Année 1815* (extrait des *Mémoires de la Société éduenne*, t. XXX, 68 p.). C'est une très intéressante étude sur les Cent Jours et la seconde invasion dans une petite ville. La population est, en majorité, dépourvue d'enthousiasme pour les Bourbons. L'occupation autrichienne fut très dure en Saône-et-Loire; les généraux ne respectaient même pas les fonctionnaires du roi. H. H.

— M. Félix CHAMBON vient de publier « aux frais de l'auteur, » et à petit nombre (170 exemplaires; 102 mis dans le commerce, dont 2 sur japon), un volume intitulé *Notes sur Prosper Mérimée*, in-8° de xviii-

498 p. Comme le titre l'indique, il ne s'agit pas d'une biographie, mais d'un recueil de notes complémentaires ou rectificatives des travaux antérieurs, reliées par un même fil chronologique, avec des indications de bibliographie très utiles pour les chercheurs à venir et de nombreux fragments inédits, pris surtout dans les rapports archéologiques de Mérimée. On y peut constater que, durant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'esprit du public n'a guère progressé dans le respect des vieux édifices, et certaines pages de Mérimée rappellent curieusement les articles de M. André Hallays dans les *Débats* d'aujourd'hui. On apprendra encore, dans ce volume, qu'il faut se méfier des publications de lettres déjà parues sous le nom de Mérimée, notamment les *Lettres à Panizzi*, à une *inconnue*, qui ont été tronquées, expurgées, « tripataillées », sans raison plausible, et sans qu'on y puisse remédier en ce moment, grâce à la jurisprudence des tribunaux, dont M. Chambon a été l'occasion et la première victime (cf. l'*Amateur d'autographes*, janvier 1901, mars 1902). D'ailleurs, la correspondance de Mérimée n'arrivera plus complète à la postérité : « Beaucoup de correspondances sont détruites déjà : l'an dernier, à la suite d'un procès littéraire, des lettres de Mérimée ont été brûlées à St.-C...; la destruction des lettres de Mérimée adressées à Du Sommerard et à Courmont est antérieure, mais n'en est pas moins regrettable. » L'ouvrage se termine par un essai de reconstitution de la bibliothèque de Mérimée. Quand, au début d'une nouvelle mission archéologique, en 1850, il écrivait à Bixio : « Puis-je partir sans crainte de laisser ma petite bibliothèque servir à allumer les pipes des socialistes ? » (p. 272), il ne se doutait guère que, vingt ans plus tard, au lendemain de sa mort, ses livres, ses papiers, ses souvenirs flamberaient tout de bon dans l'incendie de la rue de Lille. K.

— La librairie orientale et américaine (J. Maisonneuve et E. Guil-moto) a mis en vente le tome V de la *Bibliographie hellénique* ou *Description raisonnée des ouvrages publiés par des Grecs au XVII<sup>e</sup> siècle*, par M. Émile LEGRAND, professeur à l'École des langues orientales (1 vol. gr. in-8°. Prix : 50 fr.).

— M. A. DIEUDONNÉ a rédigé pour la *Bibliothèque de l'École des chartes* la *Table des tomes XLI-LX (1880-1899)*, suivie des tables générales sommaires des tomes I-LX, savoir : II. Table alphabétique des articles par noms d'auteurs; III. Table chronologique des documents; IV. Table des fac-similés, dessins et plans (A. Picard et fils, 1903, 316 p. in-8° à 2 col. Prix : 5 fr.).

— La librairie H. Le Soudier met en vente sa *Bibliographie française*, 10 vol. gr. in-8°, formant environ 8,000 pages et contenant près de 130,000 titres. Recueil mis à jour jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1900 (prix, br. : 50 fr.). Cette *Bibliographie* donne des renseignements de toute nature sur un ouvrage donné et sur une matière quelconque, grâce à la table alphabétique par noms d'auteurs et à la table systématique, qui renferme plus de 300 rubriques de spécialités; elle est appelée à rendre de précieux services à toute personne qui veut lire et connaître les ouvrages

écrits sur toutes les matières et édités par plus de 500 éditeurs ou auteurs français. Cette *Bibliographie* est constamment tenue au courant et mise à jour par le *Mémorial de la librairie française*, revue hebdomadaire des livres qui paraît tous les jeudis.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — Cartulaire de Saint-Laud d'Angers, suivi de la Vie de saint Silvestre et de l'Invention de la Sainte-Croix, poème français du XII<sup>e</sup> s., publ. p. A. Planchenault. Angers, Germain et Grassin, xxiv-201 p. (Doc. hist. sur l'Anjou, IV.) — Documents pontificaux sur la Gascogne, d'après les archives du Vatican, 1316-1334, par l'abbé Louis Guérard. T. II. Champion. (Arch. hist. de la Gascogne.) — Dom Guilloreau. L'obituaire des Cordeliers d'Angers, 1216-1710. Laval, impr. Lelièvre, 71 p. — Bertrand de Broussillon. Cartulaire de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers, t. III. Angers, Germain et Grassin. (Doc. hist. sur l'Anjou.) — Titres de la maison de Rarécourt, de la vallée de Pimodan, vérifiés en 1766 par M. de Beaujon, généalogiste des ordres du roi, avec continuation jusqu'à nos jours, par Alphonse Roserot. Plon et Nourrit, 1903, in-4°. Prix : 20 fr.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Maurice Doffrennes. La coalition ouvrière et la grève; étude historique, 1789-1884. Giard et Brière, 1903, 204 p. — Alain de Becdelièvre. L'Escalade de 1602. L'histoire et la légende. Picard et fils, 172 p. in-16. — G. Habault. La corvée royale au XVIII<sup>e</sup> siècle. Larose, VIII-216 p. — P. Jaillet. Essai historique et critique sur la colonisation militaire. Giard et Brière, x-372 p. — Jules Poirier. Les forteresses françaises en 1870. T. III : Metz, du 19 au 30 août. Paris, Kleiner, VII-329 p., avec cartes et plans. Prix : 4 fr. — Dr. Prouhet. Contribution à l'étude des assemblées générales de communautés d'habitants en France sous l'ancien régime. Poitiers, impr. Blais et Roy, 298 p. (Mém. Soc. Antiq. Ouest, 2<sup>e</sup> série, t. XXVI.) — Campagne et défection du corps prussien de la Grande Armée, 1812. Traduit du journal du général de Seydlitz, ancien aide de camp du général d'York, par le colonel Vermeil de Conchard. Charles-Lavauzelle, 235 p. et 3 cartes. — Maurice Pasquier. Sir William Petty; ses idées économiques. Giard et Brière, 284 p. — A. Typaldou-Bassia. La communauté de biens conjugale dans l'ancien droit français; étude de droit coutumier. Chevalier-Marescq, x-73 p. Prix : 2 fr.

HISTOIRE LOCALE. — Abbé Eug. Martin. Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié, 2 vol. Nancy, Crépin-Leblond, xlv-602 et 668 p. — C. Portal. Histoire de la ville de Cordes, Tarn, 1222-1799. Cordes, Bosquet, XII-696 p. Prix : 12 fr. — J.-F. Anderson. Esquisse de l'histoire du protestantisme à l'île Maurice et aux îles Mascariques, 1505-1802. Poitiers et Paris, Société française d'imprimerie et de librairie, 98 p. — J. Barbot. Recherches sur les anciennes fortifications de la ville de Mende. Mende, impr. Privat, 83 p. — A. Bethouart. Histoire de Chartres, 1789-1900, t. III. Chartres, impr. Garnier, 366 p. Prix : 6 fr. — J. Cornillon. Le Bourbonnais en décembre 1851. Le coup d'État. Cusset, impr. Fumoux, XI-386 p. Prix : 5 fr. — A. Denis. Toul pendant la Révolution, 1788-1792. Toul, Lemaire, 420 p. Prix : 7 fr. — E. Jarrossay. Histoire de l'abbaye de Mieg-Saint-Mesmin-lez-Orléans, 502-1790. Orléans, Marron, XII-551 p. — J. Lucas. La Hague jusqu'au temps de Guillaume le Conquérant. Périodes celtique, gallo-romaine et danoise. Le Puy-en-Velay, Marchessou, 178 p. Prix : 2 fr. — Edm. Mathieu. Institutions judiciaires et politiques du Barrois non mouvant jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Nancy, impr. Wagner, 147 p. — Abbé Louis Blazy. Contribution à l'histoire du pays de Foix. 1<sup>re</sup> série : XVII<sup>e</sup> siècle. Foix, impr. Pomiès, 107 p. — André Blondel. Essai sur les institutions municipales de Chartres, spécialement du



xiii<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup> siècle. Chartres, impr. Durand, 157 p. — *Henri de Mazières-Mauléon*. Le régime municipal en Berry, des origines à 1789. A. Rousseau, 315 p. Prix : 6 fr. — *P. Tandeau de Marsac*. Monographie économique d'un domaine rural en Limousin. A. Rousseau, 254 p. — *G. Doublet*. Un mémorialiste toulousain du xvii<sup>e</sup> siècle. Toulouse, Privat, 46 p. (Revue des Pyrénées.) — *Abbé L. Loye*. Histoire de l'église de Besançon, t. VI. Besançon, Jacquin, in-16, 419 p. — *Abbé L.-J.-M. Chaumont*. Recherches historiques sur la persécution religieuse dans le département de Saône-et-Loire, 1789-1803. T. IV : l'Arrondissement de Mâcon. Chalon-sur-Saône, Bertrand, xlvij-733 p. — *E. Dubois*. Notice sur la ville d'Oyonnax et son industrie. Bourg, impr. du « Courrier de l'Ain », 127 p. (Annales de la Soc. d'émulation de l'Ain.) — *T. Lefebvre*. Notes historiques sur la Bretagne, Finistère, de 1801 à 1813. Gaillac, Dugourc, 140 p.

BIOGRAPHIES. — *Léon Béclard*. Sébastien Mercier, sa vie, son œuvre, son temps. Vol. I : 1740-1789. Champion, ix-811 p. — *Abbé B. Massabie*. Vie posthume de V. Alain de Tolminiac, évêque, comte et baron de Cahors. Cahors, impr. Plantade, x-245 p. — *P. Hémon*. Yves-Marie Audrein, député du Morbihan à l'Assemblée législative et à la Convention nationale, évêque constitutionnel du Finistère, 1741-1800. Champion, xii-230 p.

**Allemagne.** — Le 25 mai dernier est mort à Meiningen l'historien et pédagogue D.-Albert WEIDEMANN.

— Le Dr KAMPERS a été nommé professeur ordinaire d'histoire du moyen âge à Breslau; le Dr PLEILSCHTER professeur ordinaire d'histoire ecclésiastique à Fribourg-en-Bade.

— Le baron Ulrich DE WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, professeur à Berlin, a été chargé de diriger le *Corpus* des inscriptions grecques, à la place du professeur A. KIRCHHOFF, qui a pris sa retraite.

— Le professeur Franz-Xaver KRAUS a légué sa bibliothèque, contenant 31,000 volumes, à l'Université de Fribourg-en-Bade..

**Autriche-Hongrie.** — L'Académie des sciences de Vienne a élu, pour la section de philosophie et d'histoire, le professeur Heinrich BRUNNER membre honoraire, et le professeur Ludwig FRIEDLÄNDER, à Strasbourg, membre correspondant.

— La Faculté des sciences juridiques et politiques à l'École supérieure bohémienne de Prague a conféré le titre de docteur, *honoris causa*, au Dr VON TOMEK, professeur ordinaire (maintenant retraité) d'histoire autrichienne, à l'occasion de son 85<sup>e</sup> anniversaire.

— Le Dr Alwin SCHULZ, le professeur bien connu de l'histoire de l'art à l'Université allemande de Prague, prendra sa retraite à la fin du semestre d'été.

— M. Jules PAULER, directeur des archives du royaume, président de la 2<sup>e</sup> classe de l'Académie (sciences sociales et historiques), est mort à Budapest, le 8 juillet. La Hongrie perd en lui un de ses meilleurs historiens. Fils de Théodore Pauler, le célèbre jurisconsulte et ministre de la Justice, il fit ses études de droit à l'Université de Budapest et devint avocat. Il s'adonna aux études historiques et fut chargé, en 1874, d'organiser les Archives nationales. Il parcourut les princi-



pales capitales de l'Europe pour étudier sur place l'organisation des archives. Le dépôt confié à sa garde s'enrichit pendant sa direction d'une façon étonnante. Pauler a débuté par des études sur Auguste Comte et son influence sur les historiens; il s'occupa ensuite du règne de Léopold I<sup>er</sup> et consacra deux volumes à la *Conjuration de François Wesselényi* (1876). Dans les vingt dernières années de sa vie, il étudia principalement les premiers siècles de l'histoire magyare. Son chef-d'œuvre est l'*Histoire du peuple hongrois sous la dynastie arpadienne* (1000-1301) (1893, 2 vol.), qu'il compléta, en 1900, par son *Histoire du peuple hongrois jusqu'à Saint-Étienne* (895-1000), dont nous avons rendu compte (sept.-oct. 1901). Jules Pauler a dirigé, avec Alexandre Szilágyi, l'ouvrage monumental : *les Sources de la conquête de la Hongrie*, édité par l'Académie de 1900. J. K.

**Suisse.** — M. Émile COUVREU, le descendant d'un des premiers gouvernants du canton de Vaud sous le régime de la médiation française, nous donne, dans un volume intitulé *Comment est née la Constitution vaudoise de 1803?* (Lausanne, G. Bridel, 1903, 221 p. in-8°), un choix des pièces officielles, notes, pétitions, mémoires, projets de constitution, etc., relatives à l'organisation spéciale du canton de Vaud, l'ancien territoire du Léman, émancipé, depuis 1798, de la domination « paternelle, » mais passablement tyrannique de Berne. Il a fait précéder son recueil d'une substantielle introduction historique, qui résume bien les documents eux-mêmes et nous indique les dépôts publics de Paris, dans lesquels l'auteur les a réunis. C'est un travail qui, sans embrasser l'ensemble des problèmes politiques qui se posaient alors en Suisse, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, orientera pourtant le lecteur sur les courants d'idées assez contradictoires qui régnaient sur le territoire helvétique. Il permettra de se rendre compte de toutes les difficultés qu'eut à surmonter le premier consul pour y ramener la paix dans les esprits excités par le conflit des tendances opposées, conservateurs ou radicaux, fédéralistes ou unitaires, tel qu'il se montre à nous dans les correspondances intimes des délégués vaudois, les Henri Monod, les Secrétan, les Cart et autres, avec les commissaires de Bonaparte. R.

**Pays-Bas.** — M. KRÄMER, professeur d'histoire à l'Université d'Utrecht, a été nommé archiviste en chef des archives de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas. Ayant demandé et obtenu en conséquence sa démission comme professeur, il a prononcé le 12 juin un discours d'adieu à ses élèves, où il a brièvement exposé ses opinions sur l'enseignement universitaire de l'histoire.

— Le rapport de M. KERNKAMP au ministre de l'Intérieur sur ses recherches dans les archives principales de la Suède, de Norvège et de Danemark, publié il y a quelques mois, donne de nombreux renseignements précieux sur les collections de documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas qui se trouvent dans ces archives.

— Les *Bijdragen voor Vaderl. Geschiedenis*, 4<sup>e</sup> série, t. III, 1, contiennent des études de M. BLOK sur Saint-Jérôme de Noordwijk; de

M. A.-E. SAYOUS sur la spéculation sur marchandises dans les Provinces-Unies au XVII<sup>e</sup> siècle (en français); de M. Kops sur le conflit des partis dans la petite ville de Hoorn pendant l'expédition anglo-russe en Hollande de 1799; de plus une bibliographie des mois de mai-déc. 1902.

— Dans la revue *De Gids* (mars 1903), M. THORBECKE a publié un journal d'un vif intérêt, tenu pendant le mois de mars 1848 par son père, l'homme d'État néerlandais le plus célèbre de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

— A l'aide des tomes nouveaux des lettres et mémoires de G. K. de Hogendorp, naguère publiés par M. de Hogendorp, M. COLENBRANDER a commencé une étude sur cet homme d'état remarquable, qui a joué un rôle de la première importance dans la fondation et pendant les premières années de l'existence du royaume des Pays-Bas (*Onze Eeuw*, 1903, mars et suiv.). Dans la même revue (avril), M. BLOK a retracé le mouvement calviniste qui s'est manifesté quand, en 1853, le gouvernement avait consenti au rétablissement de la hiérarchie catholique aux Pays-Bas.

— Signalons une étude, publiée dans les *Verlagen en Mededeelingen* de l'Académie Royale, nouvelle série, t. V, dans laquelle M. BLOK a traité des manuscrits sur le commerce néerlandais d'environ 1700 qui se trouvent à Paris; il montre, en particulier, que l'œuvre bien connue sous le titre de *Mémoires sur le commerce des Hollandais* doit être attribuée à l'évêque d'Avranches, Pierre-Daniel Huet. — Un autre fruit des recherches de M. Blok dans les archives de Paris est la publication d'un mémoire touchant le négoce et la navigation des Hollandais; il fut rédigé à Amsterdam en 1699, au mois de juin, par un commerçant hollandais, pour M. Bonrepaus, l'ambassadeur français à la Haye. Cette publication se trouve dans les *Bijdragen en Mededeelingen* de la Société d'histoire d'Utrecht, t. XXIV. Outre ce mémoire et le rapport annuel sur l'état actuel de la Société, ce tome contient un Mémoire d'Abraham de Wicquefort (1659), publié par M. le professeur A. WADDINGTON; les Doléances d'une partie de la bourgeoisie d'Amsterdam contre le gouvernement de cette ville de 1564 et 1565 (par MM. BROUWER-ANCHER et BREEN); des Fragments nouveaux des comptes de la ville de Dordrecht (par M. VAN DALEN); Quelques lettres de Guillaume d'Oldenbarnevelt, fils du célèbre avocat de Hollande, à Hugo Grotius (par M. ROGGE); un Contrat relatif à l'établissement d'une factorerie suédoise à Amsterdam (par M. ÉLIAS, qui y a ajouté une introduction intéressante).

— Le 14 avril, l'Assemblée générale des membres de la Société d'histoire s'est réunie à Utrecht. M. BUSSEMAKER y a discuté l'enseignement universitaire de l'histoire aux Pays-Bas; M. FRUIN a exposé la manière dont ont été réparties et payées les aides dans la seigneurie de Zélande pendant le moyen âge; M. BROM a mis en lumière les grands avantages que présenterait l'installation d'un institut néerlandais à Rome pour explorer les riches archives et bibliothèques de Rome et d'autres

villes d'Italie; cette installation, sur un pied modique, est chose résolue par le gouvernement néerlandais.

En conséquence des discussions de l'Assemblée générale sur l'enseignement de l'histoire, la direction de la Société d'histoire s'est adressée au gouvernement afin d'obtenir des changements nécessaires dans le règlement des études historiques aux universités néerlandaises.

**Grande-Bretagne.** — Dans un fascicule publié pour la *R. Historical Society*, M. W. A. SHAW a donné la bibliographie des œuvres historiques composées par les quatre grands historiens que l'Angleterre a perdus dans ces dernières années : MM. Creighton, évêque de Londres; Stubbs, évêque d'Oxford; S. R. Gardiner et lord Acton. Ce travail rendra de réels services, car, si l'on connaît les grandes œuvres laissées par ces écrivains, il est plus difficile de retrouver les nombreux articles disséminés par eux dans un grand nombre de revues. C'est important, en particulier, pour lord Acton, car, s'il n'a pas écrit un seul livre, il a prodigué ses connaissances historiques dans des comptes-rendus critiques, de brefs mémoires communiqués à des revues savantes, à des « Magazines », à des journaux; ici, l'on peut presque dire que c'est une révélation (*A Bibliography of the historical works of Dr. Creighton, late bishop of London, Dr. Stubbs, late bishop of Oxford, Dr. S. R. Gardiner, and the late Lord Acton*. Londres, aux bureaux de la Société, 1903, 63 p.).

— Le tome X des « Mélanges Camden », publié pour cette même Société (1902), contient les trois documents suivants : 1° le Journal de Sir Roger Wilbraham, procureur (*solicitor*) général en Irlande, et maître des requêtes, pour les années 1593-1616, avec des notes d'une autre main pour les années 1642-1649, publié par Harold Spencer Scott (détails inédits sur les dernières années d'Élisabeth, résumé d'un discours qu'elle prononça le 19 déc. 1901 dans son dernier Parlement; récit du couronnement de Jacques I<sup>er</sup> et réflexions sur le Complot des Poudres; notes sur l'Irlande et l'état déplorable où se trouvait l'île au moment de l'expédition du comte d'Essex); 2° le Journal des voyages et de la vie de Sir Thomas Hoby, chevalier, écrit par lui-même, 1547-1564, publié par M. Edgar POWELL (impressions de voyage d'un touriste en Allemagne et en Italie, avec quelques notes aussi sur la France, surtout de 1547 à 1554; depuis 1555, les notes sont fort maigres); 3° le prince Rupert à Lisbonne, par S. R. GARDINER (brève relation de l'arrivée et du séjour du prince à Lisbonne en 1619-1650, avec quelques lettres en appendice) (*The Camden Miscellany*, vol. X. Londres, aux bureaux de la Société, 1902, xxi-139, xxiv-144 et 21 p.).

— M. Herbert FISHER, professeur à Oxford, dont on n'a pas oublié la forte étude sur l'Empire au moyen âge, aborde maintenant un sujet assez différent, mais auquel son premier ouvrage l'avait bien préparé; ce sont des Études sur l'administration napoléonienne. Le premier volume se rapporte à l'Allemagne. Après avoir exposé le renversement du Saint-Empire croulant sous les coups de Bonaparte, il

raconte la formation de la Confédération du Rhin, la fondation du grand-duché de Berg, l'établissement du royaume de Westphalie, du grand-duché de Francfort, l'organisation des villes hanséatiques et des départements du Rhin. L'histoire militaire et diplomatique ne paraît dans ce livre qu'au second plan, l'auteur s'étant proposé comme but essentiel de chercher et de montrer dans quel esprit et au moyen de quels procédés Napoléon, après avoir révolutionné l'Allemagne, voulut y introduire les principes et les rouages de la centralisation française (*Studies in Napoleonic statesmanship. Germany*. Oxford, at the Clarendon press, x-392 p. Prix : 12 sh. 6 d.).

— Le second volume paru de la *Cambridge modern history* est le tome VII, consacré aux États-Unis. En voici, en attendant mieux, la table des matières : chap. i : le Premier siècle de la colonisation anglaise, 1607-1700, par John A. DOYLE ; chap. ii : les Colonies anglaises, 1700-1703, par le MÊME ; chap. iii : les Français en Amérique, 1608-1744, par Miss Mary BATESON ; chap. iv : la Conquête du Canada, 1744-1761, par A. G. BRADLEY ; chap. v : la Querelle avec la Grande-Bretagne, 1761-1776, par John A. DOYLE ; chap. vi : la Déclaration d'indépendance, 1761-1776, par Melville M. BIGELOW ; chap. vii : la Guerre de l'indépendance, 1776-1783, par John A. DOYLE ; chap. viii : la Constitution, 1776-1789, par Melville M. BIGELOW ; chap. ix : la Lutte pour l'indépendance commerciale, 1783-1812, par J. B. MAC MASTER ; chap. x : la Guerre de 1812-1815, par H. W. WILSON ; chap. xi : Progrès de la nation, 1815-1828, par J. B. MAC MASTER ; chap. xii : Commerce, expansion et esclavage, 1828-1850, par le MÊME ; chap. xiii : les Droits des États, 1850-1860, par Woodrow WILSON ; chap. xiv et xvi : la Guerre civile, 1861-1865, par feu John G. NICOLAY ; chap. xvii : les Opérations navales de la guerre civile, 1861-1865, par H. W. WILSON ; chap. xviii : le Nord pendant la guerre, par John G. NICOLAY ; chap. xix : le Sud pendant la guerre, par John Chr. SCHWAB ; chap. xx : Reconstruction politique, 1865-1885, par Th. Clarke SMITH ; chap. xxi : les États-Unis comme puissance mondiale, 1885-1902, par John B. MOORE ; chap. xxii : le Développement économique des États-Unis, par Henry Crosley EMERY ; chap. xxvi : le Développement intellectuel, par Barrett WENDELL (Cambridge, at the University press, 1903, xxvi-257 p.).

**Italie.** — La *Società romana di Storia patria* a fait distribuer et mettre en vente la seconde table de son *Archivio (Indice per i tomi XI-XIV, anni 1888-1902)*. Rome, 1903, 104 p.). Cet Index comprend quatre sections : 1° des noms d'auteurs ; 2° des noms de personnes, de lieux et de matières notables ; 3° des documents, rangés par ordre chronologique ; 4° des actes de la Société.

— M. le docteur Michele PINNA a publié un *Indice dei documenti Cagliaritani del regio archivio di stato, dal 1323 al 1720*, qui remplit 223 p. gr. in-8°. Les documents, rangés par ordre chronologique, sont au nombre de 1,200 et vont de 1323 à 1716. En appendice, l'auteur a

dressé, d'après les lettres patentes de ces archives, la liste des employés civils et militaires de Cagliari et des tableaux fournissant le revenu annuel des différents impôts jusqu'en 1715.

**Espagne.** — Quelques collègues et disciples du professeur Codera, qui vient de prendre sa retraite, ont pensé à lui faire hommage d'un volume d'études sur des sujets d'histoire arabe. Le volume sera publié bientôt et on peut annoncer déjà le sujet de plusieurs de ses chapitres : SAAVEDRA, Préface, avec la bio-bibliographie de M. Codera ; RIBERA, Origines du collège nidami de Bagdad ; LOPES, Qui était le roi Esmar de la bataille d'Ourique ? HINOJOSA, les Serfs ruraux dans la Navarre et l'Aragon ; UREÑA, les Jurisconsultes musulmans espagnols de la famille des Benimajlad ; MENÉNDEZ Y PELAYO, la Jeune fille Teodor dans une comédie de Lope de Vega ; GIL, Catalogue de manuscrits en aljamie ; ALTAMIRA, Doctrines historiques de Eben-Khaldoun ; SANCHEZ-MOGUEL, les Juifs d'Afrique ; PRIETO, Numismatique des fatimites de Fez ; FERRANDIS, Capitulation des Maures de Chivert ; ASIN, Averroès et saint Thomas ; GONZALVO, Reines musulmanes ; REMIRO, Domination des Arabes de Cordoue à Crète ; FITA, Inscriptions hébraïques ; IBARRA, Documents musulmans de l'Aragon ; LINARES, Écritures arabes du Pilar de Saragosse ; CARRERAS, les Vicomtes de Barcelone et les Arabes aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles ; ALEMANY, Milice chrétienne dans l'Afrique ; MEHREN, Réfutation de l'astrologie par Avicenne ; BARRAU-DIHIGO, Défense de l'histoire de Conde ; René BASSET, Un géographe musulman d'Almeria ; HODAS, Document sur un roi du Soudan ; DERENBOURG, Manuscrits de Madrid ; FAGNAN, Jurisconsultes malequites ; NALLINO, Un livre juridique du grand-père d'Averroès ; DE GOEJE, le Feu grégeois ; MM. GAUTHIER, GUIDI, MACDONALD, MIRET, CHABAS, GARCIA-MORENO, ZEKÍ, PANO, MENÉNDEZ-PIDAL, etc., ont également promis leur collaboration.

— Nous pouvons annoncer la prochaine publication, à Gijon, de plusieurs importants manuscrits de JOVELLANOS, jusqu'aujourd'hui inédits. Ils touchent divers sujets d'enseignement, d'économie, d'archéologie, etc.

---

#### ERRATUM DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

P. 360, ligne 22, au lieu de : *secreturum*, lire : *secretorum*.

— dernière ligne, après le mot *Giercke*, mettre une virgule.

P. 361, ligne 3, au lieu de : *Brordning*, lire : *Browning*.

P. 435, à la fin de l'article consacré aux *Études d'histoire*, A. Chuquet, ajouter : (Fontemoing, 288 p. Prix : 3 fr. 50. Collection Minerva); comp. plus haut, page 133.

---

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

